

Supplément  
Innovations 88

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13630 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine - MERCREDI 23 NOVEMBRE 1988

La nouvelle victoire des conservateurs aux élections législatives

## Les Canadiens ont largement approuvé l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis

Un pari raisonnable

M. Mulroney, premier ministre canadien, vient de gagner des élections importantes pour son pays. Certes, ce n'est pas le raz de marée de 1984, qui avait porté le Parti progressiste conservateur au pouvoir. Mais, avec plus de 43 % des suffrages et une majorité probable de 22 sièges sur les 295 que comptera la nouvelle Chambre des communes, le premier ministre emporte un confortable succès.

Victoire à l'arraché, mais victoire historique, puisque, depuis 1874, les conservateurs n'avaient pas obtenu deux mandats consécutifs. Il y avait eu d'abord ces mille et une rumeurs de scandale, et la démission d'un peu honteux de sept ministres du cabinet. Puis cette incapacité du gouvernement sortant à vraiment mobiliser les électeurs, faite d'un projet assez clair. Enfin, et surtout, cette campagne très agressive au cours de laquelle les libéraux de John Turner, jouant sur la corde nationaliste et un tactique populiste, face à l'accord de libre-échange signé par les conservateurs avec l'embarrassant voisin américain, avaient gagné le terrain perdu dans les sondages.

En faisant de cette élection un véritable référendum sur l'accord avec les Etats-Unis, les libéraux espéraient tirer profit de réflexes passionnés et de craintes, qui n'étaient pas toutes sans fondement. A l'évidence, le Canada a préféré la voie d'une certaine raison. Le temps n'est plus où les provinces se déchiraient sur des questions linguistiques et constitutionnelles. Le Canada, malgré ses incertitudes, prend confiance en son identité. Et le turbulent Québec lui-même, a renié ses chimères indépendantistes. La Belle Province est devenue l'un des plus fervents soutiens du gouvernement conservateur.

Le pari que fait le Canada a un avantage : celui d'introduire le poil à gratter de la concurrence dans une économie qui a beaucoup évolué depuis vingt ans et lui permet de faire maintenant partie des sept Grands, mais reste en retard, notamment pour la productivité.

Autre avantage de l'institution d'un tribunal d'arbitrage qui devra dire si d'éventuelles mesures, décidées pour protéger une profession, sont ou non anormalement protectionnistes. Les Etats-Unis ayant montré en plusieurs circonstances avec quelle brutalité ils procédaient, la promesse de ce tribunal, qui sera composé de deux Américains, de deux Canadiens et d'une personnalité neutre, constitue un réel progrès.

Divers secteurs de l'économie canadienne vont souffrir de la compétition avec le puissant voisin : le textile, l'ameublement, une partie de la métallurgie et de l'agro-alimentaire, fruits et légumes, la vigne aussi.

M. Mulroney avait déclaré que les pouvoirs publics prendraient en charge tous les problèmes d'adaptation. Il va devoir prouver qu'il sait tenir parole, car pour certains l'épreuve va être rude. Sans parler, bien sûr, du choc de deux cultures qu'on aurait tort de confondre. Mais cela est une vieille histoire...

M 0147 - 1123 0 - 4,50 F  
3790147004500 11230

Les discussions entre M. Jospin et les syndicats

## Revaloriser les salaires des enseignants coûtera de 7 à 40 milliards

Le ministre de l'éducation nationale a terminé, lundi 21 novembre, ses entrevues avec les organisations syndicales sur la revalorisation du métier d'enseignant. M. Lionel Jospin devrait présenter ses propres propositions au gouvernement courant décembre. De véritables négociations avec les syndicats pourraient s'engager au début de 1989. Selon les différentes hypothèses retenues, le coût de cette revalorisation se situe entre 7 et 40 milliards de francs.

(Lire nos informations et l'article de PHILIPPE BERNARD page 12.)



Boaf de sciences examinant sa feuille de page.

Les Canadiens ont largement approuvé l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis, qui était au cœur du débat électoral : les conservateurs de M. Mulroney ont remporté les élections du 21 novembre, avec 170 sièges (un siège restant encore à attribuer) sur les 295 à pourvoir à la Chambre des communes. Le premier ministre garde donc la majorité absolue. Les libéraux de M. Turner obtiendraient 81 sièges et les néo-démocrates de M. Broadbent 44. Une performance excellente pour le « troisième parti ».

OTTAWA  
de notre envoyé spécial

« Encore une fois Baie-Comeau a rendez-vous avec l'histoire. » M. Brian Mulroney triomphe parmi les siens. Et les grands-mères de cette petite ville québécoise presque tout entière réunie dans la salle des fêtes ont la larme à l'œil.

Le « p'tit gars de Baie-Comeau » a beau être d'ascendance irlandaise, il n'en est pas moins « bien de chez nous » et plus que jamais : le Québec, par ses suffrages, l'a confirmé le 21 novembre de façon spectaculaire. La Belle Province s'est vrai-

ment distinguée en accordant aux conservateurs un succès bien plus ample et significatif que dans les autres provinces.

A Baie-Comeau, comme ailleurs, les partisans de M. Mulroney étaient loin de tenir pareille victoire pour acquise, et on a célébré lundi soir l'événement comme il se doit. La bière a coulé à flots d'autant que - survivance de l'ère victorienne - le 21 novembre, le temps de l'ouverture des bureaux de vote, avait été déclaré « jour sans ». (Tous les magasins, bars et restaurants avaient interdiction de servir des boissons alcoolisées.)

FRANCIS CORNU.  
(Lire la suite page 3.)

## Un entretien avec M. Felipe Gonzalez

« Le temps presse pour prendre dans la CEE les premières mesures de coordination monétaire »

Le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, a répondu à nos questions à la veille du sommet franco-espagnol de Montpellier, les 23 et 24 novembre, auquel doivent participer M. François Mitterrand et M. Michel Rocard. Les dirigeants des deux pays se rencontreront à nouveau à Rhodes pour le conseil européen des 2 et 3 décembre, qui marquera la fin de la présidence grecque de la Communauté.

« Il y a traditionnellement dans les relations franco-espagnoles des hauts et des bas. Est-ce en période de haut ou de bas ? »

« Je crois que nous vivons maintenant une période d'émancipation permanente de nos relations, après le tournant historique des années 1982 et 1983. On ne peut plus dire que nos relations sont cycloïques. Même si un problème se présente, nous avons désormais mis sur pied les mécanismes nous permettant de le résoudre. A la veille de la rencontre de Montpellier, il n'y a pas de grands problèmes en vue. Ce qui devrait nous permettre d'établir un bilan d'ensemble de nos relations et de tracer des perspectives. De toute façon, la France, pays hôte, proposera les thèmes de discussion. »

« N'avez-vous pas malgré tout, en ce qui concerne la lutte contre

FETA, un problème avec M. Jona. N'avez-vous pas la nostalgie de M. Passqua ? »

« Parler de nostalgie ne serait pas correct d'un point de vue politique. Le premier changement positif dans la collaboration antiterroriste s'est produit à l'époque où Jona était ministre. Pour être même plus précis, à l'époque de Defferre. J'ai connu Defferre il y a longtemps, puisqu'il était pratiquement le responsable de la publication des journaux de notre parti lorsque nous étions dans la clandestinité. »

« Nous avons longtemps eu l'impression que, bien que notre exil chez vous nous ait rendus très proches les uns des autres, les forces politiques françaises n'analyseraient pas suffisamment en profon-

deur la réalité politique espagnole. C'est en 1983, avec les socialistes, que les choses ont vraiment commencé à changer. Ensuite, le gouvernement Chirac est allé plus vite et plus loin dans certains domaines. Par exemple, il a appliqué largement le processus d'expansion d'urgence. C'était important, car cela a provoqué un sentiment d'insécurité et d'inquiétude parmi les membres de l'ETA. Les terroristes se sont rendu compte qu'ils ne disposaient plus désormais en France de la tranquillité leur permettant de s'organiser et de préparer des attentats. »

Propos recueillis par  
JACQUES AMALRIC,  
ANDRÉ FONTAINE  
et THÉRRY MALINIAK.  
(Lire la suite page 8.)

Le Patriarche, les toxicomanes et le SIDA

## Le phalanstère des séropositifs

L'association Le Patriarche, qui s'efforce de soigner les toxicomanes et les malades du SIDA, est à nouveau objet de polémique. Le ministre de la Santé vient de demander à l'Inspection générale des affaires sociales une enquête sur cette « contre-société » aux allures de multinationale.

AUCAMVILLE  
(Haute-Garonne)  
de notre envoyé spécial

Agnès est partie. Avec son « dégoût », et déprime, son SIDA. Agnès est partie mais elle les aime. Alors elle a pensé à eux, elle les a appelés et au bout de fil leur a raconté un beau mensonge : « Je suis à Paris, tout va bien. C'était samedi, ou dimanche. Ça s'est sérieusement agité au domaine de Lamothe, un quadrilatère de bâtiments posés sur des terres agricoles, à trente kilomètres de Toulouse. Dans la nuit, huit copains d'Agnès ont sauté dans des grosses Audi et coupé à travers la France pour aller récupérer. Enfin, pour essayer.

Tout va mal. Tout s'enchaîne de travers. Il y a quinze jours, la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) a fait savoir à l'association Le Patriarche, qui gère le domaine de Lamothe - parmi beaucoup d'autres, - qu'elle réduisait de 25 % le montant des aides annuelles. Deux cents anciens toxicomanes et quelques malades du SIDA, sont descendus de Lamothe et du centre de la Boire, tout proche, pour « occuper » la DDASS. Les CRS les ont délogés à coups de matraque, les mains soigneusement gantées pour le cas où du sang viendrait à gicler. Agnès est partie.

Agnès, trente ans. Dans une vie antérieure, elle a été mannequin et riche. Elle avait un appartement à Paris, dans le 16<sup>e</sup> arrondissement, des bijoux, quelques toiles de maîtres. Un jour, sa vie a basculé. Son ami se droguait (un « junkie »), elle s'est droguée. Douze ans d'héroïne, de LSD, de cocaïne, « douze ans de défonce ». Et, au bout, la prostitution pour acheter la drogue, parce qu'il n'y a alors plus

qu'elle qui compte, et la quillère, et l'eau pourrie des caniveaux ou des toilettes, et la seringue (la « pompe ») qui tourne entre les copains. Terminés : le Patriarche, une association qui s'identifie avec un homme, Lucien Jean Engelmaier, soixante-huit ans, installé aujourd'hui aux Baléares.

Ce matin, le réveil est cotonneux au domaine de Lamothe. Il fait froid, humide, le brouillard pèse sur le phalanstère. Dans le bureau d'accueil de la direction générale de l'IDRET - tout simplement le centre de documentation interne - une jeune femme donne un coup de balai, une autre prépare le café. Chacun, avant d'entrer dans le bâtiment, pose sa cigarette sur une grosse pierre : une sorte d'hommage muet à Lucien Engelmaier qui s'est vu ici et ne supporte pas la fumée. Les responsables parcourent attentivement les journaux, échantillons des télévisions, en Espagne, le Nicaragua ; d'autres lisent et traduisent des revues anglo-saxonnes comme Science et Nature.

LAURENT GRELSAMER.  
(Lire la suite page 13.)

**PRIX FEMINA**

Alexandre  
**JARDIN**

Le Zèbre  
roman

GALLIMARD urf

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Brésil, 4,50 R\$ ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Chili/Mexique, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Japon, 4,50 ¥ ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 180 esc. ; République, 336 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 2 \$.

# Débats

## SOCIÉTÉ

### L'Église et la morale familiale

par GEORGES HOURDIN

Le débat autour de la morale familiale dans l'Église catholique est relancé. Un film, une pilule, la prévention du SIDA, l'état de célibat pour les prêtres, en sont la cause. Le Monde du 15 novembre a dit, sur ces différents points, d'excellentes choses. Je veux verser au débat quelques observations dont il me semble que l'on ne fait pas assez état. Je veux, surtout, tenter de simplifier la façon dont le problème est posé.

En ce qui concerne les méthodes de contraception, d'abord. Elles ont, à mon avis, toujours existé, même dans les sociétés antiques ou primitives. Elles ont toujours un caractère artificiel puisqu'elles tendent — même les plus simples — à détourner le cours de la nature et qu'elles sont les conséquences du fonctionnement de la pensée. La génération qui précède la mienne ignorait, si mes souvenirs sont exacts, que le problème existait ! Je revois la figure étonnée des « anciens » de ma famille lorsque Pie XII publia l'encyclique sur « La chasteté dans le mariage ». Ils ne comprenaient pas. Cela leur semblait incompréhensible.

Je crois (mais je ne suis pas historien de la morale) que cette bagarre est née par le gnosticisme et ses courants nombreux qui assimilaient la chair et le mal absolu. Cette vision du monde avait pris un caractère si systématique qu'elle menaçait les mœurs et la reproduction de la population. Les responsables de l'Église réagirent, mais nous connaissons mal

les détails de cette polémique, les documents ayant été, pour la plupart, détruits par les vainqueurs.

Quoi qu'il en soit, les temps ont changé. La question démographique ne se pose plus du tout dans ces termes et la plupart des enfants qui naissent vivent longtemps ou assez longtemps. Les soixante millions (environ) d'habitants qui peuplaient la Terre au temps du Christ sont devenus maintenant cinq milliards ! Il n'existe plus aucune raison de pousser à la constitution de familles très nombreuses, à moins que l'on ne veuille privilégier la naissance d'enfants dans les familles chrétiennes. Il faut, alors, faire remarquer qu'il suffit d'un seul acte pour provoquer une naissance et que le problème n'est pas là.

#### Un sacrement

Nous devons, je le pense tout au moins, rappeler la définition que l'on peut donner du mariage chrétien. Il s'agit d'un sacrement : un acte sacré enraciné dans le profane. Cette célébration a pour objet de recevoir et de bénir en public l'engagement qu'un homme et une femme prennent de vivre durablement ensemble et de former ce groupe si merveilleusement étonnant qu'est une famille. Cela entraîne pour les intéressés deux conséquences : la fidélité de l'amour et la fécondité. C'est déjà beaucoup leur demander !

La nature humaine est très fragile. La société industrielle est très complexe et très changeante. Il est difficile à des époux vivant jour et nuit dans des logements étroits — car beaucoup ne sont pas riches — travaillant l'un et l'autre à l'extérieur, de s'accorder harmonieusement et de bien préparer leurs enfants à être des hommes et des femmes responsables sans consentir souvent des sacrifices réciproques. Ils ne peuvent réaliser cet engagement que suivant une certaine forme de tendresse. Laissons-leur les coutumes franches. Respectons leur vie privée. Nous ne devons pas les accabler avec des contraintes complémentaires. Ils doivent trouver eux-mêmes, dans la joie et la difficulté, les formes de leur fidélité, les conditions de leur entente et le chemin qu'ils prendront pour mettre au monde, dans le plaisir et dans la joie, le nombre d'enfants dont ils peuvent assurer l'éducation.

Comment entendraient-ils, au milieu de leurs soucis (car la vie de famille est lourde aujourd'hui à mener à bien), les indications d'hommes qui ont choisi pour eux-mêmes une autre voie ? Le mariage, en dépit de Pascal, n'est pas une condition basse. Il est un état de vie difficile mais magnifique, aussi respectable, naturellement, que celui des religieux consacrés. Et c'est là que je rencontre le célibat des prêtres.

L'ordination des hommes mariés ne créera pas un renouveau sensible des vocations. Elle est pourtant désirable. Elle n'est pas contraire à la foi. Elle était la loi de l'Église latine pendant neuf ou dix siècles. Elle existe toujours dans les Églises orthodoxes qui se sont ralliées à Rome. La présence de ces hommes mariés et ordonnés apporterait aux simples laïcs que nous sommes la possibilité de trouver des conseillers spirituels qui, traitant avec nous de la vie morale d'une famille au vingtième siècle, sauraient de quoi nous parler. Ce n'est pas rien et c'est sans doute ce dont les communautés chrétiennes ont besoin. Ce qui ne veut pas dire que le célibat consacré ne serait pas maintenu dans beaucoup d'ordres religieux. La pratique héroïque des vertus chrétiennes et de la méditation pose des problèmes différents de ceux du sacerdoce séculier.

« Penser le chômage » : précisions. — Plusieurs passages de l'article de Daniel Sibony (Le Monde du 15 novembre) ont été cités. A la troisième colonne (dix-neuvième ligne) il fallait lire : « ...ça résiste ; la vie a la vie dure » ; à la quatrième colonne (deuxième paragraphe) : « Le chômage est donc une forme de la question du lien, de l'être en manque de lien (et n'est lié qu'à soi c'est la déprime) en proie au lien qui ne « prend » pas, comme... » ; à la quatrième colonne (quatrième paragraphe) : « Du reste, chômage et travail ont d'autres points de contact. »

## TÉLÉVISION

### Une bouffonnerie « au nom du peuple français »

par ALAIN FINKELKRAUT

Sous un titre chargé de gloire démocratique — Au nom du peuple français — et si tout se passe comme prévu, TF1 proposera le 12 décembre aux téléspectateurs une fastueuse reconstitution en direct du procès de Louis XVI, avec Léon Zitrone en président du tribunal, Jean-Edern Hallier en procureur de la République, et M<sup>rs</sup> Paul Lombard (1) et Jacques Vergès dans le rôle des avocats.

Cet « événement télévisé » a été conçu et préparé par Yves Mourouzi : « Quelle rencontre nous dit (sans rire) le dossier de presse de l'émission, pouvait mieux satisfaire le peuple que celle de Mourouzi et de la Révolution ! » Deux principes, en tout cas, ont présidé à ce choc de titans.

1) La fabrication de l'histoire. Partant de l'idée que ce n'est pas le public qui doit faire l'effort de se dégarer de son temps pour aller vers le passé, mais que c'est le passé qui doit se mettre à la disposition du public, Y. Mourouzi a demandé à J. Vergès, P. Lombard et J.-E. Hallier de construire eux-mêmes, librement et en hommes du vingtième siècle, leur argumentation. Adieu Malesherbes ; tancé

que des comédiens jouent un scénario historique d'Arthur Comte, l'avocat de l'accusé, l'avocat de la partie civile et l'accusé-témoignage auront une totale liberté d'intervention. Et pour figurer l'anachronisme, les téléspectateurs seront invités à rendre leur verdict par minitel, achevant ainsi de transformer en procès d'assises pour rire, le procès que la Convention fit au roi.

2) Le vedettariat sans foi ni loi. Les personnalités qui figurent au générique flamboyant de ce « grand spectacle populaire » n'ont pas été sélectionnées pour leur connaissance de la période, pour leur autorité morale, pour leur génie artistique, mais, selon les termes mêmes de Mourouzi, le maître d'œuvre, en tant qu'elles sont, comme lui, des « vedettes ». Aujourd'hui, en effet, vous n'êtes pas connu parce que vous appartenez à une élite intellectuelle, professionnelle ou politique, vous appartenez à l'élite parce que vous êtes connu. Ce n'est pas l'exception qui confère la notoriété, c'est la notoriété qui confère l'exception.

Et comme l'atteste le choix infatigable de Mourouzi, dans une société qui ne reconnaît plus d'autre infamie que l'anonymat, tout est permis, tous les moyens, même les plus déshonorants, d'attirer l'attention sur soi, reçoivent leur récompense.

Héritiers en cela des Lumières, les hommes de 1789 voulaient remplacer l'élite de la naissance par celle du mérite, et la noblesse du sang par la noblesse de la raison, de la vertu ou du talent. Deux cents ans après, il n'y a plus ni aristocratie ni élite républicaine : en devenant à elle-même son propre critère, la notoriété contemporaine a mis fin à toute espèce de distinction. Bref, nous ne sommes plus en démocratie, nous sommes en bouffonnerie ; la Révolution française n'est pas terminée comme l'espère François Furet, elle est armée, et on la considérera bien volontiers à MM. Mourouzi, Zitrone, Hallier, Lombard et Vergès, il n'y avait pas de date plus opportune que le Bicentenaire pour procéder à sa liquidation.

(1) TF1 vient d'annoncer que M<sup>rs</sup> Lombard sera remplacé par M<sup>rs</sup> Gilbert Collard (NDLR).

## TÉMOIGNAGE

## ALGÉRIE

### La lucidité d'Ali Mécili

EN août 1986, alors qu'il vient de fonder le journal *Libre Algérie*, avec pour seule exigence « le devoir de vérité », Ali Mécili écrit des mots qui ont eu, au mois d'octobre 1988, un singulier résonance : « Le modèle de développement algérien que les auteurs du coup d'état militaire du 19 juin 1965 proposaient avec arrogance à tous ceux qui tournaient leurs regards vers l'Algérie révolutionnaire a désormais vécu. »

Ali Mécili, avocat militant inlassable des droits de l'homme, qui a lutté passionnément pour l'avènement de la démocratie en Algérie, est mort le 7 avril 1987. Combien, alors, se sont tus devant l'assassinat sur le territoire français d'un avocat français ? Avait-il le tort d'être d'origine algérienne et, en cela, un peu moins français que les autres ? Un peu moins égal devant la loi ? La nationalité française serait donc divisible ?

Il y a eu le silence. Il y a eu la coopération active : l'assassin présumé, très vite interpellé au mois de juin 1987, fut aussitôt remis à la disposition des services algériens, sous le prétexte d'urgence absolue.

Osera-t-on répliquer qu'il convenait déjà d'aider l'Algérie afin qu'elle ne connaisse pas de dérive plus dangereuse ?

Je pensais encore que la démocratie ne pouvait s'accomplir dans la honte et le marchandage. Lorsque nous avons voulu, avec le Comité Mécili, soulever les montagnes, alerter les consciences sur la gravité du geste et l'existence d'un déni de justice, le terrain s'est dérobé sous nos pas. Nous n'avions pour toute réponse que des regards fuyants, des silences gênés. Nous étions incongrus de nous acharner ainsi. Un seul

mot justifiait toutes les dérobades : « Algérie ».

Sur l'un des plateaux de la balance, la mort d'un homme. Que pesait-elle, quand sur l'autre il y avait la raison de deux États avec, pièce-mêle : otages, services réciproques, négociations sur le gaz... ? Nous n'étions décidément pas dans le « trip » du moment. Repassez plus tard.

Nous repassons. Il aura fallu plus de cinq cents morts pour que les yeux se délient, que les langues commencent à se délier.

Homme d'une double culture, Ali Mécili avait choisi de lutter pour l'indépendance de son pays, tout en aimant profondément la France, ses idéaux de liberté et ses traditions démocratiques.

Le divorce avait été douloureux, mais il était le symbole même des relations qui pouvaient se nouer entre les deux pays, fondées sur le respect des droits de l'homme. Non sur des opérations de basse police. Non sur une logique implacable d'élimination de quiconque ose ren-

dre possible l'avènement de la démocratie en Algérie. Il était de ceux qui, par son charisme, sa foi en une stratégie pacifique, sa lucidité, le mettaient soudain à notre portée.

Il est mort et son intelligence, sa clairvoyance nous font cruellement défaut.

Une démocratie est-elle en train de naître en Algérie ? L'avenir nous le dira. Mais si la France veut aider ce pays, elle doit commencer par être intrinsèquement avec elle-même et refuser de toutes ses forces que sa justice soit haïssée. Elle se doit d'obtenir de l'Algérie ce geste de la plus élémentaire courtoisie que serait la réponse à la commission rogatoire internationale diligentée depuis plusieurs mois par M<sup>rs</sup> Canivet-Beuzit, juge d'instruction, et qui semble s'être enlisée.

Si elle devait ne pas le faire, comment expliquerai-je, un jour, à mes enfants, que leur pays : la France, qui s'appretait à fêter le bicentenaire de la Révolution, ait pu fermer les yeux sur l'assassinat de leur père ?

ANNIE MÉCILI

## SOLIDARITÉ

### Palestiniens et Algériens

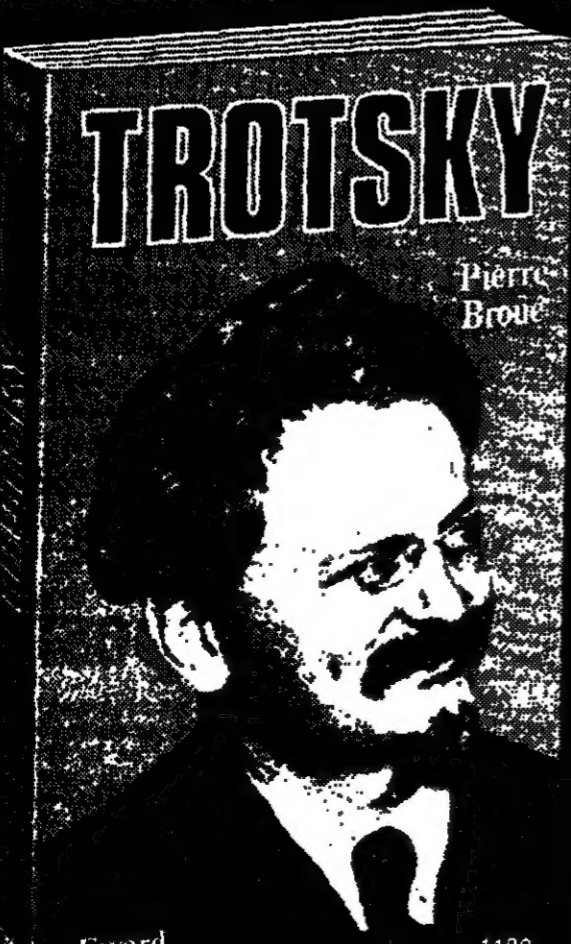
De même que la révolution algérienne a servi hier de stimulant en Afrique et dans le monde arabe, l'intifada a servi, en octobre, d'exemple à la jeunesse algérienne.

La question que je pose aux dirigeants palestiniens qui se sont réunis à Alger est la suivante : dans quelle mesure sont-ils soli-

naires, eux, des luttes qui se développent dans le monde arabe ? Est-ce un acte de solidarité avec les masses algériennes que d'avoir organisé leur réunion à Alger, où le sang des enfants, versé en octobre, n'a pas encore séché ?

MOHAMMED HARBIL, historien (ancien dirigeant du FLN).

# L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



Le Trotsky de Pierre Broué représente non seulement le couronnement d'une vie de chercheur et de militant tout entière vouée, depuis plusieurs décennies, au parcours mouvementé du théoricien de la révolution permanente, mais aussi une somme inégalée sur l'histoire politique de l'Europe de l'entre-deux-guerres.

Thomas Ferenczy, *Le Monde*

**Le Monde** 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27  
Télex MONDPAR 660572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde - Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Benoit-Lévy (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Européennes, MM. André Fontaine, gérant, et Robert Benoit-Lévy, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Taper LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-81

**Le Monde** TÉLÉMATIQUE Composés 36-15 - Taper LEMONDE

**Le Monde** PUBLICITE 5, rue de Monttessay, 75007 PARIS Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 286 136 F

**ABONNEMENTS** BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	REUNION	SUISSE	AUTRES PAYS non Europe
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 357 F
9 mois	954 F	1 069 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 290 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

RAJIND 88

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

SI  
L  
une  
dix  
vingt  
H  
sans  
tant  
régr  
d'ur  
(la  
mor  
nive  
tent  
sur)  
L  
un p  
légit  
« tr  
roug  
que  
dic-  
mén  
rien,  
très  
Hos  
en vi  
C  
une  
aura  
ard  
assu  
trop  
ser-  
Pri  
L'ir  
soit  
Di  
vatis  
en l  
anné  
20  
d'Éta  
trie,  
essai  
tion  
conci  
tion  
et de  
la ca  
au p  
d'enc  
arabe  
vent  
priset  
par u  
gers  
Co  
Ret  
en l  
La  
bera  
contr  
- et  
expo  
expé  
allern  
des «  
ment  
de l'e  
en ra  
vie-  
cours  
de n'  
de 1  
voir à  
dre v  
terme  
hausse  
stabil  
total,  
allern  
fiards  
francs  
en 1  
depu  
appor  
nette  
sages  
effort  
tenir  
contr  
cher  
mand

## CANADA : les élections législatives

### La nouvelle victoire des conservateurs

(Suite de la première page.)

M. Mulroney se voit donc octroyer un deuxième mandat et ce succès, même s'il n'est pas aussi vaste que celui sans précédent d'il y a quatre ans, est un peu inespéré : les conservateurs, dominés dans les sondages après les grands débats télévisés fin octobre, n'en espéraient pas tant. Ils avaient fait dans leur contre-attaque et leur « remonte » des deux dernières semaines, mais ils craignaient encore de ne pas atteindre la barre des 148 sièges à la Chambre et d'avoir donc à former un gouvernement minoritaire avec toute l'incertitude que cela aurait fait peser sur l'accord de libre échange avec les Etats-Unis, l'enjeu majeur et quasi-unique de la campagne.

Les « tortes » se consolent donc aisément d'avoir perdu de nombreuses circonscriptions et quelques membres du gouvernement (parmi lesquels le ministre de l'environnement et celui des télécommunications). En dépit de la terrible et soudaine croisée de John Turner et des libéraux contre l'accord, celui-ci est maintenant en quelque sorte « ratifié » par le résultat de ces législatives.

Ultimes sursis froides dans le camp conservateur : la soirée avait mal commencé. A 20 heures (2 heures du matin en France) à la fermeture des bureaux de vote, télévisions et radios énumèrent les

premiers résultats dans les provinces « atlantiques » où, à Terre-Neuve notamment, les libéraux mènent nettement ; ils reconquissent la plupart des sièges perdus en 1984. Même l'hypothèse d'un gouvernement minoritaire paraît douteuse. Les chaînes publiques de Radio Canada hésitent à dévoiler leurs estimations en sièges. Puis vient une première fourchette qui donne l'avantage mais n'exclut pas une majorité seulement relative. Ce n'est qu'à 20 h 40 qu'un présentateur de Radio Canada se risque à prédire avec solennité : « M. Mulroney formera un gouvernement majoritaire. » Soulagement des conservateurs.

#### Rude coup pour les libéraux

Arrivent enfin les données initiales sur le dépouillement dans les provinces clés du Québec et de l'Ontario. Là il apparaît très vite que le Parti libéral ne parvient pas à regagner suffisamment de terrain. C'est le cas notamment dans l'Ontario qui avait été durant la dernière partie de la campagne le centre de la résistance contre l'accord « Mulroney-Reagan » si vivement dénoncé par M. Turner. Les tout derniers sondages dans cette province donnaient encore aux libéraux un sérieux espoir de reprendre le contrôle de ce bastion. Ces prévisions allaient être

assez clairement démenties par le scrutin soulignant, s'il en était besoin, que l'opinion canadienne est des plus imprévisibles et versatile. Rude coup pour les libéraux et le premier ministre de l'Ontario, M. David Peterson, qui s'était personnellement engagé dans la bataille contre l'accord.

M. Peterson s'était ainsi opposé vivement à M. Robert Bourassa, premier ministre du Québec qui, traité à la cause libérale comme l'ensemble de l'opinion québécoise, avait opté pour la cause du libre échange. Ce fut en effet un des faits essentiels de cette campagne que l'affrontement de ces deux provinces à l'origine de la formation du Canada. Le turbulent Québec francophone et l'Ontario, foyer des valeurs du Canada anglophone ont de nouveau rivalisé. Québécois et Ontariens se sont mesurés à propos de l'accord de libre échange alors que cette question n'était pas directement liée à leurs divergences fondamentales. Mais il y a beaucoup d'arrière-pensées dans ce débat d'ordre uniquement économique à première vue. De part et d'autre, certains dirigeants politiques ne se sont pas privés de faire allusion aux vieilles querelles sur le nationalisme canadien et québécois.

Le Québec ont, avant 1984, les libéraux ont longtemps dominé la vie politique, est devenu, le 21 novembre, on ne peut plus conservateur. Le vote de lundi, avec près de 60 % des suffrages en faveur de M. Mulroney paraît confirmer qu'un vent nouveau souffle sur cette province qui, au début de la décennie, s'était déjà refusé, dans le référendum sur la « souveraineté association », à faire quasiment sécession. Avec diplomatie, et profitant de son identité québécoise, M. Mulroney a joué la conciliation et la « réconciliation ». Il vient manifestement de tirer les dividendes de l'accord constitutionnel du Lac Meech, en 1987, qui a redéfini l'autonomie de l'ensemble des provinces par rapport au pouvoir fédéral, tout en reconnaissant que le Québec constitue une « société distincte ».

#### « Désir d'unité »

A minuit, dans son allocution de « victoire » à Baie-Comeau, le premier ministre n'a pas manqué de faire observer que « le pays vient d'exprimer son désir d'unité », même si les anglophones soupçonnent que beaucoup de Québécois ont voté par opportunisme pour le libre échange afin de préserver plus que jamais leur particularisme. Alors qu'ils pensaient au moins conquérir la zone urbaine de Montréal, les libéraux ont subi les revers très remarquables. Ainsi, à Outremont, quartier chic franco-

phone qui était une circonscription libérale depuis la naissance du Canada, c'est un conservateur qui l'emporte.

M. Mulroney a déclaré qu'il se donnait au cours des années à venir, non seulement pour tâche de mettre en œuvre l'accord de libre échange, mais encore de parachever une réforme fiscale controversée et de mettre l'accent aussi sur la protection de l'environnement qui préoccupe beaucoup les Canadiens. Il devra négocier entre autres avec les Américains les termes d'une lutte accrue contre les pluies acides. Mais il s'est gardé d'insister sur un

autre devoir : réduire le déficit budgétaire. Les premiers commentaires de la soirée électorale ont rappelés qu'il aura bien du mal à atteindre cet objectif sans toucher à la sécurité sociale, puisqu'il s'est également et formellement engagé à ne pas la restreindre.

C'est l'une des raisons pour lesquelles le leader libéral qui a fait campagne pour le maintien des « programmes sociaux » ne paraissait pas trop déçu lundi soir. Très fortement contesté par ses propres partisans, il y a encore un mois, il a réussi à mener une campagne acharnée qui a sûrement ébranlé les conservateurs, à la surprise générale. Aussi, alors que

certaines prévisions annonçaient sa retraite, a-t-il affirmé qu'il continuerait à défendre ses idées et à se montrer « vigilant ». Et il est certain qu'il aura au moins obtenu un sursis jusqu'au prochain congrès libéral fixé à avril.

Voici un an, le Parti libéral semblait menacé de disparition, en tout cas de perdre sa place de premier parti d'opposition au profit du Nouveau parti démocratique. Cette dernière formation obtient aujourd'hui plus de sièges qu'elle n'en a jamais eus, mais demeure en troisième position.

FRANCIS CORNU.

### Brian Mulroney ou le charme rassurant de la continuité

MONTRÉAL de notre correspondant

Quatre années de pouvoir ont à peine changé Brian Mulroney, dont les lointaines origines irlandaises ne suffisent pas à expliquer la constance.

Lors de sa première campagne, comme durant la seconde, il a utilisé tous les registres de sa voix grave et suave pour vendre l'image d'un homme rassurant, modéré et conciliant. Il a de nouveau offert pour tout gage, à défaut d'un programme clair, le succès de ses entreprises passées.

En 1984, Brian Mulroney, qui venait d'abandonner son poste de président de la filiale canadienne d'une compagnie minière américaine, avait énoncé le principe vague du retour à la libre entreprise. Après l'écrasante victoire de ses troupes conservatrices, les Canadiens ont découvert sa détermination à négocier un traité de libre-échange avec les Etats-Unis, finalement signé en début d'année.

Fort de sa réputation d'habile médiateur dans les conflits les plus délicats, il avait aussi promis que le Québec réintégrerait la confédération canadienne, au sein de laquelle il s'engageait à ramener l'harmonie. Les plus fervents fédéralistes ont ensuite compris, à leur grand dam, que ces visées passeraient par la reconnaissance d'un statut distinct pour le Québec et par la décentralisation de pouvoirs fédéraux vers les provinces.

En 1988, Brian Mulroney a simplement demandé, en quelque sorte, à pouvoir parachever ces deux missions, entreprises dans le sursis général. Le traité de libre-échange, dont l'opposition a bloqué la ratification, doit permettre à celui qui se présente comme un « bon gestionnaire » de prolonger quatre années de croissance. L'accord constitutionnel du Lac



Meech, que deux des dix provinces n'ont toujours pas entériné, doit conforter ses ambitions de rassembleur.

Prospérité économique et unité nationale : au-delà de ces grands objectifs, M. Mulroney s'en tient à sa stratégie préférée, celle du filou politique. « Le Parti progressiste conservateur n'est pas un parti d'idées », avait-il dit en 1983, juste avant d'accéder à la tête de cette formation, dans laquelle il militait depuis l'adolescence. « Brian Mulroney n'est ni de droite ni de gauche : il est des deux côtés en même temps », ont renchéri ses biographes.

#### Le « petit gars de Baie-Comeau »

Hyperpragmatique, Brian Mulroney, toujours tiré à quatre épingles, est l'antithèse de son prédécesseur libéral, l'excentrique Pierre-Elliott Trudeau, dont le dogmatisme avait fini par lasser les Canadiens.

Les deux hommes n'ont guère que deux points communs : ils sont bilingues et québécois d'origine. L'ancien premier ministre a été élevé dans les milieux bourgeois de Montréal. M. Mulroney, qui aime à se présenter comme le « petit gars de Baie-Comeau », village isolé de la rive nord de Saint-Laurent, est né dans une modeste famille d'anglophones catholiques. Il n'a pas été formé sur les bancs prestigieux d'Oxford ou de Harvard. Il a obtenu un diplôme de sciences politiques à l'université anglophone d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) puis de droit à l'université francophone Laval de Québec.

Leur approche des problèmes politiques est aussi diamétralement opposée. Contrairement à M. Trudeau, qui, s'appuyant sur de brillantes analyses souvent radicales, a tenté d'imposer coûte que coûte sa vision du Canada, Brian Mulroney préfère systématiquement la conciliation à la confrontation. Outre à reporter ses décisions quand la consensus est introuvable ou quand la polémique est trop vive, quitta aussi à ce qu'on lui reproche son manque de fermeté et de conviction, voire son opportunisme.

M. Mulroney a ainsi vu son image se ternir dangereusement lorsqu'il a cherché, en dépit de ses promesses, à désindustrialiser les pensions de retraités (un projet sur lequel il a dû reculer pour ne pas se mettre à dos les personnes âgées) ou lorsqu'il a tardé à légiférer pour mettre un terme à la série de scandales qui ont entaché la réputation de son gouvernement.

Sur ces deux points qui lui ont valu des records d'impopularité en 1986 et 1987, M. Mulroney a su faire à temps acte d'humilité en présentant ses excuses au milieu de sa dernière campagne. Les électeurs ont montré qu'ils lui avaient pardonné.

MARTINE JACOT.

### La bataille du libre-échange n'est pas tout à fait terminée

OTTAWA de notre envoyé spécial

Quarante-huit heures avant le scrutin, M. Mulroney, nettement plus confiant que son entourage, laissait entendre qu'il comptait sur une majorité absolue de députés conservateurs : « Je souhaite que la Chambre des communes puisse se réunir au plus tôt afin d'être sûr que la législation sur le libre-échange soit adoptée dès que possible. » M. Mulroney pensait évidemment à l'échéance, très proche, du 1<sup>er</sup> janvier, moment de l'entrée en vigueur de l'accord avec les Etats-Unis.

Pour que le contrat soit respecté du côté canadien — alors que les deux chambres du Congrès américain ont depuis longtemps ratifié le traité, — il faut faire vite. Selon les collaborateurs du premier ministre, la nouvelle Chambre des communes ne pourra vraisemblablement pas se réunir avant le 12 décembre. Si cette date est retenue, il s'agirait d'un délai record après les élections, selon les traditions parlementaires canadiennes.

Les députés devront reprendre le processus d'adoption du texte qui avait été bloqué par le Sénat. Cette haute assemblée, comparable à la Chambre des lords en Grande-Bretagne, dont les membres ne sont pas élus mais nommés, est en majorité libérale, et M. John Turner, chef du Parti libéral, qui a pris la tête de la croisée contre l'accord Mulroney-Reagan, n'avait pas eu de mal à obtenir l'opposition des sénateurs.

Cette fois, devant une nouvelle approbation de la Chambre des communes, et surtout après le résultat des élections législatives transformées en référendum sur le libre-échange, les sénateurs seraient mal venus d'opposer une fois de plus leur veto. Mais ils peuvent encore faire trainer les choses jusqu'à l'extrême limite. M. Turner avait déclaré que sa formation ne reconnaîtrait définitivement la défaite du « non » à l'accord de libre-échange que si M. Mulroney et son parti obtenaient 50 % des suffrages au scrutin du 21 novembre. Or ce n'est pas le cas...

F. C.

### SALVADOR

#### L'OEA recherche une solution pacifique

En dépit d'une trêve unilatérale de cinq jours proclamée par la guérilla salvadorienne pour la durée de la dix-huitième Assemblée annuelle de l'Organisation des Etats américains (OEA), réunie dans la capitale, il y a eu quarante-trois morts et blessés le temps de la conférence dans la petite République centro-américaine. Les actions violentes du Front Farabundo-Martí de libération nationale ont repris à San Salvador même, à peine repartis les ministres des affaires étrangères des trente et un pays membres.

L'Assemblée a voté une résolution appelant à la recherche d'une solution pacifique au Salvador. Ce souhait a été émis alors que l'état-major de l'armée nationale venait d'annoncer que priorité serait donnée aux solutions militaires. La présence à San-Salvador des ministres des cinq pays centro-américains intéressés au conflit régional n'a guère permis de faire avancer le processus de paix formalisé en août 1987 par le fameux « plan Aris » (du nom du président costaricain).

On a, en revanche, noté que M. George Shultz, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, n'avait pas mentionné dans son discours la Contra antisandiniste : un silence généralement interprété comme un souci de laisser les mains libres à M. George Bush dans la formulation prochaine d'une nouvelle politique envers le Nicaragua. — (AFP.)

### COLOMBIE : un rapport du BIT

#### Une situation de violence « effrayante »

Plus de trois mille six cents Colombiens sont morts depuis le début de 1988 du fait de violences politiques ou d'affrontements liés au trafic de drogue, indiquent des statistiques officielles publiées à Bogota le dimanche 20 novembre. De ce total, deux mille cent sept sont des civils, la plupart des paysans, massacrés par des escadrons de la mort ou des tueurs à gages payés par les trafiquants, alliés aux grands propriétaires terriens. Les forces de l'ordre ont eu, elles, mille cinq cents tués.

« La situation dramatique de violence qui prévaut en Colombie est absolument effrayante et dépasse l'entendement », a déclaré, à notre correspondant à Genève, Isabelle Viehniac, M. Francis Blanchard, directeur général du Bureau international du travail, à l'issue de la session d'automne du conseil d'administration de cette organisation qui vient d'approuver un rapport sur la Colombie. Ce long texte fait état, entre autres, de tueurs à gages spécialement recrutés par les trafiquants de drogue pour liquider les syndicalistes et les défenseurs des droits de l'homme de ce pays. Un ministre de la justice, Rodrigo Lara Bonillo, un procureur général et un cinquantaine de juges ont également été tués ces trois dernières années sur ordre de barons de la drogue.

« Je me suis engagé à procéder à toutes les démarches et à prendre toutes les initiatives voulues pour endiguer une vague de crimes qui sont devenus pratique courante en Colombie. J'en appelle au secrétaire général des Nations unies pour que tous les moyens dont disposent les organisations internationales soient mobilisés afin de mettre un frein au commerce illicite des stupéfiants », a encore déclaré M. Blanchard. Le BIT va alerter toutes les centrales syndicales internationales afin qu'elles appuient l'ONU dans ses efforts.

Des représentants de la Fédération des syndicats colombiens étaient venus ce printemps à Genève lancer un appel au secours à M. Blanchard. Des centrales syndicales internationales — dont la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et la Fédération syndicale mondiale (FSM) — ont elles-mêmes fait parvenir au BIT des plaintes contre le gouvernement de Bogota. Dans l'une d'elles, la CISL fournit des détails précis sur les crimes commis depuis trois ans par des groupements paramilitaires agissant en toute impunité en raison de l'« inefficacité patente des appareils policiers et judiciaires ».

### Prix Médicis Essais 1988.

## Giovanni Macchia. La littérature française revisitée par un Montaigne italien.

Un Montaigne italien... l'un des seuls, aujourd'hui, à nous savoir guider dans les dédales ardue de la littérature française.

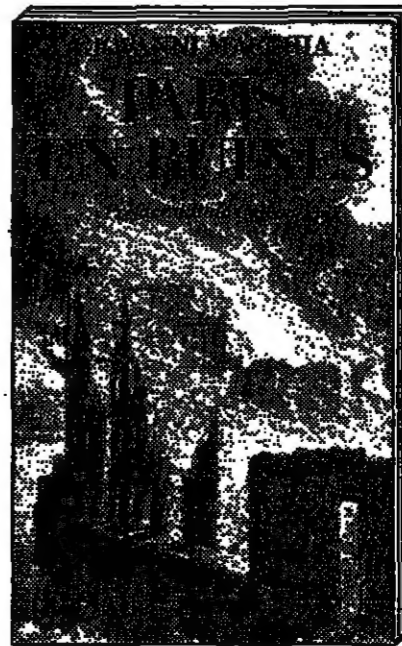
Hector Bianciotti Le Monde

Macchia saisit le romanesque à travers sa circonstance et il le brode avec un art hédioniste de la digression.

Jean-Paul Enthoven Le Nouvel Observateur Un savoir libre, imprévu, savoureux... Il convient d'ores et déjà de sauter sur ce livre.

Angelo Rinaldi L'Express

Préface de Italo Calvino.



Critiques Flammarion

# Amériques

## ÉTATS-UNIS : la constitution de la future équipe présidentielle

### Nommé directeur du budget, M. Darman devra réduire le déficit sans compromettre la croissance

WASHINGTON de notre correspondant

Tout à fait « déterminé » à réduire le déficit budgétaire, M. Bush reste également déterminé à ne pas augmenter les impôts, pour ne pas compromettre la croissance de l'économie américaine. Il l'a redit, lundi 21 novembre, en annonçant la nomination de son futur ministre du budget, M. Richard Darman, qui a lui-même développé les propos tenus par le président élu. La réduction du déficit ne doit pas se faire au détriment de tout le reste, et elle doit « être compatible avec les objectifs à plus long terme » : croissance, investissement, productivité, épargne.

Autrement dit, ceux qui réclament d'urgence un remède de cheval risquent d'être déçus, et M. Bush et son équipe continuent à croire aux vertus d'un « gel flexible » des dépenses, le préférant à une augmentation des recettes. M. Bush a une de fois plus fait valoir qu'en faisant à la présidence le peuple américain avait clairement fait connaître sa volonté de ne pas se voir imposer une hausse des impôts.

Le même jour, M. Bush s'est entretenu avec deux anciens présidents, le républicain Gerald Ford et le démocrate Jimmy Carter, qui l'un et l'autre se sont déclarés sceptiques quant à la possibilité de rééquilibrer le budget sans augmenter les recettes, d'autant que le contrôle exercé par les démocrates sur le Congrès rend peu probable une forte diminution des dépenses. De son côté, l'ancien président Richard

Nixon a eu un entretien avec le futur vice-président Dan Quayle, et il a exprimé des commentaires aimables et flatteurs sur celui qui est devenu le souffre-douleur de la presse et avait sans doute bien besoin de ce réconfort.

M. Bush persiste donc dans ses intentions, tout en multipliant les « signaux » destinés à montrer à l'opinion, et plus encore aux marchés, qu'il ne prend pas à la légère la tâche qui l'attend. Jusqu'à présent, lesdits marchés n'ont pas semblé très rassurés, mais le président Bush a au moins reçu lundi le soutien du *Wall Street Journal*, qui reproche à ses « clients » boursiers leur manque de logique et leur hâte excessive : exiger d'un président élu qu'il résolve un problème aussi complexe que celui du déficit deux mois avant d'avoir même pris ses fonctions n'est pas raisonnable, écrit en substance le quotidien, et c'est affaiblir la main d'un homme dont, après tout, les milieux économiques souhaitent l'élection.

#### Un « nouveau », deux « anciens »

La nomination de Richard Darman au poste de chef de l'office du management et du budget (ministère du budget) était assez largement attendue. Agé de quarante-cinq ans, M. Darman est un homme du sérail, qui fit ses premières armes dans l'administration du temps de la présidence Nixon. C'est aussi un proche du futur secrétaire d'Etat James Baker, dont il fut l'adjoint lorsque ce dernier était secrétaire au Trésor.

Les deux hommes jouent un rôle majeur dans les difficiles négociations avec le Congrès qui rendront possible en 1989 le vote d'une très importante réforme fiscale, généralement considérée comme un succès notable.

M. Darman, qui a également une expérience du secteur privé, est considéré comme un homme très capable, brillant même, mais qui ne pêche pas par excès de modestie. Après sa désignation, aux côtés de M. Nicholas Brady, le futur secrétaire au Trésor, les piliers de l'équipe économique de M. Bush sont connus, et ils semblent fort solides, du moins sur le plan des compétences techniques et de l'expérience.

En même temps qu'il annonçait la nomination de ce « nouveau » membre du cabinet — une figure en fait bien connue à Washington —, le président élu confirmait deux « anciens » qui sont en fait assez récents dans leurs fonctions : M. Richard Thornburgh restera attorney général (ministre de la justice), et M. Lauro Cavazos restera ministre de l'éducation.

Le premier avait été nommé cet été par le président Reagan pour succéder à son ami Ed Meese, accusé d'une très mauvaise image, objet de plusieurs enquêtes judiciaires — sans suites — et dont la présence au sein du cabinet était devenue gênante à l'approche des élections.

M. Thornburgh — un ancien gouverneur de Pennsylvanie — passe pour un homme beaucoup plus modéré, à l'idéologie conservatrice beaucoup moins affirmée que celle de son prédécesseur. M. Bush, qui a promis au cours de la campagne électorale de faire strictement respecter l'éthique du service public au sein de l'administration, a souligné en le présentant que M. Thornburgh jouissait d'une réputation d'« intégrité au-dessus de tout soupçon ».

L'actuel — et futur — attorney général a lui-même défini ses trois priorités : d'abord la lutte contre la drogue (« l'ennemi numéro un » selon M. Bush), le respect des droits civiques (c'est-à-dire la lutte contre toute forme de discrimination

raciale) et la répression des délits de nature financière.

Quant à M. Cavazos, c'est un professeur de médecine, et c'est surtout un hispanique (M. Bush s'était engagé, pendant la campagne, à nommer au moins un hispanique dans son cabinet). En fait, M. Cavazos a été désigné dès cet été, et par le président Reagan, comme responsable de l'éducation. L'initiative de cette nomination — comme celle de M. Thornburgh, et même celle de M. Nicholas Brady — avait à l'époque été largement attribuée à M. Bush, mais le vice-président a affirmé lundi qu'il n'en était rien. En tout état de cause, les choix opérés par M. Reagan — comme le plupart des décisions politiques qu'il avait prises ces derniers mois — étaient parfaitement en harmonie avec les préoccupations et les intérêts de M. Bush.

#### La rencontre avec M. Gorbatchev

En dehors de ces trois « faux-anciens », le président élu ne devrait pas reprendre dans son propre cabinet d'autres membres de l'actuelle équipe Reagan. C'est du moins ce qu'il a lui-même laissé prévoir lundi au cours de sa conférence de presse.

M. Bush a aussi profité de l'occasion pour limiter au maximum l'impact de sa future rencontre avec le secrétaire général du PC soviétique, M. Gorbatchev. Le président élu a clairement fait comprendre qu'il comptait se comporter lors de cette rencontre en simple vice-président, aux côtés de M. Reagan, et ne pas se laisser entraîner dans une négociation engageant « sa » future administration. Peu avant que M. Gorbatchev n'annonce son intention de se rendre à New-York, M. Bush avait semblé exclure toute rencontre avec lui avant sa propre entrée en fonctions ; mais, à partir du moment où le numéro un soviétique avait décidé de venir, ne pas le voir serait apparu comme un affront ; personne, y compris parmi les plus conservateurs les plus « durs » et les plus méfiants à l'égard de l'URSS, n'a reproché à M. Bush son attitude.

JAN KRAUZE.

# Afrique

## ÉTHIOPIE : un entretien avec le secrétaire général du FPLE

### « La guerre va continuer en Erythrée »

Déjà vieille de vingt-sept ans, la guerre qui conduisait les masquisards érythréens contre le régime d'Addis-Abeba « va continuer », a assuré, dans un récent entretien accordé au *Monde*, M. Issayas Afewerki, secrétaire général du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), de passage à Paris (le *Monde* du 12 novembre). A son avis, il n'y a rien à attendre d'un gouvernement qui utilise « le recours à la force pour soumettre les gens » (...). « Ceux qui refusent de reconnaître les droits de leurs propres citoyens et des peuples, tomberont ».

Il n'est plus question de contacts directs ou indirects avec les autorités d'Addis-Abeba. « Après avoir évalué les résultats de nos rencontres de 1975, 1978 et 1982-83, nous avons décidé qu'il n'y avait plus aucune rencontre secrète parce que nous y avons éprouvé tous les sujets, a indiqué M. Afewerki. Une réunion ne pourrait se tenir que grâce à un intermédiaire qui préparerait une future négociation ou obtiendrait un accord sur les questions majeures à négocier ».

Soucieux de voir se régler les conflits régionaux l'Union soviétique aurait-elle tenté de calmer le jeu dans la corne de l'Afrique ? « De nouvelles armes soviétiques sont entrées récemment en Erythrée, assure le secrétaire général du FPLE. On nous a fait officiellement savoir que l'URSS n'est nullement prête à cesser ses livraisons d'armes à l'Erythrée. On dit que celles-ci seraient plafonnées en volume et dans le temps, au terme d'un accord secret soviéto-éthiopien ; ces éventuelles limites ne freinent pas les aventures militaires d'Addis-Abeba. Quand à des contacts directs entre l'URSS et le FPLE, ils ne portent que sur le bien-être des trois officiers soviétiques récemment faits prisonniers. Et strictement rien de plus ».

Le secrétaire général du FPLE, qui vient de faire une tournée en Europe, a de nouveau critiqué l'aide que les pays occidentaux accordent à l'Éthiopie, mais sans demander qu'elle cesse, car, a-t-il dit, « ils ne le feront pas ». L'absence de formes des aviateurs éthiopiens, aide le régime à ce qu'il a l'intention de construire des aéroports militaires, note-t-il. Elle lui a octroyé récemment un prêt de 800 millions de dollars dont 200 millions pour acheter des armes. A cet égard, il a estimé que la France « ne comprend pas les réalités de cette zone. Le gouvernement français ne sait pas comment traiter avec la Corne et paraît obsédé par le risque qu'un de ses diplomates soit expulsé d'Addis-Abeba, d'où une image faussée de l'Éthiopie. Il perçoit les tensions dans

la Corne au vu de sa position stratégique à Djibouti ».

La guerre serait donc la seule issue, et le FPLE s'attend, « peut-être d'ici un à deux mois », à une nouvelle contre-offensive des troupes gouvernementales. « Elles ont déjà essayé d'avril à juillet, ont échoué et ont perdu environ soixante mille hommes, a précisé M. Afewerki. Elles s'y préparent à nouveau en mobilisant au maximum toutes leurs ressources. Elles accumulent aussi d'armes et de munitions que possible, notamment par un pont aérien depuis la Corée via Bombay. Malgré une situation critique, le gouvernement éthiopien ne peut utiliser pleinement son aviation et son artillerie. Néanmoins, il n'espère rien d'autre qu'un maximum de propagande autour de quelques hypothétiques avancées ».

Pour le secrétaire général du FPLE, le rapport des forces n'en sera pas pour autant modifié. A son avis, cette offensive « n'exprimera que le désespoir d'Addis-Abeba. La colonne vertébrale de son armée a été brisée. Sa capacité à combattre n'a jamais été aussi minime depuis dix ans. Faute de ressources financières, le gouvernement ne peut utiliser pleinement son aviation et son artillerie. Néanmoins, il n'espère rien d'autre qu'un maximum de propagande autour de quelques hypothétiques avancées ».

C'est donc l'impasse puisque, selon M. Afewerki, les responsables d'Addis-Abeba n'ont pas la capacité de conduire une guerre et « ne sont nullement prêts à une quelconque solution politique ». L'Europe pourrait-elle jouer les intermédiaires ? « Elle a une influence en Afrique. Elle peut donc intervenir à des fins constructives et le faire sans participation directe des superpuissances mais avec leur bénédiction. Les États-Unis auraient proposé une solution aux conflits de la Corne de l'Afrique, a remarqué le secrétaire général du FPLE. Moscou l'aurait rejetée. Pourquoi l'URSS aurait-elle besoin de demander l'assistance de la France et de l'Italie pour résoudre ces conflits alors qu'elle a beaucoup plus d'influence que ces pays pour y parvenir ? On y verrait un signe d'indifférence de l'URSS, de son manque de sérieux pour trouver une solution. Elle cherche à gagner du temps et à partager le fardeau qu'elle porte depuis dix ans en Éthiopie ».

RENÉ DAMIEN.

● SOUDAN : un démenti du colonel Garang. — Le chef de l'Armée de libération du peuple du Soudan (APLS), le colonel Garang, a démenti, le lundi 21 novembre, les informations selon lesquelles ses forces auraient tenté d'abattre un appareil militaire soudanais, à bord duquel se trouvait le ministre de la défense, le général Abdel Magid Khalil (le *Monde* du 22 novembre). La radio clandestine des masquisards a diffusé, pour sa part, un communiqué

de l'APLS attribuant l'incident « à des éléments opposés à l'accord de paix d'Addis-Abeba » au sein du parti Oumma du premier ministre M. Sadek El Mahdi, et du Front national islamique qui s'est ouvert nationalement à l'accord de paix conclu, mercredi dernier, dans la capitale éthiopienne entre le colonel Garang et le Parti unioniste démocratique (PUD), l'une des principales formations de la coalition gouvernementale. — (AFP.)

### Sur une « interview » de George Bush au « Figaro »

Une « interview exclusive » de George Bush publiée le 8 novembre, jour des élections américaines, par notre confrère du *Figaro* a sa « une » était, en fait, le fruit de réponses formulées, puis communiquées téléphoniquement par l'un des conseillers de politique étrangère du candidat républicain, M. Andrew Carpendale, à un questionnaire écrit soumis par le signataire, M. Michael Ledeen.

« Accrochée » par le *Washington Post* du 21 novembre dans sa rubrique « Style » consacrée aux points de la capitale fédérale, l'affaire a été sportivement reconnue par le quotidien du matin dans son numéro du mardi 22. « Notre bonne foi a pu être surprise », reconnaît le *Figaro*. Le faux pas est rendu moins pénible par le fait que la substance des propos prêtés à celui qui est aujourd'hui le président élu des États-Unis « reflétait les positions de George Bush », selon la précision donnée au *Figaro* par M. Dennis Ross, supérieur hiérarchique de M. Andrew Carpendale durant la campagne électorale. De surcroît, M. Ledeen déclare avoir été persuadé qu'il s'agissait bien d'un texte émanant de M. Bush lui-même.

Le *Washington Post* avait été alerté par la signature figurant au bas de l'« interview ». M. Ledeen, en effet, n'est pas un journaliste professionnel. C'est une de ces personnalités naviguant aux frontières du monde des affaires, des relations publiques, des services secrets et des milieux intellectuels, et dont l'entregent est souvent fort utile aux hommes politiques pour nouer des contacts délicats. C'est ainsi qu'il avait joué un rôle-clé dans l'affaire de l'« Irangate » mettant en relation les États-Unis et Israël pour organiser des livraisons d'armes à l'Iran, contre la ligne politique officielle.

M. Ledeen est également bien connu en Italie, où la presse s'est fréquemment débouchée sur son rôle de correspondant des services secrets de ce pays. Il avait été une nouvelle fois question de lui à Rome en octobre 1985 au moment du fameux détournement du navire *Achille Lauro* : alors conseiller à la Maison Blanche, il avait servi d'intermédiaire entre le président du conseil, M. Bettino Craxi et M. Ronald Reagan en vue d'exiger la remise aux États-Unis des pirates palestiniens bloqués dans un avion d'Égypte détourné vers la Sicile par la chasse américaine.

**P** - Il paraît que les Soviétiques et les Chinois vont se réconcilier.

- Pourquoi, ils étaient fâchés ?

- Vous, vous n'avez pas lu *La nouvelle question d'Extrême-Orient*.

Francis Joyaux  
La nouvelle question d'Extrême-Orient 2  
Livre du cabinet sino-soviétique  
1959-1978

Payot  
Bibliothèque historique

## LISBONNE

OFFRE-SPECIALE  
POUR LES AMOUREUX  
DU TAGE  
à partir de **1.995 F**

Ce prix comprend le transport A/R par avion, le séjour en chambre double (pour un week-end dans un Hôtel de 3\*) avec petit-déjeuner et les transferts aéroport/hôtel/aéroport. Consultez votre Agence de Voyages.

la **TOPAR** PORTUGAL Tél.: (1) 42 96 16 09 ou le Centre de Tourisme de Portugal em França Tél.: (1) 47 42 55 57

Inoubliable LISBOA

Le mensuel **PASSAGES** et La revue **COSMOPOLITIQUES**

organisent le jeudi 24 novembre 1988 de 17h30 à 20h au Sénat - Palais du Luxembourg

un débat sur le thème : **ISRAEL, APRES LES ELECTIONS**

Avec la participation de :  
Madame SIMONE VEIL  
Claude LANZMANN  
Charles MELMAN  
Albert MEMMI  
Benoît RAYSKI  
William PFAFF (Herald Tribune)  
Edwin EYTAN (Yedioth Amaranoth)  
Shérif EL SHOUBASHI (Al Ahram)  
Michel ZLOTOWSKI (Jérusalem Post)  
Belal EL HASSAN (Al Yam Assabeh)  
Guidon KUTZ (Davar)  
Jean ELLENSTEIN  
Emile MALET

Retirez vos invitations à :  
**PASSAGES** 45.86.30.02  
**COSMOPOLITIQUES** 43.38.36.92

Bruno Latour et Steve Woolgar

LA VIE DE LABORATOIRE

La production des faits scientifiques

Comment travaillent les scientifiques ? Comment parviennent-ils à ce qu'ils présentent ensuite comme des « découvertes » ? Pour répondre à ces questions, les auteurs ont choisi d'aller sur le terrain. Le résultat de leur étude est ce livre exceptionnel, publié en 1978 aux États-Unis, où il est considéré depuis comme un classique.

« Un témoignage précieux sur un univers fort mal connu et une contribution de très haut niveau à la sociologie des sciences. » *Le Monde*

« Cette enquête devrait « décaper » les milieux français de l'épistémologie. » *La Croix*

**LA DÉCOUVERTE**

DEUXIÈME  
UNE M  
LA COM

ETHIOPIE avec le secrétaire... La guerre va continuer en Erythree

de la région... de la guerre... de la région... de la guerre... de la région... de la guerre...

de la région... de la guerre... de la région... de la guerre... de la région... de la guerre...

de la région... de la guerre... de la région... de la guerre... de la région... de la guerre...

de la région... de la guerre... de la région... de la guerre... de la région... de la guerre...

Proche-Orient

Une semaine après la réunion du CNP à Alger

La CEE salue les « pas positifs » accomplis par les Palestiniens

Une semaine après sa proclamation, à Alger, par l'OLP, P-1 l'Etat palestinien avait été reconnu, lundi 21 novembre, par quarante pays, dont un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine. A Bruxelles, les ministres des

affaires étrangères de la CEE ont, pour leur part, adopté une déclaration communique relevant les « pas positifs » réalisés par les Palestiniens à Alger, sans toutefois évoquer ni, a fortiori, reconnaître leur « Etat ».

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

M. Roland Dumas a qualifié de « plutôt faible » la déclaration approuvée, lundi 21 novembre, par les ministres des affaires étrangères des Douze, après les récentes décisions du Conseil national palestinien (CNP). La France, l'Italie, l'Espagne et la Grèce auraient souhaité un texte plus énergique, saluant de façon plus chaleureuse les efforts de médiation consentis par le CNP et insistant auprès d'Israël pour qu'il en tienne compte. Les autres Etats membres étaient favorables à une formulation prudente.

« Les Douze, lit-on dans la déclaration, attachent une importance particulière aux décisions adoptées par le CNP... qui comportent des pas positifs vers le règlement pacifique du conflit israélo-arabe. Ils saluent à cet égard l'acceptation par le CNP des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité comme base d'une conférence internationale, ce qui implique l'acceptation du droit à l'existence et à la sécurité de tous les Etats de la région, y compris Israël... »

Plus loin, les ministres font référence au « droit à l'autodétermination du peuple palestinien avec tout ce que cela implique... MM. Dumas et Andreotti, le ministre italien, ont demandé et finalement obtenu que la déclaration

exprime la préoccupation des Douze devant « la détérioration de la situation dans les territoires occupés et la montée d'un sentiment de déception et de désespoir dans la population qui s'aggraverait à défaut d'une solution négociée ».

Les gouvernements les plus soucieux de marquer leur approbation après les décisions d'Alger auraient souhaité que le texte des Douze fasse référence à la résolution 181 approuvée par le Conseil de sécurité en 1947 et qui préconisait la partition de la Palestine pour créer deux Etats indépendants, Israël et un Etat palestinien arabe. Cependant, la majorité du conseil a refusé cette suggestion, certains faisant valoir que le tracé des frontières proposé dans cette résolution 181, qui aboutissait à la création d'un Etat hébreu minuscule, était aujourd'hui tout à fait dépassé.

Démarche embarrassante

Cependant, au dire même des participants, ce serait commettre une erreur d'exagérer les divergences qui se sont manifestées entre les Douze. « Le souci était assurément de faire un constat, de reconnaître que ce qui s'était passé à Alger était important », a commenté M. Dumas. « Quand on connaît les méthodes de travail de la Communauté, on peut considérer

que nous avons fait un pas en avant appréciable », a estimé, pour sa part, M. Andreotti.

Apparemment, l'ensemble du conseil a jugé décevant la lettre que M. Shimon Pérès a adressé aux Douze après la réunion d'Alger. Le ministre israélien des affaires étrangères y expliquait en substance que la position prise par le Conseil national palestinien n'apportait pas d'éléments nouveaux et compliquait les choses plus qu'elle ne les simplifiait. « Les plus pro-israéliens étaient embarrassés par cette démarche de Pérès », notait un diplomate grec. Les partisans d'une réaction communautaire prudente expliquaient qu'il ne fallait pas se précipiter, qu'il serait nécessaire de procéder à une nouvelle analyse lorsque les protagonistes auraient pris des positions plus précises et plus définitives sur les décisions d'Alger. Aucun des Douze n'en sous-estimait la portée, et il est acquis que les chefs d'Etat et de gouvernement en délibéreront lors du conseil de Rhodes, les 2 et 3 décembre.

PHILIPPE LEMAITRE.

EGYPTE

M. Moubarak invite les Israéliens à faire des concessions

LE CAIRE de notre correspondant

Le président égyptien, Hosni Moubarak, a le lundi 21 novembre, invité Israël à faire des concessions en vue de l'établissement de la paix au Proche-Orient. Dans une conférence de presse, au terme de trois heures d'entretiens avec le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, le raïs a affirmé que, « pour la réalisation de la paix, toutes les parties devaient faire des sacrifices et des concessions ».

Répondant implicitement aux critiques israéliennes à la suite de la reconnaissance par l'Egypte de l'Etat palestinien, il a déclaré : « Les Israéliens doivent maintenant envisager sérieusement pour la paix (...) et être prudents dans leurs déclarations, car ils doivent savoir que nous recherchons la paix pour tous les peuples de la région, y compris le peuple israélien ». Le président égyptien a, par ailleurs, estimé que la position des Palestiniens ne prêtait plus à confusion depuis les résolutions adoptées lors de la dernière réunion du CNP.

Au sujet de la position américaine à l'égard des résolutions du CNP,

M. Arafat a regretté que « la position américaine soit restée inchangée ». « Nous devons œuvrer pour changer cette position », a-t-il ajouté. Le raïs a déclaré, quant à lui, qu'il ne fallait pas s'attendre à des changements rapides de la part des Etats-Unis ou d'Israël. On indique, de source bien informée, que M. Arafat a demandé aux Egyptiens d'intervenir auprès des Etats-Unis pour qu'ils lui accordent un visa pour se rendre aux Nations unies. M. Arafat a enfin annoncé une prochaine rencontre avec le roi Hussein de Jordanie, avec lequel il a eu un entretien téléphonique à partir du Caire.

Le chef de l'OLP était arrivé au Caire, lundi dans l'après-midi, à la tête d'une délégation regroupant notamment le cheikh Al Sayeh, le président du CNP, Gamal El Sourani, et Abou Mazen du comité exécutif ainsi que Hani El Hassan, conseiller pour les affaires politiques. Accueilli à son arrivée par le ministre égyptien des affaires étrangères, il s'est ensuite rendu au palais présidentiel à bord d'une voiture qui, pour la première fois, arborait le drapeau palestinien.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

ISRAËL

M. Dov Shilanski (Likoud) nouveau président de la Knesset

JÉRUSALEM de notre correspondant

Réunie pour la première fois depuis les élections du 1er novembre, la douzième Knesset s'est réunie, lundi 21 novembre, un nouveau président : M. Dov Shilanski, un vétéran du Likoud, succède à un travailleur, M. Shlomo Hillel, âgé de soixante-quatre ans. M. Shilanski appartient à la vieille garde révisionniste et fut de tout temps un compagnon de l'ancien premier ministre Menahem Begin.

Né en Lituanie, où il milita dans les rangs du Betar - le mouvement de jeunesse de l'aile dure du sionisme - il sera durant la guerre déporté par les nazis à Dachau avant de gagner Israël en 1948. En 1953, il participe activement aux émeutes hostiles aux négociations conduites par Ben Gourion avec l'Allemagne de l'Ouest pour obtenir des réparations financières; Dov Shilanski est arrêté alors qu'il s'apprête à déposer une bombe au ministère des affaires étrangères. Il restera quatorze mois en prison, où il entame des études de droit, prélude à une carrière d'avocat qui se sera interrompue que par son élection comme député en 1977.

La séance d'ouverture de la Knesset a été houleuse. Contrairement à la tradition, plusieurs députés de gauche ont un moment refusé de prêter serment devant le drapeau de l'Assemblée. Il s'agissait d'un nouvel élu, M. Yair Spichzak (soixante-seize ans), membre du parti d'extrême droite Meledet, qui prône le « transfert » des Palestiniens des territoires occupés.

A l'extérieur de la Knesset, la rue était bloquée par plusieurs centaines de manifestants, réunis afin de dénoncer la présentation des partis ultra-religieux à imposer leur « judaïsme d'ayatollahs ».

Al. Fr.

Al. Fr.

M. Shamir « veut gérer l'immobilisme » estime M. Mauroy à Jérusalem

JÉRUSALEM de notre correspondant

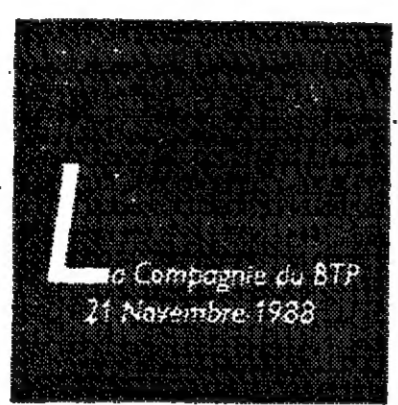
Le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Pierre Mauroy, a achevé lundi 21 novembre, une visite de quarante-huit heures en Israël au cours de laquelle il a

notamment participé aux cérémonies de mariage de sa fille, Lillie, avec une commune de Galilée, Safed (20 000 habitants). « Ce fut une belle journée sur le plan de l'amitié franco-israélienne entre nos villes », a déclaré M. Mauroy.

Reçu à Jérusalem par M. Itzhak Shamir, premier ministre sortant et

chef du Likoud, M. Mauroy a rappelé que le Parti socialiste estimait relativement positive l'évolution amorcée par l'OLP à l'occasion de son sommet d'Alger. Ce n'est, bien sûr, pas l'opinion de M. Shamir, qui a répété son opposition catégorique à tout projet de conférence internationale sur le Proche-Orient et a donné à M. Mauroy l'impression de vouloir gérer l'immobilisme. Le premier secrétaire a ensuite été convié à déjeuner par M. Shimon Pérès, ministre des affaires étrangères, chef du Parti travailliste, et qui est, ainsi, a dit le maire de Lille, « un de mes meilleurs amis depuis bien des années ».

Al. Fr.



DEUX PROJETS UNIS UNE MÊME FORCE

Les deux principales institutions bancaires et financières du Bâtiment et des Travaux Publics, La BTP (Banque du Bâtiment et des Travaux Publics) et le groupe CCME-BTP Finances viennent d'être réunies dans La Compagnie du BTP.

LA FORCE DES CLIENTS

Le professionnalisme et l'expérience des 800 collaborateurs de La Compagnie du BTP lui permettent de répondre aux besoins variés de ses clients - 18 000 entreprises du BTP et 2000 Maîtres d'ouvrages publics et privés - à l'égard desquels ses engagements représentent 28 milliards de francs d'encours. De plus, pour le compte d'une clientèle de particuliers, d'entreprises et d'institutionnels de tous secteurs économiques, La Compagnie du BTP gère 17 milliards de francs de capitaux.

LA FORCE DES COMPÉTENCES

Réunissant des compétences complémentaires, La Compagnie du BTP développe ses activités à partir de quatre pôles principaux : La BTP, pour l'activité bancaire et financière, le CCME, pour le cautionnement, la BFR, pour le financement des équipements, et le GOBTP, pour les émissions obligataires. Diverses sociétés spécialisées complètent son action dans des domaines variés tels que l'ingénierie financière, le capital risque et le négoce de matériel.

LA FORCE DES MOYENS

La Compagnie du BTP s'appuie sur un large actionariat comprenant à côté des institutions professionnelles du B.T.P. et de 5000 entreprises du secteur, plusieurs grands établissements de crédit. Cotée à la bourse de Paris, elle dispose d'un milliard de francs de fonds propres et de plus d'un milliard de francs de fonds de garantie. Cette dimension financière lui permet d'intervenir efficacement sur tous les marchés et d'offrir à toutes les entreprises du premier secteur économique français une force véritablement à leur mesure.

LA COMPAGNIE DU BTP

IRAK : après l'assassinat d'un de ses gardes du corps

Le président Saddam Hussein demande que son fils soit traduit en justice

Le président irakien Saddam Hussein a ordonné, le lundi 21 novembre, que son fils, Oudat, soit traduit en justice pour avoir tué un des gardes du corps de son père. Dans un message adressé à son ministre de la justice, qui a été lu sur les ondes de Radio-Bagdad, le chef de l'Etat a confirmé les rumeurs qui couraient à ce sujet dans la capitale irakienne depuis près d'un mois. Il a ajouté qu'il demandait que son fils « soit jugé conformément à la loi et que Dieu soit avec ceux que vous choisirez pour mener une enquête d'une manière satisfaisante pour Dieu ».

Selon la radio officielle irakienne, Oudat Saddam Hussein, vingt-trois ans, a tué Kamel Hanna Jabab d'un coup de bâton sur la tête, le 18 octobre, au cours d'une soirée privée organisée dans l'île de Bagdad, un lieu de loisirs de la capitale irakienne situé près du Palais des hôtes, et qui sert de lieu de résidence aux personnalités en visite à Bagdad. Toujours selon la radio irakienne, Jabab tirait des coups de feu en l'air et le fils du président lui avait demandé d'arrêter, estimant que l'épouse du président égyptien, M<sup>me</sup> Suzanne Moubarak, qui se trouvait au Palais des hôtes, risquait d'être dérangée par les coups de feu. Devant son refus d'obtempérer, il lui avait asséné un violent et fatal coup de bâton sur le crâne. (AFP, Reuters.)

[Le fait que cet incident n'ait été rendu public que près d'un mois après qu'il eut lieu montre que les autorités ont tout fait pour étouffer une affaire qui risquait de porter atteinte à l'image de marque du président Saddam Hussein. Depuis plusieurs années déjà, toutes sortes de rumeurs circulent au sujet des frasques de Oudat, accusé de mener une existence dorée grâce à la protection de son père. On affirmait même que le président Saddam Hussein voulait en faire son successeur. Il avait, il y a quelques années, été nommé président du comité olympique irakien, président de la Fédération nationale du football et directeur de publication du quotidien sportif Al Bana et Riyad.]

Les instants les plus corail ne sont pas les plus chers

PAPEETE VOL ALLER RETOUR DEPART DE PARIS A PARTIR DE 6300 F 40, RUE SAINT-SEVERIN 22 73 30 04 MINTEL 36 15 + NF NOUVELLES FRONTIERES

# Proche-Orient

## ISRAËL : le débat sur la « loi du retour »

### La communauté juive américaine part en guerre contre M. Shamir

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

La communauté juive américaine part en guerre contre M. Itzhak Shamir et menace de réduire considérablement son soutien « moral, politique et financier » à Israël. Une délégation des plus importantes organisations juives des États-Unis — et des plus gros donateurs privés à Israël — est arrivée lundi 21 novembre à Jérusalem pour faire le siège du premier ministre sortant.

Elle entend le faire revenir sur des engagements qu'il a pris afin de s'assurer le soutien des partis religieux pour réussir à former le prochain gouvernement : la promesse d'amender la « loi du retour » et les règles de la conversion dans un sens qui donnerait aux seuls rabbins orthodoxes le droit de dire « qui est juif ».

L'affaire est depuis plusieurs jours à la « une » de toute la presse. Les communautés juives américaines ont fait publier de larges placards dans les journaux pour défendre leur point de vue. Des manifestations ont eu lieu devant la Knesset. La présidence du conseil a été submergée de télégrammes de protestation. Et ce complexe débat politico-religieux risque d'influer sur la formation du prochain gouvernement.

Les partis religieux, dont M. Shamir a besoin pour disposer d'une majorité, exigent de modifier la « loi du retour » de manière que les seules conversions « certifiées » par un rabbin orthodoxe (le courant traditionneliste du judaïsme) soient reconnues en Israël. Adoptée en 1950, la « loi du retour » pose un principe simple : « Chaque juif a le droit de venir s'installer en Israël (...) est juive toute personne née de mère juive ou convertie et qui n'appartient pas à une autre religion ». Si en Israël l'orthodoxie est largement majoritaire, la communauté juive américaine se reconnaît, elle, à près de 90 % dans les courants réformiste et conservateur du judaïsme (qui ont une interprétation plus souple de la loi juive).

M. Shamir s'est engagé à satisfaire sur ce point les partis religieux. Le Likoud, n'en dit, votera « dans les six semaines » une nouvelle version de la loi : les seules « conversions orthodoxes » seront reconnues.

#### PUBLICATION JUDICIAIRE

ENTRE : LA SARL LABO FRANCE ÉDITEUR, 7, rue Godot-de-Mauray, 75009 PARIS. Ayant pour avocat M<sup>re</sup> Armand G. AMAR, avocat à la Cour d'appel de Paris. ET : La société PROCOP, 45, rue Saint-Charles, 75015 PARIS. Un arrêt confirmatif de la Cour d'appel de Paris, du 27 novembre 1986, a jugé que l'annule était depuis 1972 par la société LABO FRANCE, annule des laboratoires d'analyses médicales de France pour annuler des laboratoires d'analyses de biologie médicale de France, est une œuvre protégeable et originale. Cette décision a annulé la société PROCOP pour avoir accompli des actes de contrefaçon de l'annuaire édité par la société LABO FRANCE ÉDITEUR.

en Israël. Seules elles permettront le droit au retour, c'est-à-dire à la nationalité israélienne. En pratique, l'amendement ne concernerait que dix à douze cas de convertis par an : pour l'essentiel, des conjoints de juifs américains désireux d'immigrer en Israël. Ils seraient obligés d'être à nouveau « convertis », cette fois par le rabbinat orthodoxe d'Israël, pour se voir attribuer la qualité de juif (1).

Mais, fondamentalement, ce qui est en cause serait beaucoup plus grave. Le judaïsme américain voit dans cette affaire une tentative des orthodoxes d'enlever « toute légitimité » aux courants réformiste et conservateur, de s'assurer le monopole de la définition de la judaïté et ainsi de rejeter hors du judaïsme une bonne partie de la diaspora, notamment américaine. Refuser de reconnaître la validité des conversions faites devant un rabbin réformiste ou conservateur, c'est jeter le discredit sur ces deux courants du judaïsme.

L'unité en question

Ce n'est pas affaire de nombre, c'est affaire de principe, disent les représentants de la délégation américaine, qui comprend des dirigeants de l'Appel juif unifié et du Conseil des fédérations juives des États-Unis. M. Ray Epstein, ancien président de l'Appel juif unifié, un des plus grands organismes de collecte de fonds au profit d'Israël, confiait au *Jerusalem Post* : « Nos membres estiment qu'on veut les déposséder

de leur qualité de juif et ils parlent de suspendre leurs donations. » Une des dirigeantes du Conseil des fédérations juives, Mme Shoshana Cardin, disait encore plus brutalement : « C'est virtuellement le défi le plus sérieux lancé à l'unité du peuple juif depuis des dizaines d'années. »

De retour, dimanche, d'un séjour aux États-Unis, le maire de Jérusalem, M. Teddy Kolek, relatait la colère des juifs américains : « Il y a aux États-Unis, expliquait-il, des milliers et des milliers de mariages mixtes dont un des conjoints non juif a été converti par des rabbins conservateurs ou réformistes. » Il assurait qu'il n'avait jamais vu « pareil danger » d'une rupture aussi brutale entre Israël et le judaïsme américain. Il mettait en garde contre ses conséquences politiques et financières.

Visiblement, M. Shamir a été surpris, confronté à une levée de boucliers à laquelle il ne s'attendait pas et qui illustre le type de danger couru par le chef du Likoud à vouloir gouverner avec les partis orthodoxes. M. Shamir affirme aujourd'hui qu'il va tenter de rechercher une formule de compromis — ce qui irrite au plus haut point les religieux. Le premier ministre est en fait encore davantage incité à se dégarer des promesses faites aux rabbins et à convier les travaillistes à participer au gouvernement.

ALAIN FRACHON.

(1) Voir l'affaire Shoshana Miller (Le Monde du 10 juillet 1986).

# Diplomatie

## Inauguration retardée pour la brigade franco-allemande

Böblingen. — La prise d'armes qui devait marquer la création de la brigade franco-allemande, lundi 21 novembre à Böblingen, en RFA, a été reportée à une prochaine date non précisée, en raison des conditions climatiques. L'avion transportant le chef d'état-major de l'armée de terre française, le général Gilbert Forry, n'a pu se poser sur l'aéroport

de Stuttgart, recouvert de neige gelée. Créée le 22 janvier l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du « traité de l'Elysée » de coopération franco-allemande, la brigade est installée depuis le 1<sup>er</sup> octobre dans la caserne Wildemuth de Böblingen, tandis que les unités doivent se mettre progressivement en place avant octobre 1990.

● Reconduction de l'accord sur les bases américaines. — L'Australie et les États-Unis sont convenus de prolonger de dix ans le maintien de deux bases militaires conjointes en Australie, a déclaré mardi 22 novembre le premier ministre australien Bob Hawke. M. Hawke a déclaré devant le Parlement que les précédents accords sur les bases de Pine-Gap (Nord) et Nurrungar (Sud), que chaque partie pouvait arrêter avec un préavis d'un an, « n'étaient pas satisfaisants en raison de l'importance de leur maintien pour la paix et de l'intérêt pour l'Australie d'utiliser à long terme leurs capacités ». « Nous sommes également convenus qu'un préavis de trois ans sera nécessaire pour mettre un terme à l'accord », a ajouté M. Hawke. — (AFP.)

● Rencontres interchypriotes à l'ONU. — Le président chypriote George Vassiliou et le leader chypriote-turc Rauf Denktaş devaient se rencontrer mardi 22 novembre, à New-York, sous l'égide de l'ONU, alors que les négociations intercommunautaires semblent n'avoir jusqu'à présent enregistré aucun progrès concret. Le dialogue, interrompu depuis plus de trois ans, avait repris le 15 septembre à Nicosie. Les dirigeants des deux communautés doivent dresser avec M. Javier Perez de Cuellar et le bilan de leurs discussions et se mettre d'accord sur la façon d'approcher la seconde série d'entretiens, ainsi que son programme. — (AFP.)

# Europe

## URSS : l'effervescence nationaliste dans le Caucase

### Un compromis est possible, estime un dirigeant du mouvement du Haut-Karabakh

MOSCOU  
de notre correspondant

Après les Pays Baltes, la semaine dernière, ce sont la Georgie et l'Azerbaïdjan, République du Caucase, qui ont maintenant pris le relais de l'effervescence nationaliste.

Tbilissi, la capitale géorgienne, pourrait être ainsi le théâtre, mercredi 23 novembre, d'une importante manifestation contre les projets d'amendements à la Constitution soviétique qui seront examinés ce jour-là par le Soviet suprême de cette République. Comme les Baltes, les Géorgiens estiment en effet que, sous prétexte de définir les pouvoirs du nouveau parlement fédéral qui sera mis en place au printemps prochain, ces amendements tendent en réalité à limiter l'autonomie des républiques fédérées.

cette interprétation est rejetée par le pouvoir central qui semble disposé à amender les projets d'amendements afin de lever toute trace d'ambiguïté.

Cent mille personnes étaient cependant déjà descendues le 12 novembre dans les rues de Tbilissi pour marquer leur mécontentement et tout laisse penser que les explications données par Moscou n'ont pas suffi à faire baisser la fièvre. Dans cette république qui se souvient avec nostalgie, comme les Pays Baltes, d'avoir été indépendante, le week-end a en effet été une suite de manifestations — samedi à Koutaïssi, la deuxième ville de Georgie, et dimanche le matin puis l'après-midi, à Batoumi, capitale de la République autonome d'Adjarie où une minorité chrétienne veut échapper à la tutelle de la majorité musulmane.

Pour sérieuse que soit cette mobilisation, elle demeure pourtant moins impressionnante que le rassemblement entamé samedi à Bakou, la capitale d'Azerbaïdjan. De 30 000 personnes au début, on en était lundi soir à 100 000 manifestants qui ne veulent apparemment plus quitter, même de nuit, la grande place Lénine. Leur but ? Obtenir la garantie que la région autonome du Haut-Karabakh ne sera pas, contrairement à ce que souhaite sa population, à majorité arménienne, retirée à leur république dont elle fait partie depuis 1923. Théoriquement c'est en ce sens que le Soviet suprême d'URSS a déjà, tranché le 18 juillet dernier, mais une mission parlementaire spéciale avait été mise en place dans le même temps pour formuler de « nouvelles propositions ».

Depuis, la mobilisation arménienne n'a pas cessé, ni dans le Haut-Karabakh, ni en Arménie ; le fossé s'est encore creusé entre les deux peuples (l'un chrétien, l'autre musulman) et les Azeris commencent à craindre que l'obstination arménienne ne s'avère payante. La soudaine vigueur de leur réaction semble en tout cas donner raison à l'optimisme dont vient de faire preuve, au cours d'un entretien exclusif pour *le Monde*, l'un des principaux dirigeants du Krunk — le mouvement qui organise la révoite

du Haut-Karabakh depuis bientôt dix mois.

Sortant de longs pourparlers au comité central et s'exprimant sous condition d'anonymat, ce jeune ingénieur, qui est aussi dirigeant local du parti, s'affirme en effet certain qu'un compromis finira par se dégager un jour entre les Arméniens et Moscou. « Il me semble, dit-il, que le bureau politique en est arrivé à la conclusion qu'il fallait résoudre le problème. On sent un changement dans la manière dont le comité central aborde aujourd'hui les choses. »

#### Réaction en chaîne

« Au début, pourrions-nous nous répondre systématiquement que des situations comme la nôtre, il y en a beaucoup d'autres en URSS, et que, en nous donnant satisfaction, on provoquerait une réaction en chaîne. Puis, devant la poursuite de notre mouvement et l'écho qu'il a en Arménie, ils ont commencé à réaliser que c'était une position intenable, et nous leur avons dit : résolvez-le ! indiquez au moins la voie à suivre, car c'est cela qui doit faire la différence entre la « perestroïka » et la période de stagnation (le brejnevisme). »

« Ensuite, on nous a dit que l'incorporation entre notre économie et celle d'Azerbaïdjan était telle qu'on nous ruinerait en nous en détachant. Nous leur avons alors fait remarquer que nos échanges avec l'Azerbaïdjan ne représentaient que 8 à 10 % de nos échanges totaux et qu'un changement de statut administratif n'empêchait pas la poursuite de relations économiques. » « Je crois, reprend-il, que nous les avons convaincus que les choses ne pouvaient pas rester en l'état. »

Est-ce à dire qu'il est optimiste quant à ce changement de statut ? La réponse est « oui ». « Premièrement, dit-il, je ne vois tout simplement pas d'autre moyen d'orienter notre mouvement, à part bien entendu dire la fin de la Perestroïka, car il faudrait alors écraser aussi

l'Arménie, qui demanderait tout simplement à sortir de l'Union soviétique. »

« Deuxièmement, nous travaillons avec les membres des commissions que nous a envoyées le Soviet suprême et nous voyons leurs yeux : ils comprennent. Il y a eu Soumgat (le pogrom anti-arménien perpétré en février dernier dans cette ville d'Azerbaïdjan) et l'on ne peut pas laisser autour d'une même table bourreaux et victimes. Et troisièmement, je sais que ces commissions arrivent chez nous avec comme idée en tête de définir un compromis. »

« D'ailleurs, ajoute-t-il, le droit à l'autodétermination existe dans notre Constitution ; les accords d'Helsinki le garantissent et si l'on veut préserver l'URSS, cela ne peut se faire que dans le cadre d'une réelle union, car s'il n'y a pas de « nouvelle pensée » des relations entre les nations soviétiques, l'URSS ne tiendra tout simplement pas. »

Quel compromis serait donc envisageable ? Le rattachement du Haut-Karabakh répond-il, non pas à l'Arménie mais à la fédération de Russie ou à une autre République de cette fédération en encore directement au gouvernement central. Dans le cadre de ce compromis les Arméniens du Haut-Karabakh prônent un régime global sur une base de réciprocité des contentieux territoriaux entre Azeris et Arméniens.

« Si nous parvenons à cela, dit notre interlocuteur avec un enthousiasme qu'il espère visiblement communiqué à Moscou, le monde entier applaudirait l'URSS, toute la machine de propagande pourrait se mettre en marche et dire : « Vous voyez, nous le socialisme, les problèmes nationaux peuvent se résoudre harmonieusement. »

Fort bien, mais il semble que les Azeris voient aussi et qu'ils ne sont pas disposés à sacrifier le Haut-Karabakh sur l'autel du socialisme. Lundi, on ignorait encore à Bakou que la Cour suprême de l'Union soviétique venait de condamner à mort l'un des auteurs des pogroms de Soumgat.

B. G.

HEMIN, KROHG, PERLS et RAMBERT

Format 27 x 31 cm.  
2000 peintures, aquarelles, pastels et dessins reproduits.  
chaque volume 1 200 F

LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS  
1, place de l'Odéon - 75006 Paris - 46.33.18.18

# VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINITEL 36:15 CODE A3 T puis OSP

Vente sur licitation au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 8 DÉCEMBRE 1988, à 14 heures  
**UN STUDIO LIBRE**  
de location, d'occupation, escalier A, 6<sup>e</sup> étage garage avec cuisine et salle de bains avec WC  
**PARIS (1<sup>er</sup>) - 22, avenue de l'Opéra**  
et 19, 21, 23, rue Théâtre  
MISE A PRIX : 180 000 F  
S'adresser à la SCP d'avocats GRANUT, CHERESTIEL, BRILLATZ, RIBADEAU-DUMAS, TELLIER et QUENT (M<sup>re</sup> Serge BRILLATZ), 18, avenue Eugène, 75116 PARIS - Tél. : 47-27-09-24. Et à tous avocats près le Tribunal de grande instance de Paris.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 8 DÉCEMBRE 1988, à 14 heures  
EN UN SEUL LOT : UN  
**ENSEMBLE IMMOBILIER**  
sur un terrain de 1 840 m<sup>2</sup>  
comportant divers bâtiments à usage  
de COMMERCE et D'HABITATION  
**BAGNEUX (92)**  
160, avenue Aristide-Briand, et avenue Albert-Frot, sans numéro  
MISE A PRIX : 3 100 000 F  
S'adresser pour tous renseignements à : M<sup>re</sup> HENRI-BILLARD, avocat, 169, avenue Aristide-Briand, 92430 CACHAN - Tél. : 46-63-16-91 - M<sup>re</sup> BLANCHARD, avocat, 104, rue Houdan, 92330 Sceaux - Tél. : 46-61-53-00 - M<sup>re</sup> NICOLAS, avocat, 11 rue, avenue Joffre, 92550 LA GARENNE-COLOMBES - Tél. : 47-80-25-74.

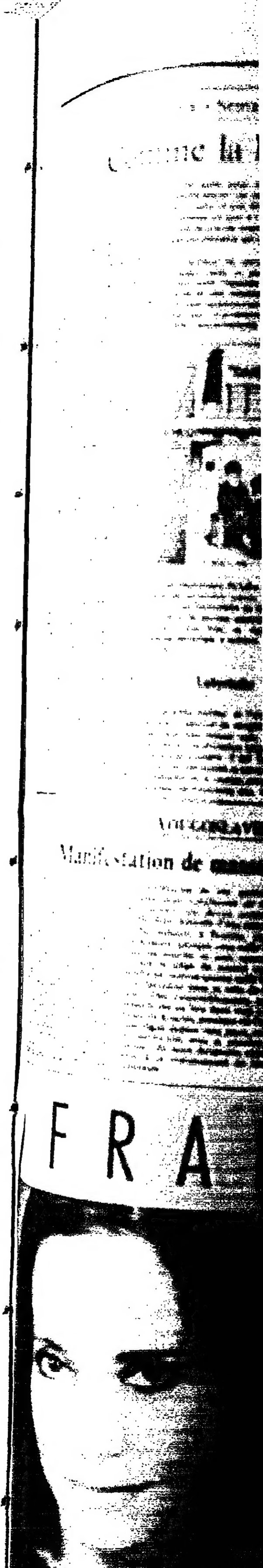
SERVICE DES DOMAINES  
Ventes aux enchères avec offres écrites. Salle des ventes des domaines, 17, rue Scriba à PARIS (9<sup>e</sup>)  
1<sup>er</sup> QUINZAINE DE DÉCEMBRE 1988  
- Jeudi 1<sup>er</sup> décembre à 14 h : livres, timbres, monnaies.  
- Mardi 6 décembre à 9 h 30 et 14 h : VÉHICULES.  
- Mercredi 7 décembre à 14 h : BEAUX OBJETS.  
- Jeudi 8 décembre à 14 h : VÉHICULES, mobilier et matériel de bureau, march. outils.  
- Lundi 12 décembre à 14 h : ARMES DE COLLECTION.  
- Mercredi 14 décembre à 14 h : BEAUX BEAUX OBJETS.  
- Jeudi 15 décembre à 14 h : bibelots, meubles, argenterie.  
RENSEIGNEMENTS : adresse téléphonique - Tél. : 42-66-93-46. Poste 204.  
DETAIL DE CETTE VENTE : BULLETIN DES DOMAINES et annuaire 130 F par an, Service SCP 17, rue Scriba, 75436 Paris Cedex 09 ou Tél. : 42-66-93-46. Poste 204.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 8 DÉCEMBRE 1988, à 14 h 30  
**APPARTEMENT DE 2 P. - 23, RUE GRAMME**  
à PARIS (19<sup>e</sup>), en 1<sup>er</sup> étage, bte. F-CAVE  
M. à P. : 150 000 F S'adr. SCP GASTINEAU, MALANGEAU, BOITTELLE-COUSSAU, avocats associés à PARIS (19<sup>e</sup>), 2, carrefour de l'Odéon - Tél. : 46-53-02-21. Tous avocats près TOI PARIS. Vb. à place le 5 DÉC. de 10 heures à 11 heures.

Vente sur acceptation bénéficiaire au Palais de Justice de PARIS le LUNDI 5 DÉCEMBRE 1988 à 14 heures  
**UN LOGEMENT à PARIS-17<sup>e</sup>**  
de 3 pièces principales avec UNE CAVE et 6<sup>e</sup> étage d'un immeuble  
**9, rue des Dames - LIBRE**  
MISE A PRIX : 415 000 F  
S'adr. SCP COURTEAULT, LECOQ, RIBADEAU-DUMAS, avocats à PARIS-16<sup>e</sup>, 17, avenue de Lamotte - Tél. 45-24-46-40

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRÉTEIL le JEUDI 8 DÉCEMBRE 1988, à 9 h 30  
**UN APPARTEMENT de 3 P.P. à VINCENNES (94)**  
2 à 8, rue Charles-Pothé  
en 1<sup>er</sup> étage, bte. B, esc. 6 - UNE CAVE, UN PARKING  
M. à P. : 710 000 F S'adr. M<sup>re</sup> S. TACNET, 28, rue Jean-Jaurès, CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94) - Tél. : 47-06-94-22 - M<sup>re</sup> Xavier NORMAND-BODARD, avocat associé à Paris (16<sup>e</sup>), 37, rue Galilée - Tél. : 47-20-30-01 - Tous avocats près Trib. grde inst. de CRÉTEIL - Sur les lieux pour visiter.

O-YOUNG LEE  
**SMALLER IS BETTER**  
Miniaturisation et productivité japonaises  
« A l'obsession de la miniaturisation dont font preuve les Japonais, l'auteur propose une explication sans complaisance, qu'il fait remonter bien en deçà de l'ère industrielle : tout le réductionnisme japonais, provient d'une volonté forcée de domestication de la nature, que se trouve comme sublimée dans le minutieux arrangement du jardin japonais ou la patient domptage des racines du bonsaï. »  
Jean Bouanine (préface)  
144 pages, 180 Francs  
MASSON





# Europe

## ESPAGNE

### Un entretien avec M. Felipe Gonzalez

(Suite de la première page.)

— Mais les attentats ne s'en sont pas réduits pour autant.

— Si l'on analyse avec rigueur l'évolution du terrorisme, il est clair qu'il y a une diminution : non pas seulement du nombre d'attentats, mais surtout de la capacité opérationnelle des terroristes. Il est vrai qu'ils peuvent toujours réaliser un attentat retentissant ; s'ils mettent une bombe dans un supermarché comme à Barcelone, le résultat sera terrifiant. C'est l'essence même du terrorisme. Mais cela n'empêche pas que leur capacité d'action réelle a été réduite.

— Pour en revenir à la collaboration avec la France, nous sommes maintenant d'accord pour travailler de manière plus sélective. Nous admettons également que la responsabilité de l'ETA est une responsabilité du gouvernement espagnol. Il n'est pas question pour nous de transférer à d'autres notre responsabilité dans ce domaine ; ce qui se passe en Espagne, c'est à nous de le régler. Mais ce que nous ajoutons toutefois, c'est qu'il faut tout faire pour éviter que les terroristes ne puissent nous aggraver depuis un Etat à la fois démocratique et ami. C'est cela la solidarité que nous demandons.

— N'est-ce pas un langage nouveau ? N'a-t-on pas longtemps considéré en Espagne que la clef du problème se trouvait au nord des Pyrénées ?

— Non, ce n'est pas un langage nouveau. Si chacun fait ce qu'il doit faire, je suis persuadé qu'une organisation terroriste comme l'ETA ne pourra pas survivre longtemps sans une base qui lui assure une tranquillité suffisante pour planifier sa stratégie. Sans une telle base, l'ETA pourra encore réaliser des attentats, mais elle perdra sa capacité d'organisation et s'anéantira.

— Êtes-vous donc toujours persuadé que l'état-major de l'ETA se trouve bien en France ?

— Oui, personne n'en doute. Mais il n'y a pas de doute non plus sur la même tranquillité.

— Lorsque M. Joxe fait remarquer que plus de la moitié des personnes expulsées vers l'Espagne sont aujourd'hui en liberté, quelle est votre réaction ?

— Beaucoup de ceux qui se sont fait expulser dans le cadre de cette procédure étaient convaincus qu'il s'agissait de la seule manière de couper les ponts avec l'organisation terroriste. L'expulsion constituait pour eux un excellent alibi pour abandonner l'ETA. En outre, notre politique ne se base pas exclusivement sur la répression ; nous poursuivons à ceux qui veulent se réinsérer dans la société à la seule condition qu'ils ne soient pas coupables de délits de sang, de recommencer à mener une vie normale. C'est d'ailleurs là un signal pour les autres. Certains disent même qu'ils voudraient profiter des autobus pour mettre fin à cette situation absurde de semi-exil : il y a deux ou trois cents personnes qui

n'ont aujourd'hui aucune raison réelle de rester dans le sud de la France.

— Il est vrai que les expulsions décrétées par le gouvernement Chirac ont surtout concerné les soldats, ou les sergents, de l'ETA. Certains ont eu conscience que les principaux responsables de l'organisation n'étaient pas visés. Mais il est évident qu'il ne s'agissait pas là de la part de la France d'une stratégie délibérée. Tout simplement, les généraux sont mieux protégés que les sans-grade.

#### Le dialogue avec les modérés de l'ETA

— Où en sont aujourd'hui vos conversations d'Alger avec certains éléments considérés comme modérés de l'ETA ?

— Nous avons toujours reconnu que la stratégie d'éradication de la violence avait une composante politique. Mais cette composante politique, c'est la démocratie, ce sont les institutions autonomes basques qui fonctionnent, ce sont les partis politiques démocratiques qui remplissent leurs fonctions au Pays basque. Dans ce cadre démocratique, on peut parfaitement remettre en cause les institutions démocratiques elles-mêmes. Mais ce qu'on ne peut pas faire, c'est user de la violence lorsque la voie démocratique est ouverte.

— L'aspect politique du problème, nous l'avons donc traité. Ce qu'il reste à traiter avec l'ETA, c'est l'abandon de la violence. Ce qui suppose un dialogue portant sur la situation personnelle de ceux qui ont été impliqués dans le terrorisme. Et rien de plus. Nous n'allons pas discuter politiquement du futur du Pays basque avec l'ETA ; d'un point de vue démocratique, nous n'avons pas à céder à la violence au Pays basque, car ce serait justifier à l'avance d'autres actions violentes. Nous savons que le problème basque a une dimension historique ; mais l'ETA a subi un phénomène de dégénérescence qui l'a transformée en un groupe de moins en moins idéologique, de plus en plus fanatique. Nous sommes simplement prêts à rompre ce cercle vicieux.

#### L'avion de combat européen

— Qu'en est-il des autres problèmes de nos relations bilatérales ?

— Il y a eu un petit problème de coopération en matière d'aéronautique militaire. Nous nous étions tous engagés, y compris la France, dans un projet de construction d'un avion commun. A un moment déterminé, la France a décidé d'abandonner ce projet commun au profit du Rafale. Nous en sommes ainsi arrivés à une situation que j'ai peine à comprendre, une initiative européenne avec deux projets totalement différents. Nous sommes deux modèles d'avions, mais aussi deux lignes de recherche et de production.

— La France nous a demandé d'étudier l'éventualité d'une partici-

ipation à son projet. Nous l'avons fait : lorsque les autres pays ont définitivement adopté le projet européen, en avril, nous avons même décidé de reporter notre décision de participer à l'avion européen. Nous avons maintenu cette position aussi longtemps que nous pouvions le faire sans porter préjudice à notre industrie. Je comprends les efforts du gouvernement français. Il s'agit d'un problème important : discuter d'un point de vue théorique de l'utilité d'un avion de combat européen. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que l'Union soviétique poursuivra ses recherches dans ce domaine. Dans ces conditions, du côté occidental, l'alternative est soit la construction d'un avion européen, soit un monopole américain avec les conséquences que cela peut avoir dans le domaine de l'aviation civile.

#### La modernisation des chemins de fer

— Après avoir déjà la France dans le domaine aéronautique, l'Espagne ne risque-t-elle pas maintenant de la dépasser dans le domaine ferroviaire grâce au contrat de modernisation des chemins de fer espagnols ?

— Il y a actuellement, pour ce contrat, un candidat japonais, un français et un allemand, ainsi qu'une offre italienne partielle. Plusieurs éléments sont en jeu d'abord, ce contrat concerne une entreprise publique, RENFE (la société des chemins de fer espagnols), qui connaît de gros problèmes ; elle nous coûte environ 200 milliards de pesetas (10 milliards de francs) par an. Et RENFE a un grand rôle à jouer dans le choix entre les différents offres. En outre, ce contrat a de grandes implications pour l'ensemble de l'industrie ferroviaire espagnole, ainsi que celle des biens d'équipement électriques. Il représente également une source d'emplois pour la sidérurgie et pour de nombreux autres secteurs.

— Nous devons donc faire d'abord un choix de type industriel, mais aussi de type stratégique en ce qui concerne le train à grande vitesse. Pour ce qui est du reste du contrat, nous pouvons être flexibles dans notre choix : nous pourrions avoir à la fois des machines japonaises, allemandes et françaises, et même changer ensuite si nous le désirons. Par contre, lorsque nous prenons une décision en matière de train à grande vitesse, elle nous lie pour l'avenir.

— En outre, nous voulons nous seulement renouveler notre infrastructure ferroviaire, mais aussi nous rattacher au reste de l'Europe ; nous allons nous tenter d'adapter l'écartement des voies espagnoles aux normes européennes. C'est une décision qui dépasse le cadre strictement économique. Nous devons nous poser la question en termes européens et communautaires. Il s'agit de connecter la péninsule ibérique avec le reste de l'Europe. Il nous reste un mois pour prendre une décision, et nous voulons prendre une décision européenne. Bien que les Japonais aient eux aussi un grand intérêt à pénétrer en Europe. Et ils sont capables de le faire savoir !

— Comment allez-vous financer un tel investissement ?

— Le plan de modernisation est un plan espagnol, et son financement sera espagnol. Ce qui se traduira par exemple, l'an prochain, par une augmentation de 30 % du budget du ministère des travaux publics. En revanche, en ce qui concerne le rattachement à l'Europe (c'est-à-dire la modification de l'écartement des voies), nous allons négocier avec la Communauté de l'infrastructure des transports européens.

— Nous avons le privilège d'avoir avec vous cette conversation en français. Pensez-vous que nos successeurs pourront en faire de même, compte tenu du recul de l'enseignement du français en Espagne ?

— Il est vrai que ce problème me préoccupe. Mais ce n'est pas une question de relations bilatérales. L'anglais est aujourd'hui avant tout un instrument, un moyen de communication dans le domaine des affaires. Tandis que lorsqu'on pense au français, on pense à la culture, à l'histoire. Ma génération était constituée à 80 % de francophones et à 20 % d'anglophones. Avec la génération suivante, la proportion s'est inversée, ce qui montre la rapidité du phénomène. Nous devons réagir ; nous envisageons par exemple d'instaurer une seconde langue obligatoire dans l'enseignement secondaire, ce qui devrait permettre

de combler une partie de ce recul. Mais le problème est complexe, et se pose au niveau mondial.

#### George Bush et l'Amérique centrale

— Comment réagissez-vous à l'élection de M. Bush, qui, apparemment, n'était pas votre candidat ?

— Je n'avais pas de candidat. En fait, je connais davantage Bush qu'Dukakis, avec qui je n'ai parlé qu'une heure cette année, à Boston. Je connais Bush depuis 1983, et j'ai eu l'occasion de parler longuement



avec lui aussi bien de thèmes bilatéraux que de l'Amérique latine. Je crois que la communication avec le président Bush va être relativement facile.

— Plus facile qu'avec M. Reagan ?

— Oui. Le président Reagan avait une grande capacité de communication, mais analysait parfois les problèmes de manière un peu simple, manichéenne. Avec Bush, on peut davantage débattre des nuances et des contradictions.

— M. Bush est-il, comme son prédécesseur, un adepte de la doctrine Monroe en ce qui concerne l'Amérique centrale ?

— Je crois que le changement de président américain ne devrait pas se traduire par une modification de la manière de voir les problèmes de la région d'Amérique centrale. La politique des super-puissances suit une certaine logique d'ordre géostratégique, qui ne dépend pas des changements d'administration. On peut faire toutes les déclarations de principe qu'on veut, on peut parler du droit à l'autodétermination des peuples, mais la Pologne reste la Pologne et l'Amérique centrale reste l'Amérique centrale. Si la tactique peut se modifier, la stratégie, elle, ne change guère. Ce serait une erreur pour les dirigeants socialistes de l'oublier. Cuba constitue l'exception qui confirme la règle, et qui ne se répétera pas.

— Que pensez-vous de l'attitude soviétique dans la région ?

— Le changement le plus important qui ait eu lieu en Amérique centrale et dans toute l'Amérique latine, c'est la démocratisation politique, la recherche d'un certain degré de développement socio-économique. Cette démocratisation a pour effet de neutraliser d'autres types d'aventures, qu'il s'agisse de révolution ou de putsch militaire. Je crois que l'Union soviétique le comprend ; elle sait qu'une Amérique latine politiquement stable et démocratique, économiquement plus puissante, disposerait d'une plus grande marge d'autonomie en politique internationale.

— Ce processus de démocratisation n'est-il pas fragile ?

— Si, parce qu'il n'affecte que la sphère politique. La plupart des Latino-Américains partagent avec les Européens les valeurs de pluralisme et de liberté. Mais il est vrai que les menaces économiques rendent plus difficile la consolidation de la démocratie en Amérique latine. C'est une responsabilité qui nous incombe à tous ; il serait par exemple souhaitable que les pays de la Communauté adoptent une position commune sur le problème de la dette. Ce n'est pas seulement un problème technique, mais aussi politique, comme le président Mitterrand l'a déjà fait observer.

— Vous aimeriez que pendant votre présidence de la Communauté, la CEE collabore plus activement à la recherche de la paix en Amérique centrale.

— Je voudrais au moins que l'ensemble des pays de la Communauté fasse des pas en avant dans l'institutionnalisation des rapports avec le continent latino-américain. Il faut renforcer la liaison de l'Europe avec l'Amérique latine. Il n'y a pas que des raisons espagnoles ou hispaniques ; la France, l'Allemagne, l'Angleterre ou l'Italie ont plus de raisons que nous du point de vue économique. Si on fait une analyse stratégique on voit que c'est la région du monde la plus proche de nous.

#### La création de l'Etat palestinien

— Comment appréciez-vous ce qui se passe en Algérie ?

— Nous avons de bons rapports avec ce pays, mais il en est arrivé à une situation critique en ce qui concerne son modèle d'organisation, de réponse aux problèmes économiques et sociaux. Il a réagi, à notre avis, dans la bonne direction. Je ne suis pas habilité à donner des conseils aux Algériens, mais je crois qu'une issue peut être trouvée dans cette direction.

— Allez-vous reconnaître l'Etat palestinien ou allez-vous attendre que les Douze prennent position ?

— Nous voudrions parvenir à une position commune des Douze. Mais nous avons une position un peu spéciale parmi les Douze, en raison de certaines traditions, de relations spéciales avec les pays arabes et même d'approche du problème palestinien. Nous avons ici une représentation de l'OLP, un bureau de l'OLP, c'est une représentation d'un niveau quasi diplomatique. Cela dit, le pas franchi par l'OLP est positif et il faut donner à cette déclaration toute son importance.

— Les Etats-Unis, même, ont dit qu'ils refuseraient de considérer l'OLP en tant qu'interlocuteur tant qu'elle ne reconnaîtrait pas la résolution 242. Les Palestiniens ont franchi le pas. Il ne faut pas maintenant ajouter d'autres conditions pour parler avec eux. Il faut au moins décider de commencer à parler. La création théorique, sans conclusion pratique, d'un Etat palestinien était une issue presque inévitable de la situation dans les territoires occupés.

— Que devrait être, pour vous, une position européenne satisfaisante ?

— Je ne voudrais pas anticiper. Je crois que la reconnaissance formelle d'un Etat palestinien serait difficile, mais je crois qu'il faut accepter de se prononcer vis-à-vis de cette déclaration, progresser en vue de la conférence internationale. On va travailler pour voir si on peut avancer à deux.

#### Un moment difficile pour la CEE

— Vous allez prendre la présidence de la Communauté dans un moment assez délicat, où des philo-sophes très, très différentes se dessinent et que symbolisent d'un côté M<sup>rs</sup> Thatcher, de l'autre M. Delors.

— C'est exact, mais je crois qu'il faut baisser le ton de la polémique. Il ne faut pas donner trop d'importance aux confrontations dialectiques. Je suis beaucoup plus d'accord avec ce qu'exprime Jacques Delors qu'avec ce qu'exprime M<sup>rs</sup> Thatcher, mais je n'ai pas été surpris par les déclarations de cette dernière ; je ne partage pas son point de vue, mais je ne suis pas choqué qu'elle l'exprime.

— Nous sommes dans un moment difficile, mais ce n'est pas de nouvelles déclarations des uns ou des autres sur les perspectives de la construction européenne. Nous sommes dans un moment difficile parce que la Communauté vient de faire un pas en avant très important en prévoyant pour la première fois un budget pluri-annuel. Cette décision entraîne d'importantes conséquences, comme par exemple la libéralisation des mouvements de capitaux. Comme chaque fois qu'on fait un pas important, certains pays ne veulent pas dépasser les limites de ce qu'ils estiment difficile à maîtriser.

— La libéralisation des mouvements de capitaux ne touche pas tous les membres de la CEE puisque certains la pratiquent depuis quelques années déjà. Cela engendre des préoccupations différentes, contradictoires, mais à mon avis légitimes. Il ne faut pas dramatiser ce débat, mais il faut arriver à un compromis fondé non seulement sur le traité de Rome, mais aussi sur l'acte unique.

Par conséquent, si la France ne peut pas accepter la libéralisation des mouvements de capitaux sans un certain degré d'harmonisation fiscale et de coordination des politiques économiques et monétaires, elle a le droit de le dire parce que l'acte unique parle d'unité économique et monétaire. L'important est de mettre en application cet acte unique qui se veut élément de cohésion de tous les pays de la Communauté.

— Il ne faut pas confondre la solidité dont relève par exemple la pratique des fonds structurels — avec la cohésion, qui exige une certaine convergence des politiques économiques. Si on fait confiance dans tous les domaines aux règles du marché, on n'arrivera pas à un résultat positif. Aucun pays, même le plus libéral comme la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, n'abandonne tous les problèmes aux règles du marché.

— Bref, c'est évident que nous sommes dans un moment difficile. Mais il faut surmonter les contradictions, même si on ne les élimine pas. De toute façon, je me sens le droit de dire que ce sera positif qu'il y ait une banque centrale européenne, que chaque pays cède une part de souveraineté nationale en matière monétaire pour la partager avec ses partenaires.

— C'est sous la présidence espagnole que les experts doivent remettre leurs conclusions sur cette affaire ?

— Oui, c'est au mois de juin qu'il faudra se prononcer sur ce document. Mais l'avis que nous donnerons alors ne devra pas forcément être une décision formelle, même si je pense que le temps presse pour prendre les premières mesures en matière de coordination monétaire. On doit notamment arriver, sous la présidence espagnole, à un accord sur l'harmonisation fiscale en ce qui concerne les capitaux.

— Il faudra aussi faire avancer l'idée d'espace social européen, si l'on ne veut pas rompre avec le modèle de coordination monétaire. On doit notamment arriver, sous la présidence espagnole, à un accord sur l'harmonisation fiscale en ce qui concerne les capitaux.

#### « Ne pas rentrer dans l'irrationalité »

— Vous pensez qu'il vous est plus facile de s'entendre avec les syndicats européens qu'avec les syndicats espagnols ?

— C'est une étrange contradiction : les syndicats européens demandent des négociations sur la politique économique et sociale. Je fais la même proposition aux syndicats espagnols depuis un an et demi, mais ils ont répondu ; non, nous ne voulons pas discuter de politique économique. Aujourd'hui, ils disent même qu'ils veulent déclencher une grève générale, le 14 décembre, puisqu'ils ne sont pas d'accord avec notre politique économique. Je leur ai encore proposé, il y a quelques jours, d'en discuter, mais ils ont encore refusé. Je crois pourtant qu'il faut discuter de l'amélioration du taux de croissance, de la répartition des richesses, de la création des postes de travail, mais je ne peux pas rentrer dans l'irrationalité.

— A propos des pays de l'Est, pensez-vous que la CEE doit avoir la même politique à l'égard des pays de l'Europe centrale et de l'Union soviétique ?

— Il y a des politiques différentes parce que les problèmes sont différents, parce que les développements dans ces pays sont différents. Mais ce qu'il faut avant tout, c'est dégager une politique communautaire. Or, pour le moment, chacun des Douze agit de son côté et il n'y a pas de coordination.

— Vous allez proposer aux Douze de prendre position sur le Proche-Orient. Ne trouvez-vous pas étrange qu'ils ne se soient jamais prononcés sur les événements qui se déroulent en Roumanie ?

— Four des raisons historiques et géographiques, l'Espagne est moins concernée que d'autres pays européens par ce qui se passe en Roumanie. Se prononcer risque, d'autre part, d'aggraver une situation sur laquelle on n'a guère d'influence. Une certaine prudence s'impose. L'important n'est pas ce qu'on peut dire, mais ce qu'on peut faire.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC, ANDRÉ FONTAINE et THIERRY MALINIAK.

#### ITALIE : les élections régionales

##### Poussée des néofascistes et des Verts dans le Trentin-Haut-Adige

Les élections régionales du dimanche 20 novembre dans la région autonome du Trentin-Haut-Adige (Le Monde du 22 novembre) se sont soldées par une poussée du Mouvement social italien (MSI, néofasciste et nationaliste) et des Verts et par la stabilité du parti germanophone Südtiroler Volk (SVF).

Le MSI, qui a remporté 6,6 % des suffrages (contre 4,4 % en 1983), a progressé de façon spectaculaire à Bolzano, où il est pour la première fois en tête avec 26,7 % des voix (15,4 % aux précédentes régionales). Il détient désormais cinq sièges au conseil provincial (au lieu de trois).

Les Verts, qui disposaient d'un siège en ont remporté cinq, en passant de 1,4 % à 7,1 % des suffrages.

Cette radicalisation intervient, en fait, sur fond de stabilité : les deux

partis piliers, le Parti populaire sud-tyrolien (SVP) et la Démocratie chrétienne italienne ont, chacun dans sa province, conservé une majorité confortable. Avec 60,4 % des voix, le SVP dispose toujours de vingt-deux des trente-cinq sièges provinciaux dans le Haut-Adige, alors que la Démocratie chrétienne gagne un siège dans le Trentin : avec 45,3 % des voix, elle détient maintenant dix-sept des trente-cinq sièges.

Le Parti socialiste continue de progresser, en atteignant 8,3 % (contre 6,7 % en 1983). La poussée du MSI et des Verts se fait au détriment du Parti communiste — qui est passé de 8,3 % à 5,7 % — et des petits partis italiens, républicain, libéral et social-démocrate. — (AFP.)

paese mensuel italien (bilingue) publié en France CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 132, avenue de Paris, 92000 VINCENNES - Tél. 1 45 85 15 01



# Politique

## Marseille et le président

Candidat je suis, candidat le reste : c'est tout ce que l'on sait du résultat, selon M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, de l'entretien de quarante minutes qu'il a eu, lundi 21 novembre, à sa demande, avec M. François Mitterrand à l'Élysée. Dans une interview au *Provençal*, M. Vigouroux, désavoué par le Parti socialiste qui a désigné M. Michel Pezet comme chef de file pour les municipales de mars 1989, réaffirme mardi : « Ma décision a été réfléchie, mûrie. J'étais candidat, je le reste. Je ne reviendrai pas sur ma décision. » Il ajoute qu'à l'Élysée le chef de l'État ne lui a posé à aucun moment la question du retrait éventuel de sa candidature. « C'est le maître de Marseille que François Mitterrand a reçu. Lui seul, et pas le candidat », déclare-t-il.

Cet entretien, annoncé vendredi au lendemain de la visite (qui avait fait grand bruit) à Marseille du secrétaire général de l'Élysée, M. Jean-Louis Bianco,

intervenant dans un tel climat politique entre socialistes qu'on ne pouvait pas imaginer que la date ait été choisie au hasard. Dès lors, il est difficile de prendre pour argent comptant les déclarations de M. Vigouroux et celles de l'Élysée, selon lesquelles il n'a pas été question de la campagne municipale à Marseille. Il est difficile d'admettre aussi que M. Vigouroux, dont la porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, a affirmé lundi qu'il est « de plus en plus incliné » face à M. Pezet, « seul candidat de tous les socialistes marseillais », n'est pas venu avec le secret espoir de trouver chez le président de la République quelques réconforts.

On sait depuis longtemps que M. Mitterrand ne nourrit guère d'affection pour M. Pezet et qu'il ne renonce pas, à l'inverse, de témoigner sa sympathie à M. Vigouroux, successeur de son ami Gaston Defferre, décédé en 1986. Néanmoins, dans l'entourage du chef de l'État, on a plus soin de préciser, au terme de l'entretien, que le président de la République n'a pas l'intention de se substituer aux formations politiques et à leurs dirigeants pour préparer les élections municipales et désigner les candidats. On peut donc penser que, pour l'instant, M. Mitterrand se contente de prendre acte du choix effectué par les militants social-

listes marseillais et confirmé par la convention nationale du PS des 12 et 13 novembre.

En attendant d'éventuels éléments nouveaux dans l'affaire marseillaise — les rebondissement ne manquent certainement pas, par respect pour la tradition — il semble que le chef de l'État s'en remette, du moins officiellement, à la décision du Parti socialiste. Il est vrai qu'il ne contrôle plus comme naguère la formation qu'il a modernisée en 1971 au congrès d'Épône puis portée au pouvoir dix ans plus tard. Cette rupture d'autorité est nette depuis que les socialistes ont refusé d'accéder à son souhait en désignant, lors de la succession de M. Jospin au poste de premier secrétaire, M. Pierre Mauroy plutôt que M. Laurent Fabius, candidat du président.

J.-Y. L.

## Le débat budgétaire s'annonce moins ouvert au Sénat qu'à l'Assemblée nationale

Jusqu'au 10 décembre, les sénateurs examineront le projet de loi de finances pour 1989, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale dans la nuit du vendredi 18 au samedi 19 novembre. Ils ont commencé cette discussion sous l'œil de M. Laurent Fabius qui, installé au tout premier rang des tribunes, était venu manifester, selon M. Alain Poher, « tout l'intérêt qu'il porte au sérieux des travaux du Sénat ».

Le débat budgétaire est, par excellence, l'occasion de dresser le bilan de ce qui a été fait et de ce qui reste à faire. Ce genre d'exercice favorise le manichéisme. À l'automne 1988, « majorité relative » et opposition constructive apportent des nuances. Au Palais-Bourbon, jamais, depuis les débuts de la V<sup>e</sup> République, un projet de loi de finances n'avait fait l'objet d'autant de modifications : le dialogue gouvernement-députés, qu'ils soient socialistes, communistes ou centristes, a joué. Qu'en sera-t-il au palais du Luxembourg où l'opposition RPR-UDF dispose d'une écrasante majorité ? Le ton des premiers intervenants dans la discussion générale suggère d'un dialogue moins ouvert — même si le gouvernement s'y est dit prêt.

Le rapporteur général de la commission des finances, M. Maurice Blin (Un. cent., Ardennes), a résumé le sentiment exprimé par ses collègues de la majorité sénatoriale : « le budget d'une occasion manquée ». Au chapitre des regrets, même si l'examen des recettes permet de constater « une relative continuité avec la politique » menée ces trois dernières années, M. Blin constate « deux omissions graves » : l'allègement de la fiscalité de l'épargne et la non-diminution des taux moyens de TVA. Dans le même sens, M. Jean François-Poncet (Gauche dém., Lot-et-Garonne), président de la commission des affaires économiques, fera part de sa préférence pour une harmonisation de la fiscalité de l'épargne par étapes. M. Pierre Bérégovoy justifie le choix de l'attente par « la pression » qu'il peut maintenir au nom de la France sur ses partenaires européens, d'ici au 1<sup>er</sup> juillet 1990.

Pour M. Blin, le gouvernement a le tort de rompre avec la période 1986-1988 sur trois points : la reprise de l'endettement public, la reprise de la dépense publique, et le rétablissement de l'impôt sur la fortune. Le premier reproche touche, en fait, à l'arrêt des privatisations qui, selon M. Blin, prive le gouvernement d'un « instrument efficace d'assainissement ». M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, observe que l'arrêt des privatisations est antérieur au retour au pouvoir de la gauche, puisque M. Edouard Balladur avait décidé une pause, tandis que le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, relève que le débat a été tranché par les Français eux-mêmes en réélisant M. François Mitterrand.

Le deuxième reproche formulé par la commission des finances (la dépense publique) la conduit à proposer une économie de 30 milliards de francs (sans diminution des crédits militaires). Cette proposition est contestée à la fois sur le fond et sur la forme par MM. Bérégovoy et Charasse. Sur le fond, le gouvernement s'écarterait du constat de M. Blin sur la « boulimie de l'État » qui augmente ses effectifs. « L'État ne pourra payer convenablement ses agents qu'en limitant leur nombre », assure le rapporteur général, qui, au titre des économies possibles, cite une diminution drastique des dotations aux entreprises publiques et une réduction des crédits du ministère de la culture. La demande de M. Charasse, qui souhaite savoir dans quelle catégorie les fonctionnaires seraient en surnombre, restera sans réponse.

Sur la forme, le même M. Charasse s'indigne de l'amendement de la commission qui réduit de 30 milliards les recettes en le jugeant trop simplement anticongestionnel car il constitue une « injonction » au gouvernement, l'imposition d'une instance parlementaire dans l'exercice du pouvoir réglementaire et une réduction indicative des crédits. Dans une exécution qu'il connaît bien puisqu'il y siègeait avant d'entrer au gouvernement, le ministre délégué n'a pas laissé passer l'occasion de donner ainsi un leçon de droit à ses anciens pairs de la commission des finances.

Quant au troisième point, il concerne l'impôt de solidarité sur la fortune. Les raisons avancées contre l'ISF sont connues. M. Blin les a rappelées tant sur la minceur de son produit, que sur les risques que son rétablissement ferait courir aux activités du bâtiment. « Fiscalement nul, socialement nocif », il n'a qu'une « signification démagogique », juge le sénateur des Ardennes.

M. Bérégovoy s'interroge : « Comment le rétablissement de cet impôt peut-il être qualifié de démagogique alors que sa suppression ne l'aurait pas été ? » Quant à M. Charasse, il juge que cette suppression, décidée par le gouvernement chinois, a été « une erreur politique » — mais plus grave encore une « erreur psychologique ».

M. Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne), président de la commission des lois, reste lui inflexible : l'ISF est « inacceptable » car il est « antiéconomique » et « antieuropéen ».

À côté de ces divergences qui apparaissent difficilement réductibles, il y a tout de même quelques points d'accord : M. Bérégovoy et M. Poncelet conviennent que « la France ne sera forte que si son industrie est forte », et que le rôle de l'investissement est essentiel. Il y a aussi les collectivités locales. Les sénateurs apprécient l'effort fait cette année pour les dotations. Le maire de Nevers (M. Bérégovoy) et celui de Puy-Guillaume (M. Charasse) ont, sur ce point, émis la traditionnelle et longue litanie de doléances que les sénateurs réservent aux précédents gouvernements.

La liste des « occasions perdues » s'est augmentée avec M. Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine), qui reproche au gouvernement son « irrévérence » sur le traitement des problèmes liés du financement des prestations sociales. M. François-Poncet ajoutera aussi sa propre pierre en regrettant la part congrue réservée à l'aménagement du territoire et M. Larché en déplorant le maintien de la grille unique de la fonction publique.

ANNE CHAUSSEBOURG.

## Navette entre l'Assemblée et le Sénat

### Retour au texte initial pour le revenu minimum

L'Assemblée nationale a adopté en seconde lecture, lundi 21 novembre, le projet de loi portant création d'un revenu minimum d'insertion (RMI). La commission mixte paritaire (7 députés, 7 sénateurs) chargée de trouver un texte de conciliation entre les deux Assemblées s'était séparée, le 10 novembre dernier, sur un constat d'échec. Le texte a donc repris le chemin de l'Assemblée nationale avant de repartir une nouvelle fois au Sénat. Si le désaccord persiste, ce sont les députés qui auront le dernier mot.

Les députés, qui ont adopté à l'unanimité moins trois voix et 27 abstentions le projet de loi présenté par M. Claude Evin, sont revenus au texte qui était sorti de leur main à la mi-octobre (*Le Monde* du 14 octobre). Contrairement au Sénat, qui souhaitait voir le département prendre le relais de l'État en matière de financement et d'attribution du RMI (à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1992), les députés ont souhaité que la prise en charge par l'État de l'allocation de RMI ne soit pas limitée dans le temps.

S'agissant de la situation des étrangers, les députés de l'opposition ont campé sur la position du Sénat pour exclure du champ d'attribution des titulaires d'une carte de séjour temporaire (trois ans).

### Un dispositif rééquilibré

Le président de la commission des affaires sociales, M. Jean-Michel Bérégovoy (PS, Allier) a regretté que les élus de l'opposition se retranchent derrière le risque de création d'un « appel d'air » au-delà des frontières pour repousser cette disposition. « Le devoir du législateur n'est-il pas d'expliquer ? », s'est-il interrogé. M. Jean-Yves Charnard (RPR, Vienne) a estimé que l'on ne pouvait faire bénéficier du RMI des étrangers dont la durée de séjour (trois ans) ne traduisait pas une volonté claire d'insertion en France.

Par amendement, le gouvernement a rétabli le bénéfice du RMI pour les « trois ans ». Il a ajouté une précision permettant aux ressortissants algériens présents depuis trois ans et détenteurs d'un certificat de résidence d'Algérie de bénéficier du RMI.

Plus généralement, l'Assemblée nationale a rééquilibré le dispositif en faveur des associations, estimant que le Sénat avait un peu trop fait pencher la balance du côté des collectivités locales. Dans le texte de l'Assemblée, les associations et organismes à but non lucratif ont la possibilité d'insérer directement les demandes. M. Evin, ministre de la solidarité, a rappelé que le gouvernement était favorable à la multiplication des « guichets » afin d'accroître l'accessibilité du RMI.

Le contrôle, nécessaire notamment pour vérifier les éventuelles doubles demandes, se fera au niveau de l'organisme payeur. La demande d'allocation pourra donc être déposée auprès des services communaux ou intercommunaux, auprès du service départemental d'action sociale et auprès des associations ou organismes à but non lucratif.

Le gouvernement a, enfin, soumis un amendement de M. Bérégovoy pour que soit stipulé qu'il ne peut y avoir interruption du versement de l'allocation que lorsque le défaut d'établissement de contrat d'insertion relève d'une mauvaise volonté évidente de l'intéressé.

P. S.

## Attitudes nationales et alliances municipales

### M. Richard : le PCF doit assumer sa responsabilité

M. Alain Richard, rapporteur général du budget et porte-parole des rattachés au cours de l'émission « Face au public », sur Franco-Inter, que le Parti socialiste n'entend pas se « retrouver, quinze jours après les élections municipales, avec un Parti communiste élu dans un certain nombre de villes en alliance avec le PS et qui se met à faire du harcèlement ». Selon M. Richard, « il faut que, sur la politique nationale, le PCF ne se comporte pas en parti d'opposition, qu'il accepte la responsabilité qu'il a prise en appelant à voter pour François Mitterrand ».

Quant aux centristes, M. Richard ne croit pas qu'ils « pourraient rejoindre le PS ». « Dans la foulée de la présidentielle, a-t-il dit, il s'est créé deux zones politiques : d'une part, des centristes alliés des socialistes, qui prennent des responsabilités à l'intérieur de la majorité présidentielle ; d'autre part, des centristes qui constituent une opposition modérée, c'est le CDS. Cette opposition modérée fait son tra-

vail d'opposition modérée. » De son côté, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a expliqué, lundi, lors de son point de presse hebdomadaire, que l'adoption du budget, en première lecture, à l'Assemblée nationale, sans recourir à l'engagement de responsabilité, est « un beau succès pour le gouvernement ». Selon M. Queyranne, il est normal que le gouvernement ait recherché le dialogue avec le Parlement, qui ne doit pas être « une chambre d'enregistrement ».

Enfin, après avoir « fait quelques pas seuls », les centristes de l'UDC « sont vite retournés se mettre au chaud au sein de l'UDF ». M. Queyranne a souligné que le PCF avait montré, pour sa part, qu'il ne voulait pas mêler ses voix avec celles de la droite. « La fermeté du PS, selon M. Queyranne, a préservé les communistes des risques du grand écart entre leur volonté d'accords municipaux avec les socialistes et la contestation de la politique du gouver-

nement. »

### M. Laurent Fabius souligne la valeur des institutions de la V<sup>e</sup> République

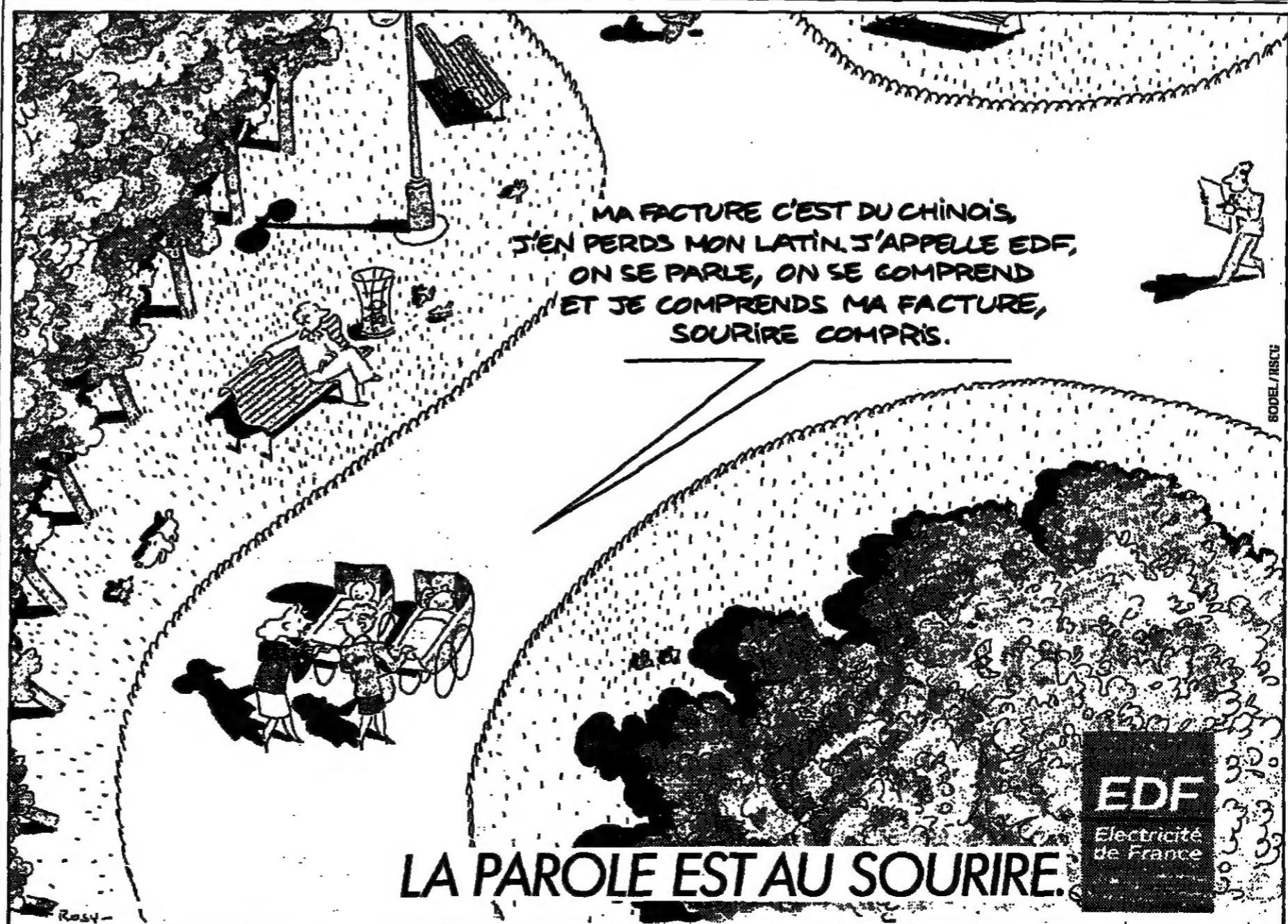
Pour la première fois l'association des anciens élèves de l'École nationale d'administration a été reçue, lundi 21 novembre, à l'hôtel de Lassay par M. Laurent Fabius. Il est vrai aussi que c'est la première fois qu'un ancien élève de l'ENA (de la promotion François-Rabelais-1973) préside l'Assemblée nationale. Ce benjamin des présidents, à l'occasion de la publication par cette association d'un numéro spécial de sa revue *ENA-mensuel* consacré à « Trente ans de V<sup>e</sup> République », a évoqué le rôle de son prédécesseur, M. Jacques Chaban-Delella, en disant : « Je crois qu'il serait d'accord avec moi pour constater que, alors que l'on passe progressivement à une pratique des institutions plus équilibrée que dans le passé dans les différents pouvoirs, beaucoup reste à faire pour que le Parlement vote son rôle mieux compris et mieux perçu, beaucoup reste à faire pour qu'il trouve ou retrouve la consti-

deration qui doit légitimement être la sienne. »

S'adressant directement aux responsables de l'administration, M. Fabius leur a demandé « de faire précéder au-dessus de la haute fonction publique que la légitimité s'est d'abord établie et que l'administration s'inscrit dans une ligne définie par l'intérêt général du pays et par le choix politique des Français ».

Il a affirmé : « Des institutions et une Constitution qui ont résisté au temps, aux changements fondamentaux qu'ont été l'élection du président au suffrage universel, le départ du général de Gaulle, l'alternance de 1981, la cohabitation, sont des institutions valables. La stabilité est, tout de même, avec le fonctionnement démocratique, une exigence que l'on peut avoir à l'égard d'un système institutionnel. »

A. P.



# Politique

## Après une escale au Japon Les vingt-six indépendantistes d'Ouvéa devaient arriver mardi en Nouvelle-Calédonie

Les vingt-six indépendantistes canaques d'Ouvéa remis en liberté le jeudi 17 novembre, en application de la loi référendaire du 9 novembre, auront finalement mis au moins cinq jours pour rentrer chez eux. La mise en scène élaborée par le gouvernement afin de les soustraire à la presse a été parfaitement réussie.

Transportés en car jusqu'à Ory, jeudi soir, ils ont été repartis... en car et en cachette jusqu'en Maine-et-Loire où ils ont séjourné pendant quarante-huit heures au château de la Morosière, un domaine appartenant à la municipalité socialiste de Châteaubriant-Malabrory (Hauts-de-Seine). A l'hôtel Matignon, on explique que cette étape a constitué pour les intéressés un « sas de décompression ».

Durant ce séjour, les vingt-six militants ont été informés des accords de Matignon et de leurs conséquences par leurs deux accueils paritaires du FNKS. M. Y. Yehoué Yehoué et Franck Wabuzze. Ce n'est que dimanche, vers les 5 heures, qu'ils ont quitté cette retraite, toujours en autobus, pour l'aéroport de Roissy où ils ont embarqué à bord d'un vol régulier d'Air France à destination de Tokyo. Leur présence à bord n'avait pas été révélée « pour des raisons de sécurité » et leurs noms ne figuraient pas sur la liste des passagers.

Arrivés à Japon lundi, ils se sont refusés à toute déclaration. Répartis de Tokyo à bord d'un vol régulier d'UTA, ils devaient arriver en Nouvelle-Calédonie mardi soir, vers 21 h 15 locales (11 h 15 en métropole). Aucun journaliste ne devait être admis à l'aéroport de La Tourette au moment de leur arrivée et aucune précision ne pouvait être obtenue, mardi matin, sur le jour et les modalités de leur transport sur l'île d'Ouvéa.

L'élargissement de ces militants du FNKS continue de susciter diverses réactions. Au nom du Comité national de soutien à la

Nouvelle-Calédonie française, M. Jacques Roseau, amateur du mouvement de pieds-noirs Le RECOURS, a affirmé, lundi : « L'Etat français avait pris moins de gants à une époque en laissant croupir dans les geôles de la République, pendant plus de six ans, des Français dont le seul crime avait été de défendre leur sol natal d'Algérie et l'intégrité du territoire national. Des accords avaient pourtant aussi été conclus à Evian, un référendum les avait ratifiés et tous les combattants ennemis avaient été aussitôt libérés. »

Au Sénat, M. Daniel Millaud, élu de la Polynésie française, membre du groupe de l'Union centriste, s'est insurgé contre « l'interprétation que l'on donne au résultat du référendum » : « On oublie qu'au Sénat, par exemple, a-t-il dit, nous étions treize sénateurs au moment du vote du statut Pons, c'est-à-dire 4,10 % des effectifs. » « Taisez-vous, les dénigreurs et les inquiets ! a-t-il déclaré. Le peuple français est plus sérieux que vous ! Il ne fait rien maintenant, et pendant dix ans, travailler pour assurer l'application des nouvelles institutions adoptées par une majorité écrasante de « oui » le 6 novembre. »

A l'Assemblée nationale, M. Robert Pandraud, député RPR de Seine-Saint-Denis, ancien ministre de la Sécurité, a réclâmé, lundi après-midi 21 novembre, au nom de son groupe, une minute de silence « pour les pendarmes morts pour la France à Ouvéa ». Sa demande a été refusée par le président de la séance, M. Lucien Bodard (UDC, Morbihan), qui lui a répondu : « Je comprends fort bien le sentiment qui vous anime et je le partage. Toutefois, les minutes de silence doivent conserver un caractère tout à fait exceptionnel et sont en principe réservées aux décès de députés ou de chefs d'Etat ou de gouvernement. »

## En Polynésie française

### Constitution d'un groupe centriste à l'Assemblée de Papeete

PAPEETE de notre correspondant

Un groupe centriste, le Te Hoto Nui (Le Développement), vient de se constituer au sein de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française, à l'initiative de M. Quito Braun-Ortega, ancien membre du gouvernement de M. Alexandre Léontieff. Il compte, outre M. Braun-Ortega, six conseillers qui prennent leurs distances vis-à-vis de la coalition majoritaire en précisant les mots d'ordre de « rigueur » et de « rééquilibrage des structures économiques, sociales et culturelles » du territoire.

A lors qu'on lui prêtait l'intention de renverser le gouvernement de M. Léontieff, avec lequel il a rompu après son insuccès aux élections législatives, M. Braun-Ortega s'est défendu de vouloir animer un mouvement de « casseurs ». Il s'est déclaré « ouvert à toute proposition qui se manifesterait en faveur d'une réelle dynamique du développement du territoire ». Il a toutefois précisé que son groupe voterait contre le projet de budget territorial pour 1989 « si les orientations proposées par le gouvernement ne lui paraissent pas répondre aux intérêts de la Polynésie ».

L'émergence de cette formation, qui regroupe autour de M. Braun-Ortega des élus de diverses sensibilités politiques, MM. Jean-Marius Raapoto, Jacky Gaffe, Jean-Pierre Champe, Guy Saquer, Jean Tupu, Teina Maraneau, a provoqué un certain remue-ménage au sein de l'Assemblée locale puisque le paysage politique polynésien en était sensiblement modifié. M. Léontieff, député non inscrit, ne disposait plus, en effet, de la majorité absolue ; il ne pouvait plus compter sur une majorité relative de six-neuf conseillers sur quarante et un élus, dont treize se situaient résolument dans l'opposition autour de l'ancien secrétaire d'Etat RPR, M. Gaston Flosse, et deux indépendantistes du Front de libération de la Polynésie.

### Le parade de M. Léontieff

Ce n'est évidemment pas par hasard que cette redistribution des cartes, précédée de longues négociations, était intervenue au moment où M. Léontieff doit présenter son projet de budget. Si de nouvelles déflections s'étaient produites parmi ses amis, le président du gouvernement territorial risquait d'être victime d'une motion de censure.

M. Léontieff a trouvé une parade en suscitant la démission de trois membres de son gouvernement, MM. Georges Kelly, Napoléon

## Une étude de Jérôme Jaffré dans la revue « Pouvoirs »

### France au centre, victoires socialistes

La revue Pouvoirs, dans son numéro 47, publie une analyse exhaustive de Jérôme Jaffré, qui porte sur les résultats des élections présidentielle et législatives. Les extraits que nous publions ci-dessous, grâce à la courtoisie de cette revue, concernent les élections législatives. Jérôme Jaffré directeur des études politiques de la SFORIS y décrit le « retour à une France électorale classique ».

Le vote du 5 juin marque le retour à la carte électorale classique. Les électeurs accordent une prime particulièrement sensible aux notables, qu'ils soient de gauche ou de droite. Après une élection présidentielle caractérisée par un vote légitimiste en faveur du candidat socialiste, après des législatives à la proportionnelle départementale qui gonflaient largement les implications locales, le scrutin de juin 1988 est le redécouverte du localisme et du poids des notables. (...)

Comparée au second tour de 1988, la période de M. Mitterrand, qui un temps avait fait croire à une nouvelle France électorale, est brusquement annulée : la perte est par exemple de 14,2 points dans le Bas-Rhin, 10,1 points dans le Morbihan, 9 points dans l'Orne et 7,3 points dans le Calvados. Inversement, la gauche progresse du 24 avril au 5 juin dans le sud de la France, en particulier dans le Sud-Ouest et la bordure méditerranéenne. Il n'est pas jusqu'à la Nièvre, terre d'élection passée de M. Mitterrand, qui n'accorde un meilleur résultat à la gauche au premier tour des législatives ! La traduction de ces phénomènes géographiques veut que l'évolution des forces politiques soit largement dépendante du degré d'implantation de leurs élus. Ce mécanisme vaut pour toutes les formations. De 1986 à 1988, l'URC et les divers droites perdent en moyenne 5,6 points là où leurs candidats ne possèdent aucun ou peu des attributs du notable, ils ne perdent en revanche que 0,7 point là où ils disposent de personnalités solidement implantées.

Dans cette France électorale retrouvée, le Front national est ramené à son niveau de 1986. Après les 14,6 % de M. Le Pen, il recueille avec les divers extrêmes droites 9,9 %. (...) Il n'en demeure pas moins que la droite modérée perd 4,3 points entre 1986 et 1988, alors que le Front réussit à maintenir intacte sa force électorale, prêt à affronter d'autres échéances avec de meilleures chances de succès.

Le score communiste continue quant à lui une surprise. Avec 11,1 % des voix, le PC donne le sentiment de stopper le mouvement de déclin qui le touchait depuis sept ans ; avec vingt-sept députés il parvient à sauver une représentation parlementaire honorable là où beaucoup s'attendaient à le voir tomber au-dessous de son minimum historique de dix députés en 1988. La performance est d'autant plus notable qu'à la différence de 1981 le PC parvient à résister à la pression socialiste après la victoire présidentielle de ses alliés. (...)

Le PS n'a donc pas réussi à faire reculer une nouvelle fois le PC. L'absence d'appel vers la gauche, la mise sous le boisseau de tout programme et a fortiori de toute perspective électorale expliquent en grande partie ce phénomène. Mais il serait oiseux de penser que le PC inverse les tendances lourdes de son déclin enregistrées tout au long de ces dernières années. Il bénéficie, on l'a vu, d'une légère sur-mobilisation de son électorat dans une France très abstentionniste, de l'absence des candidats d'extrême gauche et du retour au scrutin majoritaire qui lui permet dans ses bastions de résister aux prétentions socialistes grâce à l'implantation de ses élus.

Au demeurant, l'un des faits nouveaux du scrutin est l'accountation

de la gauche dans soixante départements contre quarante-neuf en 1986 et quarante-trois en 1981. Dans ses municipalités, là où le maire est candidat en 1981 comme en 1988, le PC enregistre tout de même un recul moyen de plus de cinq points en sept ans, chutant parfois spectaculairement comme à Saint-Ouen (de 46,3 % à 35,2 %), au Havre (de 39,9 % à 30,5 %) ou à Saint-Nizier (de 29,1 % à 19,7 %). Enfin, sur le plan sociologique, on n'enregistre aucune reconquête entre 1986 et 1988.

### Une victoire à Farraché

L'équilibre gauche/droite du premier tour et le bon score communiste rendent très incertain le résultat du second tour. Il n'est plus sûr que les socialistes puissent atteindre la majorité absolue des sièges. Seul un réveil en leur faveur des abstentionnistes ou des mauvais reports du Front national, comme à la présidentielle, pourrait le permettre. Entre les deux tours, l'heure n'est plus aux fiascos. Les dirigeants du PS battent le rappel. Michel Rocard évoque le retour au pouvoir de Jacques Chirac et Charles Pasqua. François Mitterrand demande aux Français de lui donner une majorité nette sans être excessive. A droite, l'URC retire ses candidats dans les neuf circonscriptions en ballottage.

### L'évolution du vote communiste aux législatives dans les villes de plus de 30 000 habitants détenues par le PC

(Moyenne de % aux suffrages exprimés)

Nombre de villes	Législatives 1981 (1 <sup>er</sup> tour)	Législatives 1988 (1 <sup>er</sup> tour)	Indice d'évolution
Maire candidat en 1988, pas en 1981	10	41,5	37,7
Maire candidat en 1981 et en 1988	13	40,1	34,7
Maire pas candidat ni en 1981 ni en 1988	19	28,7	30,3
Maire candidat en 1981, pas en 1988	9	40,1	26,6
Ensemble des villes communistes	51	39,8	32,7

du phénomène de notabilisation communiste. (...) Le poids des maires de grandes villes dans le groupe parlementaire s'accroît fortement : en 1981, ils étaient sept dans un groupe de quarante-quatre membres, en 1988 ils sont onze dans un groupe de vingt-sept. Cette personnalisation accentuée dans l'institution parlementaire réduit l'une des spécificités du phénomène communiste.

Le déclin électorat communiste demeure l'une des données fortes de la politique française. Le poids du Parti socialiste dans la gauche ne cesse de croître. Désormais, le PS représente plus de 75 % des suf-

frages de la gauche dans soixante départements contre quarante-neuf en 1986 et quarante-trois en 1981. Dans ses municipalités, là où le maire est candidat en 1981 comme en 1988, le PC enregistre tout de même un recul moyen de plus de cinq points en sept ans, chutant parfois spectaculairement comme à Saint-Ouen (de 46,3 % à 35,2 %), au Havre (de 39,9 % à 30,5 %) ou à Saint-Nizier (de 29,1 % à 19,7 %). Enfin, sur le plan sociologique, on n'enregistre aucune reconquête entre 1986 et 1988.

En dépit de cette tension grandissante, on n'enregistre le 12 juin aucun bouleversement. Les abstentionnistes restent au niveau record de 29,8 %, soit seulement quatre points de participation supplémentaires. Parmi les nouveaux votants, l'équilibre gauche/droite est assez bien respecté : 53 % se prononcent, en effet, pour la gauche et 47 % pour la droite. Enfin, les reports de voix du Front national vers la droite modérée sont très supérieurs à ce qu'ils étaient au second tour de la présidentielle, de l'ordre de 80 % au lieu de 65 % le 8 mai.

L'appoint des abstentionnistes et l'indiscipline du Front national sont trop limités pour assurer le triomphe socialiste mais ils suffisent à donner un léger avantage à la gauche. Entre les deux tours, la droite perd un peu plus d'un point dans les circonscriptions en ballottage passant de 49,3 % à 47,9 %. La gauche, quant à elle, progresse de 50,3 % à 52,1 %. Au tour décisif, en France métropolitaine, la gauche l'emporte de très peu mais l'emporte tout de même avec 50,7 % des voix contre 49,3 % à la droite. Les socialistes restent de très peu en deçà de la majorité absolue, d'une dizaine de sièges environ puisqu'ils comptent 277 élus sur 575 (1). Le Parti communiste a 27 élus, l'URC et les divers droites 270 et le Front national un seul.

L'avantage socialiste est acquis sur le fil du rasoir. En métropole, 64 sièges se sont joués entre 50 % et 51 % des suffrages, rendant vains tous les exercices de simulation effectués jusqu'ici. Un mouvement de 0,5 % dans un sens ou dans un autre aurait donné la majorité absolue au Parti socialiste ou à l'URC. Le changement du mode de scrutin a été pour le PS un atout décisif. (...)

An second tour, le succès relatif des socialistes tient à l'échec du RPR, visible malgré la disparition de ses candidats sur le label de l'URC. Dans les circonscriptions marginales, celles où la droite obtenait au premier tour entre 48 % et 52 % des voix et où se jouait l'issue du scrutin, le taux de succès du RPR est de 15 %, alors que celui de l'UDF atteint 44 %. Différence considérable qui prive l'URC de 11 sièges, ce qui lui aurait assuré un net avantage sur le Parti socialiste.

L'échec du RPR n'est pas dû à de mauvais reports du Front national. Au contraire, dans les circonscriptions marginales où l'extrême droite est influente (plus de 10 % des suffrages exprimés), l'UDF enregistre une droite légèrement supérieure à celle du RPR (-2,1 % en moyenne de pourcentage contre -1,7 % au profit de M. Chirac). C'est le comportement des nouveaux votants qui marque la différence entre les deux formations de l'URC. Dans les circonscriptions marginales où la diminution de l'abstention entre le 5 et le 12 juin est inférieure à 7 points, le taux de succès de l'UDF et du RPR est exactement le même (26 %). En revanche, là où le recul de l'abstention est supérieur à 7 points, le taux de succès du RPR est de 9 % alors que celui de l'UDF atteint 16 % (2). Le second tour est ainsi marqué par une mobilisation différentielle. L'appel des dirigeants socialistes aux abstentionnistes a été entendu. Mais pas contre tous les candidats de l'URC, uniquement contre les candidats du RPR.

### La volonté de recentrage

Le second tour des élections législatives donne ainsi son sens à l'ensemble des quatre scrutins qui se sont succédés. Il montre que la défaite de M. Chirac n'est pas seulement celle d'un homme ou celle de la droite. Elle traduit aussi une perte d'influence du RPR. La volonté de recentrage exprimée par les électeurs exclut le parti gaulliste ; ses candidats, pourtant notés dans l'URC, souffrent d'un handicap d'étiquette. Le RPR perd un nombre important de députés, passant de 158 à 131, alors que l'UDF progresse légèrement (de 132 à 135 inscrits ou assimilés) et surtout, toutes composantes rassemblées, la confédération dépasse pour la première fois son partenaire dans l'hémicycle.

A contrario, le Parti socialiste n'est pas en situation de vainqueur incontesté. Pour la première fois sous le V<sup>e</sup> République un scrutin de dissolution n'a pas donné de majorité nette au président de la République. Le poids politique de son ancien allié, le Parti communiste, est beaucoup plus fort que son poids électoral puisqu'il peut décider au coup par coup de soutenir ou de combattre le gouvernement, poser ses conditions, choisir son terrain. Dans l'opposition, les législatives marquent une étape supplémentaire dans l'intégration du Front national au bloc conservateur. Et dans la course au centre, l'UDF représente pour les socialistes un adversaire plus difficile que le RPR. Après la dissolution brutale et les rudes affrontements entre socialistes et centristes, l'ouverture apparaît bien compromise, réduite à quelques personnalités. La montée des mécontentements que rencontre tout pouvoir laisse une part d'incertitude sur la durée de la neuvième législature.

Une autre stratégie est-elle possible - changer les règles du jeu, faire des gestes nécessaires pour rejoindre le centre de la droite, attendre quelques mois pour dissoudre. Mais son issue était incertaine et avec la dissolution précipitée, le Parti socialiste peut se targuer d'une victoire à l'arraché avec 48 % des sièges dans la nouvelle Assemblée au lieu de 37 % dans la précédente. Et les stoutos dont il dispose sont nombreux ; il échappe de justesse à une majorité des droites ; mieux, il n'existe pas de majorité de sens contraire puisque le PC et l'URC ne peuvent s'allier. Le groupe socialiste est de très loin le plus important de l'Assemblée, et il compte à lui seul plus de députés que tous les groupes de droite réunis. Le gouvernement peut ainsi faire adopter ses projets de loi tantôt avec le soutien ou l'abstention communiste, tantôt avec le soutien ou l'abstention centriste, ou bien encore il lui est loisible d'utiliser les armes du parlementarisme rationalisé. Enfin, l'URC est un cartel électoral dont l'acte de décès survient dès les mois de juillet et, à peine dominants au sein de la droite, l'UDF est menacé d'éclatement puisque se constitue un groupe centriste autonome.

Le Parti socialiste ne dispose plus comme en 1981 du confort d'une majorité absolue. Mais il réussit le singulier exploit dans un pays qui penche à droite de conserver la présidence de la République, chef de vote de nos institutions, et de bénéficier à l'Assemblée des avantages d'une majorité relative.

JÉRÔME JAFFRÉ.

(1) Deux circonscriptions de l'Oise ont vu leurs résultats annulés par le Conseil constitutionnel.  
(2) Ont été écartées les circonscriptions marginales où la présence d'un candidat divers gauche, divers droite ou écologiste obtenait au premier tour plus de 3 % des suffrages exprimés pouvant fausser l'analyse des transferts. Au total, le calcul porte sur cinquante-neuf circonscriptions (trente et deux RPR-PS et vingt-huit seuls UDF-PS).

## Pour la revalorisation de leur métier

### les enseignants du second degré manifesteront à PARIS le 30 novembre (14 h à la Bastille)

SNES Syndicat national des enseignants de second degré 3615 USTEL pour tous renseignements

## EN BREF

• Le manifeste municipal du PS. - Un groupe de travail dirigé par M. Jean-Marie Cambacérès, membre du secrétariat national du PS, chargé des études, a été désigné pour préparer le manifeste municipal des socialistes. Outre M. Cambacérès, ce groupe comprend Mmes Yvette Roudy et Anne-Catherine Franck, MM. Michel Pezet, Louis Mezardou, Gérard Le Gall, Jean-Claude Boucard, Jean-Marc Ayrault et Michel Coffi-Neau. Il travaillera en liaison avec la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR) et le groupe socialiste de l'Assemblée.

• M. Jean-Louis Masson (RPR) candidat aux élections municipales à Metz. - Le député RPR de Moselle, M. Jean-Louis Masson, a annoncé le lundi 21 novembre sa candidature aux élections municipales à Metz (Moselle), ville dont le maire est le ministre du commerce extérieur, M. Jean-Marie Rausch, ancien sénateur CDS. M. Masson déclare, dans un communiqué, que « face à l'alliance socialo-centriste de la municipalité sortante, il fait une alternative sérieuse et constructive ».

Le premier secrétaire fédéral du PS de Moselle, le sénateur Jean-Pierre Masseret, a d'autre part entamé des négociations avec le maire centriste de Metz pour une éventuelle liste commune.

• CHATEAU-THIERRY : candidature RPR contre M. Rossi (UDF). - L'équipe municipale de Château-Thierry, dirigée par M. André Rossi (UDF-rad.), et député maire, a appris avec stupeur que l'adjoint au maire chargé des affaires économiques, M. Patrick Bajiët (RPR), avait décidé de partir seul à la bataille des municipales. « J'espère, confiait-il alors, que j'ouvrai une nouvelle voie afin d'offrir autre chose que ce triste choc droite-gauche. » Tout en reconnaissant que la ville est « bien gérée par une équipe remarquable », M. Bajiët laisse entendre que le fonctionnement de l'équipe municipale ne fait pas l'unanimité. (Correspondance.)



# Politique

## Un colloque sur les relations entre le président de la République et le premier ministre 1959-1969 : le creuset de la rénovation

S'interroger sur les rapports entre président de la République et premier ministre sous la V<sup>e</sup> République, comme viennent de le faire, les 17 et 18 novembre à Paris, l'Institut Charles-de-Gaulle et l'Association française de sciences politiques, revient à se pencher sur les arcanes d'une pratique originale et complexe du gouvernement qui a remodé, en France, l'exercice du pouvoir depuis près de trente ans.

Comment ? Il n'est pas de meilleur procédé, pour décrire la genèse de cette originale dualité sans dyarchie, que de se tourner — c'était l'objet du colloque — vers la décennie inaugurale : 1959-1969, qui fut le creuset de cette rénovation.

Car, en faisant retour sur ce passé proche, on découvre du même coup ce qui — analogies et différences — se perpétue et ce qui s'est modifié au fil de la succession de ces couples singuliers qui gouvernent la France.

Le décor du premier acte de la pièce est connu : une Constitution qui fleurit bon l'encre fraîche et laisse s'élever un autre parfum, celui de l'ambiguïté, car « de la Constitution ne se retire pas le sentiment d'une primauté complète du président de la République » (M. François Goguel).

Détail qui n'est été qu'anecdotique si la dramatique pression des circonstances, la guerre d'Algérie n'avaient imposé une mise en route effective immédiate des institutions nouvelles et un « réglage » nécessairement rapide des relations entre le président et le chef du gouvernement.

C'est dans ces circonstances que le premier des premiers ministres du général de Gaulle, M. Michel Debré, essuiera les pires et verra entre 1959 et 1962, souvent dans le

déclivité, le président s'imposer comme l'élément moteur du « couple ».

De 1962 à 1969, durant le long séjour à la tête du gouvernement de Georges Pompidou, le système achèvera de se structurer. Il révélera aussi celles des virtualités conflictuelles que n'avait pas connues la période précédente.

Ce n'est pas faire injure à M. Couve de Murville, troisième et dernier premier ministre du général (juillet 1968-juin 1969), que de suggérer que son passage à l'Hôtel Matignon ne laissera guère comme marque que... sa bréviété.

En dépit d'une propension certaine de quelques-uns d'entre eux à porter un regard rétrospectif quel que peu idyllique sur les relations de Gaulle-Debré, puis de Gaulle-Pompidou, les acteurs de l'époque invités par l'Institut Charles-de-Gaulle et l'AFSP à témoigner ont globalement dépeint ce qu'il faut bien appeler une méthode gaullienne qui va forger pour longtemps les rouages essentiels des relations entre les chefs de l'Etat et leurs premiers ministres.

A la très haute conscience d'être le premier, ce qu'il ne laisse jamais oublier, de Gaulle ajoute d'entrée de jeu l'intention affichée de laisser son premier ministre faire son travail.

« Vous n'avez guère à vous occuper de politique », indique-t-il à M. Geoffroy de Courcel lorsqu'il lui demande de devenir secrétaire général de la présidence, ajoutant : « Je compte moi-même ne pas entrer dans les détails de l'action gouvernementale. Je me bornerai à fixer les orientations et je veillerai à l'essentiel. »

Vérité et message. Le général se montre en effet extrêmement soucieux, surtout au début, de voir son premier ministre exécuter la plénitude de ses fonctions. Mais les coups de canif dans ce contrat ne manquent pas, difficiles parfois à interpréter. Il arrivera souvent à de Gaulle de se renseigner ou de s'expliquer au recevant directement des ministres, ce qui a le don d'agacer au plus haut point Michel Debré. De même, le champ des nominations laissées à la discrétion ou à la signature du président s'étend rapidement. Pour mieux marquer, dit ce dernier, le caractère du lien qui doit rattacher les titulaires des postes à l'Etat...

Inversement, là où on attendrait le de Gaulle le plus gaullien, des signes de véritable travail d'équipe existent, qui s'estomperont plus tard. Lorsqu'il reçoit à l'Elysée un chef d'Etat étranger, de Gaulle fait passer au premier ministre une note de synthèse rédigée par lui-même (ou par l'interprète lorsqu'il y a lieu) qui résume la conversation.

Le gouvernement à bras-le-corps

La vieille pratique des conseils de cabinet (le gouvernement réuni hors de la présence de de Gaulle ou de celle de ses représentants) n'a pas sa faveur. Est-il exact qu'il n'y en ait que deux pendant que M. Debré dirigeait le gouvernement, thème de son directeur de cabinet de l'époque, M. Pierre Racine, ou bien sept ou huit, comme le soutient M. Roger Bélin, ancien secrétaire général du gouvernement ? Une chose est sûre : devenu premier ministre, Georges Pompidou réunira, lui, un seul conseil de cabinet. Rappelé à l'ordre il laissera cette pratique sombrer dans une longue désuétude dont devait beaucoup plus tard la tirer la collaboration institutionnelle.

Autre certitude : de Gaulle se déteste pas prendre à bras-le-corps, même lorsqu'il n'y est en rien contraint, la matière même de ce qui pourrait être que le travail gouvernemental. Jamais il est vrai les justifications ne font totalement défaut : le comité des affaires algériennes, explique ainsi M. Bernard Tricot, a surtout « servi à assurer un contact direct » entre les principaux occupants civils et militaires de la politique algérienne et a prouvé, fut-ce contre l'évidence, que cette politique était celle du chef de l'Etat et de son premier ministre. Elle l'était, de fait, par la volonté de de Gaulle.

Plus tard, Georges Pompidou devenu premier ministre, quand la présidentialisation forcée née de la crise algérienne n'a plus cours, le général ira même beaucoup plus loin. En 1963, alors que la V<sup>e</sup> République « entre dans une sorte de régime de croisière » (M. Etienne Burin des Roziers, secrétaire général de la présidence de la République de 1962 à 1967), on voit se multiplier les comités interministériels présidés par le chef de l'Etat.

Qu'y cherche ce dernier ? A prêter main-forte à son premier ministre ? A réduire à néant ses réticences ou ses lourdes lenteurs ? Bien loin de suggérer seulement les grandes orientations, de Gaulle impose en fait ses vues et leurs plus petites implications quand le rythme lui paraît trop lent ou l'issue hypothétique.

Aucun exemple n'est à cet égard plus criant que celui du plan de stabilisation de 1963. Après plus d'un an de tergiversations gouvernementales de « Giscard et autre Pompidou », comme il le dira plus tard, de Gaulle l'exige. Tout comme il exigera un début de mise en œuvre (théorique) de la participation, ce grand dessein dont il cherche « à situer » la traduction, et dont presque personne ne veut.

proprement politique et déterminante, elle a une efficacité économique probante plus que les techniques utilisées », explique M. Elie Cohen (CNRS).

Tout cela fait des premiers ministres bien encadrés, ou lourdement coiffés. Inexistants par la force gaullienne des choses ? Non, et c'est bien le miracle de la formule lorsque les chefs de gouvernement ont les épaules suffisamment solides : ni M. Debré ni Georges Pompidou n'ont laissé le souvenir de fantômes.

Tuer le père

Mais il est clair que dans les circonstances de grande crise ou au moment de prendre les tournants importants, les premiers ministres de de Gaulle se retrouvent implacablement mis à leur place : la deuxième. Non sans meurtrissures. Michel Debré en fait la cruelle expérience lors de la décisive semaine des barricades d'Algérie. Il l'éprouve encore avec douleur quand, dans le discours du 4 novembre 1960, de Gaulle glisse au dernier moment les deux mots : « République algérienne ».

« Quand j'ai parlé, expliquera-t-il en toute simplicité à son premier ministre bouleversé, c'est venu tout naturellement, et d'ailleurs c'est ce qui se fera. »

Avec un Debré, cependant, le lien, la communauté, sont plus forts que les déchirements. Ce sera la contraire avec Pompidou. Le premier des gaullistes a vite reconnu dans le successeur de M. Debré le patron des pompidoliens : grande intelligence mise au service du conservatisme, maigre fibre sociale, manque de souffle.

En laissant Georges Pompidou quelques heures dans l'ignorance de l'« étranger ? »

MICHEL KAJMAN.

### L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

**PIERRE MIQUEL**  
**LA GRANDE GUERRE AU JOUR LE JOUR**  
Fayard  
456 p.  
120 F.

Les quatre années de la Grande Guerre ont été pour les pays belligérants une épreuve telle que le XX<sup>e</sup> siècle a fait une entrée rapide et fracassante dans les sociétés européennes, bousculant les habitudes et les certitudes d'un autre temps. Aussi n'est-il pas inutile de suivre de près les étapes de ce changement décisif, en retournant sur le terrain, c'est-à-dire aux témoignages qui seuls peuvent donner à l'histoire les couleurs de la vie.

### FONCTIONNAIRES

#### Nos régimes de prévoyance répondent à vos questions

Fonctionnaires, depuis 20 ans, nous avons la même casquette que vous.

Organisme sans but lucratif créé par des fonctionnaires pour les fonctionnaires et leur famille, la PRÉFON est en relation étroite avec le monde de la fonction publique. Elle connaît ses besoins et évolue avec elle. La PRÉFON vous propose 3 régimes exclusifs répondant à vos principales préoccupations en matière de prévoyance.

**PRÉFON-Retraite :**  
Indispensable complément de retraite qui bénéficie de la déduction fiscale intégrale des cotisations et assure une revalorisation élevée du point de retraite : 8,4% par an en moyenne sur les 5 dernières années.

**PRÉFON-Décès :**  
Une assurance décès ou invalidité avec des primes exceptionnellement basses et des conditions de souscription très souples.

**PRÉFON-Épargne :**  
Une épargne à haute rentabilité, disponible avec des intérêts nets d'impôts (sous réserve des conditions réglementaires de durée du contrat) et un capital exonéré des droits de succession.

**PREFON LA PREVOYANCE DES FONCTIONNAIRES**  
95, rue de Courcelles 75017 Paris - Tél. : 42 27 51 84

Information sur simple demande

Faits et Chiffres a calculé pour tous les lecteurs du (Monde) leur position sur l'échelle des REVENUS et notamment la vôtre : 36 17 taper ECONOMY



# Culture

### Quatre mois après la disparition de la jeune actrice

## Le corps de Pauline Lafont retrouvé dans les Cévennes lozériennes

MENDE  
de notre correspondant

Le mystère suscité par la disparition, le 11 août dernier dans la région de Saint-André-de-Valborgne (Gard), de Pauline Lafont a trouvé son épilogue lundi 21 novembre. Un agriculteur, M. Roger Philip, a découvert au lieu-dit Ladrach, commune de Gabriac (Lozère), un squelette de jeune femme qui, après une série d'examen effectués à Nîmes, notamment sur la dentition, a été identifié formellement comme celui de la jeune actrice. Selon les premières constatations du médecin légiste de Nîmes, la victime avait les deux fémurs brisés, ce qui accreditait la thèse d'une chute au cours d'une promenade. La découverte d'une baguette appartenant à Pauline Lafont a permis au enquêteur de confirmer cette identification.

Le secteur de Ladrach est situé à 5 kilomètres, à vol d'oiseau, de Saint-André-de-Valborgne d'où Pauline Lafont, qui passait ses vacances

dans la maison familiale, avait disparu au matin du 11 août après avoir indiqué qu'elle allait se promener. Les recherches entreprises dès le lendemain de sa disparition par plus de trois cents hommes avaient échoué. Il est vrai que la région est particulièrement difficile et que le corps se trouvait au pied d'une falaise schisteuse haute d'une dizaine de mètres dans une zone boisée et escarpée. Le 19 août, envisageant la thèse d'un enlèvement criminel, David Lafont, le frère de Pauline, avait déposé plainte contre X pour séquestration illégale.

L'enquête, confiée à la section de recherches de la gendarmerie de Nîmes, n'avait pas permis d'établir une piste sérieuse au travers de multiples témoignages plus ou moins fantaisistes. An parquet de Mende, on indiquait, lundi soir, que « rien ne permettait, à l'heure actuelle, de penser qu'il s'agit là d'une mort suspecte ». L'autopsie n'ayant pas décelé d'autres fractures que celles des fémurs.

J.-M. G.

## Pauline s'en va

Elle était, depuis l'éché, une personne disparue, l'héroïne mystérieuse de quelques fait divers sur lequel certains médias ont broché des scénarios à sensation. Maintenant, elle est morte, il n'y a plus rien à inventer, et la nouvelle nous atteint au cœur. On l'aimait bien, cette Pauline qui, à vingt-cinq ans, s'en va, sans espoir de retour, cette fois, après le mot « fin ».

Deuxième fille du sculpteur Diourka Medvezkyk et de la comédienne Bernadette Lafont, Pauline naît à Nîmes en 1963. Sa mère, déçue des cinéastes de la « nouvelle vague », Chabrol surtout, joue, sans se prendre au sérieux, à la star excentrique. Elevée par ses grands-parents, Pauline connaît peu son père, artiste instable. D'ailleurs, Bernadette divorce. Plus tard, elle a l'air d'une grande actrice, photographiée avec ses filles adolescentes.

Pauline Lafont, c'est la petite blonde, charmante, souriante, pulpeuse. Elle ressemble à ces filles des années 60 qu'on voyait au Gotha-Drouot à l'époque du vété, ou dans les films américains de teen-agers. La bonne copine sympas avec laquelle on a envie de friter. Telle qu'on la verra, débarquant chez un garçon à lunettes très énervé de la pub : « Et hop ! Princesse ».

### Esprit de famille et de camaraderie

Pauline, comédienne débutante, a pris le nom de sa mère, mais existe par elle-même, sans autre référence à Bernadette que le léger accent nîmois. Elle tient de petits rôles dans *Vincant mit l'âne dans un pré*, de Pierre Zucca, *Papy fait de la résistance* de Jean-Marie Poiré. On la voit, à la télévision, dans *Le Dernier Banco*, de Claude de Givray, *Un chien écrasé* de Daniel Duval, *Le Petit Docteur*, de Marc Simenon, d'après les nouvelles policières de Georges Simenon.

### Vamp de village malgré elle

En 1986, Gérard Krawczyk en fait une vedette hollywoodienne rusée et capricieuse dans *Je hais les acteurs*, adaptation du roman satirique de René Hecht, à l'atmosphère parodique et rétro. Tout de suite après c'est la métamorphose, sous la direction de Krawczyk encore : *L'été en pente douce* (1986). Pauline Lafont est Lina, une bonne fille affamée de gentillesse, mais obligée de se défendre bec et ongles contre les hommes qui la traitent en « pute ». Etude de mœurs en milieu rural, l'ancien désir du bœuf entre Jean-Pierre Bazi et Jacques Villeret.

De la vamp de village malgré elle, qui rêve peut-être à Marilyn Monroe, Pauline Lafont fait surgir, en grande comédienne, une femme simple et tendre, qui a l'intelligence du cœur, une sensibilité à vif. Elle est mère pour les interprétations dramatiques. Les cheveux coupés court, le sourire éteint, une drôle de lueur au coin de l'œil, elle se transforme encore dans *Deux minutes de soleil en plus*, de Gérard Vergez, suspense psychologique d'après un roman de Francis Ryck. Et, là, Pauline Lafont est bouleversante, en femme marquée par la névrose et un séjour dans un hôpital psychiatrique, téméraire par ses hardiesse et un lancinant besoin d'amour.

JACQUES SICLIER.

(Publicité)

## COOPÉRATION DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES ET ACTION CULTURELLE

1<sup>er</sup>-2 décembre 1988  
Grenoble Alpes-Congrès

Colloque organisé par le Ministère de la culture et de la communication (département des études et de la prospective) et l'Université des sciences sociales de Grenoble.

INSCRIPTIONS : 400 F.  
RENSEIGNEMENTS : Fabrice Caillet  
ADR : Institut d'études politiques B.P. 45  
38402 Saint-Martin-D'Hères  
TÉLÉPHONE : 76-82-60-13.  
Télécopie : 76-82-60-50.

## ARTS

### Des expositions et un livre

## Sculptures anglaises

Hommage à la sculpture britannique : les petits-fils rebelles d'Henry Moore ne sont pas fatigués.

Question d'histoire : comment se fait-il que la Grande-Bretagne, dont les peintres n'ont pas brillé en ce siècle d'un éclat très vif, possède une école de sculpteurs nombreuse et cohérente, la première d'Europe sans doute, en dépit de quelques brillantes exceptions espagnoles et françaises ? Ce n'est pas hasard mais tradition ancrée par une suite d'artistes de premier ordre, tradition récente qui tire son origine du triomphe international de Moore, promptement devenu le créateur le plus respecté de son pays.

Il est aisé, quoiqu'un peu trop simple, de composer une généalogie : du modernisme européen du premier quart de siècle est né Henry Moore, le maître, auquel succède Anthony Caro, son élève et assistant. Et de Caro procède l'essentiel de la génération contemporaine, qui a suivi ses cours de la Saint Martin School of Art, à l'exemple de Flanagan, star de la sculpture actuelle.

Plusieurs expositions décrivent en détail ce système de filiations et d'évolutions. Il y en a quatre en tout, trois organisées par des musées et la dernière par une galerie. Dans l'idéal, l'amateur n'aurait rien perdu à leur regroupement, faite de quoi il est invité à aller de Paris au Havre avec halte à Rouen et détour par Evreux. Autrement dit, des sculpteurs anglais d'Arcontal à Britannica, trois arts de sculpture, ouverture normande de grande ambition. L'édition par cette dernière d'un livre-catalogue bien conçu et mieux documenté encore simplifie les choses. Ce lourd et précieux brouillon permet en effet soit de parcourir la Normandie en amateur éclairé, soit de comprendre ce que l'exposition parisienne suggère confusément dans un étrange médium des générations et des styles.

### Le signe de Moore

Schématiquement, donc, l'histoire a trois épisodes distincts. Premier d'entre eux, sous le signe de Moore : suivant le modèle du *pater patrius* et complétant son influence à l'aide d'exemples pris à Picasso, à Giacometti, à Barbara Hepworth et aux arts dits exotiques, plusieurs artistes nés dans les années 10 s'efforcent de renouveler la sculpture figurative. Il y a là, entre surréalisme et primitivisme, Kenneth Armitage, Reg Butler, Lynn Chadwick et Bernard Meadows.

Leurs pièces, anthropomorphiques d'ordinaire, usent de découpages géométriques et de simplifications linéaires. Qu'ils soient ou fondent en bronze, ils ont en commun le goût des surfaces accidentées et rugueuses. Il arrive que l'on songe en les regardant à Germaine Richier. Il arrive même que le « moorisme » glisse au pastiche. Les figures féminines de William Turnbull poussent l'imitation qu'il est permis, et même au-delà.

Second épisode : la conversion de quelques héritiers de Moore aux rigueurs du minimalisme. Anthony Caro abandonne son « patron », ayant connu en 1959 les Américains Noland et David Smith. Plus de modèle, plus d'anatomies transpo-

sées dans la courbe et la sphère, plus de figuration ni de symboles. Caro exécute des pièces au sol, sans socle donc ni verticalité, et peintes. Fini le temps du plâtre, du bronze et de la patine : avec une belle dévotion, il découpe et soude des sections et segments de métaux usinés. Le tube, la grille, le rail et la plaque de fer, juxtaposés en angles droits ou pénétrations, sont seuls tolérés.

Méprisé par un artiste moins adroit et aux inventions moins nombreuses, pareille entreprise de réduction de la sculpture à des assemblages mécaniques aurait été fort lassante. Mais, là où Carl Andre se répète, Caro se plaît à des constructions de plus en plus complexes.

### Structures fuselées et ovoïdales

Cherchant déséquilibrés et contours stridents, accordant à nouveau quelque attention aux surfaces et aux textures, Caro évite la fixation minimaliste. Il ne cesse de suggérer par ses œuvres ce qu'il enseigne à ses élèves : qu'il faut inventer une nouvelle sculpture et non pas se contenter d'avoir mis l'ancienne en pièces détachées. Troisième acte alors : quand les artistes nés après 1945, formés à Saint-Martin, leurs gammes puristes faites, s'autorisent des extravagances de plus en plus baroques.

Si Nigel Hall et William Tucker demeurent partiellement fidèles à la technique de l'épuration, Richard Deacon brouille la géométrie et imagine des structures fuselées et ovoïdales. Tony Cragg s'est converti à la monumentalité et à l'allusion figurative, après avoir été l'un des champions de l'horizontalité et de la négation du volume.

Barry Flanagan a poussé cette réaction à son degré le plus paradoxal, lui doit les œuvres les plus récentes, fondées en bronze comme au dix-neuvième siècle, se réfèrent sans excessive modestie à la tradition animalière classique. Il est singulier de voir celui qui fit scandale en présentant des pierres brutes et des cordes modeler en acier aux ailes déployées saisisant un livre entre ses serres. Après Tailfin, Barry : c'est encore l'histoire de l'art que l'on répète, mais à l'envers.

PHILIPPE DAGEN.

\* « Britannia », Musée des beaux-arts André-Malraux, boulevard J.-F. Kennedy, Le Havre; Musée de l'Arcontal Evché, 6, rue Charles-Corbeau, Evreux; et école d'architecture de Normandie, Darnétal-Rouen, jusqu'au 12 décembre. Excellent catalogue, édité par La Différance, 272 p., 198 F.  
\* « Sculpteurs anglais du vingtième siècle », Arcontal, 9, avenue Matignon, jusqu'au 7 janvier.

## ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Musical Daniel Barenboim  
Directeur Général Pierre Vozniak  
SALLE PLEYEL 20H30  
7, 8 décembre  
Daniel Barenboim, direction et piano  
Cecilia Bartoli, mezzo-soprano  
Rossini, Sérénade, Ouverture  
Bosini, « Crude Sorte »,  
Aria de l'Italienne à Alger  
Mozart, « Ch'io mi scordi di te »,  
Aria et ronde K.525  
Stanzas, Une vie de héros  
RENNSEIGNEMENTS - LOCATION  
SALLE PLEYEL : 45 63 07 96

## ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Musical Daniel Barenboim  
Directeur Général Pierre Vozniak  
AVIS DE CONCOURS  
Recrutement de  
UN 2<sup>ème</sup> TROMBONE SOLO  
(pouvant jouer trompette basse)  
(2<sup>ème</sup> catégorie)  
Jeudi 5 et vendredi 6 janvier 1989  
(Clôture des inscriptions : 21 décembre 1988)  
DEUX VIOLONS DU RANG  
(4<sup>ème</sup> catégorie)  
Jeudi 12 janvier 1989  
(Clôture des inscriptions : 2 janvier 1989)  
UN 3<sup>ème</sup> COR  
(pouvant jouer 2<sup>ème</sup> cor)  
(3<sup>ème</sup> catégorie)  
Vendredi 13 et  
samedi 14 janvier 1989  
(Clôture des inscriptions : 2 janvier 1989)  
Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à : ORCHESTRE DE PARIS  
Service de Personnel - Salle Pleyel  
251, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS  
Tél. : (1) 4618538

## Le Monde ARTS ET SPECTACLES

SALLE PLEYEL  
ALBERT SARFATI présente  
DIMANCHE 4 DECEMBRE 1988 à 20 h 30  
BOSTON SYMPHONY ORCHESTRA  
Direction : SEIJI OZAWA  
MAHLER : Symphonie n°9 en ré majeur  
Patronné par NEC et le "COMMONWEALTH OF MASSACHUSETTS"  
Location Salle Pleyel - Agences et 3 FNAC  
Par téléphone : 45 63 88 73 de 13 h à 18 h - 45 61 06 30 de 9 h à 18 h

## Les Concerts Radio France novembre-décembre

<b>25</b> Vendredi 25 novembre, 20 h 30 Salle Pleyel Profil de la Musique « Monteverdisme : La Danza » « Festival » Concerto n°1 « Baroque » Symphonie fantastique « Musique de chambre » Direction : Charles Dutoit	<b>2</b> Samedi 2 décembre, 20 h 30 Grand Auditorium C. Rippen - M. Garçon C. Chaminade - J. St. Saëns Direction : Serge Baudo Soloiste : Daniel Lasser - Stradivari	<b>5</b> Jeudi 5 décembre, 20 h 30 Théâtre des Champs-Élysées « Mozart » Concerto n°21 « Berlioz » Symphonie fantastique « Saint-Saëns » Concerto n°1 « Schumann » Concerto n°2 Direction : Charles Dutoit	<b>11</b> Jeudi 11 décembre, 20 h 30 Grand Auditorium « Weber » « Weber » « Grand Auditorium » Concerto n°1 « Grand Auditorium » Concerto n°2 « Grand Auditorium » Concerto n°3 « Grand Auditorium » Concerto n°4 « Grand Auditorium » Concerto n°5 « Grand Auditorium » Concerto n°6 « Grand Auditorium » Concerto n°7 « Grand Auditorium » Concerto n°8 « Grand Auditorium » Concerto n°9 « Grand Auditorium » Concerto n°10 « Grand Auditorium » Concerto n°11 « Grand Auditorium » Concerto n°12 « Grand Auditorium » Concerto n°13 « Grand Auditorium » Concerto n°14 « Grand Auditorium » Concerto n°15 « Grand Auditorium » Concerto n°16 « Grand Auditorium » Concerto n°17 « Grand Auditorium » Concerto n°18 « Grand Auditorium » Concerto n°19 « Grand Auditorium » Concerto n°20 « Grand Auditorium » Concerto n°21 « Grand Auditorium » Concerto n°22 « Grand Auditorium » Concerto n°23 « Grand Auditorium » Concerto n°24 « Grand Auditorium » Concerto n°25 « Grand Auditorium » Concerto n°26 « Grand Auditorium » Concerto n°27 « Grand Auditorium » Concerto n°28 « Grand Auditorium » Concerto n°29 « Grand Auditorium » Concerto n°30 « Grand Auditorium » Concerto n°31 « Grand Auditorium » Concerto n°32 « Grand Auditorium » Concerto n°33 « Grand Auditorium » Concerto n°34 « Grand Auditorium » Concerto n°35 « Grand Auditorium » Concerto n°36 « Grand Auditorium » Concerto n°37 « Grand Auditorium » Concerto n°38 « Grand Auditorium » Concerto n°39 « Grand Auditorium » Concerto n°40 « Grand Auditorium » Concerto n°41 « Grand Auditorium » Concerto n°42 « Grand Auditorium » Concerto n°43 « Grand Auditorium » Concerto n°44 « Grand Auditorium » Concerto n°45 « Grand Auditorium » Concerto n°46 « Grand Auditorium » Concerto n°47 « Grand Auditorium » Concerto n°48 « Grand Auditorium » Concerto n°49 « Grand Auditorium » Concerto n°50	<b>18</b> Jeudi 18 décembre, 20 h 30 Grand Auditorium « Debussy » « Debussy » « Debussy » Concerto n°1 « Debussy » Concerto n°2 « Debussy » Concerto n°3 « Debussy » Concerto n°4 « Debussy » Concerto n°5 « Debussy » Concerto n°6 « Debussy » Concerto n°7 « Debussy » Concerto n°8 « Debussy » Concerto n°9 « Debussy » Concerto n°10 « Debussy » Concerto n°11 « Debussy » Concerto n°12 « Debussy » Concerto n°13 « Debussy » Concerto n°14 « Debussy » Concerto n°15 « Debussy » Concerto n°16 « Debussy » Concerto n°17 « Debussy » Concerto n°18 « Debussy » Concerto n°19 « Debussy » Concerto n°20 « Debussy » Concerto n°21 « Debussy » Concerto n°22 « Debussy » Concerto n°23 « Debussy » Concerto n°24 « Debussy » Concerto n°25 « Debussy » Concerto n°26 « Debussy » Concerto n°27 « Debussy » Concerto n°28 « Debussy » Concerto n°29 « Debussy » Concerto n°30 « Debussy » Concerto n°31 « Debussy » Concerto n°32 « Debussy » Concerto n°33 « Debussy » Concerto n°34 « Debussy » Concerto n°35 « Debussy » Concerto n°36 « Debussy » Concerto n°37 « Debussy » Concerto n°38 « Debussy » Concerto n°39 « Debussy » Concerto n°40 « Debussy » Concerto n°41 « Debussy » Concerto n°42 « Debussy » Concerto n°43 « Debussy » Concerto n°44 « Debussy » Concerto n°45 « Debussy » Concerto n°46 « Debussy » Concerto n°47 « Debussy » Concerto n°48 « Debussy » Concerto n°49 « Debussy » Concerto n°50
--	--	---	---	---

<b>CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS</b> Théâtre National de l'OPERA Salle FAVART du 15 novembre au 11 décembre Tous les soirs 8 h 45 et lundi 8 h Dim. matinée à 16 heures L : 1-49-78-75-00 Tous renseignements et au théâtre (S.A. Valaisienne)	<b>GRAND ORCHESTRE D'INSTRUMENTS POPULAIRES RUSSES</b> Dir. : Nikolai NEKRASSOV Sol. : Lydia TCHERNYKH Anatoli BABYKINE Albik DNICHEV Prod. spect. Lumbroso et spect. ALAP Salle GAYEAU Mercredi 23 NOVEMBRE 20 h 30 (Valaisienne)	<b>J.M. FOURNIER Prod. MARC PONTIUS</b> Piano STOCKHOLM Variations Goldberg J. S. BACH BACH Messa en sol mineur Mozart « Singspiel dem Herrn » MONTEVERDI Litanies - Diab. Dominici ENSEMBLE VOCAL AUDITE NOVA (20 <sup>e</sup> anniversaire) Orch. HARMONIA NOVA Jean SORISSE CHORUS du Cécilien-Verein Frankurt DVORAK STABAT MATER ORCHESTRE NATIONAL de la PHILHARMONIE de GOSDK Director : Enoch GUTTENBERG Sol. : Edith WIENS JARD VAN NES JOSEF HUNDLAK ANTON SCHARIER Concert donné dans le CADRE DES ECHANGES CULTURELS EUROPEENS Avec le soutien de l'American Express. Salle GAYEAU Vendredi 26 et Samedi 28 à 20 h 30 Dim. 27 à 17 h (S.A. MONDIAL MERSE WERIN)	<b>A. DINOUCARD</b> Hautbois S. PALOYAN Piano Heerdt-Sohmann Hindendits-Paloyn FRANCISCO ARAIZA Ténor IRWIN GAGE Piano SCHUBERT Le Soir de Monsieur BACH-MOZART avec le concours exceptionnel de VAN CLEFF & ARPELS G. H. MUMM & C <sup>o</sup> GROUPEMENT FRANÇAIS J.-E. FOURNIER PRODUCTIONS Piano : EMIL-VEIS Salle GAYEAU Mercredi 30 novembre à 20 h 30 (S.A. MONDIAL MERSE WERIN) Théâtre CHAMPS-ÉLYSÉES Jeudi 1 <sup>er</sup> DECEMBRE 20 h 30 (S.A. MONDIAL MERSE WERIN)	<b>THIBAUDET</b> DEBUSSY - CHOPIN CHOPIN Alain WEISSEBERG Salle GAYEAU Vendredi 2 DECEMBRE 20 h 30 (S.A. VALAISienne)	<b>SINFONIA VARSOVIA</b> Dir. : Emmanuel KRIVINE Sol. : Augustin DUMAY Gérard CAUOSE MOZART Salle GAYEAU Mercredi 30 novembre à 20 h 30 (S.A. MONDIAL MERSE WERIN) Théâtre CHAMPS-ÉLYSÉES Vendredi 2 DECEMBRE 20 h 30 (S.A. VALAISienne)
--	--	---	--	--	---

**GALERIE 172 Fg St-HONORÉ**  
PARIS 8<sup>e</sup> - Tél. : 42-89-13-01  
**PIERRE-FRANÇOIS GORSE**  
Peintures - Aquarelles  
**17 NOVEMBRE - 17 DÉCEMBRE**  
De 10 h à 18 h 30 sauf dimanche  
Le samedi jusqu'à 14 h  
M<sup>e</sup> Saint-Philippe-du-Rouge



Alain Juppé
advisé par l'ex-ministre
Moral du RPR

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE BONNET DU ROI, The Studio (43-73-74-77) 21 h.
LE PROCÈS LOUIS XVI, Théâtre de la Madeleine (43-60-72-34) 20 h 30.
LA FROUSSE, Poésie (43-61-46-16) (dim. soir, mer.), 20 h 35.
VOTRE GRAND-MÈRE QUI VOUS AIME, Théâtre des Amateurs (47-21-18-81).

Festival de Casablanca : 20 h 30.
CYRUS, MARE-BELL (43-64-79-79), L'Assommoir (43-64-79-79), L'Assommoir (43-64-79-79), L'Assommoir (43-64-79-79).

Mardi 22 novembre

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-66), Opéra. Une messe à la messe.

cinéma

LES MAJEURS DE LA SEULEUR, 21 h 30.
TOURTOUR (48-57-82-85), Armande au point de Gaudin : 19 h, 20 h, 21 h.
TRISTAN-BERNAUD (48-57-82-85), Le grand va-tout.

LES EXCLUSIVITÉS
A BOUT DE COURSE (A. V.) : Elysees, Linceul, 4 (43-59-36-14); Sept Perles, 14 (43-59-36-20).

LES FILMS NOUVEAUX
DILAN, Film suisse-allemand d'Éric Rohmer, va. : 14 Juillet, Paris, 6 (43-59-36-14); Studio 43, 4 (43-59-36-20).

MUSIQUE
27 et 28 NOV. 20 H 30
IRAN
CHAHRAM NAZERI CHANT
DARIUSH TALAI BLIAN KAMKAR

MERCREDI
RAGGEDY BOB
UN FILM DE BOB HOSKINS

LA MAISON DE JADE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (43-33-42-26); UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94); UGC Normandie, 6 (43-63-16-16); Parismont Opéra, 9 (47-42-56-31); Convention Saint-Charles, 19 (45-79-33-00).
MIDNIGHT RUN (A. V.) : UGC Danzon, 6 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 6 (43-59-36-14); UGC Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Normandie, 6 (43-63-16-16); UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94).

CATS
(Version française)
A PARTIR DU 14 FÉVRIER 1989
THÉÂTRE DE PARIS
LOCATION OUVERTE 42.80.09.30

OMEGA
Les Temps forts
VOICI LE MODÈLE SOLEIL, PREMIER MOTEUR DE L'UNIVERS, FOYER DU RAYONNEMENT DE LA VIE ET DE LA LUMIÈRE.
COLLECTION DE MONTRES SYMBOLE
OMEGA
EN VENTE CHEZ LES MEILLEURS BIJOUTIERS HORLOGERS

# Le Monde

**Le Monde**  
 N°0  
 MENSUEL  
 JANVIER  
 1989  
 CLFF 89

**de la Révolution française**

GAZETTE DU BICENTENAIRE  
 Critiques, chroniques, débats, agenda...  
**TOUT & RIEN**  
 sur le Bicentenaire de la Révolution française

**OFFRE SPÉCIALE DE SOUSCRIPTION**  
**250 F seulement** au lieu de 360 F, prix de vente au numéro  
 OFFRE VALABLE JUSQU'AU 15/12/1988

## MON DESPOTE!



En 1791, un an après la prise de la Bastille, Camille Desmoulins, qui s'est converti au républicanisme, lance son journal *Le Républicain* qui cumule en ce merveilleux mois de janvier tout ce que l'on peut attendre d'un journal révolutionnaire. Lorsque Desmoulins lance son républicanisme, c'est à la question : « Qu'est-ce que le Tiers État ? ». Louis XVI vient d'ordonner le doublement de la Terre sans Dieu...  
 La Noblesse a perdu, et tout est déjà joué...

**EXTRAITS DU TIERCEMENT**  
 • CE QUE LE TIERCEMENT EST...  
 • POLITIQUE  
 • TOUT EST JOUÉ !  
 • LA RÉVOLUTION A COMMENCÉ À RENNES  
 • LA JOURNÉE DES TUILLES A-T-ELLE EU LIEU ?  
 • ÉCONOMIE  
 • UNE FRANCE RIGIDE, MAIS...

**le vrai journal de 1789**  
 Une collection prestigieuse de 12 numéros en couleurs largement illustrés à paraître chaque mois de janvier à décembre 1989

### LE GRAND REPORTAGE DE LA RÉVOLUTION

pour revivre l'esprit du temps à travers les principaux événements de l'année 1789. Pour découvrir ses vrais personnages, connus ou inconnus, leurs portraits, leurs discours, leurs actions. Avec de nombreux documents authentiques : pamphlets, édits royaux, affiches, journaux, correspondances.

### LA TRIBUNE DES IDÉES

une approche à la fois historique et contemporaine des grands débats révolutionnaires pour mieux comprendre les grands débats d'aujourd'hui.

### L'AGENDA DU BICENTENAIRE

pour réussir votre année du Bicentenaire. Toutes les manifestations régionales, nationales, internationales. Les informations pratiques, les critiques des livres, disques, films, pièces de théâtre, émissions de télévision...

## LE MONDE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Une coédition **Le Monde CLFF 89** les dossiers des historiens, le ton d'un grand journal

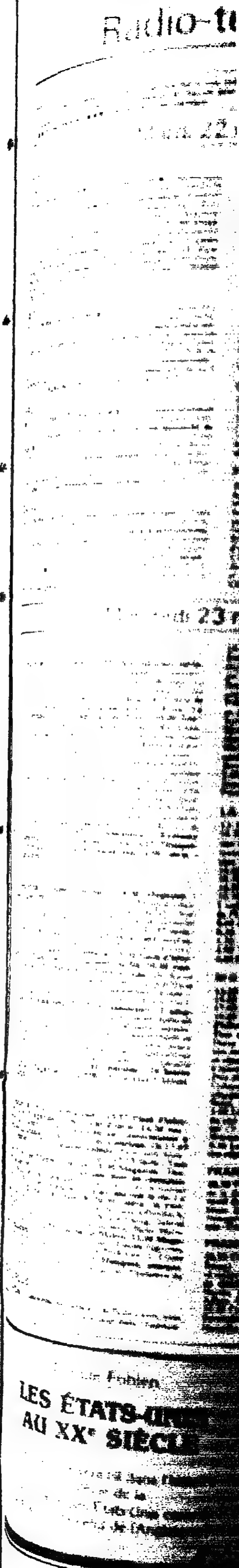
### LE MONDE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Souscrivez dès aujourd'hui au Monde de la Révolution française pour recevoir chaque mois en 1989 cette collection prestigieuse de 12 numéros en couleurs largement illustrés.

Attention : cette offre est valable jusqu'au 15/12/1988. Le Monde de la Révolution française fait l'objet d'un tirage limité. Dépêchez-vous de renvoyer ce bon de commande avec votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

A RETOURNER A : **Le Monde** SERVICE DES ABONNEMENTS  
 B.P. 50 709 CEDEX  
 75422 PARIS CEDEX 09

NOM \_\_\_\_\_  
 Prénom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 Localité \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_  
 Carte bleue N° \_\_\_\_\_  
 Date d'expiration \_\_\_\_\_  
 Signature (obligatoire)





Radio-télévision

Informations « services »

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi...

Mardi 22 novembre

TF 1 20.40 Cinéma : Le Complexe du kangourou... LA 5 20.30 Cinéma : Le Jeu de la mort... M 6 20.35 Téléfilm : Le tribunal de la peur... FRANCE-CULTURE 20.30 Archipel science... FRANCE-MUSIQUE 20.30 Concert...

Mercredi 23 novembre

TF 1 13.40 Feuilleton : Côte ouest... LA 5 13.30 Série : Supercopier... M 6 13.20 Dessins animés : Graffiti... FRANCE-CULTURE 20.30 Lire et regarder... FRANCE-MUSIQUE 20.30 Concert...

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le mercredi 23 novembre à 0 heure et le dimanche 27 novembre à 24 heures.

Situation générale et évolution Les hautes pressions persistent sur notre pays jusqu'à samedi...

Mercredi 23 : maussade et froid au nord. Soleil et froid au sud. Le matin nord connaît un temps gris...

Sur la Normandie, l'Alsace, le Centre, le Champagne, l'Alsace, la Lorraine, la Bourgogne et la Franche-Comté, il faudra prendre garde le matin aux brouillards givrants...

Sur le Nord-Picardie et les Ardennes, la grande brume sera un rendez-vous. Les brouillards de matin seront parfois givrants.

Les régions plus au sud et à l'est pourront profiter d'un beau temps froid et ensoleillé. Le mistral et la tramontane souffleront encore mais ils faibliront un peu dans la journée...

Ce sont ces régions qui connaîtront les températures les plus fraîches en matinée, de -6 à -2 degrés en Bretagne, de -6 à -4 degrés dans le Sud-Ouest et de -10 à -8 degrés dans le Lyonnais et le Massif Central...

Sur la moitié sud-ouest, le soleil sera toujours présent. Il fera moins froid le matin mais tout de même de -2 à 0 degré en Bretagne...

De l'ouest au Centre et sur l'Alsace du Nord et du Nord-Est, les brouillards seront nombreux et souvent givrants le matin...

Vendredi 25 : le soleil gagne du terrain. Au nord des régions s'étendant du Cotentin à l'Anvergne et aux Alpes, le matin sera gris et brumeux...

Sur le reste du pays, après la dissipation des brumes ou brouillards givrants dans le Massif Central, la journée sera froide mais bien ensoleillée...

Samedi 26 : nuages de la Bretagne au Nord. Les brouillards matinaux s'étendront du Nord aux Vosges et au Massif Central, attention, ils seront givrants.

La matinée sera très nuageuse de la Bretagne au Cotentin. En cours de journée, les nuages s'étendront à la Haute-Normandie.

Sur le Nord-Picardie et les Ardennes, la grande brume sera un rendez-vous. Les brouillards de matin seront parfois givrants.

Les régions plus au sud et à l'est pourront profiter d'un beau temps froid et ensoleillé. Le mistral et la tramontane souffleront encore mais ils faibliront un peu dans la journée...

Ce sont ces régions qui connaîtront les températures les plus fraîches en matinée, de -6 à -2 degrés en Bretagne, de -6 à -4 degrés dans le Sud-Ouest et de -10 à -8 degrés dans le Lyonnais et le Massif Central...

Sur la moitié sud-ouest, le soleil sera toujours présent. Il fera moins froid le matin mais tout de même de -2 à 0 degré en Bretagne...

De l'ouest au Centre et sur l'Alsace du Nord et du Nord-Est, les brouillards seront nombreux et souvent givrants le matin...

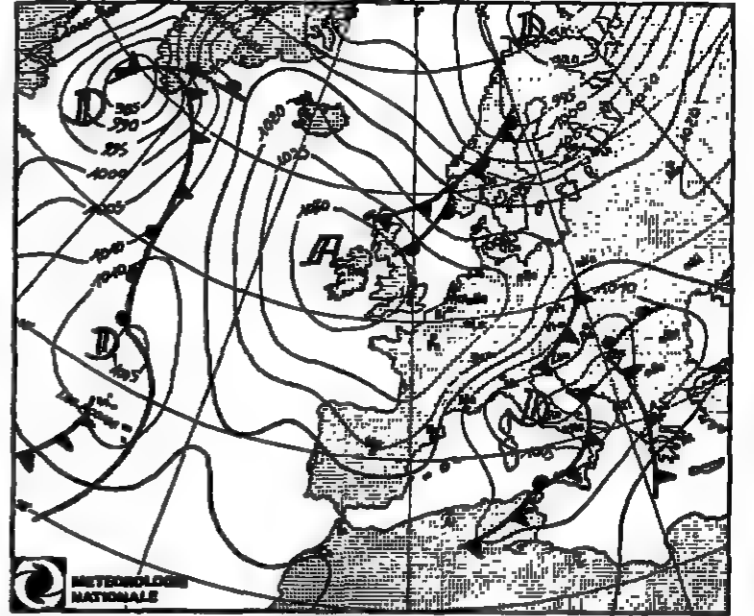
Normandie, au Bassin parisien et au Nord-Picardie. Partout ailleurs, le soleil brillera largement. Les températures minimales seront en très légère hausse en Bretagne et en faible hausse sur les régions voisines de la Manche orientale.

Les températures maximales varieront peu. Dimanche 27 : nuages, pluie et neige sur la moitié nord. Le matin, les brouillards givrants se limiteront au Nord-Est, au Lyonnais et à l'Anvergne.

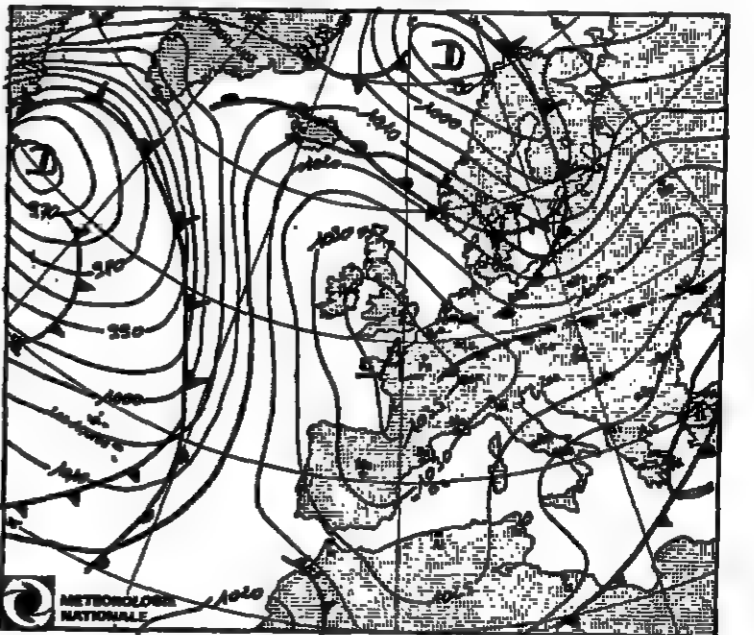
Dès le matin, le ciel sera couvert de la Bretagne aux côtes de la Manche. Les nuages apporteront pluie et neige. Dans la journée, ils s'étendront à toute une moitié nord de la France. Plus au sud, le soleil sera vu.

Le vent de sud-ouest se renforcera vers la moitié Nord du pays. Les températures maximales seront en hausse de la Bretagne aux côtes de la Manche.

SITUATION LE 22 NOVEMBRE 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 24 NOVEMBRE A 12 HEURES TU



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4886. A crossword puzzle grid with numbers 1-11 and a legend for symbols like 'MONTAGNE', 'MER', etc.

HORIZONTALEMENT I. Utilité sans la douche. II. Ceux-là n'oublient pas à nous regarder dans les yeux. III. Note. Aide à couper la poire en deux. IV. Peut faire brûler ou enflammer. Contribue à éclaircir. V. Se fait parfois étouffer. Permettrait d'échapper à maints mauvais coups. VI. Qui doivent être bien éclairés pour pouvoir briller. VII. Fut de glace. C'est pour ça. VIII. Utile pour monter. Bouche des trous. IX. Avoir quelque chose sur le bout de la langue. Tombé sous les sens. X. Ne sont pas sans intérêt pour qui veut mener sa barque. On le rejette aussitôt après l'avoir attiré à nous. XI. Comme le lièvre de la fable ou le dinde de la farce. Sont amenés à s'abaisser devant nous.

VERTICALEMENT I. De quoi faire venir le rouge aux joues. Battus par les floes. II. A un des coins, mais pas aux pieds. Douce beaucoup et reçu peu. III. Peut apporter de l'eau au moulin. De quoi se tenir les côtes. IV. A vu naître un artiste qui a exercé ses talents dans la capitale. Peut servir à verser. V. Lettre grecque. Fait d'innocentes victimes. Point de côté. VI. Agent de voyages. Donna à quelqu'un l'occasion de porter un coup décisif. VII. On en sort grand. Pris en « écharpe ». VIII. Lieu d'engagements. Source d'intérêt. IX. Des hommes qui savent apprécier.

Solutions du problème n° 4879. Horizontalement I. Mémoires. II. Bréintant. III. Ta. Soilé. IV. Bis. Réal. V. Elle. Ce. VI. Relent. VII. Issé. VIII. Lac. Go. Au. IX. Orogenèse. X. Ri. Russie. XI. Dret. Ten. Verticalement I. Métier. Lord. II. 2. Arable. Aria. III. Co. Illico. IV. Hieses. Gré. V. Onc. Nagueur. VI. Itérations. VII. Râle. Est. VIII. Enlacté. Asie. IX. Sète. Noées.

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 21-11-1988 à 6 heures TU et le 22-11-1988 à 9 heures TU. Table with columns for location, max, min, and weather.

Table with columns for location (FRANCE, ÉTRANGER) and weather symbols (sun, clouds, rain, snow, etc.).

Journal de 1789. In prestissimo. Illustré chaque semaine à partir de décembre 1988.

CLAUDE FOHLEN LES ÉTATS-UNIS AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE. Le XX<sup>e</sup> siècle sera-t-il dans l'histoire le siècle de la suprématie des États-Unis comme le XIX<sup>e</sup> siècle celui de l'Angleterre? Aubier.

PICARD LIBRAIRIE INTERNATIONALE. 82, rue Bonaparte, PARIS 7<sup>e</sup>. Histoire - Archéologie - Architecture - Beaux Arts - Régionalisme.

PICARD LIBRAIRIE INTERNATIONALE. Solutions du problème n° 4879. Horizontalement. Verticalement.



Société

< Le Patriarche >, les toxicomanes et le SIDA

Le phalanstère des séro-positifs

liné présentée par l'association et constate que 70 à 80 % des « patients » sont séropositifs. Cela constituerait-il une rupture de « contrat » ? En tout cas, l'administration a décidé de suspendre le versement d'environ 2 millions de francs d'allocations prévues.

Le Patriarche, qui vit de dons, de règlements en provenance des familles, d'aides en tout genre, a quasiment mis en théorie l'art de la récupération. Ces anciens toxicomanes, qui ne cessent de construire, d'agrandir leurs phalanstères, d'y créer des self-services, des chambres carrelées des pieds à la tête et maintenant des salles de soins où l'on peut « ventiler » un malade du SIDA en attendant l'arrivée du Sama, n'ont jamais payé 1 mètre cube de sable.

malades du SIDA. Ainsi constituent-ils une planète inédite avec ses patients et ses anciens patients, ses malades connaissant des rémissions et ses mourants. Une planète où l'angoisse semble en partie compensée par une très forte solidarité et l'optimisme. Eric, vingt-neuf ans, se veut résolument confiant. Son SIDA ? Il l'a « cherché », non ? L'ancien coursier déclarant en douane sur le port de Marseille, le petit « dealer » qui vendait la « gève » (l'héroïne, à Marseille) et « passait ses pompes », est aujourd'hui emmitouflé dans son blouson de cuir et une grande écharpe pour échapper aux courants d'air. Mais il ne s'affole pas trop. « Avec la défonce, je serais peut-être déjà mort. Et puis, je fais quelque chose qui me plaît [la comptabilité]. J'ai des amis. »

Leurs quarante camions parcourent l'Europe pour aller chercher les matériaux là où ils sont cédés gratuitement - par sympathie ou pour de légers vices de fabrication. La nourriture provient très largement des banques alimentaires où elle est distribuée sans contrepartie. Quatre tonnes de pizzas surgelées vont ainsi bientôt partir d'Italie en direction de Lamothe dont les pensionnaires se souviennent avec un léger angoisse des 20 tonnes de mortadelle livrées qu'il avait bien fallu manger.

Un parc de quatre cents voitures (« Nous avons de bonnes relations avec Fiat et Audi ») montre, lui aussi, que cette multinationale de l'antidrogue voit grand. « On ne vit pas comme des babas. On ne sèvre pas les toxicomanes en se regardant dans les yeux et en se mettant dans la position du lotus, c'est vrai, remarque Philippe Hérard. Le Patriarche est devenue une grosse boîte qui fonctionne sur le plan européen. Les frontières ne comptent pas beaucoup pour nous. » De quoi affoler la DDASS, ou tout au moins la rendre perplexes. Comment faire coïncider les textes réglementaires français, leur logique et parfois leurs aspects taillonnés, avec ce système économique parallèle, adépte du système D, peu soucieux des bonnes normes ?

L'angoisse approfondie

Ca y est. « Titi » a récupéré Agnès. Elle attendait sagement son copain en déjeunant une bouillabaisse. Le retour est prévu pour la nuit de mercredi à jeudi. Dans sa tête, elle se dit que c'est merveilleux, qu'on fait 500 kilomètres pour aller la chercher, elle, une « positive ».

Lucien Engelmajer se dépeint comme « un homme bête ». Trop de contestations, trop de vilénies l'ont atteint, dit-il, depuis 1972, date de la fondation de son premier centre de cure pour toxicomanes à la Bobre. Et c'est vrai que les critiques n'ont pas manqué. Mais elles ont aussi consolidé l'esprit de clan au sein de l'association, fortifié son désir de réussite et d'expansion. Ce sont désormais quelque cinq cents jeunes qui entrent chaque mois dans les centres du Patriarche pour un séjour d'une année environ, selon eux. Seulement 2 % restent plus longtemps, devenant les tuteurs de cette famille composite.

Pour tous, aucun doute. Il faut être ancien toxicomane pour tirer les drogués de leur toxicomanie, séropositifs pour s'occuper des

Cette manière d'apprivoiser ses angoisses, de réduire les phalanstères, est à coup sûr le plus frappant pour le visiteur. Le docteur Pierre Côté, médecin à la clinique de Montrouf, qui termine un stage de quatre semaines au Patriarche, se dit « très impressionné par les malades ». « Ce sont des personnes anankées ou donne des responsabilités et qui ne s'apitoient pas sur leur sort... C'est très différent des Etats-Unis où les homosexuels vivent individuellement le SIDA comme une maladie homéuse. »

Agnès est revenue. Elle en veut à la télévision qui l'a présentée dans un reportage « déjà un pied dans la tombe ». Elle a été bouleversée par la question de l'un de ses enfants : « Maman, c'est vrai que tu vas mourir ? » Elle aussi veut se battre et récite le credo du Patriarche : « On a 80 % de défenses immunitaires psychologiques ». Elle blague avec ses amis.

Et devant le journaliste presque cubité, elle raconte l'autre planète. Celle des « junkies », de la prison, des drogués qui vendent leur traitement contre le SIDA pour se fournir en « came ». Et puis, Agnès se retourne et vous interroge : « Aujourd'hui, quel établissement accepte une fille avec le SIDA, un gosse « positif » et sans fric ? » Bonne question.

LAURENT GRELSAMER.

JUSTICE

Les suites de l'inculpation du juge Boulouque

La charge attendue du RPR

L'inculpation, pour violation du secret de l'instruction, du juge Gilles Boulouque, aurait pu (dû ?) rester confidentielle. Décidée par M. Albert Moatty, président de la chambre d'accusation, qui avait été désigné le 7 novembre, pour instruire le dossier cette inculpation signifie à l'intéressé le 18 novembre peut apparaître particulièrement « rapide ». M. Moatty avait d'autres possibilités : le parquet ayant pris de prudentes réquisitions d'informer « contre X » aurait pu « investiguer à la périphérie », procéder à des auditions ou, comme le texte Chalandon le permet depuis l'année dernière, proposer au juge Boulouque le statut de témoin assisté, qui permet aussi d'accéder au dossier. Le choix d'inculper, - que M. Moatty avait tout loisir de prendre soin, sans un rétif sur parquet dont il ne dépend pas, - est une décision personnelle, visant à instruire vite. L'exploitation politique faite par la suite n'était sans doute pas prévue à son programme.

Débordant le cadre judiciaire, relayée par des magistrats engagés à droite (ainsi M. Alain Terrail, responsable de la très conservatrice Association professionnelle des magistrats (APM), a-t-il pu dire en substance que le juge Boulouque, sommé de prononcer un non-lieu dans l'affaire des « plombiers » du Conseil supérieur de la magistrature, aurait ainsi payé sa rigidité), l'affaire a été reprise au vol par le RPR. Si M. Chalandon, interrogé par Europe 1, a concédé qu'il « ne pense pas qu'il y ait eu pression sur la justice de la part de M. Arpaillange », et que cette inculpation résulte d'une « application quasi mécanique de la loi », il a estimé qu'il y a eu « une accélération anormale de la chambre d'accusation », et que les socialistes ont entretenu

un climat de « laxisme » qui fait qu'on suspecte M. Arpaillange « d'une attitude molle face au terrorisme ».

« Un juge comme le juge Boulouque, qui est inculpé, c'est du pain béni pour les terroristes », a conclu l'ancien garde des sceaux.

Dans une version plus vigoureuse, M. Jacques Chirac s'est déclaré « étonné de cette inculpation, alors que M. Boulouque et ses collègues » ont pris une part essentielle au combat contre le terrorisme mené par le gouvernement de 1986 à 1988. « On ne pourrait qu'être inquiet, si, pour quelque raison que ce soit l'action de ces magistrats devait être entravée », M. Jean-Louis Debré, ancien juge d'instruction et député (RPR), pense que « derrière cette plainte du terroriste, il y a une volonté d'arriver à déstabiliser les juges pour les empêcher d'instruire leurs dossiers ».

Le Syndicat de la magistrature dénonce, de son côté, « l'exploitation par la droite » de cette affaire, estimant qu'elle « a dévoyé la justice pendant deux ans et n'a plus de leçon à donner sur ce sujet ». Quant au porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, il dénonce « l'exploitation politique et démagogique » de l'affaire par M. Pasqua. « On peut être inquiet, lorsque l'ancien ministre de l'Intérieur veut voler au secours de la justice. » Pour le moment, au ministère de la Justice, après les explications techniques du parquet général (le Monde du 22 novembre), on ne souhaite visiblement pas polémiquer. Il n'est pas douteux que, face à la charge du RPR, M. Arpaillange devra revenir sur le sujet au cours des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

Ag. L.

L'affaire du « Rainbow-Warrior »

Le tribunal arbitral sera présidé par un juriste uruguayen

Le tribunal arbitral chargé de départager la France et la Nouvelle-Zélande, qui s'opposent sur le cas des « faux époux l'uruguayen », a désigné son président, M. Eduardo Jimenez de Arechaga, de nationalité uruguayenne, professeur de droit international. M. Jimenez a notamment présidé la cour internationale de justice de La Haye, de 1976 à 1979.

Le tribunal arbitral doit décider du sort du capitaine Dominique Prieur et du lieutenant-colonel Alain Maffart, les deux officiers français condamnés en Nouvelle-Zélande à dix ans de détention après le sabotage du Rainbow-Warrior. Aux termes d'un accord conclu après leur

condamnation entre Paris et Wellington, les deux officiers avaient finalement été assignés à résidence sur l'atoll de Hao, dans le Pacifique. L'accord spécifiait qu'il ne devait pas quitter ce lieu avant un minimum de trois ans, soit le 25 juillet 1989.

Mais en décembre 1987, le gouvernement de M. Jacques Chirac, avait pris la responsabilité de rapatrier le lieutenant-colonel Maffart. Le capitaine Prieur était rentré en métropole le 6 mai dernier pour cause de grossesse. Elle doit accoucher prochainement.

La Nouvelle-Zélande avait fermement protesté contre ces retours qu'elle estime contraire aux accords conclus avec le gouvernement français. M. Rocard, partisan d'un renvoi à Hao du lieutenant-colonel Maffart, avait longuement reçu l'officier le 5 juillet dernier (le Monde du 4 août) pour tenter de lui faire comprendre ses raisons. Le lieutenant-colonel, fort du soutien de ses camarades des armées ne s'était pas laissé convaincre et le gouvernement, craignant les réactions de l'opposition, n'avait pas ordonné son retour. La Nouvelle-Zélande avait finalement décidé d'utiliser la procédure d'arbitrage prévue par l'accord signé entre les deux pays (le Monde du 14 octobre).

Le 21 octobre, Paris a désigné son arbitre en la personne de M. Jean-Denis Bredin, Wellington, à pour sa part, choisi Sir Kenneth Keith, professeur de droit de nationalité néo-zélandaise, membre du tribunal arbitral de La Haye. Le choix du président Jimenez a été fait par les deux parties. Aucune date limite n'est prévue pour la décision du tribunal arbitral, mais ses décisions seront contraignantes pour les deux pays.

G. M.

(Suite de la première page.)

Le petit « village », avec sa centaine d'habitants, se réchauffe lentement. Brigitte, qui a veillé toute la nuit les derniers « toxiques » arrivés, en cours de sévrage, et contrôlé que les malades du SIDA prennent bien leur traitement, est partie se coucher. Elle a vingt-sept ans. Elle est arrivée à Lamothe en septembre. Dans ses rêves, c'est sûr, elle voit encore les épisodes de sa « gaïre » : la première livraison (« mon premier choc ») à quatorze ans, le boulot et la prison, le licenciement, la prostitution frôlée et l'annonce, en 1985, à Cochin, de sa séropositivité.

Puis tard, sur un banc de pierre devant une grande pelouse, elle raconte la drogue « qui bouffe la tête », le SIDA qui isole, provoque « des flaps chez les autres », son « suicide différé ». « Quand on l'annonce que tu es séropositif, tu ne te donnes pas beaucoup de temps. On m'a dit trois semaines... Aujourd'hui, je vois que je peux avoir plus. Autour de moi, les séropositifs ne s'écourent pas. On m'a donné la responsabilité de la lingerie. A l'extérieur, j'aurais dit : vous vous foutez de moi. Ici, ça me fait plaisir d'assurer le boulot. »

Rupture de contrat ?

Mardi. La rencontre avec la DDASS a failli tourner court. Un rendez-vous était fixé à 9 h 30, mais plusieurs dizaines de CRS ceinturaient le bâtiment de l'administration. Finalement, le contact a eu lieu. Mais le conseiller et le clinicien de suspicion réciproque ne peuvent pas disparaître facilement. La DDASS, qui a donné son agrément au Patriarche pour soixante lits de postcure destinés aux toxicomanes dans les centres de Lamothe et la Bobre, ne se satisfait pas de la comptabi-

MÉDECINE

Le lien entre l'hépatite et le cancer du foie a été mis en évidence

L'équipe du professeur Pierre Trolais (Institut Pasteur de Paris) annonce dans le prochain numéro (daté du 19 novembre) de la revue scientifique CELL, avoir, pour la première fois, mis en évidence le rôle direct du virus de l'hépatite B dans le genèse du cancer du foie. On sait jusqu'à présent, à partir de données cliniques et épidémiologiques, que ce virus pouvait être à l'origine de ce cancer.

Cette hypothèse avait notamment été à l'origine de grandes campagnes de vaccination anti-hépatite B au Sénégal, en particulier grâce au vaccin mis au point en 1976 par le professeur Philippe Manpas (Institut de virologie de Tours) et aujourd'hui commercialisé par la Société Pasteur-vaccins (filiale de l'Institut Mérieux).

L'équipe du professeur Trolais révèle qu'elle a mis en évidence un niveau moléculaire et à partir d'un modèle animal les liens directs entre le virus de l'hépatite B et le cancer primitif du foie. Cette démonstration vient confirmer le bien-fondé de l'hypothèse défendue par tous ceux qui, depuis une dizaine d'années, développent dans différents pays du tiers-monde touchés par l'hépatite B et le cancer du foie les campagnes de vaccination contre cette maladie virale.

Extension du dépistage néonatal de la mucoviscidose. - A l'occasion d'une nouvelle campagne de sensibilisation, l'association française de lutte contre la mucoviscidose (AFLM) a annoncé lundi 21 novembre l'extension de son programme de dépistage néo-natal systématique. Pris en charge par la Sécurité sociale, ce test sera désormais pratiqué à Paris, Lille et Lyon, en plus de Toulouse et Caen, où les chercheurs ont tenté de démontrer l'intérêt scientifique d'une prise en charge précoce. La mucoviscidose, la plus fréquente des maladies génétiques graves, touche un enfant sur deux mille.

ENSPT LE MANAGEMENT DES SYSTEMES DE COMMUNICATION LA COMMUNICATION NOUVEAUX SYSTEMES, NOUVEAUX METIERS Colloque international organisé par l'ENSPT 29-29 novembre 1988, Hôtel Méridien-Montparnasse, Paris Métiers, formations, emplois

REPÈRES

Astronomie

Chute d'un radiotélescope

Le radiotélescope de Green Bank, en Virginie occidentale (Etats-Unis), s'est écroulé dans la nuit du 15 au 16 novembre. Il est jugé « irréparable ». C'est un coup dur pour les radioastronomes, car le radiotélescope, en service depuis 1962, était l'un des rares au monde à disposer d'une antenne parabolique mobile de 100 mètres de diamètre. Cette particularité en faisait un instrument de choix pour étudier les émissions radioélectriques de tous les objets célestes visibles depuis l'hémisphère nord. L'antenne s'est effondrée pour des raisons inconnues et a provoqué des dommages dans la salle de contrôle. - (AFP.)

Espace

Trop chère Bourane

La nouvelle navette spatiale soviétique est trop onéreuse et, aujourd'hui, quasiment inutile, estime Roland Sagdeev, qui fut pendant quinze ans directeur de l'Institut de recherche spatiale soviétique. « Il est beaucoup plus simple et moins cher de mettre une charge utile en orbite avec n'importe quelle fusée classique », a récemment confié ce conseiller de Mikhaïl Gorbatchev, connu pour son franc-parler, au cours d'un entretien accordé à New-York à une agence de presse américaine. « Mon opinion personnelle est que l'expérience

américaine des navettes montre que, du point de vue rendement-coût, l'avenir de la navette s'annonce difficile. »

Quelques jours à peine après son premier vol entièrement automatique (le Monde du 16 novembre), voici donc l'ultime de la navette Bourane mise en doute par l'un des principaux spécialistes du programme spatial soviétique. « Elle est perdue. Elle est revenue. Mais le vol n'était absolument aucun intérêt scientifique », a-t-il énoncé. - (AFP.)

Nucléaire

Neuf mois de retard à la Hague

Le chantier de la nouvelle usine de retraitement des combustibles irradiés de la Hague (Manche) présente actuellement un retard de neuf mois. Cela devrait entraîner une augmentation des coûts de quelque 5 % pour cette installation de 50 milliards de francs. Ce retard est dû pour l'essentiel au temps passé à rectifier les erreurs observées sur l'atelier UP-2, aux difficultés rencontrées dans la mise au point de certaines cuves ainsi qu'à l'été 1988. Ils seront suivis, fin 1989, de tests effectués avec du plutonium, puis, trois à quatre mois plus tard, avec des combustibles irradiés. Ainsi, cette unité devrait-elle retraiter quelque 150 tonnes de matière en 1990.



SCIENCES ET MEDECINE

La sortie dans l'espace du cosmonaute Jean-Loup Chrétien

POUR la seconde fois de sa carrière, le cosmonaute Jean-Loup Chrétien va reprendre le chemin des étoiles. Le 26 novembre, à 16 h 50 (heure française), il s'envolera de Baïkonour à bord d'un vaisseau Soyouz-TM en compagnie des deux cosmonautes soviétiques Alexandre Volkov et Sergueï Krikalev. Deux jours plus tard, les trois hommes rejoindront la station orbitale Mir qu'occupent actuellement Moussa Manarov et Vladimir Titov qui ont battu, le 12 novembre, le record du séjour le plus long (trois cent vingt-six jours) établi l'an dernier par leur camarade Youri Romanenko.

Dès lors, la mission confiée à Jean-Loup Chrétien prendra une importance bien plus considérable que celle généralement

dévoile aux vols de huit jours accordés par les Soviétiques aux cosmonautes étrangers. Le Français a déjà effectué une mission de ce type.

Mais cette fois, il lui est proposé, ce qu'aucun étranger n'a jamais fait avant lui, même avec les Américains, de rester un peu plus de trois semaines en orbite. Une chance que les scientifiques et les industriels français n'ont pas raté, en dépit du peu de temps dont ils disposaient, pour mettre au point un programme de recherche cohérent. Pour cette mission, baptisée Aragatz et entièrement gratuite, mais qui coûte au CNES et au CNRS en salaires et matériel 178 millions de francs, le cosmonaute français ne chômera pas.

Comme lors du vol précédent, il devra travailler d'arrache-pied pour mener à bien les différentes expériences qui lui ont été confiées. Des expériences à caractère biomédical relatives au comportement et à l'adaptation de l'homme dans l'espace, mais aussi des expériences technologiques qui préfigurent ce que sera l'espace de demain et qui permettront au Français de faire une sortie dans l'espace de plusieurs heures au milieu de son séjour. Bref, un emploi du temps chargé que le cosmonaute français et ses camarades auront du mal à tenir, en dépit de la réduction de certaines activités dans la mesure où les responsables du programme spatial national auraient préféré un vol de deux mois.

Des petits boulots en orbite

L'ACTEUR a beau être français et la publicité bien orchestrée par les médias, le film n'aura pas le succès qu'il mérite lors de sa sortie, le 12 décembre, sur les écrans de nos postes de télévision. Pourtant le personnage est bien campé et le rôle lui va comme un gant. Mais le scénario risque de donner une impression de déjà vu et de rappeler à certains quelques grands moments interprétés par des artistes oubliés. Et comme Jean-Loup Chrétien, cinquante ans, premier Français à avoir la chance de pouvoir effectuer une sortie de cinq heures dans l'espace, n'est que le dernier de ces pionniers, le spectacle risque de n'avoir qu'une audience nationale.

Pourtant, ces hommes-là sont de nouveaux héros. Tour à tour plombiers, mécaniciens, réparateurs ou architectes, ils accomplissent les prouesses techniques et préparent l'espace de demain. Celui des stations spatiales habitées de façon permanente mais aussi celui de l'assemblage en orbite de gigantesques structures qui donneront lieu à la construction de satellites plus gigantesques encore. Certes, on n'en est pas encore là. Mais à chaque sortie les techniques s'affinent, les gestes se font plus précis et les opérations plus ambitieuses, même si chacun oublie ce que fut l'exploit d'hier.

Qui se souvient en effet de ces trois cosmonautes soviétiques qui, en six sorties dans l'espace, d'une durée totale de vingt-deux heures et cinquante minutes, ont posé sur

la station Saliout-7 un revêtement de protection thermique, coupé une canalisation, réparé un panneau solaire, prélevé un morceau de celui-ci et remplacé certaines pièces du système de propulsion ? Ils avaient pour noms : Leonid Kizim, Vladimir Soloviev et Oleg Atkov. Qui se souvient d'eux ? Personne ou presque, car au temps des héros a succédé celui des « désormais anonymes » qui, comme les Américains George Nelson et James Van Hoften, capturèrent pourtant, en avril 1984, un satellite scientifique de plus de deux tonnes (Solar Max), le réparèrent et le remirent en orbite, permettant ainsi à la NASA d'économiser plusieurs dizaines de millions de dollars.

Comme ses aînés, Jean-Loup Chrétien n'échappera pas, au cours de cette sortie en scaphandre, à cette rapide et incontrôlable dissolution de la mémoire. Seul comptera l'instant. Seul comptera le spectacle de ces deux hommes, aériens, mobiles et un peu gauches, se déplaçant sur fond de Terre. Oubliée alors la lente et pénible préparation à cette récréation studieuse, à cette « autorisation de sortie » de la station Mir placée au milieu d'une mission de trois semaines passablement chargées. Oubliées aussi leurs difficultés à manier en apesanteur le moindre outil, la moindre structure.

C'est pourtant ce que fera Jean-Loup Chrétien en cette fin de matinée du 12 décembre. En compagnie d'un des cosmonautes soviétiques, il sortira par un sas



Jean-Loup Chrétien.

de la station orbitale une sorte de fagot (ERA) fait d'un treillis articulé de tubes en fibre de carbone reliés entre eux par des articulations en alliage léger.

Après l'avoir fixé sur les parois extérieures de la station Mir, les deux cosmonautes installeront un système de prise de vues et des appareils permettant de mesurer ultérieurement les modes de vibration de cette structure originale qui, lorsqu'elle sera totalement déployée (l'opération dure trois à quatre secondes), prendra la forme d'un prisme à section hexagonale de 1 mètre de hauteur et d'environ 4 mètres de diamètre. Une fois l'expérience terminée, ce bel objet industriel sera éjecté dans l'espace où il deviendra, pour un temps, la première sculpture spatiale.

rence que les Américains avaient menée en 1985 avec deux « charpentiers » de la navette Atlantis chargés d'ériger une tour métallique d'une quinzaine de mètres (ACCESS) et une sorte de pyramide de 4 mètres (EASE).

Outre cette opération spectaculaire, le cosmonaute français aura la charge au cours de sa sortie d'installer des panneaux d'échantillons de matériaux à l'extérieur de la station. Ceux-ci seront ainsi soumis, pendant au moins six mois, aux agressions du vide spatial : exposition à des rayonnements multiples, dangers dus aux chocs des poussières cosmiques animées de grandes vitesses, action chimique des atomes libres d'oxygène, variations brutales de température et destruction lente par les ultra-violettes.

« Charpentiers »

En étudiant le comportement de ce treillis pliant, dont le bon fonctionnement fut vérifié par deux fois - au sol et dans un Airbus spécialement aménagé - avant d'être embarqué dans la station, les Français espèrent avoir réussi la mise au point d'une structure qui pourrait servir, à l'avenir, de support à la construction d'antennes ou d'instruments de grandes dimensions. Certes, ce marché-là n'est pas pour demain, mais toutes les nations spatiales s'y préparent, comme en témoignent, dans un autre registre, l'expé-

Comment résister à un univers aussi « impitoyable » ? C'est ce que les chercheurs du Centre spatial de Toulouse et ceux de l'Office national d'études et de recherches aérospatiales vont tenter de comprendre à travers de cinq expériences, en analysant un vol, plus tard au sol après récupération du matériel, les nombreux échantillons de peinture, de polymères (plastiques), de réflecteurs et de composants optiques (miroirs, fenêtres et lentilles) qui auront été exposés au vide.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(Lire la suite page 23.)

Physiologie : les sens dessus dessous

L'organisme des cosmonautes de la mission franco-soviétique sera soumis à des contrôles biologiques et neurologiques réguliers.

VISAGE bouffi, perte de poids, diminution du rythme cardiaque, vertiges, nausées, difficulté à localiser la position des objets, perte d'équilibre : vivre dans l'espace n'est pas une sinécure pour l'organisme, bouleversé par la perte soudaine de pesanteur. Les deux cosmonautes soviétiques Vladimir Titov et Moussa Manarov en savent quelque chose, qui ont battu à bord de la station Mir, dans la nuit du 12 novembre dernier, le record des 326 jours passés dans l'espace établi l'année dernière par leur compatriote Youri Romanenko.

La disparition pratiquement totale de la gravité au cours des vols spatiaux représente en revanche une véritable submersion pour les scientifiques, qui y trouvent un terrain privilégié pour étudier les facultés d'adaptation humaine à la pesanteur. Une adaptation dont il importe d'autant plus de cerner les limites et les mécanismes qu'elle conditionnera directement la qualité de vie et de travail des futurs occupants des stations spatiales permanentes, appelés à

faire dans l'espace des séjours de plus en plus longs.

Dans la continuité des recherches biomédicales effectuées lors des vols de Jean-Loup Chrétien en juin 1982 à bord de la station soviétique Saliout-7, puis de Patrick Baudry en juin 1985 à bord de la navette américaine Discovery, les expériences françaises embarquées de la mission franco-soviétique Aragatz portent ainsi sur deux domaines essentiels en médecine spatiale : la circulation des fluides organiques dans les milieux internes, notamment dans le système cardio-vasculaire (expériences Echographie et Minilab), et l'étude des mouvements et des équilibres posturaux en apesanteur (expériences Physalie et Viminal).

L'adaptation du système cardio-vasculaire

Dans cet environnement non naturel, le système cardio-vasculaire est en effet mis à rude épreuve. Comparée à la position verticale au sol, l'apesanteur modifie à la fois la répartition du

volume sanguin dans le corps et la pression veineuse : la disparition de la pression hydrostatique entraîne une redistribution de la masse sanguine au profit des régions du thorax et de la tête - qui explique la bouffissure habituelle du visage des astronautes - tandis que leurs membres inférieurs, diminuant de volume, prennent au contraire l'aspect de « jambes de poulet ». Au retour du vol, le phénomène inverse se produit, et une partie importante de la masse sanguine (environ un litre) s'en retourne vers les membres inférieurs.

Tout cela, on le sait depuis plusieurs années. On connaît moins bien les mécanismes de régulation du système cardio-vasculaire dans ces différents champs de gravité. Ce sont précisément les rouages de ce processus d'adaptation que les cardiologues espèrent décrypter à l'aide des expériences menées dans l'espace.

Un domaine où la France est bien placée : d'une part, grâce au concours apporté par Patrick Baudry et Jean-Loup Chrétien lors de leurs derniers vols, d'autre part et surtout, grâce aux travaux menés depuis plusieurs années par l'équipe du professeur Léandre Pourcelot, directeur du laboratoire de biophysique médicale de la faculté de médecine de Tours.

C'est là, en effet, que sont nées les principales techniques d'exploration non traumatiques par ultra-

sons du système cardio-vasculaire mises en œuvre au cours des missions spatiales : l'échographie et la vélocimétrie Doppler. Plus perfectionnée encore que les appareils utilisés lors des vols précédents, l'échographe « As de cœur » développé par Matra, qui offre notamment la possibilité d'obtenir une image sectorielle de tous les organes et vaisseaux, se trouve d'ores et déjà à bord de la station Mir.

Au cours de la mission Aragatz, ce dernier devrait permettre d'effectuer sur Jean-Loup Chrétien et ses coéquipiers six sessions de mesures, associées à des recueils d'urines et d'échantillons sanguins. Pour la première fois, les données obtenues par Echographie seront en effet associées à une autre expérience, baptisée Minilab : une série de dosages biochimiques et hormonaux réalisés avant, après et en cours de vol, destinés à étudier les variables biologiques intervenant dans le processus d'adaptation du cœur et des vaisseaux en apesanteur.

« La situation de microgravité est tout à fait exceptionnelle pour étudier les mécanismes de régulation du système cardio-vasculaire, car elle place ce dernier dans un état que l'on peut qualifier de référence », précisent les responsables de l'expérience Echographie.

CATHERINE VINCENT.

(Lire la suite page 23.)

Advertisement for Payot medicine, featuring a fisherman and text: 'Saviez-vous que, il y a plus de 3000 ans, les Shang utilisaient déjà les noyaux de pêche à des fins thérapeutiques? Sans biague. Payot Médecine et sociétés'.

# Aux sources de la civilisation de l'Indus

La brillante civilisation de l'Indus a ses origines dès le néolithique. De nombreux vestiges ont été mis à jour depuis une dizaine d'années.

L'AUTHENTIQUE « roi-prêtre » de Mohenjo-Daro (1). Une douzaine de charmantes et drôles figurines féminines dotées d'une avantageuse paire de seins et d'une chevelure bouclée à rendre jaloux Louis XIV. Des taureaux et des gobelets d'or du trésor de Quetta. Des bracelets, des vases, des céramiques, des lingots de cuivre. En tout, 371 objets dont 341 ne sont jamais sortis du Pakistan et que ce pays a prêtés à titre tout à fait exceptionnel. La Mission archéologique française au Pakistan (MAFP), créée par Jean-Marie Casal en 1958 (et dirigée depuis 1975 par M. Jean-François Jarrige, qui est aussi le directeur du Musée Guimet), célèbre ainsi son trentième anniversaire en présentant trois décennies de fouilles et de trouvailles qui ont « révolutionné » l'histoire ancienne de la vallée de l'Indus, du Balouchistan pakistanais et donc d'une bonne partie de l'Asie.

Dès le dix-neuvième siècle, mais surtout depuis 1921 à Harappa (à 175 kilomètres au sud-ouest de Lahore) et 1922 à Mohenjo-Daro (à 300 kilomètres au nord-est de Karachi), les travaux du Service archéologique des Indes (britanniques), avaient révélé l'existence, entre 2500 et 2000 avant Jésus-Christ, de l'extraordinaire civilisation de l'Indus. Pendant ces cinq siècles de l'âge du bronze, en effet, ont prospéré des villes importantes édifiées en brique cuite selon un urbanisme rigoureux, dotées d'un tout-à-l'égout unique pour l'époque, vivant d'un commerce international, pratiquant un artisanat

et un art remarquables, ayant élaboré un système d'écriture probablement idéographique mais encore indéchiffré. Peu à peu ont été trouvés un millier de sites de la même époque et de cette même civilisation, éparpillés dans une très vaste région allant, d'ouest en est, de la frontière actuelle Pakistan-Iran jusqu'à Delhi et, du sud au nord, du golfe de Cambay (au nord de Bombay) au Badakhshan (au nord-est de l'Afghanistan).

Dans les années 20 aussi, le grand archéologue Sir Aurel Stein commençait l'exploration du Balouchistan, région très difficile d'accès et donc fort mal connue, où quelques voyageurs avaient cependant remarqué l'existence de vestiges anciens. Stein et ses successeurs ont trouvé de nombreux sites préhistoriques datés, certains, de 3500 à 3000 avant Jésus-Christ, la plupart de 3000 à 2500 avant notre ère, c'est-à-dire de l'âge du cuivre (ou chalcolithique) qui a précédé l'épanouissement de la civilisation de l'Indus. La présence de poteries fort belles et de styles très variés laissait supposer l'existence simultanée d'une vingtaine de centres culturels distincts où des influences iraniennes étaient décelées.

De même, dans la vallée de l'Indus, étaient trouvés des villages datant de 4000-3000 avant Jésus-Christ, où les céramiques étaient assez comparables à celles connues en Iran à la même période.

D'autre part, la Délégation archéologique française en

Afghanistan (DAFA), que dirigeait Daniel Schlumberger, avait trouvé, il y a une vingtaine d'années au nord de Kandahar, le grand site (50 hectares) de Mundigak : là, comme le montraient les fouilles menées par Jean-Marie Casal, une ville importante avait existé, elle aussi de 3000 à 2500 avant Jésus-Christ et elle avait eu manifestement des contacts, aussi bien, avec l'Iran et l'Asie centrale qu'avec le Balouchistan et la vallée de l'Indus.

Tout cela n'éclaircissait guère le mystère de l'émergence, vers 2500 avant notre ère, de la splendide civilisation urbaine de l'Indus. La solution a commencé à poindre en 1975 à Mehrgarh dans la plaine à 150 kilomètres au sud-est de Quetta. Cette année-là, en effet, la MAFP s'est intéressée à ce « petit » site. Située au pied de la Bolan Pass, passage obligé des voies de communications reliant, via le Balouchistan, la vallée de l'Indus à l'Afghanistan, l'Iran, la Mésopotamie et l'Asie centrale, Mehrgarh était bien placée pour essayer de comprendre les relations qui avaient existé entre toutes ces régions d'Asie. Rappelons que, au Pakistan et en Afghanistan, jamais encore on n'avait trouvé de sites antérieurs à 4000 avant Jésus-Christ.

## Enfin le néolithique précéramique

On connaissait déjà à Mehrgarh une zone parsemée en surface de tessons du chalcolithique du Balouchistan. Et voilà qu'en prolongement de cette zone, les archéologues repèrent des silex de surface.

M. Jean-François Jarrige rit de bon cœur en se rappelant les plaisanteries qu'échangeaient les membres de son équipe lorsque furent repérés les silex de surface à Mehrgarh. « Pas de tessons,

enfin un site précéramique, comme on en connaît au Proche-Orient. » Les archéologues plaisantins ne croyaient pas si bien dire. La rivière Bolan, dans ses divagations récentes, avait creusé un ravin profond de 10 à 12 mètres, dans les alluvions. Elle avait ainsi mis naturellement au jour une coupe des terrains : sur 7 mètres d'épaisseur, les niveaux de cette nouvelle zone archéologique s'empilaient comme les couches d'un mille-feuille. Et aucun ne recelait de tessons. M. Jarrige rit encore : « Nous venions de trouver, pour la première fois dans cette région, les niveaux néolithiques précéramiques. La

le puzzle jusque-là fragmentaire. Les centres culturels du quatrième millénaire, que l'on croyait indépendants les uns des autres, sont, en fait, les expressions variées d'une même culture dont l'aire s'est fantastiquement étendue par un changement du système économique. A partir de 4500 avant notre ère, en effet, à l'exploitation de la plaine (orge et blé récoltés en avril) s'est ajoutée l'exploitation de la montagne (orge et blé récoltés en août).

Le site de Mehrgarh, certes, comme ceux de la civilisation de l'Indus, ne comprend pas de temples ou de palais. En revanche, on y a trouvé, dès le néolithique

analogue aux autres foyers connus au Proche-Orient.

Les trouvailles de Mehrgarh et de Nausharo ont été complétées par deux autres découvertes majeures. Celle, en 1985, du trésor de Quetta : une très riche tombe datant de 2000 ou 1900 avant Jésus-Christ où se montrent les influences d'Iran, de Bactriane, de Turkménie ; celle de Pirak (à 20 kilomètres à l'est de Mehrgarh), datant de 1800 avant notre ère. L'une et l'autre témoignent d'une deuxième révolution agricole. Désormais, les plaines produisent deux récoltes : l'orge et le blé au printemps, le riz, le sorgho et le millet en été ; dans le même temps arrivent les chameaux de Bactriane (à deux bosses), les chevaux (et les ânes qui réduisent les distances en augmentant fantastiquement les capacités de transport et de déplacement). Les grandes villes de l'Indus qui vivaient du commerce perdent leur importance au profit des villages devenus gros producteurs.

Ainsi se comprend que, dans les textes mésopotamiens, le même mot « Meluhha », qui, au troisième millénaire, désignait l'« Orient » (la vallée de l'Indus) prend le sens d'« Afrique » à partir de 1800 avant Jésus-Christ.

YVONNE REBEYROL

• Musée Guimet, 6, place d'Iéna, Paris-16<sup>e</sup>. Du 16 novembre au 30 janvier. Tous les jours, sauf le mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : exposition seule 15 F, exposition-musée : 22 F.

• L'Association française des amis de l'Orient (AFAO) organise au Musée Guimet deux journées d'études le 26 novembre et le 10 décembre, de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 00. Les thèmes des exposés et des débats seront les sites habités de l'Indus, les cultures anciennes du Balouchistan et les relations avec l'Asie centrale. Prix d'une journée : 130 F (100 F pour les membres de l'AFAO et les auditeurs de l'École du Louvre). Réservations et renseignements à l'AFAO : 47-23-64-85 ou 47-20-33-09.

(1) Mohenjo-Daro : les archéologues et historiens continuent à utiliser cette orthographe traditionnelle depuis la découverte du site en 1922, bien que les Pakistanais aient décidé en 1960 de transcrire le nom en Moenjodaro.



Mehrgarh : deux statuettes en terre cuite, (respectivement 45 et 43 mm de hauteur) datent du troisième millénaire avant notre ère.

découverte du siècle... au moins au Balouchistan.

De petite équipe adaptée à un petit site, la MAFP a dû se transformer en grande équipe pluridisciplinaire pour étudier un site couvrant plus de 250 hectares. Il fallait, en effet, des paléozoologues, des palynologues, des sédimentologues, des paléontologues, des préhistoriens, etc. pour essayer de comprendre cette extraordinaire séquence de couches archéologiques continue de 7000 à 2700 avant Jésus-Christ, et même à 2000 si on inclut le site de Nausharo fouillé depuis 1985 et situé à 6 kilomètres au sud de Mehrgarh.

Grâce à ces fouilles menées en collaboration avec le Département d'archéologie du Pakistan, on dispose maintenant de toute la progression des techniques humaines, depuis les tout débuts du néolithique où la nourriture était fournie par la chasse et de l'orge pas ou peu « domestiquée », jusqu'à l'âge du bronze triomphant de la vallée de l'Indus. On voit ainsi le passage, en moins de mille ans, de l'économie qualpalolithique ou proto-agricole, dépendant encore presque uniquement de la chasse et de la cueillette, à l'économie agricole fondée sur la culture et l'élevage (bovins d'abord, caprins et ovins ensuite).

Vers 6000 avant Jésus-Christ apparaissent les premières céramiques, très grossières et très frustes. Mais, dans ce domaine aussi, les progrès sont rapides. Au cinquième millénaire, les céramiques sont déjà belles, fines et peintes avec élégance. La tournette (dès 4500 avant Jésus-Christ) puis le tour (dès 3000 avant notre ère) sont des progrès techniques majeurs qui améliorent la qualité et la régularité des formes des poteries.

## Les femmes d'abord

Les statuettes féminines en terre crue apparaissent dès le début du néolithique ; au chalcolithique, ces statuettes sont en terre cuite et elles sont presque exclusivement féminines. Leurs hanches et leurs seins, symboles de fécondité, sont exagérés. Leurs têtes sont dotées de coiffures et de parures très élaborées et les figurines sont rehaussées de couleurs. A partir de 3000 avant notre ère apparaissent des statuettes masculines de plus en plus nombreuses ; vers 2600 les figurines féminines sont exceptionnelles.

Des informations recueillies à Mehrgarh et à Nausharo, les archéologues ont pu reconstituer

(6000 avant Jésus-Christ) de grands bâtiments cloisonnés en petits caissons symétriques qui ne peuvent être que des silos de stockage de grains et qui couvrent 15 hectares au cœur de l'agglomération. Dès cette époque lointaine, la richesse de la ville ressort des belles parures retrouvées dans les tombes.

La civilisation de l'Indus, comme les autres cultures comparables de l'âge du bronze, n'est donc pas née de rien. Elle est issue d'un foyer de « néolithisation »

## LA POLLUTION AVEUGLE LES ASTRONOMES

ALERTE aux réacteurs nucléaires soviétiques en orbite ! Non contents de polluer la Terre quand ils retombent — Cosmos-954, Cosmos-1408, Cosmos-1900, — ils pollueraient aussi le ciel. Ils émettent en effet des rayons gamma qui font d'eux des sources perturbatrices pour les astronomes. Un mémorandum de la NASA vient d'indiquer que les travaux du satellite Solar-Max, lancé en 1980 et réparé en orbite en 1984 par des astronautes, ont été gênés par les émissions de satellites soviétiques à réacteurs nucléaires.

L'affaire est sans doute grave, mais les astronomes se feraient une raison si les Cosmos soviétiques étaient leurs seules sources de perturbation. On en est loin.

Les principaux gêneurs sont... les habitants des villes, qui ont la fâcheuse idée de s'éclairer la nuit. Aux Etats-Unis, les grands télescopes du mont Wilson ont été progressivement trébuchés par les lumières, et parfois les fumées, de Los Angeles. Celui du mont Palomar souffre de la luminosité nocturne de San-Diego, pourtant distante de 80 kilomètres. On commence à avoir des craintes pour le site d'Hawaii, et si plusieurs grands télescopes sont installés dans un désert du nord du Chili, c'est entre autres parce que la nuit devrait y rester noire.

## Longue vue

Pour les radio-astronomes, la situation est grave. L'Union internationale des radiocommunications leur a réservé certaines fréquences, comme la « raie 21 centimètres » de l'hydrogène. Mais il y a de plus en plus d'émetteurs sur les fréquences voisines et certains, mal réglés, viennent « baver » chez les astronomes.

M. A.

## EXPOSITION-JEU

dans les magasins Le Temps de vivre

# PLANTU

LA BONNE LEGENDE



DU 7 NOVEMBRE AU 26 NOVEMBRE 1988

Visitez l'exposition des grands dessins de Plantu. Jouez et trouvez la bonne légende de cinq dessins sélectionnés.

GAGNEZ deux voyages de quinze jours en bateau pour deux personnes le long des côtes de Turquie et de nombreux albums de Plantu.

VISITEZ L'EXPOSITION ORGANISÉE PAR

ET JOUEZ DANS LES MAGASINS

Le Monde



le temps de vivre librairie - papeterie - presse

Pour consulter la liste des magasins LE TEMPS DE VIVRE sur minitel : tapez 36.15 LEMONDE

# L'éthique du fou

### Faut-il créer un comité d'éthique psychiatrique ? Une nuit à Sainte-Anne met en évidence les problèmes éthiques de la pratique psychiatrique.

« **L**e scandaleux état des malades mentaux pendant l'Occupation n'est plus d'actualité. Au contraire, aujourd'hui, le renouvellement des mesures psychiatriques et l'évolution des techniques depuis quarante ans laissent penser qu'il est opportun de poser le problème éthique », explique le docteur Claude Tolédano, qui a choisi « Ethique et psychiatrie » pour thème des entretiens de Villejuif (1). Il souligne en effet que la fin de cette époque correspond au règne de l'éclatement en psychiatrie : « Les psychiatres n'ont plus ces engagements idéologiques qu'ils avaient autrefois. Plus personne ne pense qu'on peut soigner un patient avec les seuls neuroleptiques. Et la sectorisation, la vague psychanalytique, l'ouverture des portes des asiles ou même l'ergothérapie ont profondément modifié la pratique quotidienne. »

Un quotidien que Claude Tolédano juge différent de celui des médecins : « Depuis quarante ans la médecine est devenue efficace. Mais elle a perdu son aspect relationnel et de compréhension du malade. Celui-ci ne vient plus dialoguer avec son médecin quand il est en situation d'impuissance. Par contre, nous, psychiatres, devons soulager les souffrances tout en sachant que nous ne les guérissons pas, ou du moins avec une efficacité redoutable. »

M. Jean Michaud, conseiller à la Cour de cassation, membre du Comité d'éthique et un des participants aux Entretiens de Villejuif, énonce de façon analogue la différence éthique que les psychiatres veulent aujourd'hui décrire : « Par rapport à une personne déambulant dans la rue, la liberté de consentement aux soins d'un malade physique est déjà diminuée face à son médecin. Mais cette liberté de consentement est supérieure à celle du malade mental, dans la lucidité peut être absente. Aux psychiatres de rechercher le consentement, je crois profondément que la parole est un élément essentiel. »

### Trois ambulanciers essoufflés

Urgences de Sainte-Anne, 22 h, un soir de semaine, où, comme chaque nuit, au CPOA (Centre psychiatrique d'orientation et d'accueil), la plaque tournante de l'urgence psychiatrique parisienne.

Précédant les trois ambulanciers, qui s'essoufflent à la suivre, Jacqueline P., quarante-neuf ans, pénètre en conquérante dans le couloir carrelé du pavillon, avise trois infirmières et les gratifie de « Bonjour, bonjour mesdames ! », d'une cordialité exaspérée. Dans l'après-midi, le maire de Montrouge a téléphoné à un médecin généraliste pour lui demander de voir Jacqueline B., « qui suscite une inquiétude dans la population de Montrouge ».

Jacqueline B. a accepté de voir le médecin, qui l'a persuadée de monter dans une ambulance en direction de Sainte-Anne. Une demi-heure après son arrivée, Sandrine C., trente ans, psychiatre et interne de garde, prend son dossier, le consulte en aparté avec l'infirmier qui a accueilli la patiente et propose à cette dernière de la suivre dans son bureau.

Jacqueline B. referme la porte capitonnée, s'assoit. « Il faut faire avorter ma fille, elle a quinze ans et j'ai l'impression que mes voisins, non, un de mes voisins, s'est fait poser une seconde ligne de téléphone. Ma fille s'adonne à la prostitution, elle m'a dit et j'ai pris un engagement de dix ans pour elle dans l'armée. Comme je n'ai pas longtemps à vivre, j'ai un cancer des organes et le SIDA que m'a injecté mon médecin en voulant me vacciner, je suis rassurée pour ma fille. »

Sandrine C. répond au sourire guilleret de Jacqueline B., lui demande comment se passent ses journées, deux, trois précisions biographiques, si elle a déjà pris un traitement psychiatrique, puis pourquoi elle ne le prend plus depuis un an. « Bon, qu'est-ce que je disais, il faut avorter ma fille. » Elle demande si les pilules abortives sont douloureuses. « Je suis l'interne de garde qui oriente les gens. Est-ce que vous êtes d'accord pour aller à Villejuif ? »



« Non, il faut la faire avorter le plus vite possible. » « L'un n'empêche pas l'autre. » « J'ai peur de faire de l'illégal. » « En allant à Villejuif, vous respectez la légalité. Le dialogue se précipite, sans rien perdre de sa sérénité. « Je vais vous hospitaliser tout de suite. Avec ma fille ? — Oh est-elle ? — Avec moi. — Bon, d'accord, avec votre fille. » Jacqueline B. se déstabilise : « Alors je vais à Villejuif, mais je veux une chambre avec deux lits. Une ambulance l'embarque une heure plus tard. »

« Nous sommes parfois obligés de les suivre dans leur délire. Si elle avait refusé le placement libre, j'aurais téléphoné au maire de Montrouge pour qu'il fasse un placement d'office, elle n'avait pas de famille qui puisse signer un placement volontaire », résume Sandrine C. Même si la loi de 1838 sur l'internement psychiatrique semble avoir bien vieilli — moins de 2 % des patients sont contraints d'office à l'hospitalisation par décision préfectorale, et moins de 15 % des proches demandant qu'un membre de leur famille entre « volontairement » en hôpital psychiatrique, — elle a ses failles.

Liliane F., vingt-sept ans, succède à Jacqueline B. Elle entre en titubant dans le bureau, ses cheveux défaits étirent son visage livide dévoré par d'énormes cerces rouges. Elle s'affale sur une chaise, seul son regard est rigidifié par une agressivité défiante. Sa voix est pâteuse, on lui a administré une injection de calmants avant le trajet. « Je veux aller à Kremlin-Bicêtre. — On vous a dit là-bas qu'il n'y a pas de place pour vous. — Alors je veux rentrer chez moi. — On a le sentiment que votre vie est en danger, je pense qu'il est préférable que vous soyez hospitalisée. — Je vais très bien. — Je ne crois pas, vous refusez de prendre votre traitement, je pense que c'est dans un but suicidaire. — Mon traitement ne me réussit pas. »

Sandrine C. refuse de ferrailler avec elle sur ce sujet, lui fait remarquer ses contradictions, souligne que d'après son dossier elle a déjà écourté deux séjours hospitaliers en partant contre avis médical, lui répète sa conviction de la nécessité d'une hospitalisation : « C'est vital, vous n'allez pas tenir longtemps. »

A court d'arguments, Sandrine C. se lève, va chercher l'ami de Liliane. « Que pensez-vous de l'état de votre amie ? — Elle dit qu'elle va reprendre son traitement. » Lentement, Liliane F. tourne vers son ami un regard empreint d'une complicité menaçante. Il a reçu le message. « Il faut l'hospitaliser à Maison-Blanche », explique Sandrine C. « Ah ! pas question, nous habitons en face, c'est un hôpital pour les fous. » Il écarte les jambes, croise les bras derrière la tête,

fixe le plafond. Il conclut : « De toute façon elle a de la volonté. — Je vous crois, elle a la volonté de mourir. »

Le silence s'installe, Liliane F. le rompt en baillant, puis propose à son ami de sortir, se lève avant qu'il réponde. « Reste, nous ne sommes pas pressés, on peut discuter. » La colère gagne Sandrine C. « Vous ne vous rendez pas compte, elle se laisse déprimer. — Ça c'est vrai. » Liliane F. lui jette un regard méprisant. « Monsieur, j'ai besoin de vous, vous seul pouvez m'autoriser à l'hospitaliser. Si elle rentre chez elle, vous en serez responsable. »

Le couple se lève, signe une décharge et rentre à son domicile. « La consentement aux soins est

effectivement le problème éthique important de la psychiatrie », résume le professeur Yves Pflieger, un des conférateurs des Entretiens de Villejuif et chef du service de psychiatrie de Necker. « Pour ne pas balkaniser l'éthique. » « Les problèmes éthiques naissent quand on délègue au psychiatre des responsabilités incombant au corps social tout entier. Tout ce qui peut paraître critiquable ne réalise guère à la pratique de la psychiatrie quotidienne sur le terrain. Il reste néanmoins d'importants problèmes généraux, comme l'exploration médicamenteuse. Comment renoncer, demain, aux apports de molécules efficaces dans le traitement des psychoses, si l'on ne cherche pas à aménager un consentement comme on le fait par exemple pour les grands cardiaques, les cancéreux ou toute situation de ce ordre ? »

PIERRE GALLÉA.

(1) Les Entretiens de Villejuif, le 24 novembre 1988, sont organisés par l'Association Élis, avec le concours de l'Association française de psychiatrie, de l'Association scientifique française des psychiatres du service public et de l'Evolution psychiatrique. Créés en 1986, ils avaient pour thème l'année dernière « la responsabilité en psychiatrie publique ».

# Les sens dessus dessous

(Suite de la page 21.)

« Contrôle du volume et de la répartition de la masse sanguine, régulation neuro-hormonale, répercussions sur la fonction cardiaque droite et gauche, adaptation des débits, réponse du système nerveux central et végétatif : toutes ces informations permettront d'affiner le modèle cardiovasculaire et de préciser les constantes de temps d'adaptation à la microgravité et de réadaptation au sol des boucles de régulation mises en jeu. »

Meilleure sera la connaissance des chercheurs sur le comportement de notre cœur dans l'espace, plus efficaces seront ainsi les contre-mesures envisagées (exercice musculaire, ou encore systèmes à dépression employés pour attirer le sang dans les membres inférieurs) pour permettre aux futurs spationautes de se maintenir en bonne santé au cours de vols de plusieurs mois, voire de plusieurs années.

### Les modifications sensori-motrices

Autre volet de recherche fondamentale : la modification des activités sensori-motrices en apesanteur. « Sur Terre, lorsque le cerveau effectue une reconstruction interne de l'espace et l'utilise pour contrôler l'équilibre, la coordination du mouvement, il le fait en tenant compte de la gravité », souligne Alain Berthoz, directeur du laboratoire de physiologie neurosensorielle du CNRS (LPN, université de Paris-VI), où ont été conçues, en collaboration avec l'Académie des sciences de Moscou, les expériences Physalis et Viminal prévues pour la mission Aragatz. « L'existence de ces forces gravitationnelles agit comme une aide sur le système nerveux ? Comme une contrainte ? Et dans quelles circonstances ? »

Parmi les applications directes de l'étude de la physiologie sensori-motrice en apesanteur figure notamment la compréhension — voire le traitement qui pourrait se révéler indispensable pour l'utilisation optimale des futures stations spatiales — du mal de l'espace. Les symptômes, analogues à ceux rencontrés sur Terre lors du « mal des transports » (nausées, vertiges, vomissements), apparaissent dès les premiers instants du vol et peuvent durer plusieurs jours.

L'origine du malaise : la perturbation par l'apesanteur du système vestibulaire de l'oreille interne, cette boussole, véritable centrale inertielle, qui nous permet de vivre dans un monde apparemment stable en compensant par des mouvements des yeux les mouvements de notre corps.

C'est, lorsque notre cerveau reçoit en même temps deux informations sensorielles contradictoires sur son environnement, ces mouvements-réflexes, dit

« vestibulo-oculaires », peuvent se dérégler. Dans une cabine de bateau par exemple, où nos yeux perçoivent un monde immobile, tandis que le système vestibulaire capte le roulis de notre corps ; ou encore à bord d'une station spatiale, lorsque notre système de régulation interne, habitué à tenir compte de la gravité, se retrouve brutalement en situation d'apesanteur.

Initiée par Patrick Baudry en 1985 à bord de Discovery, l'expérience Equilibre et vertige mise au point par le LPN avait précisément pour but d'étudier le fonctionnement, les perturbations et les mécanismes d'adaptation des centres de l'équilibre et de l'orientation en situation de microgravité. « Dès le début du vol, Patrick avait perdu la notion de la verticale. Lorsqu'on lui demandait de maintenir, dans l'obscurité ou en vision stabilisée, une position debout par rapport au plancher du véhicule spatial, son corps présentait une inclinaison de 10 degrés à 25 degrés par rapport à la normale. Autre caractéristique : il suivait plus facilement une scène visuelle défilant de haut en bas que de bas en haut, alors que l'on observe le phénomène inverse sur terre », rappelle Alain Berthoz, en précisant que certaines perturbations, observées en tout début de vol, disparaissent en deux ou trois jours. Une faculté d'adaptation du cerveau dont le mécanisme intéresse d'autant plus les neurophysiologistes qu'il concerne également certaines pathologies humaines, telles les récupérations fonctionnelles survenant après cer-

tains troubles neurologiques du système vestibulaire.

Les deux nouvelles expériences élaborées par le LPN pour la mission Aragatz auront donc pour objectif, dans le prolongement des expériences passées, de « comprendre comment le système nerveux résout des problèmes aussi fondamentaux, pour l'homme en apesanteur, que la perception, l'orientation, le maintien de la stabilité, le déplacement ou la manipulation », toutes tâches sur lesquelles la gravité exerce sur Terre des effets déterminants. C'est ainsi que Physalis permettra d'étudier le contrôle de l'orientation, celui des mouvements des yeux et de la tête, ainsi que la perception et le maintien de l'équilibre, tandis que l'expérience Viminal analysera les modifications intervenant dans le comportement visio-moteur (représentation mentale d'objets tridimensionnels, perception et mémorisation des niveaux de force, performance dans des tâches de type pilotage et télémanipulation) d'un sujet exposé à la microgravité pendant une longue période.

« Notre but est de déterminer à quels moments le système nerveux va mettre en place de nouvelles solutions face à la situation d'apesanteur et d'évaluer l'efficacité de ces dernières sur les performances des astronautes », résume Alain Berthoz, qui précise que, « si certaines adaptations interviennent dans les toutes premières minutes de vol, d'autres demandent sans doute plusieurs semaines, voire plusieurs mois ».

CATHERINE VINCENT.

# Petits boulots en orbite

(Suite de la page 21.)

Le cosmonaute français complétera ce programme technologique en menant, cette fois depuis l'intérieur de la station Mir, deux opérations. La première d'entre elles, Amadeus, a trait à l'une des phases les plus délicates de la mise à poste des satellites : l'ouverture des panneaux solaires qui permettent de fabriquer l'électricité nécessaire à la recharge des batteries et à la bonne marche de l'engin. Les responsables des programmes spatiaux européens sont d'autant plus sensibles à ce problème que récemment les Allemands ont perdu leur satellite de télévision directe TV-Sat, jumeau du satellite français TDF-1, parce que l'un de ses panneaux solaires ne s'était pas ouvert correctement.

Ainsi les constructeurs de satellites s'intéressent-ils à tout ce qui permettrait d'améliorer ou de remplacer les systèmes existants comme cette maquette d'un générateur solaire équipé d'un nouveau type d'articulation que les cosmonautes plieront et déploieront au cours d'une trentaine de tests pour en vérifier le bien-fondé. Quant à la seconde et

dernière expérience, Ercos, elle concerne les composants électroniques à haut niveau d'intégration ou VLSI (Very Large Scale Integration) dont le comportement peut être grandement modifié par le passage d'atomes lourds électriquement chargés en provenance du Soleil, de notre galaxie et du milieu extragalactique.

Dans le passé, de nombreux satellites ont connu des dysfonctionnements importants du fait de la destruction partielle ou totale d'un de ces composants par un de ces atomes. C'est pourquoi on espère avec Ercos mieux comprendre le phénomène, évaluer ses probabilités d'apparition et être capables, grâce aux résultats enregistrés dans Mir sur de tels circuits électroniques — des mémoires à accès aléatoires (RAM), — d'y remédier en concevant par exemple les composants. Bref toutes expériences qui soulignent que l'espace entre véritablement maintenant dans une ère préindustrielle et que le temps des héros a cédé le pas à celui des mémos.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Une rencontre internationale qui soit un sommet, c'est rare.

PRÉPARÉ ET CONSOMMÉ AVEC MODÉRATION DEPUIS 1761.

Porto Ferreira. Quand tout se fait rare.

LA POLLUTION ENGLE LES ASTRONOMES

OPÉRATION SPÉCIALE

...Les Métiers des Techniques de pointe...

**Jeunes Diplômés ambitieux,  
venez vous faire un nom à l'ODA.  
(Grandes Ecoles d'Ingénieurs)**

Première force d'information commerciale en France, l'ODA met en valeur 350.000 entreprises dans les Annuaire Officiels de FRANCE TELECOM, 350.000 entreprises qui ont choisi nos supports publicitaires pour développer leurs contacts commerciaux.

Chaque année, l'ODA conçoit, réalise et vend plus d'un million d'annonces, diffusées dans les Pages Jaunes, l'Annuaire Electronique, l'Annuaire Professionnels à Professionnels (PAP). Notre chiffre d'affaires a dépassé 2,5 milliards de francs en 1987. Nous sommes devenus le premier producteur mondial d'écrans télématiques.

Pour faire face à notre croissance (plus 30% en 1987) sur ce marché porteur, nous recherchons de Jeunes Diplômés de Grandes Ecoles d'Ingénieurs.

Jeunes Ingénieurs (X, MINES, CENTRALE...), vous contribuerez à développer nos moyens

informatiques de gestion, de traitement de commandes, et de production.

Vous travaillerez à la création de nouveaux supports d'information commerciale en utilisant les technologies les plus avancées (CD ROM, Vidéodisque et demain le RNIS).

Les postes que nous vous proposons ouvrent de réelles perspectives à ceux qui prennent leur avenir professionnel en main.

Car ce qui est vrai pour les entreprises qui nous consultent l'est aussi pour tous nos collaborateurs :

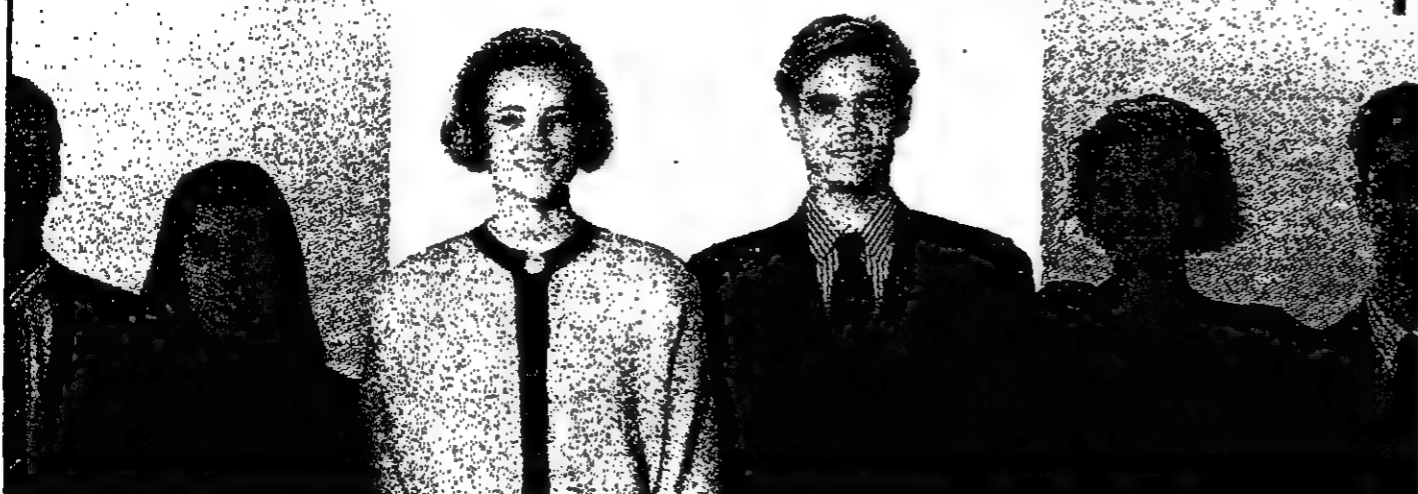
l'ODA, le premier moyen de se faire un nom.

Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature (lettre, CV, photo) à :

Evelyne MALACH - ODA  
Direction des Ressources Humaines,  
Bât. JDM - 22/11  
136, avenue Charles de Gaulle,  
92522 Neuilly-sur-Seine Cedex.



Le premier moyen de se faire un nom.



SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE, FILIALE DE L'UN DES PLUS GRANDS GROUPES FRANÇAIS,  
recherche

**Ingénieur  
d'Affaires  
INFORMATIQUE**

Il sera chargé du diagnostic des besoins du client, de la réponse aux appels d'offres et de l'établissement du cahier des charges dans le domaine de l'INFORMATIQUE appliquée aux bases de données urbaines.

Ingénieur diplômé il devra justifier de bonnes connaissances en informatique technique ou CAO/DAO, et si possible en Génie Urbain. Ayant des qualités de synthèse, apte à rédiger, il devra avoir un sens aigu des contacts et le goût pour les déplacements à l'étranger.

Réf. 66.88/IA/942

**Ingénieur  
Développement**

De formation Grande Ecole (X, ESC, Ponts, Mines, A et M, ...), débutant ou ayant une courte expérience, il participera au sein du Département Informatique Scientifique et Technique à des développements dans des domaines tels que : analyse numérique, recherche opérationnelle, optimisation, etc.

Réf. 66.91/ID/957

**Ingénieur  
Informaticien**

De profil identique au précédent, il sera plus particulièrement chargé de développements de logiciels dans l'INFORMATIQUE GRAPHIQUE.

Réf. 66.92/II/958

**Ingénieur  
INFORMATIQUE  
INDUSTRIELLE**

Grande école (Centrale, Supélec, A. et M., INSA, ...), il interviendra dans les domaines de Gestion Technique Centralisée, Télécontrôle, Temps Réel dans le secteur "Distribution d'Eau". Possédant 5 ans au moins d'expérience dans des activités similaires, il doit être doté d'une bonne technicité et d'une bonne aptitude à la communication. Il sera amené à intervenir à l'étranger. Réf. 66.93/III/959

Ces postes sont basés en proche Banlieue Ouest. Anglais indispensable.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel, sous référence respective à ADEQUATION, 62-64, avenue Emile Zola, 75015 Paris.



**aérospatiale**

DIVISION AVION  
recherche

**JEUNES  
INGENIEURS**

Nous sommes au tout premier plan de l'Industrie Aéronautique Européenne. Notre puissance industrielle est forte.

Aujourd'hui, nous envisageons l'avenir et nous savons que pour conforter notre avance technologique, les hommes qui s'engagent avec nous, doivent être énergiques, impliqués, courageux, évolutifs.

Diplômé d'une école d'INGENIEUR (SUP AERO - ENSAM - ENI, etc.), vous avez une conception dynamique de votre développement de carrière et vous souhaitez accéder à des fonctions rapidement opérationnelles. Votre ambition implique que vous adhérez au concept de mobilité.

Nous vous proposons de vous confier des responsabilités réelles qui vous permettront d'exprimer toutes vos potentialités dans l'une de nos unités de production (Toulouse - Saint-Nazaire - Nantes - Suresnes - Meaulte).

Merci d'adresser votre dossier complet à notre conseil, sous réf. : 23/5/M

nicole dominique  
maury sports  
conseil  
1, place Wilson  
31000 TOULOUSE  
Téléphone : 61 22 94 50  
Télécopieur : 61 21 13 04



Schlumberger Technologies

Division CFAO

Notre Société, leader sur le marché de CFAO mécanique

recherche

**INGENIEUR D'APPLICATION**

Profil : niveau ingénieur, anglais courant, mobile.

Mission : basé en région parisienne et placé sous la responsabilité du responsable commercial pour l'Europe du Sud, sa mission sera d'assurer auprès de notre réseau de distribution le support technique (avant-vente et après-vente) de logiciels CFAO disponibles sur plate-forme de type PC.

Expérience souhaitée : exercice d'une fonction dans un secteur mécanique ou utilisation/vente de logiciels sur PC.

Envoyer candidature manuscrite, CV, photo récente et prétentions à :

M. BERGERON, SCHLUMBERGER CFAO  
BP 80, 50, AVENUE JEAN-JAURES,  
92123 MONTRouGE CEDEX.

Important Groupe Chimique spécialisé dans la fabrication de matières plastiques, recherche pour l'un de ses centres de Production situés dans le Nord de la France (à proximité de LILLE).

**SERVICE TECHNIQUE  
INGENIEURS**

génie chimique

Débutant ou ayant acquis une expérience de 2 à 3 ans. Il participera à l'amélioration des procédés de fabrication, à l'étude et à la réalisation de projets d'investissement.

système

De formation Ecole Supérieure d'Electricité ou d'Electronique, débutant ou possédant 2 ou 3 ans d'expérience dans l'automatisation des procédés dans l'industrie chimique.

Pour ces postes, il est indispensable de pratiquer couramment l'anglais.

Merci d'envoyer votre candidature, CV, photo et prêt. s/réf. 65620 à Contesse Publicité - 6/8, rue des Jardins, 59800 LILLE, qui transmettra



BP Chemicals

CONTESSÉ

...Les M...  
AS & I

1 - INGENIEUR  
GRANDS ECOLES

Ingénieur  
Développement

Ingénieur  
Elementaire finit

2 - B.T.S. D.U.T.

INFORMATIQUE 51

SURE ET GERE DE GRANDS PROJETS

**UN JEUNE  
INGENIEUR**

Ingénieur débutant  
destiné à animer  
les services techniques

SCHNEIDER



OPÉRATION SPÉCIALE

...Les Métiers des Techniques de pointe...

de pointe...  
aérospatiale  
JEUNES INGENIEURS

**AS & I**

Société du groupe DATAID (1200 personnes, 450 MF de CA prévu en 1988) AS & I, 10 années d'expérience en informatique industrielle et scientifique, en expansion rapide recrute

**1 - INGENIEURS GRANDES ECOLES (Centrale - ENSI - INSA)**

**• Ingénieurs Développement**

Dans le cadre d'un projet informatique européen vous développerez un système expert de post traitement de calculs par éléments finis. La connaissance des règlements de constructions béton et acier (BAEL, EURO-CODE, RCCM...) et des langages de programmation FORTRAN et C est souhaitée. Réf. I.D.

**• Ingénieurs d'études Eléments finis**

Vous rejoindrez une équipe leader en France pour réaliser des études et des missions d'assistance dans les domaines suivants :  
MECANIQUE, THERMIQUE, ACOUSTIQUE, ELECTROMAGNETISME, PIEZO-ELECTRICITE, MECANIQUE DES FLUIDES. Réf. I.E.

**2 - B.T.S./D.U.T.**

Vous assisterez des ingénieurs dans la modification et la réalisation de calculs par éléments finis. Réf. B.D.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la réf. à DATAID A.S.I. - Péripole 132 - 94126 Fontenay sous bois cedex.

**DATAID**  
AS&I

L'INFORMATIQUE DES REUSSITES

**INGÉNIEURS COMMERCIAUX GRANDS COMPTES**

Derrière la réussite d'une entreprise, il y a souvent une idée simple. Chez Apple, notre idée se résume en une phrase : c'est avec des machines puissantes, mais simples d'accès que l'on donnera à chaque individu les moyens d'exprimer le meilleur de lui-même. Le véritable enjeu, c'est le marché à conquérir : 56% de progression du CA en 88 (1,7 milliard), la rentabilité la plus forte du secteur, toujours une vision d'avance sur le marché, ça n'existe que chez Apple.

Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, justifiez d'une expérience de la vente directe de 5 ans dont 3 dans les grands comptes, parlez un "fluent English" et avez une connaissance approfondie des environnements réseaux et télécommunications.

La mission des ingénieurs commerciaux : assurer la promotion des solutions Apple dans les Grands Comptes et conseiller les décideurs au plus haut niveau.

Pour mettre en œuvre votre créativité et votre expérience dans le cadre d'une entreprise qui privilégie le développement de ses collaborateurs, écrivez à Pierre GRELLIER, Directeur des Ressources Humaines, sous réf. JOGG/M, Apple Computer France, 12 avenue de l'Océanie, ZA de Courtabouff, 91956 LES ULIS cedex.

Consultez 3614 code Apple.

Révélez le meilleur de vous-même.

**Apple**

SUIVRE ET GERER DE GRANDS PROJETS INDUSTRIELS

**UN JEUNE INGENIEUR**

Filiale «Pharmacie» de l'un des premiers groupes chimiques mondiaux, nous consacrons 150 à 200 millions de francs à l'extension de notre site : nouveaux ateliers, magasins, centrale d'énergie...  
Pour suivre et gérer ces réalisations, en liaison avec la Direction Ingénierie, nous recherchons un jeune responsable de projets...

28/30 ans, issu d'une Grande Ecole, vous possédez une expérience de 3 ou 4 ans dans la conduite de travaux Génie Civil / Utilité pour le compte d'un groupe Industriel (pharmacie, chimie, agro-alimentaire par exemple). Vous parlez anglais et peut être même allemand... Enfin, vous êtes suffisamment ambitieux pour, cette mission terminée, évoluer vers des responsabilités élargies au sein du groupe : nous souhaitons vivement vous rencontrer.

Votre candidature fera l'objet de la plus grande discrétion. Merci de l'adresser sous réf. 5603 à l'Agence DESSEIN, 15 rue du Louvre 75001 Paris.

**SYSTEMES APPLICATIONS PROGICIELS**

Leader en Europe des Progiciels de gestion pour gros systèmes (700 M de FF - 600 personnes).

**LE PRIX DE L'EXCELLENCE I**

Nous concevons et commercialisons des PROGICIELS D'APPLICATION DE GESTION - haut de gamme - SAP R/2. Ce MODELE de GESTION en temps réel et intégré, couvre l'ensemble des fonctions industrielles, commerciales et financières.

Plus de 1000 entreprises dans le monde sont équipées de systèmes SAP.

Aujourd'hui, présents dans plus de 20 pays, nous réalisons plus de 30 % de notre CA à l'international. Nous souhaitons développer notre stratégie européenne depuis la France et nous menons un important programme de recrutement sur l'année 1989.

**consultant gestion commerciale**

Ingénieur ou diplômé d'une Ecole de Commerce, vous possédez une première expérience réussie de la gestion commerciale (logistique, gestion des stocks...).

**consultant gestion de production**

Ingénieurs Grandes Ecoles, vous avez une première expérience de l'outil de production en milieu industriel.

Vous avez évolué en entreprise ou cabinet d'organisation et/ou en SSI. Interlocuteurs privilégiés de nos clients, nous vous confions la responsabilité fonctionnelle de notre PROGICIEL SAP R/2 : avant-vente, mise en place et formation des utilisateurs.

Une expérience d'implantation de progiciels (gros ou moyens systèmes) serait vivement appréciée. Anglais indispensable. L'Allemand serait un plus. Réelles perspectives d'évolution dans une Société en pleine expansion en France et en Europe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (CV + prétentions) sous référence DG 40 à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

**COGEPAN**

2, rue Louis David - 75782 Paris Cedex 16 Tél. : (1) 47 55 00 17  
11, rue Victor Hugo - 69002 Lyon

**Lyon**

Filiale autonome (100 personnes) d'un grand groupe Industriel, produisant en série des appareils de mesure, recherche :

**Ingénieur débutant destiné à animer les services techniques AM ou équivalent**

Vous participerez à l'élaboration des produits nouveaux faisant appel largement à l'électronique et vous assurerez leur mise en fabrication : définition des équipements et outillages, relations avec les fournisseurs d'équipements et sous-traitants, relations avec le service commercial. Parallèlement, vous repêcherez les gains de productivité possibles pour l'existant et participerez à la définition du plan d'investissements.

Vous aurez des relations techniques avec nos agences commerciales et nos clients. Votre travail sera varié, entouré de personnes compétentes.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Gérard SCHNEIDER qui vous assure une totale discrétion, sous référence GHM.

**SCHNEIDER RECRUTEMENT** 55 Montée de Choulians 69323 LYON CEDEX 05.

**SNECMA**

**SOCIÉTÉ NATIONALE**, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateurs, notre GROUPE (26 000 personnes, dont 3500 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies nouvelles.

**DIPLÔMES GRANDES ECOLES OU UNIVERSITÉS**, vous débutez ou avez acquis une première expérience, vous vous passionnez pour les technologies les plus avancées en matériaux et mécanique, vous avez le goût de l'animation et le sens des hommes.

**Rejoignez nos UNITES DE PRODUCTION** à Gennevilliers (92), Corbeil (91) ou Melun Villaroche (77) au sein des secteurs méthodes, gestion de production, fabrication ou qualité.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. M.JB/10 avec vos prétentions à SNECMA, Département Encadrement, 2, Bld Victor, 75724 PARIS CEDEX 15.

INGENIEURS  
BP

OPÉRATION SPÉCIALE

...Les Métiers des Techniques de pointe...

**Schlumberger Industries**

Études, Industries, Méthodes de fabrication, Équipements avancés, Systèmes Industriels, Systèmes Internationaux

**CREATIVITE ET PERFORMANCES INDUSTRIELLES**

**Schlumberger Industries**

Schlumberger Industries est le premier fabricant mondial dans les domaines des compteurs d'électricité, d'eau et de gaz, de systèmes de défense, des cartes à mémoire, des systèmes de paiement électronique.

Les équipes d'étude et d'industrialisation des unités opérationnelles de Schlumberger Industries sont en charge de projets importants, intégrant des développements technologiques avancés dans de nombreux domaines.

Les dimensions et les enjeux économiques internationaux de ces projets nous amènent à rechercher des

**INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES  
ÉLECTRONICIENS, MÉCANICIENS, INFORMATIENS**

Débutants ou 1<sup>ère</sup> expérience

Suivant leurs compétences, leur expérience, leurs souhaits professionnels et la nature de nos projets, ils seront associés à nos réalisations d'avenir dans l'un des domaines suivants :

**ÉLECTRICITÉ** : systèmes électroniques de comptage d'énergie électrique, de traitement de données, de communication d'informations (télélecture des compteurs)...

**EAU ET GAZ** : équipements de comptage et de distribution d'eau, de gaz, et d'énergie thermique.

**TRANSACTIONS ÉLECTRONIQUES** : cartes à mémoire, terminaux urbains et systèmes utilisateurs de cartes à puce ou à mémoire (paiement électronique, distribution de carburant, contrôle d'accès...)...

**RÉGULATION ET CAPTEURS** : systèmes de contrôle de processus industriel. Capteurs pour les industries des secteurs de la haute technologie.

**SYSTÈMES DE DÉFENSE** : enregistreurs magnétiques et systèmes embarqués d'acquisition de traitement de mesures pour l'industrie aéronautique et spatiale.

**CENTRE DE RECHERCHE** : R & D dans les domaines de l'électronique, de la mécanique, de l'informatique scientifique et temps réel, du Génie Logiciel...

Ces postes s'adressent à des Diplômés de Grandes Écoles, débutants ou possédant une première expérience en Études, en Méthodes ou en Industrialisation.

Ils sont ouverts sur des évolutions diversifiées vers d'autres métiers et d'autres responsabilités au sein de Schlumberger.

Ils nécessitent, outre une bonne maîtrise de l'anglais, de réelles qualités de contact et d'autonomie, et la capacité de travailler dans un environnement pluridisciplinaire et international.

Les candidatures (lettre mentionnant les domaines qui vous intéressent, C.V., photo) sont à adresser à

**Schlumberger Industries**

Coordination Recrutement 50, Avenue Jean-Jaures - BP 620-05 92542 Montrouge Cedex

*S'unir, c'est gagner*

**MANAGER, GERER ET OPTIMISER  
NOTRE BUREAU D'ETUDES :  
3 AXES POUR UNE MISSION-CLE**

La **DIVISION TELECOMMUNICATIONS** du groupe THOMSON remporte la maîtrise d'œuvre des contrats les plus ambitieux, sur tous les continents en matière d'équipements et systèmes de radiocommunication professionnelle. Qualité et productivité maximales sont les clés de notre réussite et les résultats d'une production innovante à la pointe des technologies. Acteur important de cette politique, le bureau d'études de notre centre d'études et de production de Cholet rassemble des moyens humains et techniques considérables. Son responsable, promu à d'autres fonctions, recherche le nouveau

**RESPONSABLE  
BUREAU D'ETUDES**

Diriger une équipe de 25 personnes, coordonner les activités et faire évoluer nos équipements constituent votre mission. En relation avec les différents services de l'entreprise, vous élaborerez les dossiers de définition des matériels. Vous disposez d'un outil sophistiqué de C.A.O. Récentement installé, vous l'optimisez, le développez et formez les utilisateurs.

Cette fonction-clé constitue une réelle opportunité pour un ingénieur généraliste (ENSA, INSA...) possédant une expérience d'environ 5 ans en milieu industriel avec des responsabilités d'encadrement d'une petite équipe.

Pour prendre des responsabilités et conduire notre B.E. à la pointe des technologies...

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Didier PLANCHOT  
**THOMSON-CSF  
DIVISION TELECOMMUNICATIONS  
BP 945 - 49309 CHOLET CEDEX**

**THOMSON**

**ROBERT ET CARRIERE  
LEDERLE**  
(Groupe SYNTHELABO)

Fabrication et commercialisation de produits médico-chirurgicaux recherche pour son unité de Production de Serigny (EURE)

**LE RESPONSABLE  
DE PRODUCTION**

pour prendre en charge, à travers l'animation et la gestion de 120 personnes, la responsabilité des ateliers de fabrication, conditionnement et stérilisation.

Il devra notamment :

- développer la qualité et les performances de produits,
- renforcer la motivation et la communication,
- sensibiliser le personnel à l'amélioration des coûts,
- contribuer dans son secteur à une rénovation de l'unité de production.

C'est un ingénieur A.M. ou équivalent possédant une expérience de trois à cinq ans en production, méthodes ou ordonnancement.

Adressez lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 156 MO à l'attention de D. VOLTZ  
**SYNTHELABO**  
23, avenue Galilée  
92350 LE PLESSIS ROBINSON

**NOUS AVONS L'ART DE REVELER LES TALENTS**

**INGENIEURS INFORMATIENS GRANDES ECOLES**

**INFORMATIQUE INDUSTRIELLE** (Temps Réel, Télécommunications, Processus Industriels...), **INFORMATIQUE APPLIQUEE A LA GESTION D'ENTREPRISES** (Transactionnel, Télématique, Bases de Données...), autant de domaines dans lesquels vous pourrez exprimer vos talents d'ingénieur informaticien.

Débutant, après une formation spécifique à notre méthodologie et aux techniques informatiques que vous utiliserez, vous participerez à des projets diversifiés. Si vous avez déjà une première expérience, vous aurez le plaisir de découvrir une entreprise qui privilégie le dialogue.

Si une telle opportunité à Paris, Lille, Lyon, Orléans... vous attire, envoyez rapidement à Hervé Captier une lettre manuscrite accompagnée d'un CV et d'une photo.

Pour le reste, accordez nous quelques jours.

**LOGISTA**, 33 quai de Dion Bouton, 92814 PUTEAUX CEDEX.

**LOGISTA**  
DES HOMMES D'ENTREPRISES

Leader mondial sur le marché des Amidons spéciaux recherche le futur

**Technical  
Development Manager**

de son Département Agro-Alimentaire  
(France - Italie - Espagne)

Avec son équipe, il apportera le support technique nécessaire à la force de vente afin de favoriser la promotion et le développement de nos produits. Grâce à une excellente connaissance de la technologie alimentaire et des ressources du groupe, il pilotera le programme technique, en liaison étroite avec le marketing, la recherche et la production.

Les candidats devront posséder une formation Agro-Alimentaire, Agronomie ou Biologie (niveau Ingénieur). Formation commerciale supérieure vivement souhaitée. Ils auront également 2 à 3 ans d'expérience du suivi technique ou de la vente d'un produit industriel agro-alimentaire.

Maitrisant les techniques de communication, l'ingénieur retenu devra pouvoir parler en ANGLAIS des réunions professionnelles de haut niveau. Une bonne pratique de l'allemand serait appréciée.

Ce poste, basé à Villefranche-sur-Saône, implique de nombreux déplacements dans les pays de la CEE.

Ecrire avec CV + photo + prétentions à **National Starch & Chemical - Service Ressources Humaines - ZI Nord - BP 438 - 69655 - VILLEFRANCHE-SUR-SAONE cedex.**

**National Starch & Chemical**

...Les Métiers des Techniques de pointe...

Carrière dans le secteur automobile

**CHEF DE PROJET  
INFORMATIQUE DE GESTION**

**TECHNAL**

REDACTEURS TECHNIQUES

OPÉRATION SPÉCIALE

...Les Métiers des Techniques de pointe...



Jeunes ingénieurs  
grandes écoles

**Lyon** FRAMATOME, leader en ingénierie nucléaire vous propose de rejoindre sa Division Services Industriels pour assurer la fonction de responsables d'interventions dans différents domaines.

**Ingénieurs électriciens**

Responsable de la cellule contrôle commande, vous intervenez sur sites nucléaires, managez nos équipes de techniciens et gérez les relations avec nos sous-traitants en faisant respecter nos impératifs de délai, coût et qualité (Réf. RIL 319).

**Ingénieurs mécaniciens**

Nous vous proposons l'une des missions suivantes :

- Intervenir sur les matériels auxiliaires des centrales nucléaires lors des arrêts de tranche. Parallèlement à cette activité, vous avez un rôle d'études (préparation de documents d'intervention, de coordination et de suivi de réalisations) (Réf. RIM 320).
- Conduire des opérations de maintenance spécialisée dans le domaine de gros équipements du circuit primaire en France et à l'Export. Vous participerez donc aux travaux d'analyse d'étude, de réalisations et d'amélioration des méthodes et outillages. (Réf. RCS 321).

Ces postes exigent de solides qualités d'animateur d'équipe et de fréquents déplacements en France et à l'étranger. Pratique de l'anglais appréciée.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite en précisant la référence choisie à : FRAMATOME Service EMPLOI, 10, rue Juliette Récamier, 69006 LYON. Téléphone : (16-1) 72.74.82.81.



LE FUTUR EN TÊTE

**SYSCOR** Créée en 1986, notre société de services en informatique (20 personnes, 24 % de rentabilité en moyenne par an) est spécialisée dans les domaines Banque et Finance.

Pour faire face à notre expansion, nous avons besoin de structures et de capacités complémentaires.

**INGÉNIEUR COMMERCIAL**  
Département « DÉLÉGATION DE PERSONNEL »

Vous possédez de préférence une première expérience de cette activité et vous êtes compétent dans la vente de services en SSII. Vous savez faire preuve d'autonomie, d'esprit d'initiative et de sens des contacts.

Nous vous offrons une rémunération motivante et la possibilité d'évoluer rapidement vers un poste de Directeur commercial.

Merci d'envoyer C.V. + lettre manuscrite + prétentions à :  
SYSCOR - Mademoiselle Isabelle PINQUET  
ZAC la Fontaine du Vaisseau  
4, rue Edmond-Michelet  
93360 NEUILLY-PLAISANCE - Tél. : 43-08-81-81.

Conduire sa  
carrière dans le  
secteur automobile

Filiale du Groupe EPEDA BERTRAND FAURE, nous sommes le 1<sup>er</sup> européen du siège automobile de par notre C.A. en constante progression (3,4 milliards de F en 1987, 4,5 milliards de F prévus en 1988) et de par notre solide implantation en Europe. Notre volonté d'expansion nous a amenés à nous développer outre-Atlantique : U.S.A., Canada. BERTRAND FAURE AUTOMOBILE, c'est aussi 10 000 personnes attachées à l'identité du Groupe qui nous constituent, décidées à se renouveler tous les jours pour satisfaire leurs clients, et à qui nous offrons les atouts nécessaires à la réussite individuelle de chacun. Diplômé d'une grande école d'ingénieur à dominante mécanique, vous êtes débutant ou avez une première expérience, vous êtes passionné par un milieu industriel très actif, vous souhaitez vous impliquer fortement. Vos qualités d'animateur et votre personnalité vous permettent de vous imposer. Nous vous proposons de rejoindre nos équipes sur le terrain pour évoluer ensuite au sein de notre Groupe en fonction des opportunités multiples dues à notre dimension internationale. Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature à la Direction du Personnel de BERTRAND FAURE AUTOMOBILE, 8 rue Jean-Pierre Timbaud, 78390 Bois-d'Arcy, ou de téléphoner au (1) 30.56.91.91 pour prendre rendez-vous.

BERTRAND FAURE AUTOMOBILE

Vos compétences bien utilisées

Vos compétences optimisées chez Apple

**INGÉNIEURS SYSTÈMES**

Derrière la réussite d'une entreprise, il y a souvent une idée simple. Chez Apple, notre idée se résume en une phrase : c'est avec des machines puissantes, mais simples d'accès que l'on donnera à chaque individu les moyens d'exprimer le meilleur de lui-même.

La force d'Apple réside dans son aptitude à reconnaître les vrais talents du marché et à leur offrir un cadre d'évolution et de développement personnel exceptionnel.

Bien optimiser vos compétences, c'est commencer par vous donner un rôle d'intégrateur de systèmes en mettant en œuvre votre connaissance approfondie des environnements réseaux et communication (Ethernet ou Token Ring, SNA, Decnet, DSA...) sur grands systèmes (IBM ou BULL, DEC, UNIX).

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs et parlez un "fluent English" ? Vous assisterez l'équipe des ingénieurs commerciaux Grands Comptes dans leurs négociations et participerez à la formation des ingénieurs technico-commerciaux.

Pour mettre en œuvre votre créativité et votre expérience au sein d'Apple, écrivez à Pierre GRELLIER, Directeur des Ressources Humaines, sous réf. IS/M, Apple Computer France, 12 avenue de l'océane, ZA de Courtabouf, 91956 LES ULIS cedex.

Consultez 3614 code Apple.

Révélez le meilleur de vous-même.

Apple

**CHEF DE PROJET**  
INFORMATIQUE DE GESTION

Filiale d'un Groupe International, nous sommes leader sur le marché de la conception et de la distribution auprès d'un réseau de professionnels, de produits destinés au secteur de la maison et à l'aménagement haut de gamme. Dans un contexte multi-sites et en liaison étroite avec le responsable logistique, le chef de projet informatique industrielle et les utilisateurs, vous aurez à concevoir et à élaborer les futurs systèmes d'information de gestion. Votre mission consistera à étudier les besoins exprimés par les utilisateurs et à rechercher des solutions informatisées ou non, destinées à optimiser l'organisation, l'information et les systèmes de gestion logistique et de production. De formation INGÉNIEUR (type ENSAM), vous avez une expérience d'au moins 3 ans acquise dans ces domaines. Une maîtrise de l'outil informatique est indispensable (IBM 38 souhâfé).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite, photo et prétentions), sous réf. 2902 à Geneviève BASTIE, TECHNAL, Département du Personnel, 270 rue Léon Joulin, 31037 TOULOUSE Cedex.

Gagnez du temps et obtenez la grève des postes en nous téléphonant au : (16) 61.41.11.45.

CRÉE L'ESPACE EN BEAUTÉ

**sed** société d'étude et de documentation

SOCIÉTÉ EN EXPANSION recherche **RÉDACTEURS TECHNIQUES** confirmés en **ÉLECTROMÉCANIQUE - ÉLECTRONIQUE INFORMATIQUE**

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation + CV + photo) à : S.E.D., 55, rue Benoît-Malon, 94250 GENTILLY

**ANIMER un SERVICE INFORMATIQUE dans une ENTREPRISE INDUSTRIELLE pleine de PROJETS...**

, filiale française du groupe GRACE, nous concevons, fabriquons et commercialisons des produits techniques haute performance en matériaux composites, destinés à des marchés industriels très diversifiés.

500 personnes, 20 % de croissance annuelle, 70 % du CA à l'export : notre développement s'accompagne de nombreux projets informatiques.

Notre schéma directeur, mis en place il y a 3 ans, a été conçu pour accompagner les objectifs stratégiques de la société. Le principe est un système de gestion intégré et interactif, basé sur le concept de base de données d'entreprise.

Nos axes principaux de développement : gestion de la production, de la technologie, le marketing, la gestion financière, la bureautique et la communication.

C'est dans ce contexte que nous vous proposons le poste de Responsable Informatique : il s'agit de diriger une petite équipe polyvalente très professionnelle, structurer et organiser les projets, conduire les études et choix d'investissements matériels et logiciels, assurer la coordination avec les spécialistes informatiques au niveau Groupe.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, vous avez tous les atouts de votre côté si votre expérience (5 ans au moins) de Chef de Projet confirmé ou Responsable Informatique en entreprise industrielle ou SSII vous a donné une bonne maîtrise de l'analyse fonctionnelle, du développement ou de l'adaptation de logiciels, de la conception de bases de données, des applications GPAO.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Notre Conseil ALGOE nous aide dans notre recherche. Merci d'adresser votre candidature (précisant votre rémunération actuelle) à Carole de CHILLY sous la référence 289 M.

ALGOE, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cédex.

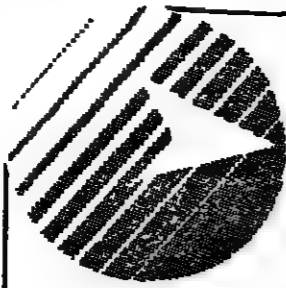
DE L'IDÉE... À L'ACTION

MEMBRE DE SWIAC



OPÉRATION SPÉCIALE

...Les Métiers des Techniques de pointe...



Matra Transport : N° 1 Mondial des métros automatiques

Notre maîtrise des technologies de pointe et des systèmes complexes, notre capacité à innover et notre volonté d'entreprendre nous ont permis, en quelques années, de devenir le N° 1 Mondial dans le domaine des systèmes de transports automatiques. Poursuivre notre expansion dans un contexte international très concurrentiel nous promet des défis comme nous les aimons : aussi difficiles que passionnants. Pour les relever avec succès, nous avons besoin de votre enthousiasme et de votre talent.

Ingénieur Electrotechnicien

Au sein de l'équipe projet ORLYVAL, vous aurez en charge la définition et la réalisation de l'alimentation en énergie du VAL, ainsi que la mise en œuvre des automatismes, des télécommandes et télésurveillance du système.  
Ingénieur Grande Ecole (Electrotechnique), vous avez déjà quelques années d'expérience (5 ans) de responsable d'affaire en installation d'équipements électriques qui vous auront permis de développer vos compétences en moyenne tension, basse tension et très basse tension, ainsi que votre sens du dialogue et de la négociation.  
Poste basé à MONTROUGE. **Ref. IE21M**

Ingénieur Système

Vous serez chargé de la coordination technique de l'un de nos projets d'automatisme ferroviaire. Vous assurerez la cohérence entre les interfaces fonctionnelles entre sous-systèmes, l'instruction des modifications système et vérifierez la cohérence entre ce système et l'exploitation.  
Diplômé d'une Grande Ecole (Centrale, Supélec...) option automatique, vous possédez une première expérience (2 ans) dans un domaine similaire où vous aurez pu faire valoir et développer vos qualités de rigueur et de sens de l'équipe. Poste basé à MONTROUGE. **Ref. IS1M**

Ingénieur Grande Ecole

En relation avec le Bureau d'Etudes, les sous-traitants et les fournisseurs, vous serez chargé dans le cadre de nos différents projets VAL des études de conception ou d'adaptation de la voie. La diversité des produits et matériaux (béton, acier, plastiques...) ainsi que des systèmes mis en œuvre (chauffage, appareil de voie...) exigent de vous des qualités de créativité mais aussi de rigueur dont vous aurez fait preuve lors d'une première expérience similaire d'environ 3 ans.  
Outre votre formation Grande Ecole Génie Civil, une spécialisation en calcul de structures et/ou de matériaux ainsi que la connaissance de l'anglais seront appréciées. Elles vous permettront de réussir dans ce poste (basé à LILLE) et d'entrevoir une évolution dans le cadre d'un projet. **Ref. IG1M**

Si vous souhaitez réussir et évoluer avec nous, adressez votre dossier de candidature (précisant la référence du poste choisi) à MATRA TRANSPORT - Direction du Personnel - 48/56 rue Barbès - 92120 MONTROUGE - Tél. 48.65.70.00

Ingénieur Responsable Equipements de simulation

Vous encadrerez une équipe d'ingénieurs et de techniciens (10 personnes) chargée de développer des outils de simulation, d'intégration et de maintenance pour nos systèmes d'automatismes. De manière ponctuelle, vous n'hésitez pas à vous impliquer personnellement dans la résolution de problèmes matériels et logiciels.  
Ingénieur Grande Ecole (Supélec, Télécom, Centrale...) vous avez au moins 5 ans d'expérience de développement d'équipements et/ou de moyens de test d'équipements et d'encadrement d'équipes. Vous maîtrisez bien la langue anglaise. La connaissance d'un environnement type VAX/PC - MS DOS - BUS VME 68000 serait un atout supplémentaire pour ce poste basé à MONTROUGE. **Ref. IRELM**

Ingénieurs Automaticiens

Vous participerez pour différents projets VAL, aux études et à la rédaction des spécifications fonctionnelles des équipements de pilotage automatique embarqués ou des sous-systèmes (télésurveillance, poste de commande centralisée) et des interfaces associées.  
Débutant ou ayant 2 ans d'expérience, votre formation d'ingénieur Grande Ecole (option Electronique ou Automatique) vous permettra de vous intégrer rapidement au sein de l'équipe en place. Postes basés à LILLE. **Ref. IALM**

Ingénieur Electrotechnicien

Dans le cadre de nos différents projets VAL, vous serez chargé des études basse tension et courants faibles (télé-surveillance, vidéo, sono, téléphonie). Vous participerez à l'élaboration des spécifications techniques et fonctionnelles et à l'établissement des plans.  
Ingénieur Grande Ecole (Supélec, INPL...) vous possédez une solide formation en électrotechnique. Débutant ou première expérience d'ingénieur d'affaire, une compétence en fibre optique serait appréciée dans ce poste basé à LILLE. **Ref. IE11M**

MATRA TRANSPORT

Résines et matériaux composites

manager la recherche  
notre challenge :  
rester les meilleurs

Dans un contexte de mutation technologique rapide, vous aurez à élaborer de nouveaux produits, répondant à de nouvelles applications ou à de nouveaux marchés.  
Vous animeriez un laboratoire de 10 personnes et suscitez la collaboration avec universités et centres de recherche.  
Ingénieur chimiste, une expérience de 7/8 ans vous a permis d'appréhender les derniers développements techniques relatifs aux produits epoxy, élastomères, silicones, et à leurs composites.  
Filiale d'un groupe multinational leader sur ses marchés, nous sommes une société industrielle très performante ayant pour clients l'aéronautique, l'automobile, l'électronique, l'industrie de loisirs...

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV sous la référence 1080.02 à notre conseil, par télécopie au 16 (1) 42.89.16.48 ou par courrier.

ONOMA BP 666 75367 Paris Cedex 08.  
PARIS, LILLE, LYON, NANTES, STRASBOURG

La Société  
KODAK-PATHÉ

Dans le cadre de son expansion,  
recherche pour son centre industriel, leader  
en Europe son :

RESPONSABLE  
SERVICE  
TRAVAUX

au sein du Département Maintenance  
et Travaux neufs

Poste basé à  
CHALON-SUR-SAONE

Agé de 30 ans environ, de formation ingénieur généraliste mécanicien ou électromécanicien (Arts et Métiers, Centrale Paris, Lyon, Mines...) vous avez une première expérience (2/3 ans) dans un environnement industriel, de la définition et de la mise en œuvre de projets : de création, rénovation, et amélioration de machines ou de bâtiments industriels.

Votre mission :  
Après intégration au sein du département, vous serez patron d'une équipe de 13 techniciens. Votre mission sera de contribuer à l'optimisation de notre outil de production.

Responsable des bonnes fins des travaux (détails, coûts, qualité), VOUS COUDUIREZ DES PROJETS D'EQUIPEMENTS définis par nos bureaux d'Etudes (machines, ou bâtiments industriels,) qui seront réalisés par vos équipes et/ou par des prestataires extérieurs.  
L'usage courant de l'anglais professionnel est impératif.

Au delà de la mission passionnante de ce poste, il constitue, à terme, pour un candidat à fort potentiel possédant compétences techniques, qualités relationnelles, de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Si ce challenge vous intéresse adressez rapidement C.V. + photo + salaire actuel sous la référence LM 1075 à Claude BERNARD au

Etant donné les perturbations actuelles de la distribution postale, vous pouvez nous adresser votre candidature par CHRONOPOST ou Télécopie (Tél. : 39.52.70.02).

CABINET BOTH  
Département Sélection Recrutement  
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU

5 MILLIONS DE M2 CONSTRUITS EN 10 ANS

DES REALISATIONS COMPLEXES ET PRESTIGIEUSES

DES TECHNIQUES NOUVELLES DE CONCEPTION ET DE GESTION



INTERNATIONAL  
Développement de la Construction

proposé à

JEUNES INGENIEURS  
GRANDES ECOLES

ayant une formation complémentaire commerciale ou technique :

- de valoriser leur capacité d'initiative,
- de parfaire leurs connaissances,
- d'acquiescer ou de compléter une expérience internationale en bureau d'études ou sur chantier, en venant rejoindre les équipes d'OGER INTERNATIONAL.

Les postes à pourvoir vous permettront d'affirmer votre personnalité et de préparer un avenir professionnel prometteur. Le choix de votre poste sera défini au cours d'un entretien avec un membre de la Direction qui sera chargé de votre bonne intégration au sein de notre société.

Adressez votre C.V. détaillé avec photo à :  
OGER INTERNATIONAL - Michèle DUBOS -  
1, Place Victor Hugo Paris-la Défense  
92411 Courbevoie cedex.

AVEC LA PERFORMANCE...



Spécialisés dans les EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES ET DE DEFENSE, la SFIM depuis plus de 40 ans maintient le cap de la performance et de la compétence. Dans le cadre de son évolution, la Direction Recherches et Développement recrute :

INGENIEURS  
ANALYSTES

(Réf. IA/11)

Temps réel pour applications logicielles.

Compétences techniques souhaitées :

Assembler 68000, microprocesseurs et chaîne croisée sur VAX/VMS.

INGENIEURS  
GENIE LOGICIEL

(Réf. IG/11)

Connaissances souhaitées :

Méthodes : SADT, SA...

Outils : SGBD, SPECIFS...

Mémos

Au sein de petites équipes jeunes et dynamiques, vous vous impliquerez dans des applications de haute technologie. Votre potentiel vous permettra d'évoluer au sein de notre société.

Que vous soyez débutants ou forts d'une première expérience, nous vous remercions d'adresser CV + photo sous la référence choisie à Isabelle DUMAS, SFIM, Direction des Affaires Sociales, 91344 Massy Cedex - Tél. 69.20.88.90

...LA COMPETENCE

OPÉRATION SPÉCIALE

...Les Métiers des Techniques de pointe...

Ingénieurs commerciaux, nos nouveaux produits vous ouvrent de larges horizons

Société de service spécialisée dans l'ingénierie de systèmes informatiques de gestion, la SIS, filiale de la Compagnie Bancaire, c'est 200 personnes dont 100 ingénieurs, 150 millions de CA en 1987 et un fort développement prévu en Europe.

Pour commercialiser de nouveaux produits, nous recherchons des ingénieurs commerciaux à fort potentiel. De formation grande école de commerce... ou bien titulaire d'un MBA, vous possédez une expérience commerciale de haut niveau et surtout le goût du challenge afin de rendre leader les produits dont vous serez responsable.

Nous développons 3 gammes de nouveaux produits dans les domaines suivants : gestion bancaire et financière, marketing téléphonique, génie logiciel. Le marché : les grandes entreprises, les banques et les administrations.

Rattaché au Directeur du développement, vous aurez toute l'autonomie nécessaire pour vendre les produits dont vous aurez la responsabilité. Votre force de conviction, votre goût de la négociation auprès d'interlocuteurs de haut niveau s'épanouiront sur un marché à votre mesure : la France puis l'Europe.

Nous vous proposons une rémunération à la hauteur de cette réussite, et de réelles possibilités d'évolution au sein de la SIS ou dans d'autres sociétés du Groupe.

La challenge vous motive ? Alors téléphonez au 45.01.38.82 le jeudi 24 ou le lundi 28, ou adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence 510 à Catherine Godard, Service Orientation Recrutement, 5 avenue Kléber - 75116 PARIS.



groupe compagnie bancaire

AERONAUTIQUE
INFORMATIQUE
ELECTRONIQUE

Votre expérience professionnelle vous donne aujourd'hui une bonne connaissance des secteurs aéronautique, informatique ou électronique professionnelle; de leurs entreprises, de leurs marchés, de leurs évolutions.

ANALYSTE FINANCIER

INGENIEUR
GRANDE ECOLE
3EME CYCLE DE GESTION

Nous vous proposons de valoriser cette expérience en rejoignant une Banque d'Affaires de 1er plan (Paris-Opéra) en tant qu'Analyste Financier.

Votre mission : réaliser des analyses financières sur les entreprises de ces secteurs, en intégrant la qualité des produits, leur potentiel technologique, leur gestion... et votre sens du diagnostic financier.

Diagnostic que vous développez en entretenant des relations avec les dirigeants d'entreprises ou les directeurs financiers en vue d'évaluations boursières, dans un premier temps.

Votre objectif est d'être pour la banque un "apporteur d'idées" en prévision d'affaires ou d'opérations financières à réaliser en lien avec les Directions Commerciales de la Banque.

Merci d'envoyer votre dossier (CV, photo, lettre manuscrite), sous référence 40844/M à Média-System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Leader en Ingénierie du logiciel scientifique et technique... Ingénieurs grandes écoles Région Parisienne... Mission: Développer et valider des méthodes numériques... Profil: Ingénieurs Grandes Ecoles (CENTRALE, INSA, X...) ou équivalent.

RESPONSABLE QUALITE TOTALE Fabrication grandes séries Bretagne

A sein d'un solide groupe français privé (1,2 milliard de Francs de CA), cette toute nouvelle unité industrielle prend le défi de fournir la construction automobile en flux tendus ordonnancés (250 personnes en 1991).

La Société KODAK-PATHÉ Dans le cadre de son expansion, recherche pour son centre industriel, leader en Europe son RESPONSABLE DE LA MISE EN PLACE DE PROJETS INDUSTRIELS

Agé de 30 ans environ, de formation ingénieur généraliste mécanique, électromécanique (Arts et Métiers, Centrale Paris, Lyon et Mines...), vous avez une expérience professionnelle de 4 à 5 ans.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ACTIVITÉS SPATIALES recherche un JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN Diplômé d'une Grande Ecole, il aura plus de 2 années d'expérience dans le domaine de la télémesure et connaîtra l'architecture informatique.

LA BOURSE Le Monde CAMPUS AUX STAGES

Ces entreprises et la Commission des Communautés européennes (programme Comett) vous offrent 100 stages en Europe.



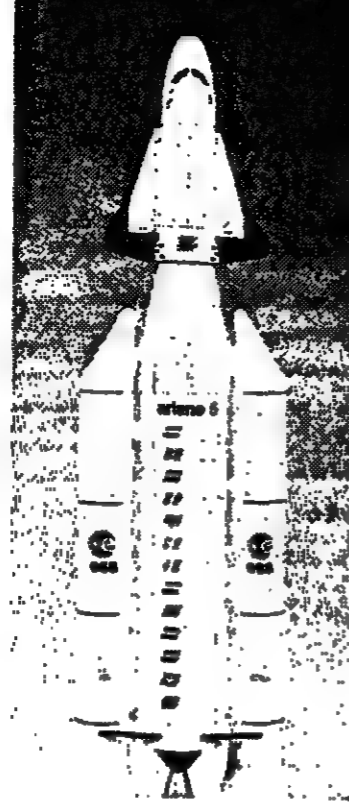
Vertical advertisement on the right side of the page, partially cut off, containing text like 'Les Mé...', '3 ing...', '2 ing...', 'A...', 'Avec la PERFORMANCE', 'INGENIEURS SYSTEMES', 'LA COMPETEN...', 'INGENIEURS ELECTROTECHNIENS DIPLOMES'.

OPÉRATION SPÉCIALE

...Les Métiers des Techniques de pointe...

PROGRAMMES ARIANE

6 INGENIEURS ASSURANCE-QUALITE



LA DIRECTION DES LANCEURS DU CNES A EVRY (91) RECHERCHE POUR LES PROGRAMMES ARIANE EN PHASE DE DEVELOPPEMENT OU DE PRODUCTION

3 Ingénieurs mécaniques

Vous avez acquis une expérience qui vous permettra de vous impliquer dans un des deux domaines suivants : - Cryotechnique : 2 postes à pourvoir. (Réf. QL/CR). - Ergots stockables (Réf. QL/ST).

2 Ingénieurs systèmes électroniques embarqués

Vous avez acquis une expérience qui vous permettra de prendre en charge la qualité - Des systèmes électriques lanceur (Réf. QL/SE). - Des opérations systèmes électriques et partie herte (Réf. QF/OP).

Associés aux équipes Projet du CNES ou aux équipes Production d'Arianespace, ces 5 ingénieurs devront faire évoluer le plan qualité dans leur domaine d'activité et veiller à son application, tant auprès de ces équipes que des industriels européens concernés. Des missions de quelques semaines à Kourou sont à prévoir 2 à 3 fois par an.

1 Ingénieur méthodes - qualité

Au sein d'une petite équipe Méthodologie - Formation - Audit, vous serez responsable de la réalisation des documents qualité généraux des programmes de développement et de production. Vous serez également responsable : - de la formation et de la sensibilisation en interne et chez les industriels européens associés aux programmes Ariane, - des audits Méthodes internes et externes. (Réf. QF/M).

Pour l'ensemble de ces postes, une expérience industrielle de 5 à 10 ans (maximum) est nécessaire, comme la pratique de l'anglais.

Les candidatures sont à adresser avec CV et photo sous la référence choisie à Monsieur le Chef du Département Personnel du Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.

Consultation de l'ensemble des postes offerts par le Centre Spatial d'Evry sur Minitel 3615 code CNESPACE.



CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

les compétences du futur

AVEC LA PERFORMANCE...

Spécialisée dans les EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES ET DE DEFENSE, la SFIM depuis plus de 40 ans maintient le cap de la performance et de la compétence. Dans le cadre de son évolution, la Direction Recherches et Développement recrute des :

INGENIEURS SYSTEMES

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous seconderez des Chefs de Projets dans l'ensemble de leur activité.

2 à 3 ans d'expérience dans le secteur équipementier ou activité similaire vous ont permis d'acquérir les compétences techniques indispensables à votre intégration.

Merci d'adresser CV + photo sous réf. IS/11 à Isabelle DUMAS, SFIM, Direction des Affaires Sociales, 91344 Massy Cedex. Tél. 69.20.88.80



...LA COMPETENCE

3 JEUNES INGENIEURS DIPLOMES DEJA EXPERIMENTES ET RICHES EN DEVENIR.



Société du Groupe L'AIR LIQUIDE, nous sommes spécialisés dans la production et la commercialisation d'équipements de bloc opératoire (180 personnes - 145 MF de CA dont 60 % à l'étranger). Avec une très forte implantation internationale, nous sommes l'un des 4 leaders mondiaux. Notre stratégie : anticiper et innover. Participez en première ligne, au sein de l'équipe de la Direction Industrielle de notre établissement de ROMAINVILLE (93), à la création des structures et des produits de demain et contribuez à leur expansion au sein de nos filiales françaises et étrangères.

INGENIEUR DE PRODUCTION RESPONSABLE DE LA FABRICATION

Mettre en place l'organisation de la production en lignes de fabrication sous ses aspects techniques et humains, tel est votre challenge. En outre, vous assurez l'animation et la coordination d'équipes de fabrication et de montage (environ 80 personnes), dans un objectif de qualité et productivité croissantes. Vous possédez une expérience de 3 ans minimum dans une fonction d'animation et d'encadrement d'ateliers ou unités de production (+ 50 pers.) acquise en PMI de l'industrie mécanique et utilisant des processus automatisés en petites et moyennes séries. Réf. POS/ALM

INGENIEUR BE, RESPONSABLE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Concevoir les produits adaptés aux marchés actuels et futurs à partir d'un cahier des charges défini avec le Marketing, en promouvoir la technologie et recommander les orientations nouvelles, tel est votre challenge. Intégrer la CAO/DAO fait aussi partie de votre mission, en vous appuyant sur une équipe de 7 techniciens. Vous possédez une expérience de 3 ans minimum en Bureau d'Etudes et R&D Industriel la CAO/DAO et traitant de la conception des ensembles industriels pluridisciplinaires (machines outils ou spéciales, robotique, etc.). Réf. POS/ALM

INGENIEUR RESPONSABLE DU SERVICE TECHNIQUE CENTRAL

Mettre en place et animer nos réseaux techniques de maintenance et d'après-vente dans un souci de qualité optimale, tel est votre challenge. Interface entre le BE, le réseau de distribution et les clients, vous intervenez dans la vie des produits depuis leur conception jusqu'à leur entretien en clientèle. Vous animez et coordonnez une équipe de 3 techniciens. Vous possédez une expérience de 3 ans minimum dans l'animation et l'encadrement d'un service SAV, acquise dans le secteur des biens d'équipements industriels de technologie sophistiquée. Réf. POS/ALM

Ces trois fonctions ciblées à larges perspectives d'évolution, s'adressent à des Ingénieurs Electromécaniciens âgés de 28-30 ans, diplômés ECAM, ICAM, INSA ou équivalent, possédant l'anglais courant et disponibles pour des déplacements en France et à l'étranger. Merci d'adresser votre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous référence choisie à notre Conseil : 34, rue du Colisée - 75008 PARIS

MORENO CONSULTANTS REIMS - PARIS - LYON

Les Services : encore plus fort chez DIGITAL !

La satisfaction du client est en effet l'objectif que nous poursuivons tous. Vous-mêmes,

Ingénieurs responsables de comptes clients

assurez la négociation et la vente de contrats de Services, qui garantiront à vos clients la disponibilité totale des Systèmes d'Information Intégrés que DIGITAL leur propose. En collaboration avec les compétences techniques de l'agence, vous êtes garant(e) de la qualité des services rendus, et êtes responsable de la gestion et du suivi de vos comptes. Vous intervenez dans des environnements très diversifiés (secteurs industriel et/ou tertiaire).

De formation technique supérieure, vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans l'informatique - de préférence dans le domaine de la maintenance - et un sens aigu du service en clientèle.

Une formation technique et commerciale vous sera proposée dès votre entrée, puis tout au long de votre parcours.

Les postes sont à pourvoir à PARIS, PUTEAUX et RUNGIS.

Adresser votre candidature, sous la réf. MON 582 à Sophie SAHLIC - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société



Dans le cadre du développement de nos missions de contrôle et d'assistance technique de sécurité auprès des entreprises, nous recherchons pour nos agences de Grenoble et Clermont-Ferrand :

INGENIEURS ELECTROTECHNICIENS DIPLOMES

Cette fonction requiert de réelles capacités de relation, d'organisation, d'initiative et d'autonomie. Des connaissances en automatismes seraient un plus. Merci d'adresser votre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence M 25198 à :



APAVE LYONNAISE Service Recrutement 177, route de Saint-Bel - BP 3 69611 TASSIN LA DEMI-LUNE CEDEX

Le partenaire technique des entreprises QUALITE - FIABILITE - SECURITE



La SOCIETE FRANCAISE de SOINS et PARFUMS (Signal, Gibbs, Rexona, Axa, Timotei) filiale du Groupe UNILEVER recherche un jeune

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL ACQUISITEUR MATIERES PREMIERES - ENSCP, ESPCI, ENSIC

Intégré à une équipe de 8 personnes, vous prendrez en charge l'approvisionnement de l'usine en matières premières nécessaires à la fabrication de nos produits. Vous vous attacherez à obtenir la meilleure qualité et les meilleurs délais de la part de nos fournisseurs aux conditions les plus économiques pour la société. Récemment diplômé d'une grande école de chimie, vous montrez des qualités d'autonomie, de communication et de négociation, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais. Vos possibilités d'évolution ultérieure seront à la mesure de vos résultats et de la dimension internationale du Groupe UNILEVER.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) en précisant la réf. 23/88 M à UNILEVER FRANCE SERVICES - Recrutement et Sélection des Cadres - 157, boulevard Haussmann - 75382 Paris Cedex 08.



UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

de pointe... Ingénieurs grandes écoles RESPONSABLE QUALITE TOTALE Publication (17 ans) series AMB ANTI SOCIETE DES SPATIALES JEUNE REVUE ELECTRONIQUE EUROPEL OFFICIEL AGFA

OPÉRATION SPÉCIALE

...Les Métiers des Techniques de pointe...

**ALCATEL ESPACE**

## L'univers des grands projets

Spécialiste des Télécommunications Spatiales.  
Dans le cadre des programmes **INTELSAT VII, HERMES, COLOMBUS...** à TOULOUSE rejoignez notre Equipe

### INGENIEURS FIABILITE/QUALITE

Votre expérience, supérieure à 5 ans, se situe dans l'un des domaines suivants :

- **Qualité logiciel** (R.M. 27)
- **Qualité composants** (R.M. 28)
- **Chef de projet assurance qualité** (R.M. 29)
- **Matériaux et procédés** (R.M. 30) hybrides puces nues, process

Diplômé d'une Grande Ecole ou Université, vous exercerez un métier passionnant, dans un secteur de pointe, dans l'une des filiales d'un groupe international leader dans son domaine. Faites-nous parvenir un dossier de candidature, en indiquant la référence choisie, à : **ALCATEL ESPACE, Direction du Personnel, BP 1187, 31037 TOULOUSE Cedex.**

**ALCATEL ESPACE** 

## Jeunes ingénieurs

Spie-Batignolles vous propose d'être les acteurs de son développement, en rejoignant ses équipes de conception et de réalisation d'affaires.

### INGENIEUR D'AFFAIRES INSTRUMENTATION

Votre objectif ? Prendre en charge la responsabilité globale d'une affaire, de l'étude à la réalisation, en piloter tous les aspects : commercial, technique et gestion.

### ASSISTANCE TECHNIQUE AUTOMATISMES

Votre goût pour la mobilité géographique, votre attrait pour la diversité de situations feront de vous le responsable technique de projets d'automatisme auprès de nos clients en France et à l'étranger.

Ingénieurs Grande Ecole (ESE, IDN, ENSIEG, ENSEM, ENSEEIHT...) vos perspectives d'évolution seront à la mesure de vos ambitions dans le cadre d'un groupe international aux activités pluridisciplinaires.

Nous vous remercions de prendre contact, en précisant le poste choisi, avec Spie-Batignolles, Edison 6, Service du Personnel, Parc St-Christophe, 958 01 Cergy-Pontoise.

Vous pouvez également téléphoner à Jean-Marie LAMBERT au 34.22.53.68.

**Spie Batignolles**

UN ESPRIT D'ENTREPRISES

### INGENIEUR MECANICIEN

## VENEZ DECOUVRIR UN ESPACE DE REUSSITE

La qualité, le dynamisme et la créativité... autant d'atouts réunis qui ont permis à TECHNAL de s'imposer comme leader de la conception et de la distribution de systèmes aluminium pour la maison et l'aménagement de haut de gamme.

TECHNAL, filiale du Groupe International ALCAN, c'est aujourd'hui près de 800 personnes (moyenne d'âge 34 ans) alliant professionnalisme et goût de la réussite. Partez à la découverte de l'espace carrière TECHNAL :

- Vous êtes Ingénieur mécanicien diplômé (AM, INSA, ENIT, ENSEEIHT...), de la conduite d'études à la mise au point des produits et des systèmes, vous serez étonné par l'ambition de nos projets technologiques.
- Nous vous proposerons de découvrir notre groupe au travers de missions d'environ 6 mois dans l'une de nos unités en France ou en Europe (la maîtrise de l'anglais est donc nécessaire).
- A moyen terme, et enrichi de ces expériences, vous choisirez avec nous votre affectation définitive dans l'une des Sociétés du Groupe.
- Pour parler ensemble de votre futur espace de réussite, rencontrons-nous.

TECHNAL - Geneviève BASTIE - Responsable du Recrutement 270, rue Léon Joulin, 31037 Toulouse Cedex. Tél: (16) 61.41.11.45.

**TECHNAL** 

C R E E L' E S P A C E E N B E A U T E

Chez un constructeur qui privilégie la satisfaction du client, les performances de l'après-vente sont de toute première importance. Notre objectif : garantir la pérennité des produits au travers de Services de très haute qualité. Nous développons l'activité de :

## Support et conseil à la vente de Services

Interface opérationnel(le) entre Marketing et les équipes de vente de Services, vous développez et mettez en place les moyens et outils qui permettront d'accroître encore l'efficacité des Responsables de comptes clients et la pertinence de notre offre.

De formation technique supérieure, vous avez une expérience réussie d'environ 7 à 10 années chez un constructeur

informatique, en qualité de Responsable de comptes clients par exemple, ou de Manager d'équipe de maintenance.

Votre connaissance de l'anglais est un plus. Si cette opportunité vous intéresse, adressez votre candidature sous référence MON 593 à Sophie SAHUC - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - BP 138 - 91004 EVRY CEDEX.

**Digital : un choix de société**

**digital** 

**IFREMER**

Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer recruté pour la sous-direction technique de son centre de Brest

## Un Ingénieur A.S.M

Grande Ecole ou Docteur Ingénieur

- Possédant de solides connaissances :
  - traitement du signal,
  - modèles numériques,
  - microprocesseurs spécialisés.
- 2 à 3 ans d'expérience ou de spécialisation vivement souhaités.
- Pratique courante de l'anglais.

**Objectifs :**

- Développer l'Acoustique Sous-Marine Civile appliquée à la mesure océanographique, la détection des poissons et la transmission de données.
- Assurer l'application et le transfert industriel de ces travaux.

Envoyer CV et prétentions à **IFREMER - Service du Personnel** 66, avenue d'Iéna - 75116 PARIS.

Nous sommes la jeune filiale (60 pers environ - C.A. 500 MF) d'un important groupe pharmaceutique américain performant. Nous produisons des molécules chimiques de haute technicité et les différentes étapes de notre fabrication relèvent de la chimie fine.

Membre du Comité de Direction et rattaché au Directeur Général nous confions à notre

## DIRECTEUR DE PRODUCTION

CHIMIE FINE

des responsabilités importantes :

- l'atteinte des objectifs de fabrication dans ses aspects : quantité/qualité/délais,
- l'amélioration de la productivité par la recherche et la mise en place de nouveaux process et nouveaux investissements,
- l'amélioration et la coordination de son équipe (85 pers),
- la gestion de ses budgets.

Agé de 35 ans environ, Ingénieur Chimiste, vous avez impérativement une expérience d'au moins 5 ans dans différentes responsabilités "haut niveau" liées à la fabrication au sein d'une unité de chimie fine organique.

Rationnel et autonome, vous êtes un animateur d'équipes et un manager imaginaire sachant faire avancer les choses. Angliste professionnel indispensable.

La rémunération et l'intérêt de la fonction sont de nature à attirer des candidats de valeur.

Le poste est situé à 60 kms au Sud-Ouest de Paris (proximité Rambouillet).

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. **SPF/13 M & KEY MEN** - 2, avenue de Paris, 45000 ORLEANS - Tél. (18) 38.68.07.61

**KEY MEN**

GRUPPE DANIEL PONTÉ CLONNÉ LTANTS

## INGENIEUR LOGICIEL AVANT-VENTE

Chef de projet logiciel, vous avez environ 5 ans d'expérience professionnelle qui vous ont permis d'acquies une compétence étendue en conception et développement de systèmes temps réel intégrant des réseaux, des SGBD, ou des outils graphiques de l'I.A.

Vous maîtrisez la technique et souhaitez maintenant élargir votre carrière à d'autres dimensions du métier.

Basé en région Parisienne, vous interviendrez en amont du cycle de conception et développement de grands systèmes pour : répondre aux appels d'offres (France et l'étranger) à définir une offre système standard et spécifier des études avancées et contrôler leur avancement.

Nous sommes la division d'une grande Entreprise assembleur et constructeur électronique et informatique. Nous souhaitons vous intégrer dans notre groupe «marketing systems» spécialisé sur l'avant-vente et les pré-études, plaque tournante vers de nouvelles responsabilités.

Si vous avez répondu à cette annonce parue dans le Monde du 25/10, nous vous en remercions. Vous pouvez nous appeler au 49.11.73.32.

Sinon, merci d'adresser votre candidature sous référence **B 826** à notre Conseil - 315, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD CEDEX

**SYSECA SELECTION**

**hutchinson**

Nous sommes un GRAND GROUPE d'envergure internationale en plein développement (AGILE, PAULSTRA, MAPA...)

Vous êtes

## INGENIEUR GENERALISTE DEBUTANT

### CONJUGUEZ EVOLUTION PROFESSIONNELLE ET ART DE VIVRE AU PAYS DES CHATEAUX DE LA LOIRE !

Votre formation du type CENTRALE, AM, IDN, ENSI... vous prépare à :

- Assurer la maîtrise des Systèmes d'Information d'un Département Industriel de notre Groupe : études d'organisation, cahier des charges, mise en place des moyens...
- La politique interne de formation vous permettra rapidement de devenir le Responsable des Systèmes d'Information du site.

Une formation complémentaire du type IAE serait un atout.

Merci d'adresser CV, photo, prétentions sous réf. **LM2/FT** à notre Conseil : Anna STAROSWIECKI - **INFOSAMA** 7, rue Pasquier 92 02116 PARIS

...Les Métiers

**Perstorp Bala**

Responsable Application et Développement

**COMPTON**

POUR MIEUX VOIR VOTRE AVENIR

**INGENIEURS ELECTRONIQUES**

**THOMSON**

**IFREMER**

Ingénieur Grande Ecole

**UNILOG**

INGENIEUR RESPONSABLE DE PRO...



OPÉRATION SPÉCIALE

...Les Métiers des Techniques de pointe...

de pointe...
PREMIER
Ingénieur A.S.M.
DIRECTEUR DE PRODUCTION
LOGICIEL AVANTAGE
Johnson
CONJUGÉ
PROFANE
ET ART DE
DES CIA

**Perstorp Bakélite**

Filiale du Groupe suédois PERSTORP AB (5 milliards FF 5 800 personnes). Leader mondial des matières à mouler thermodurcissables, phénoliques et aminoplastes.

**Responsable Applications et Développement**

C'est en étroite relation avec les filiales européennes et les autres laboratoires de recherche du groupe et surtout avec nos clients que vous élaborerez et ferez évoluer nos produits. Avec votre équipe Applications et Développement dont vous assurerez l'organisation dynamique, vous serez également un interlocuteur auprès de notre équipe Fabrication. Homme de méthodes, vous serez chargé du développement des procédés et équipements.

De formation ingénieur chimiste ou génie chimique ou plasturgiste, vous avez également un très bon niveau mécanique et vous avez une expérience en recherche appliquée et développement, si possible dans notre domaine ou dans celui des matières plastiques. Vous maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence PA 81 à notre Conseil qui traitera les candidatures en toute confidentialité.

2, rue Louis Daud - 75782 PARIS CEDEX 16  
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

**COCEPLAN**

**S'unir, c'est gagner**

**POUR MIEUX VOIR VOTRE AVENIR...**

Electronique, Optique, Mécanique, et Informatique ont donné naissance à une technique de pointe pour les équipements de demain : l'Optique. La DIVISION DES ACTIVITES OPTIQUES du Groupe THOMSON renforce donc ses équipes pluridisciplinaires et recherche des

**INGENIEURS ELECTRONICIENS**

de formation Grandes Ecoles, débutants ou avec une première expérience.

Au sein de nos laboratoires d'études, vous concevrez les équipements optiques des futurs engins aérospatiaux ou terrestres de la Défense Nationale.

Adressez votre dossier à THOMSON-CSF  
DIVISION DES ACTIVITES OPTIQUES  
Service du Personnel - 52, rue Guymer  
92130 Issy-les-Moulineaux.

**THOMSON**

**IFREMER**

Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer recrute pour son siège de PARIS un

**Ingénieur Grande Ecole**

qui sera chargé de la Conduite d'un projet de réalisation d'un navire océanographique spécialisé, construit en collaboration multilatérale.

Une expérience en chantier naval ainsi que la maîtrise de l'anglais et de l'allemand seraient souhaitables.

Envoyer CV et prétentions à  
IFREMER - Service du Personnel  
66, avenue d'Iéna - 75116 PARIS.

**JEUNES INFORMATIENS POUR JEUNE ÉQUIPE**

Filiale "Assurances" de la BNP nous avons un développement rapide et nous cherchons de jeunes

**MAGE, INGÉNIEURS**  
Option INFORMATIQUE  
Débutants ou 1<sup>re</sup> expérience

pour développer notre gestion financière et nos nouveaux produits d'Assurance.

La formation et l'expérience que nous leur donnerons leur permettront de prendre à terme la responsabilité complète de projets.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence NV/766, à notre Conseil

**UNILOG**  
Conseil en Recrutement  
9, rue Alfred de Vigny - 75008 PARIS  
Membre de SYNTEC Informatique  
Téléphone (1) 47 66 03 22.

Groupes de consultants, notoriété internationale, spécialisés en stratégies, évaluation, mise en œuvre de programmes et projets, secteur de l'énergie France, Europe, Amérique latine, Asie

recherche

**INGÉNIEUR RESPONSABLE DE PROJETS**

Solide expérience en économie. Maîtrisant les stratégies d'approvisionnement et d'utilisation rationnelle de l'énergie, connaissant notamment les technologies électriques.

Adresser dossier de candidature sous n° 8017.  
LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

**A produits performants, hommes compétents.**

**INGENIEURS INFORMATIENS ET/OU ELECTRONICIENS :**

Une image de marque toujours plus grande, des chiffres de plus en plus significatifs : + 19 % de commandes, + 23 % en CA, + 35 % de bénéfice net et 228 nouveaux produits en 1987. Et toujours une priorité, la qualité de notre service.

Résultat : en 1987, la Division Technique HP est classée N° 1 des constructeurs par DATAPRO en satisfaction clientèle.

Système de gestion HP 3000/UNIX. Système d'information, Génie logiciel UNIX. CAO électronique et mécanique. Hyperfréquences. Systèmes de tests fonctionnels. Instrumentation générale. Analyse et Traitement du Signal, Réseaux, Micros... Une équipe de professionnels HP vit sa passion, s'investit et gagne.

Ingénieur logiciels, ingénieur d'applications, Consultant ou Responsable de projets, si vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de gestion avec une expérience de 3 ans minimum, nous vous proposons (après une période de formation sur nos produits) d'apporter vos conseils à nos clients, dans votre spécialité.

Identifier les besoins d'un client, le qualifier techniquement, bâtir et proposer des solutions, convaincre par une démonstration, organiser des benchmarks, faire évoluer les applications existantes... autant de missions qui vous conduiront à gérer un portefeuille de clients, à développer vos compétences sur un ou plusieurs domaines au sein d'équipes de professionnels. D'intéressantes opportunités vous seront ensuite offertes au sein d'HP : Expertise technique, Vente, Management, Marketing, Production...

De nombreux postes sont à pourvoir sur Paris et la province.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence AEO/01/M, à Hewlett-Packard France, Etablissement Commercial, Service Recrutement, 2 avenue du Lac, 91040 Evry Cedex. Télécopie : (1) 60.77.53.91.

**hp HEWLETT PACKARD**

**DIVISION HELICOPTERES**  
Etablissement de La Courneuve (93)

**ensemble pour gagner**  
Ingénieurs ensam, ensica, ecam, insa...

Rejoignez

- le Département Etudes pour participer à la définition, aux choix technologiques, ou aux calculs de nouveaux produits faisant appel à une technologie de pointe dans le domaine des pales d'hélicoptères. Réf.CN/DE88L
- le Département Production pour étudier l'évolution technologique de nos fabrications avant d'assurer la responsabilité d'un secteur de production. Réf.CN/P88F

Pour ces postes, une première expérience réussie ainsi qu'une bonne connaissance des matériaux composites seraient appréciées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo) précisant la référence du poste choisi, au Chef des Relations Sociales - 2 à 20 avenue Marcel Cachin - 93126 La Courneuve Cedex ou téléphonez au 48 36 39 66 (en raison des perturbations postales)

**aérospatiale**

**TOUTES VOS RESSOURCES POUR ATTIRER ET GERER LES NOTRES.**

Avec 1 milliard de CA, plus de 2000 collaborateurs, 20 ans d'expérience dans le domaine de l'ingénierie informatique, 100 % de croissance interne en 5 ans ; Telesystemes fonde son avance sur la qualité, le savoir-faire et l'engagement de ses ressources humaines. C'est la raison pour laquelle nous avons créé un centre de compétences constitué de consultants en recrutement de haut niveau. Ils sont chargés d'apporter toutes les solutions qualitatives en réponse aux attentes de leurs clients internes. Pour animer et diriger cette équipe, nous recherchons le

**RESPONSABLE DU RECRUTEMENT**  
qui saura définir, concevoir et mettre en place la politique de recrutement à court, moyen et long terme. Coordonner, animer, motiver, gérer la mobilité et les carrières : une mission passionnante pour un professionnel du recrutement d'informaticiens. A 30/35 ans, après une formation supérieure, 5 ans d'expérience sur le marché de l'informatique vous ont donné l'autorité de compétence nécessaire pour atteindre vos objectifs.

Par ailleurs, nous recherchons des

**JEUNES CONSULTANTS**  
correspondant à ce profil et justifiant d'une première expérience de 2 ans dans la fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à l'attention de Serge Bizouerne, par courrier ou, en raison des perturbations actuelles, par télécopie. Télécopie : Dans les bureaux de poste, en composant le 16 (1) 43.20.02.26. Courrier : TELESYSTEMES - 115, rue du Bac - 75007 PARIS.

**Telesystemes**

OPÉRATION SPÉCIALE

...Les Métiers des Techniques de pointe...

**GROUPE CHIMIQUE DE DIMENSION INTERNATIONALE (CLAMART 92)**

**JEUNE ARCHITECTE RESEAU**

**LA VOLONTÉ D'ENTREPRENDRE**

Venez concevoir et mettre en place notre nouveau réseau pour faire face à la forte expansion de nos besoins. Vous serez à l'écoute des différentes sociétés utilisatrices du Groupe et travaillerez en étroite relation avec les équipes télécommunications internationales.

Diplômé d'une école d'ingénieur, vous maîtrisez VTAM/SNA, X25, les réseaux locaux, les systèmes de câblage, RNIS ainsi que la langue anglaise suite à une première expérience au sein d'une SSII ou dans l'équipe réseau d'un constructeur.

La dimension du Groupe devrait vous permettre, après cette première expérience réussie, d'accéder à de plus larges responsabilités dans le cadre d'une évolution de carrière ou en Europe.

Si la perspective de rejoindre un groupe en pleine expansion vous intéresse, merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), s/réf. 88/11/INF, à I.C.I. FRANCE - Direction des Ressources Humaines - 1, avenue Newton - 92142 CLAMART Cedex.

**ICI**

**Leader mondial dans son domaine de MATÉRIAUX HAUTE TECHNOLOGIE**

**CORNING GLASS** recrute pour son Centre Européen de Recherche et Technologie de FONTAINEBLEAU (77)

**INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT INSTRUMENTATION**

Au sein d'une équipe spécialisée dans les matériaux et systèmes, vous participerez à un projet important de mise en œuvre de nouveaux produits de haute technologie. Vous prendrez en charge la conception et réalisation des outils de mesures adaptés à cette technologie de pointe ainsi que l'élaboration des prototypes de ces nouveaux produits.

Profil : Ingénieur Physicien diplômé(e) d'une Grande Ecole ou équivalent, vous avez une solide expérience en techniques instrumentales acquise au cours d'une formation par la Recherche.

En plus de connaissances approfondies en électronique, optique et informatique, nous recherchons un collaborateur ayant un goût prononcé pour l'expérimentation.

Merçi d'adresser lettre manuscrite et CV à CORNING EUROPE Service du Personnel, réf. 11019, B.P. N° 3, 77211 AVON Cedex.

Institut TELESYSTEMES, filiale de FRANCE TELECOM recrute pour de grandes entreprises du secteur de l'Ingénierie des Télécoms :

**10 DIPLOMÉS GRANDES ECOLES**

ou universitaires toutes options

**INGENIEUR : SUPELEC, MINES, CENTRALE...**  
**GESTION : HEC, ESSEC, ESC...**

pour les fonctions de :

**CHEFS DE PROJET / CHEFS DE PRODUIT**

Les candidats, débutants ou ayant une première expérience, seront intégrés dès leur recrutement dans un programme post-ingénieur de niveau international dans l'un des centres CITCOM à Paris, Nantes, Montpellier ou Sophia Antipolis.

**Institut Telesystemes**

Envoyer CV sous référence CIT-12 à l'Institut TELESYSTEMES 11-15 rue Sorfette - 75014 PARIS.

**Directeur industriel de PME en développement**

**LA ROCHELLE**

**Compagnie ANGBAUD.** Nous sommes le 1er producteur de fertilisants organiques en Europe, société de 200 personnes, 3 Usines de 10 à 30 personnes et 3 filiales, CA 200 millions, rattachée à un grand groupe français. Nous offrons le poste de Directeur Industriel à un ingénieur AM, ENSI, HEI, INSA ou équivalent. Ce poste s'adresse à un candidat d'au moins 30 ans, ayant de très solides connaissances en mécanique et électrotechnique et une expérience de production d'au moins 3 ou 4 ans. Ses missions concerneront l'entretien, l'exploitation et l'amélioration des unités existantes et la conception et la réalisation de nouvelles unités de production. Directement rattaché au Président Directeur Général, il collaborera quelques mois avec le titulaire actuel du poste qui prendra ensuite sa retraite. Ce poste nécessite une personnalité affirmée, des dons réels d'animation et de formation, de bonnes capacités de conception et d'organisation. Lieu de travail : La Rochelle, nombreux déplacements.

Prière d'adresser lettre man. et CV détaillé en précisant votre niveau actuel de rémunération à D. de LARIVIERE, sous réf. 11767/M, qui étudiera votre dossier en toute discrétion - 846-CEGOS Tour Vendôme 92516 BOULOGNE Cedex.

**CEGOS**

**Ingénieurs Informaticiens**

Ecoles d'Ingénieurs, de Commerce (Gestion Finance), Miage... 1ère expérience, confirmés

Leader français de l'informatique financière, **CONCEPT S.A.** conçoit et développe depuis 15 ans des logiciels haut de gamme sur micro.

Nous souhaitons aujourd'hui renforcer l'équipe de nos Départements Techniques par l'intégration d'informaticiens expérimentés.

Ces fonctions conviennent à des ingénieurs justifiant d'une expérience de 2 ans minimum en informatique de gestion et de la connaissance de plusieurs langages.

Elles requièrent une réelle ouverture d'esprit, des qualités de rigueur et de synthèse : la capacité d'adaptation et le sens de la relation client sont des atouts.

Enfin, notre souci d'assurer la meilleure qualité de service, le haut niveau d'exigence de nos clients impliquent de ceux qui vont nous rejoindre un investissement personnel important.

Merçi d'adresser lettre manuscrite, rémunération actuelle, CV sous référence 21178 à **CONCEPT RECRUTEMENT**, 2, pl. A. Malraux 75001 PARIS, qui assure toute confidentialité. Téléphone : 40.15.05.28.

**concept Recrutement**

Conseil en recrutement financier

**QUALITE EN CONCEPTION**

**Participez à la création d'une base de données relationnelles.**

Concevoir les systèmes les plus performants avec pour objectif constant : LA QUALITE, telle est l'opportunité que nous proposons à un **INGENIEUR GRANDE ECOLE.**

Vous coordonnerez les activités relatives à la qualité en conception. Dans ce contexte, vous participerez à la création d'une base de données relationnelles, véritable outil de gestion, qui permettra d'optimiser la fiabilité et la sécurité de nos systèmes.

Vous souhaitez valoriser votre première expérience de la fonction ; vos solides connaissances théoriques, votre maîtrise de l'informatique (systèmes) ainsi que votre anglais courant vous permettront de réussir dans cette mission fortement évolutive.

Le poste nécessite de nombreux contacts tant en interne qu'en externe.

Merçi d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au service du personnel sous référence IQE/MO, **AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION** 78, quai Marcel Dassault - 92214 SAINT CLOUD

*Ch. Jeanin*

**AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION**

**SODERN** Société de haute technologie, recherche

**Ingénieur électronicien**

pour la conception et l'expérimentation de systèmes de contrôle non destructif utilisant des générateurs de neutrons. Electronicien de formation, intéressé par la physique, il aura acquis une première expérience du développement de produits professionnels. Des connaissances en physique nucléaire seraient appréciées. réf. LE.

**Ingénieur physicien confirmé**

pour animer une équipe d'ingénieurs et conduire des études systèmes d'équipements d'analyse de rayonnements et de durcissement de matériaux opto-électroniques embarqués. Une formation Grande Ecole ou Universitaire à dominante électronique et physique théorique et nucléaire est requise. Une expérience des technologies des composants électroniques et la maîtrise des méthodologies d'étude et de conception assistées par ordinateur sont souhaitées. réf. LP.

Pour ces deux postes, une bonne pratique de l'anglais est un atout. Les possibilités d'évolution sont réelles.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae en précisant la référence choisie à **SODERN**, Service du Personnel, 1 avenue Descartes, 94451 Limeil-Brevinnot Cedex.

GTM B.T.P. et ses Filiales (6 000 personnes) réalisent un C.A. de 4 milliards dans les domaines du bâtiment, du génie civil, des travaux routiers et terrassements. Filiale du groupe GTM ENTREPOSE, elle est l'un des leaders du BTP en France.

**Jeunes ingénieurs**

vous avez le tempérament et le goût d'entreprendre, de lier la technique à l'action. Le bureau d'études et la réalisation de travaux vous amèneront à découvrir la passion d'un métier en étant intégrés, dès le départ, à une équipe opérationnelle qui vous aidera à prendre rapidement des responsabilités. Après quelques années d'expérience, vos capacités personnelles vous permettront d'être le numéro un sur des affaires que vous réaliserez complètement.

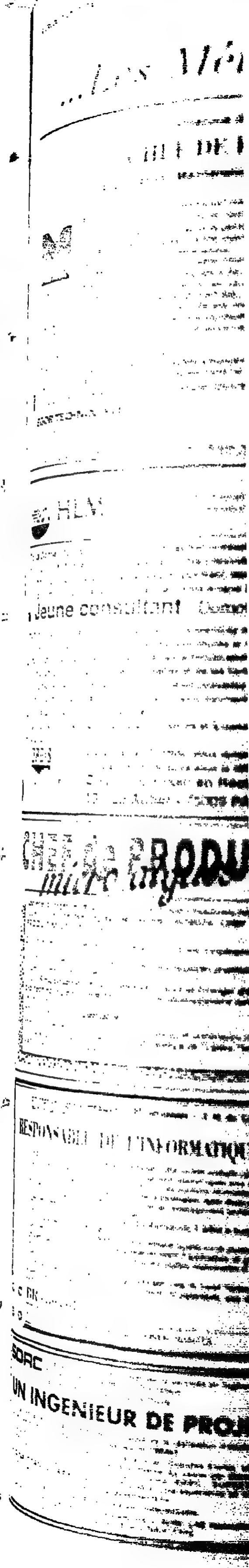
Des postes sont ouverts dans toutes les régions.

Les responsables de GTM B.T.P. sont prêts à vous rencontrer.

Envoyez votre CV, + photo et vos prétentions, sous réf. 49208, à la Direction du Personnel de GTM B.T.P. - 61, avenue Jules Quentin - 92000 NANTERRE (télécopieur: 47.95.66.32).

**GTM** BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

**IMAGINER POUR ENTREPRENDRE**



OPÉRATION SPÉCIALE

...Les Métiers des Techniques de pointe...

**Informatique de gestion**  
**CHEF DE PROJET**  
 Exploitation - Maintenance - Développement

**M** La société "Carrières de la Meillerie" leader dans son domaine (exploitation de carrières et commercialisation de produits de viabilité) possède un service et des outils informatiques qui lui permettent d'assurer la gestion en temps réel de l'ensemble de ses sites et régions. Son développement et ses objectifs de performance la conduisent actuellement à renforcer son potentiel informatique.

Collaborateur direct du responsable informatique, le "Chef de Projet" aura pour mission d'une part, de suivre l'exploitation et la maintenance des outils et des applications existants (environnement IBM 38 et configuration réseau) et d'autre part, de participer à l'implémentation et au développement d'une nouvelle configuration informatique (IBM AS 400).

Nous souhaitons recruter un informaticien (25 ans minimum) possédant une qualification du niveau "chef de projet" et ayant acquis une expérience significative (3/5 ans) de l'exploitation et du développement d'outils informatiques de gestion. La connaissance de l'environnement IBM serait, bien évidemment, appréciée.

Le poste est basé en région parisienne. Les conditions offertes ainsi que les possibilités d'évolution au sein de l'entreprise ou du groupe dont elle dépend, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 6480 L à :

**EGOR TECHNOLOGIES**  
 125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

**EGOR**

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRUNN

**Adjoint au directeur approvisionnements/production**

**250.000 F**

Mécanique et techniques hydrauliques - Notre entreprise (200 personnes, 170 millions de francs de chiffre d'affaires) est leader en Europe dans la fabrication et la diffusion de produits hydrauliques ayant de multiples applications dans différents domaines industriels. Notre implantation principale se situe en proche banlieue ouest. Nous y recherchons un ingénieur confirmé pour succéder le directeur approvisionnements/production et, à terme, le remplacer. Le département comprend trois services: achats, gestion des stocks et production (montage); il rassemble une cinquantaine de personnes. Le poste s'adresse à un homme âgé d'un maximum 30 ans, de formation ingénieur mécanicien (ENSAI, ECAM, ICAM, INSA, ENSM...) parlant anglais et possédant une expérience industrielle significative (méthodes, industrialisation, achats de sous-traitance, par exemple). La rémunération, fonction des compétences offertes, sera de l'ordre de 250.000 francs au départ et évoluera rapidement, après intégration. Ecrire à G. MASSON en précisant la référence A/583528A. (PA Minitel 36.14 code PA)

**PA**  
 PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE  
 3, rue des Gobelins - 92521 NEUILLY Cedex - TEL. 47.47.11.84  
 Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**HLM** Union Nationale des Fédérations d'Organismes d'Habitations à Loyer Modéré

Paris 8ème - Nous sommes une organisation professionnelle représentant environ 1.000 organismes de HLM. Notre informatique joue un rôle prépondérant dans le développement des services que nous proposons à nos adhérents, notamment, dans les domaines techniques de pointe tels que la domotique et la télématique. Ceci nous amène à recruter un

**Jeune consultant - Domotique - Télématique**

Intégré à notre Direction Informatique, vous prendrez en charge la recherche et l'application de nouveaux concepts dans les domaines domotiques et télématiques dans l'habitat.

En contact avec le milieu industriel et les administrations, interlocuteur privilégié de nos adhérents, vous aurez pour mission de les conseiller et de les former à la bonne utilisation de ces produits. Après une école d'ingénieur (ESTP...), vous possédez une expérience d'environ 3 ans acquise sur un site comparable (environnement micro, bâtiment) soit en tant qu'informaticien soit en tant qu'utilisateur de l'outil informatique.

Votre motivation, votre capacité à convaincre et à communiquer seront des atouts déterminants à votre évolution.

**ORDIS** Gaïenne de CUNAC vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MGCH/UCO à **ORDIS - Conseil en Recrutement** 13, rue Auber - 75009 PARIS.

**ILE DE LA REUNION**

Affaire de taille modeste, ancienne et réputée pour la qualité de nos rhums et punches, nous passons à la vitesse supérieure et mettons les moyens en place (investissements en production et marketing) pour attaquer en force le marché européen. Nous cherchons ainsi notre

**ingénieur IAA**  
 directeur R & D et qualité

Nous avons (beaucoup) d'idées de produits nouveaux, venez nous aider à les réaliser: vous prenez en main la formulation et le process, et vous nous dotez d'outils modernes pour la gestion de notre qualité.

A 35 ans environ, vous êtes à l'aise dans le développement de boissons aromatisées, bien autonome dans votre technique, créatif et rigoureux.

Ecrire à notre consultant, J.P. DOURY (réf. 5363 LM) à "Carrières d'Ingénieurs", avant de goûter le sable fin sous les cocotiers.

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
 19, RUE ROYALE - 75001 PARIS  
 LYON - BORDEAUX - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

**MEMBRE DE SYNTEC**

**CHEF de PRODUIT**  
*micro-algues*

Société d'ingénierie spécialisée en ensembles industriels faisant appel à des technologies de pointe, recherche CHEF DE PRODUIT MICRO-ALGUES

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, 10 à 15 ans d'expérience. Il doit avoir une connaissance du milieu des industries pharmaceutiques, cosmétiques, alimentaires.

Il sera Responsable de la promotion France et Etranger d'une bio-technologie innovante, en cours de développement dans le secteur des micro-algues.

Anglais courant indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 14.462 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Entreprise Agro-Alimentaire 1100 personnes - 3 M de CA - recherche soit

**RESPONSABLE DE L'INFORMATIQUE**

Déposant déjà d'une structure informatique, cette société souhaite continuer à développer celle-ci. Le candidat aura pour mission (après avoir pris connaissance de la société, de ses activités et des solutions informatiques existantes), d'assurer l'évolution du système d'information. Après étude des besoins des utilisateurs, il proposera un plan de développement (architecture, moyens matériels, logiciels, réseaux...).

Il a la responsabilité d'une équipe de 10 collaborateurs, il détermine le budget du service, en suit la réalisation.

De formation ingénieur, le candidat a une première expérience de plusieurs années dans le développement et la mise en place d'applications de gestion. Concet, bon organisateur, il possède des qualités relationnelles et le sens du service.

C'est un animateur, ouvert et bon gestionnaire. Lieu de travail Nantes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. M 2619, à :

**BR conseil**  
 9, boulevard Gabriel Guist'hau - 44000 NANTES.

Leader mondial des systèmes et services en Ingénierie Mécanique Assistée par Ordinateur, recherche pour sa Division Etude:

**UN INGENIEUR DE PROJET**

Vous aurez la responsabilité et serez chargé de la réalisation d'études de structures au moyen des outils modernes de l'IMAO.

Vous avez un diplôme d'ingénieur mécanicien Grandes Ecoles, et une solide expérience (3 à 5 ans) dans le domaine du calcul par éléments finis. La connaissance de logiciels comme SDRC SUPERTAB, MSC/NASTRAN, ou ABAQUS est souhaitable. Une expérience en milieu automobile constituerait un atout supplémentaire.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Envoyer de toute urgence votre candidature à: SDRC CAE International 31, Bd des Bouvets - 92000 NANTERRE.

**Offre forte IBM: conseillez les décideurs.**

Après une formation réputée et rémunérée, nous choisirons avec vous l'activité la plus adaptée à votre projet professionnel. Vous deviendrez

**INGENIEUR COMMERCIAL** ou **INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL.**

Ces postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE, avant la fin de 1988.

Que vous soyez débutants ou forts d'une première expérience professionnelle, nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature, CV détaillé et photo sous référence U 01 à: **IBM FRANCE - Département Recrutement - 5, Place Vendôme 75001 PARIS.**

Nous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

**IBM**

de pointe...

**CORNING GLASS**  
 European Division  
 et ses produits

**INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT INSTRUMENTATION**

ANALYSEUR

**ur Industriel en développement**

LA SCHEE

**ORDIS**

**CEGOS**

création nouvelles relationnelles

**ASSAULT BRIGITTE AVIET**

**s ingénieurs**

**GTW**

OPÉRATION SPÉCIALE

...Les Métiers des Techniques de pointe...



**IB2 TECHNOLOGIES**

**JEUNES INGÉNIEURS**  
Futurs Chefs de projets

Vous êtes diplômé  
ECP - PONTS - SUPÉLEC - MINES - ARTS ET MÉTIERS - ESTP

Vous êtes intéressé par les nouvelles technologies. Vous avez réalisé des opérations à caractère technique de type Ouvrages Fonctionnels et avez 2 à 5 ans d'expérience dans ces domaines.

Vous souhaitez développer vos capacités dans ce type de mission et élargir vos responsabilités dans le cadre d'une société à fort potentiel de croissance.

Adressez votre candidature à Lydie DELPECH, BOUYGUES DCPAS Challenger, 1, avenue Eugène Freyssinet - 78061 S' Quentin en Yvelines.



**THOMSON SINTRA**  
**ACTIVITES SOUS-MARINES**

(2 500 personnes, CA 1,3 milliard)  
Rejoignez notre centre de CAGNES/MER (06)

**INGÉNIEUR DE SOUTIEN LOGISTIQUE**

Agé de 30 ans environ, vous êtes Ingénieur diplômé d'une grande école, vous avez une expérience d'au moins 5 ans, si possible, à un poste de logistique. Homme de contact, vous êtes l'interface entre le concepteur et le client ainsi que le coordinateur de la prestation logistique. L'Anglais est indispensable.

De larges perspectives d'évolution existent au sein du Groupe pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 88.113/LM à : SM CONSEIL qui vous garantit réponse et confidentialité - 38, rue de Liabonne 75008 PARIS ou de téléphoner au 45.63.03.10 poste 347.

**THOMSON**

**INGÉNIEURS D'ENVERGURE, RESPONSABLES D'AFFAIRES**  
A.M., CENTRALE... débutants ou 1ère expérience

Ingénieur de haut niveau, vous êtes débutant ou avez acquis une première expérience professionnelle. Interlocuteur unique de nos clients, vous possédez les capacités d'ouverture et de rigueur pour coordonner nos relations et organiser le développement d'affaires : de l'appel d'offre à l'installation. Vous vous appuiez pour ce rôle charnière d'ingénieur d'affaires sur l'ensemble de nos services spécialisés tout en conservant l'entière responsabilité du projet.

Les postes sont basés à VELIZY ; des déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir. La connaissance de l'anglais est nécessaire. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 529/M à

**JFD conseil** 8, rue Saint-Philippe du Roule 75008 Paris.

**STEIN INDUSTRIE**  
groupe ALSTHOM

Nous sommes l'un des plus grands concepteurs-construc-teurs d'équipements thermiques dans le domaine conventionnel et nucléaire.

Dans ce domaine nous participons aux grandes réalisations françaises et sommes présents sur de nombreux marchés internationaux.

Pour répondre à nos ambitions, nous nous sommes dotés de nombreux moyens scientifiques et techniques (laboratoires d'études, stations d'essai, C.A.O., D.A.O.).

Société d'ingénierie Routière leader en Europe, recherche pour le département urbain de sa direction "Ingénierie d'Exploitation"

**INGÉNIEUR CHARGE D'AFFAIRES**

Responsable des études de définition et de mise en œuvre des systèmes électriques et électroniques pour des équipements publics et urbains, vous assurerez un rôle de conseil et d'assistance technique auprès de Sociétés d'Exploitation.

Ingénieur électricien ou électronique, vous avez une expérience de quelques années en Entreprise ou Bureau d'Etude et connaissez si possible les systèmes de gestion technique centralisée et de contrôle d'accès (voiture et piéton).

Poste basé à ST QUENTIN EN YVELINES + quelques déplacements en France.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite sous référence 5452 à notre Conseil ou transmettre-le par Minitel en composant le 3616 Code CV PLUS.

**Ressources & Développement**  
6, rue Casimir-Delavigne - 75008 Paris

**L'INFORMATIQUE : TREMLIN POUR MANAGER**

les mutuelles du mans

Au siège des Mutuelles du Mans, nous mettons dès aujourd'hui nos moyens techniques, notre organisation et nos structures à l'heure européenne.

Nous recherchons les cadres qui conduiront ces mutations et qui constitueront le futur management de l'entreprise.

**DIPLÔMÉS DE GRANDE ÉCOLE**  
Centrale, Mines, Ponts, HEC, ESSEC, ESCP.

Votre formation et vos ambitions vous destinent à une carrière de dirigeant. Généraliste, vous avez cependant une solide culture informatique pour participer à la conception et à la réalisation des applications nécessaires à notre évolution (une première expérience informatique serait un atout).

Votre sens des responsabilités se double de réelles qualités d'écoute et de Conseil.

Rejoignez-nous au Mans, dans un cadre de vie agréable avec tous les moyens techniques et humains d'un grand groupe d'implantation nationale.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence 88/769, à notre Conseil

**UNILOG** Conseil en Recrutement  
7, rue Alfred de Vigny - 75008 PARIS  
Membre de SYVICI, informatique  
Téléphone: (1) 47 00 03 22

**Service, Développement et Ingénierie**

recherche

**INGÉNIEURS ou DEA**  
DEBUTANTS OU 1<sup>re</sup> EXPERIENCE POUR

**INFORMATIQUE INDUSTRIELLE**  
**INFORMATIQUE DE GESTION**  
**SYSTEMES • RESEAUX**

**(1) 43.60.13.54**

SD&I Tour Gallieni 1, 78/80 avenue Gallieni 93174 BAGNOLET CEDEX

**10 JEUNES INGÉNIEURS EN ROUTE**  
POUR SES REGIONS

**VIAFRANCE Y**  
équipe la France

C.A. 2 500 MF - Effectifs 3 500  
Agences et Etablissements : 60  
Groupe Cie GENERALE DES EAUX - SGE

Construction de routes - Autoroutes - Réseaux divers - Sois industriels - Revêtements spéciaux - Aménagements urbains et paysagers - Terrains de sport et loisirs.

Ecrire à B. POUILLY - VIAFRANCE - 92/98 Bd Victor Hugo - 92116 CLICHY Cedex.

**Prévisions et études statistiques**

La Direction Financière de FRANCE TELECOM recherche pour son service Prévisions et Etudes Economiques, situé à Paris, un

**DIRECTEUR DE DEPARTEMENT**

Ingénieur Grande Ecole (X, ECP, Mines, Ponts, ENST, ESE, HEC, ESSEC, ENSAE), vous possédez une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la prévision et des études économiques.

En relation avec les Directions Régionales et les différents services de la Direction Générale, vous dirigerez une équipe de 12 ingénieurs chargés d'études, responsables de la conception de modèles de prévisions et de leurs applications dans le cadre de la politique de développement de FRANCE TELECOM sur de nouveaux marchés (vidéotex, radiotéléphone, nouveaux réseaux...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature à M. Eric COZANET, FRANCE TELECOM, DPAF, Tour Montparnasse, Pièce 2206, 75755 Paris Cedex 15, ou téléphonez au (1) 45.64.30.80.

**FRANCE TELECOM**

**Projet de profil de poste**  
**DU DIRECTEUR (TRICE)**  
**DE LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE**

La ville de DIEPPE projette de créer prochainement, avec plusieurs partenaires locaux, une Société d'Économie Mixte.

Outil destiné à dynamiser les actions publiques dans le domaine du développement urbain, économique et touristique, cette structure se doit d'être encadrée par un(e) responsable à fort potentiel.

Fin(e) négociateur(trice), capable de comprendre rapidement les enjeux dans un contexte local, le (la) candidat(e) aura un savoir-faire de gestionnaire, de monteur d'opérations et de commercialisateur.

Sa mentalité d'entrepreneur, son sens de l'efficacité et de la communication lui permettront de concevoir et d'assurer le développement de la société et, par là, d'affirmer sa crédibilité auprès des divers acteurs participant à la vie du pays dieppois.

Agé(e) d'au moins trente ans, le ou la candidat(e) aura reçu une formation supérieure universitaire ou grandes écoles, de préférence acquise en matière de gestion, d'aménagement ou d'administration publique, et pourra faire état d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans en SEM, ou dans une collectivité locale, un service de l'Etat ou un organisme privé agissant dans le domaine de l'aménagement et du développement économique.

La résidence à DIEPPE est indispensable.

Une bonne maîtrise de la langue anglaise serait un plus.

La rémunération, en rapport avec les exigences du poste, serait fonction des références présentées, sans pouvoir être inférieure à 200 KF par an.

Envoyer curriculum vitae et prétentions en Mairie de DIEPPE, BOITE POSTALE P 76208 DIEPPE CEDEX.

...Les Més...

INGÉNIEUR D'ÉTUDES  
TECHNICO-COMMERCE

SPECIALISTE DE PRÉSENTATIONS IN...

LE MANAGER COMMERCIAL & INFORMATIQUE

RESPONSABLE DE NOT...

UN JEUNE ÉC...

FRANCE TELECOM

RESPO...

CENTR...

OPÉRATION SPÉCIALE

...Les Métiers des Techniques de pointe...

Société d'électronique, 25 personnes, spécialisée dans le matériel de télécommunication, recherche pour développer son équipe :

**1 INGÉNIEUR D'ÉTUDES**  
Formation électronique, connaissance micro-informatique.

**1 TECHNICO-COMMERCIAL**  
ayant de bonnes connaissances du domaine des télécommunications, si possible télé.

Postes disponibles immédiatement.

Prêre d'adresser C.V. et présentions à la société FIME,  
3, rue de Chevilly, LA CERISAIE 204, 94262 FRESNES CEDEX.

**KODAK - PATHÉ**

des **INGÉNIEURS Généralistes**  
(Arts et Métiers, Centrale Paris, Lyon, Mines, INSA, INPG, SUPELEC...)  
Vous avez une expérience de 5 ans en milieu industriel. Pragmatiques, vous avez le goût de l'encadrement et des réalisations concrètes.

Aujourd'hui, nous souhaitons rencontrer ceux qui deviendront demain, les patrons de notre centre industriel de Chalons sur Saône.

Motivés par ce challenge, adressez votre C.V. + photo + salaire actuel sous la référence LM 1075 B à Claude BERNARD au :

**CABINET BOTH**  
Département Sélection Recrutement  
3 bis, rue des Ecoles - 75400 CHATOU

Étant donné les perturbations actuelles de la distribution postale, vous pouvez nous adresser votre candidature par CHRONOPOST ou Télécopie (Tel. : 38.52.70.02)

dans le cadre de son expansion, recherche :

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**SPECIALISTE DE LA VENTE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**  
devenez

**LE MANAGER COMMERCIAL** de notre équipe d'INGÉNIEURS intervenant en INFORMATIQUE DE POINTE

De formation Supérieure, vous avez une solide expérience de la commercialisation de prestations intellectuelles, si possible dans le milieu de l'informatique technique et scientifique. Vous souhaitez donner un élan à votre carrière ; nous vous proposons le poste de

**RESPONSABLE DE NOTRE DIVISION LOGICIEL**

Voire mission comportera notamment les aspects suivants :

- Auprès des grands comptes, vous développerez de nouveaux marchés et entretenez la clientèle existante.
- Vous recruterez, suivrez et dirigerez nos ingénieurs de haut niveau.
- Vous animerez votre équipe dans un environnement à taille humaine.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo présentions) sous la réf. AS/FB à notre Conseil Anna STAROSWIECKI  
INFORAMA Carrières - 7, rue Pasquier - 75008 PARIS

BONDEAUX - NICE - MARSEILLE  
PARIS - PAU - TOULOUSE

**INFORAMA**  
carrières  
la recherche par les hommes

**Piloter nos projets de développement**

Prendre en main le développement d'une filiale d'un groupe important (CA 400 MF, 400 personnes, 11 filiales) spécialisée dans la découpe et l'assemblage des métaux, c'est la mission confiée à notre

**Directeur d'établissement**

En collaboration directe avec le PDG, il anime une équipe de 30 personnes et s'attache tout particulièrement à développer notre portefeuille d'affaires (recherche de nouveaux clients, recherche et lancement de nouveaux produits).

A 30/40 ans, Ingénieur Bac + 4 ou Autodidacte, il dispose d'une expérience équivalente acquise si possible dans un secteur proche de notre activité (métallurgie, BTP...). Bon négociateur, animateur, il gère son unité en grande autonomie.

Le poste est basé à proximité de Soissons.

Ecrivez sous référence 811612/M. Consultez aussi le MINITEL 3617 code KRIEF.

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
115, rue de Bac - 75007 Paris

Pour approfondir notre connaissance de l'environnement socio-économique et orienter nos plans de développement, nous recherchons :

**UN JEUNE ÉCONOMISTE**

Dans la perspective du marché unique de 92, FRANCE TELECOM Direction Ile-de-France se donne les moyens d'assurer la poursuite de mutations technologiques et commerciales importantes.

**FRANCE TELECOM**

SA MISSION :

- Établir et entretenir des relations auprès des Directions internes et auprès des organismes extérieurs (INSEE, Conseil Régional, Direction Générale de l'Environnement).
- Prendre connaissance de la documentation socio-économique.
- Faire la synthèse de l'information recueillie au niveau qualitatif et quantitatif, la transmettre et la commenter aux différentes équipes chargées de la prévision.
- Assister l'ensemble de la Division pour la mise en œuvre d'outils économiques faisant appel à l'informatique.

SON PROFIL :

Agé(e) de 25 ans, titulaire d'un DEA de Sciences Économiques option Économétrie, ou diplômé(e) de Sciences Po section Eco-FI, vous avez acquis une première expérience dans un important service d'études économiques.

Si vous avez les connaissances techniques et les qualités relationnelles requises pour le poste, nous vous proposons des moyens et un avenir certain, dans l'une des premières entreprises industrielles et commerciales françaises.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et C.V. sous référence SG 308, à :  
France Telecom  
Direction Régionale de l'Ile-de-France  
Dir. PLAN (PSELU)  
L'attention de Monsieur Bloch  
9-10, boulevard de Vaugueux  
75746 PARIS CEDEX 15

**CHEF DE SERVICE**

**Commercial bâtiment**

EN LANGUEDOC ROUSSILLON

**DEVELOPPER**  
**PROSPECTER**  
**SIGNER**

Une région dynamique et optimiste, prête à saisir ses chances à l'approche de 1992, sur l'axe Barcelone - Milan. Une entreprise filiale d'un des grands de la construction, jeune par sa moyenne d'âge et pleine de projets : notamment celui de se développer !

A 35 ans environ, que vous veniez des travaux ou du montage d'opérations, vous avez fait preuve de réels talents commerciaux. Vous savez tisser des liens avec administrations et investisseurs. Accrocher et tenir, vous-même et l'équipe de commerciaux que vous animerez aurez un objectif de prises de commandes d'environ 150 MF. Vous pourrez compter sur l'appui du Directeur Commercial et de l'ensemble de nos services.

Merci d'adresser votre candidature sous référence CB à VCI - Chemin de Peret - 34820 ASSAS, qui transmettra.

Aujourd'hui  
**JEUNE CADRE CONFIRMÉ**

Demain  
**RESPONSABLE D'UN CENTRE DE PROFITS**

Telle est l'opportunité offerte par l'un des premiers groupes français de distribution. Nous souhaitons intégrer dans notre organisation deux jeunes cadres à fort potentiel en vue de les faire accéder à la position de cadres supérieurs responsables de centres de profit importants.

A 30 ans environ et de formation supérieure (école de commerce, de gestion ou d'ingénieur), vous avez une première expérience professionnelle dans un secteur d'activité qui peut-être différent du nôtre.

La distribution vous passionne, vous êtes entreprenant et avez un esprit d'initiative développé... alors rejoignez-nous ; nous révisons votre résumé sur les hommes et ceci dans un souci constant d'expansion et de profitabilité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentions) sous réf. M.41764/MCA 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

Editeur recrute  
**LEXICOGRAPHE**  
pour dictionnaire français monolingue.  
Travail à plein temps.

Les candidat(e)s seront de langue maternelle française, diplômé(e)s en linguistique (Bac + 5) et posséderont de solides connaissances en grammaire française et en histoire de la langue. Une expérience dans ce domaine sera appréciée.

Pour recevoir un premier test de sélection, veuillez envoyer une lettre manuscrite et votre C.V. s/n° 8 016  
le Monde Publied, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

**L'OPAC DE MEAUX**  
CONSTRUCTEUR ET GESTIONNAIRE DE LOGEMENTS SOCIAUX

recrute  
**JEUNE RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT TECHNIQUE**

- Direction d'une équipe de 32 personnes ;  
- Gestion d'un budget de 12 millions de francs.

Envoyer lettre de candidature et C.V. à :  
Monsieur le Directeur général  
OPAC  
B.P. 149, 77335 MEAUX CEDEX.

le pointe...

THOMSON SINTRA  
SERVICES SOUS-MARINES

INGÉNIEUR  
ENTRETIEN LOGISTIQUE

THOMSON

INGÉNIEUR CHARGE D'AFFAIRES

INGÉNIEURS ou DEA

INFORMATION INDUSTRIELLE  
INFORMATION DE GESTION  
SYSTEMES - RESEAUX

(1) 43.60.13.54

**Le Monde**  
**CADRES**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## RANK XEROX

**Ingénieur et gestionnaire et stratège et diplomate...**

RANK XEROX fait partie de ces entreprises leaders dans un secteur de pointe qui se donnent les moyens de leur stratégie.

Pour définir les grandes orientations et le schéma directeur de systèmes d'informations des années 90, une équipe hautement qualifiée de généralistes de l'entreprise travaille déjà auprès de la Direction générale.

Nous vous proposons de vous joindre à cette équipe pour participer à la conception de cet important projet et apporter ainsi votre expertise lors de la prise de décision de nos dirigeants. Vous avez 3 à 5 ans d'expérience qui vous ont permis de définir et réaliser un projet en entreprise. Pour relever le défi, vous avez un esprit prospectif et rigoureux, le sens de l'écoute, une présence dynamique pour animer les réunions, une forte crédibilité renforcée par votre niveau d'études. La pratique de l'anglais vous sera nécessaire.

En rejoignant RANK XEROX, vous découvrirez une méthodologie qui vous permettra :

- d'aller plus loin dans la conceptualisation de l'activité d'une grande entreprise,
- de comprendre l'ensemble du fonctionnement d'une société impliquée dans un contexte international,
- de construire votre propre évolution.

L'utilisation de supports de conceptualisation sur les produits bureautiques les plus performants (LA, Réseau Communication - Postes multifonctions) vous deviendra familière et contribuera à votre réussite.

Cette Mission - Passion est ouverte à de jeunes ingénieurs brillants (Centrale, X, Mines... plus investissent dans ce type de gestion) et désireux de prendre à terme d'importantes responsabilités au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. C.J.M.009 à Didier Mauriac, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aubry-sous-Bois Cedex.

## Locafrance

Société financière leader sur le marché du financement d'équipements professionnels recherche pour son Agence de LILLE

### ATTACHE COMMERCIAL

**Vous souhaitez :**

- mener une activité alliant les techniques financières et les contacts commerciaux,
- orienter votre carrière vers le financement des équipements d'entreprises,
- rejoindre un groupe leader en développement.

**Vous avez :**

- valorisé votre formation commerciale supérieure (type E.S.C.) au travers d'une première expérience professionnelle confirmée et réussie,
- démontré votre goût et vos aptitudes pour le contact clientèle, la prospection et la négociation commerciale.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à LOCAFRANCE  
Département Recrutement Carrière  
43/47 avenue de la Grande Armée 75016 PARIS

## PARIS

### JEUNE INGENIEUR RESPONSABLE « GRAND EXPORT »

**O.T.T.** est une des toutes premières Sociétés mondiales sur son secteur d'activité : la conception, la fabrication et la commercialisation de machines spéciales destinées à des marchés en évolution constante, qui concourent à la transition de l'acier ou de l'aluminium.

Titulaire d'un important groupe européen, O.T.T. a une vocation internationale (80 % du CA à l'export) et connaît une forte expansion de son CA et de ses résultats, qui la conduit à créer un poste de RESPONSABLE « GRAND EXPORT ».

Dans le contexte d'une large délégation, le titulaire des fonctions assumera une mission technico-commerciale complète : prospection active des grands comptes internationaux, négociation totale des aspects techniques et commerciaux des contrats, interface bureau d'études/Client pour l'ensemble des propositions, et participation à la définition de la politique commerciale et aux aspects marketing et promotionnels qui y sont relatifs. Il doit contribuer efficacement au développement de l'entreprise notamment sur les zones suivantes : Extrême-Orient (Taiwan, Corée, Chine), Amérique du Sud, Afrique du Nord et du Sud, Europe (Turquie, Grèce...). La fréquence de ses déplacements sera de 40 %.

Le poste correspond à un jeune Ingénieur Généraliste (niveau A et M, IDN ou équivalent) qui justifie d'une première expérience (minimum 3 ans) dans une fonction commerciale Export, sur des produits techniques destinés à des marchés professionnels. Son potentiel de développement lui permettra à terme d'accéder à d'autres niveaux de responsabilités au sein de la Société ou du Groupe. La maîtrise de l'anglais est bien sûr indispensable.

Les conditions offertes sont naturellement attractives et le poste est basé à PARIS (Banlieue Est).

Nous vous remercions d'adresser votre lettre manuscrite et CV complet sous réf. M 152 A à notre Conseil Arnaud DE MENDITTE, NEMESIS, 10, rue de Richelieu 75001 Paris, qui transmettra votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

## CONSULTANT MF RECRUTEMENT PARIS

Fondée il y a 19 ans la société FRANCE CADRES a pour vocation de rechercher des cadres confirmés et dirigeants par annonces ou approche directe.

Très attachée à la qualité de ses prestations et à la compétence de ses consultants, elle jouit d'une bonne image de marque auprès d'une clientèle fidèle.

Son mode d'intervention implique une analyse approfondie du contexte de l'entreprise, de la définition du poste et une information précise du candidat.

Travaillant avec une grande autonomie, le nouveau consultant devra exploiter les contacts provoqués par le service commercial et gérer sa propre clientèle.

Il doit être un professionnel de la fonction personnel ou avoir travaillé comme consultant sénior en cabinet ou en indépendant. Evolution possible. Minimum 32 ans - Débutant à abstenir.

Adresser dossier à l'attention de M<sup>me</sup> P.L. QUINOU à FRANCE CADRES  
22, rue Saint Augustin 75002 PARIS  
ou téléphoner au 47.42.66.17.

## ALSTHOM

### DIVISION TRANSPORTS FERROVIAIRES

### INGENIEUR ACHAT

A 30 ans environ, de formation supérieure Ingénieur ou Universitaire (option mécanique), vous possédez une expérience de 5 ans minimum en tant que technico-commercial, et possible dans une activité mécanique, ainsi qu'une bonne connaissance des méthodes d'analyse de la valeur.

Coordonnateur, vous participerez à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi de notre politique d'achat.

Conseil, vous intervenez, à la demande de nos différents établissements, sur les litiges.

A votre parfaite maîtrise de l'anglais, vous alliez des qualités personnelles de contact et d'animation indispensables à la bonne réussite de votre mission.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), à ALSTHOM - Etablissement de la Défense - Service du Personnel - 20, place de Seine - 92086 PARIS-LA-DEFENSE.

## 2 Cadres confirmés

- l'un pour prendre la responsabilité d'importants programmes de promotion
- l'autre pour prendre la responsabilité de la gestion financière et administrative de la Région.

De formation supérieure, vous êtes âgés d'au minimum 32 ans, vous avez acquis une expérience similaire aux fonctions proposées.

Lieu de travail : NICE.

Veillez écrire en précisant poste, expérience et prêt. sous référence 1266

**INTERCARRIERES**  
5, rue de Helier - 75009 Paris

## Avant de diriger l'usine, prenez aujourd'hui la responsabilité de la fabrication

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs (Centrale, Mines, AM...) votre expérience vous a permis d'exercer vos talents dans le domaine de la production mécanique de précision : vous êtes familiarisé avec l'usage de matériaux métalliques, l'utilisation de machines-outils à commandes manuelles ou numériques, la G.P.A.C. Au-delà de la technique, vous savez aussi organiser le travail, coordonner et planifier les tâches, diriger des équipes de contremaîtres et d'ouvriers compétents. Nous vous offrons aujourd'hui le poste de

### Chef de fabrication

de pièces mécaniques de petite série, destinées à la production de la Division aéronautique (750 pers. - 800 MF de CA dont 60 % à l'export) d'un Groupe Industriel (2 700 pers.) de haute technologie de niveau international. Unité de fabrication de taille humaine (110 collaborateurs), notre établissement est situé en banlieue Ouest (axe Nationale 10). Nous attendons un professionnel à fort potentiel, concret et efficace sur le terrain, qui après avoir réussi cette première mission, sera capable de prendre, à terme, la Direction de l'Usine.

Notre conseil, Thierry de CARMÉ, se tient à votre disposition pour en discuter de vive voix avec vous. Merci de lui adresser votre résumé de carrière, sous la référence NUF/MLM.

**Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS**

## CPIO THE LAIRD GROUP P.L.C.

Compagnie des Produits Industriels de l'Ouest

Nous appartenons à un groupe «leader» en Europe dans son métier (2,5 Mds de CA).  
Nous développons et fabriquons des composants complexes pour l'industrie et le Secteur Automobile. Nous recherchons un

### DIRECTEUR DE DIVISION

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole,  
40 ans environ, habitué aux responsabilités de production, d'industrialisation et de gestion du personnel.

Nous vous offrons, à Nantes, la direction de notre division chargée des pièces mécaniques (450 personnes, 300 MF de CA).

Une expérience dans le caoutchouc industriel serait un plus.

Contactez directement le Président :  
Jean DERRIEN - Tél. : 40 68 64 50  
C.P.I.O. - BP 1228 - 44023 NANTES Cedex 01.

## Bercy-Expo

Premier Centre d'Affaires International de l'Alimentaire (ouverture 1992)

recherche son

### Responsable de la Communication

rodé(e) à tous les aspects de la communication (presse, publicité, relations publiques, marketing direct), bénéficiant d'une expérience de 3 à 5 ans minimum, il(elle) aura en charge l'élaboration de la stratégie de communication de l'entreprise et sa réalisation.

Ce poste convient à un candidat d'une trentaine d'années, entreprenant, créatif, rigoureux, et très disponible.

Poste basé à Paris.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prêt. à Elisabeth Ilinski, Bercy-Expo, 3, place des Vosges, 75004 PARIS.

## INGENIEURS DIPLOMES GRANDES ECOLES OU EQUIVALENT

pour postes techniques de responsables (animation, relation clientèle, gestion...).

Les candidats recherchés possèdent une expérience de 5 à 10 ans, en mécanique des sols ou en études de matériaux, ainsi qu'une bonne pratique de l'informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 3871/M à

**casta** 12, rue Brancion 75737 Paris Cedex 15.

Important cabinet de Conseils Juridiques et Fiscaux recherche pour sa Direction Régionale de ROUEN

### FISCALISTE CONFIRMÉ

Expérience exigée. Il aura de préférence une formation de 3<sup>e</sup> cycle et devra savoir s'intégrer à une équipe.

Adresser C.V. à FIDAL, B.P. 178, 76135 MONT-SAINT-AIGNAN Cedex. Tél. : 35-74-12-43 - M. Laurent.

AVIS

INGENIEURS

IMPORTANT RECC

ASSISTANTE



# Economie

## SOMMAIRE

■ L'intervention de M. Pagézy dans la bataille autour de la Société générale risque de provoquer une crise au sein de la Compagnie du Midi (lire ci-contre).

■ En ouvrant le quarantième congrès confédéral de la CFDT, mardi, à Strasbourg, Edmond Maire y a prononcé son dernier discours de secrétaire

général. Jean Kaspar lui succèdera (lire ci-dessous). ■ En réalisant son « opération américaine », Jean Gandois a pris une double revanche (lire page 41).

L'ouverture du 41<sup>e</sup> congrès à Strasbourg

## M. Edmond Maire pense que la CFDT va « remonter la pente de la désyndicalisation »

Le 41<sup>e</sup> congrès confédéral de la CFDT s'est ouvert, le mardi 22 novembre, au palais des congrès de Strasbourg, en présence d'environ 2 000 personnes (dont au moins 1 600 délégués). Pour la sixième et dernière fois, M. Edmond Maire, qui abandonnera le secrétariat général le 25 novembre au profit de M. Jean Kaspar, a prononcé mardi matin le discours d'ouverture. « Nous allons ensemble revivifier les valeurs fondamentales du mouvement ouvrier », a-t-il affirmé d'emblée, en les concrétisant dans un projet syndical capable de remonter la pente de la désyndicalisation.

### STRASBOURG de notre envoyé spécial

M. Maire a noté que, depuis le précédent congrès, en juin 1985 à Bordeaux, « un sacré coup de collier a été donné » dans la voie de la lutte du syndicalisme. Pour lui, « les laïcs pour-compte de la modernisation ne peuvent se reconnaître dans une société dominée par un libéralisme économique insupportable. Les solutions proposées successivement par les pouvoirs politiques - la rigueur, la modernisation, l'Europe - n'ont pas empêché le chômage d'augmenter. »

« Notre réponse syndicale, a-t-il ajouté, entend s'attaquer à la racine du mal. L'emploi est notre priorité. Ce doit être aussi celle du gouvernement. Et nous entendons la faire prendre en compte par le patronat. L'amélioration de la situation financière des entreprises doit permettre non seulement le maintien du pouvoir d'achat pour tous mais des progrès dans la qualité et le nombre des emplois. »

Face à ce qu'il appelle « l'urgence sociale » - et qui englobe aussi l'Europe, pour laquelle il réclame une stratégie économique européenne de croissance et un socle législatif de garanties sociales fondamentales, - M. Maire a estimé que

la meilleure réponse résidait notamment dans « le dialogue avec les exclus » et le développement de la syndicalisation.

Évoquant les politiques gouvernementales, il a souligné que, depuis 1983, « et quels que soient les gouvernements, les éléments de continuité sont évidents : la politique macro-économique a pris le pas sur le social. Autrement dit, l'économie commande, le social peut attendre ». Le gouvernement Rocard a même en droit à un coup de patte : « s'il a su « prendre l'initiative pour trouver un compromis positif pour la Nouvelle-Calédonie, sa politique économique et sociale n'apparaît pas encore innover comme il le faudrait ».

Relevant, non sans ironie, les propos de M. Rocard sur les relations contractuelles aux journées prospectives du Monde le 11 octobre, M. Maire l'a interpellé : « Qu'attend son gouvernement pour traduire ses orientations dans des fonctions publiques ? Qu'attend-il pour donner aux entreprises publiques une réelle autonomie de gestion, y compris pour leurs politiques salariales ? »

### « Antogestion » plutôt que « socialisme »

Le secrétaire général de la CFDT s'en est également pris, plus vivement, au patronat, en relevant à propos du CNPF « l'incertitude de sa politique globale », et en critiquant la mise en cause des libertés syndicales ou le caractère de plus en plus unilatéral des politiques salariales.

« Antogestion » plutôt que « socialisme »

« L'autogestion fondée à la fois sur des projets et des démarches », a affirmé M. Maire en évoquant les orientations de la CFDT. « L'autogestion est donc un ferment de démocratie, un levier de contestation de tout monopole de pouvoir. Le terme d'autogestion nous apparaît préférable à celui de socialisme, car il rend notre identité plus claire pour les salariés en traduisant mieux notre volonté d'autonomie syndicale et notre refus de toute confusion entre syndicalisme et politique. »

Un objectif majeur : le chômage zéro

M. Maire a noté qu'en précisant son « anticapitalisme » et en reconnaissant « le rôle nécessaire du marché », la CFDT a été rendue plus forte - pour consacrer le libéralisme

économique, qui, dans une logique de profit, accroît le chômage, la précarité, les inégalités et néglige les besoins sociaux non solvables. »

Passant en revue les axes du projet syndical CFDT, M. Maire a affirmé que « le chômage zéro est pour nous un objectif majeur (...). C'est une paresse de la pensée, un laxisme de la volonté qui conduit les dirigeants à se contenter de limiter la casse ». La CFDT veut aussi « agir sur l'organisation du travail » et obtenir des « garanties sociales pour tous ». Tout en observant que « aucun modèle revendicatif n'est généralisable », M. Maire a ajouté, dans un discours visiblement destiné à rassurer l'aile gauche de sa centrale : « Nous voulons agir avec plus de force pour faire avancer à travers notre action quotidienne ces grands objectifs, les grandes ambitions de notre projet syndical. »

Dans cette optique, « l'unité d'action apparaît plus nécessaire encore », avec l'idée de « faire progresser les convergences entre les organisations syndicales sur des objectifs concrets, proches des salariés ». Si « le syndicalisme entend patir de l'image sectorielle de la CGT, de ses outrances et de ses violences physiques » (1), la CGT « ne donne plus la scène ».

Avec les autres syndicats, M. Maire a observé des « attitudes plus proches non seulement dans la négociation mais aussi dans l'action. Il faut aller plus loin (...). Les grands rivaux du syndicalisme français - le patron en particulier à la CFDT, la FO et la FEN - vont vers le même océan. La CFDT et la CGC participent aussi à plusieurs convergences. Les progrès de l'unité d'action, ces trois dernières années, malgré leurs légèretés, fondent l'espoir que si le nôtre de voir peu à peu s'atténuer des clivages d'un autre temps. »

M. N.

(1) M. Maire a fait ainsi allusion à des incidents, il y a quelques semaines, dans des mines du Nord et de Gerdanne. La CGT est officiellement représentée au congrès par M<sup>me</sup> Thérèse Foupon, secrétaire de la confédération.

## La bataille autour de la Société générale La Compagnie du Midi menacée de crise

M. Bernard Pagezy, président du premier groupe français privé d'assurances, la Compagnie du Midi, a annoncé, lundi 21 novembre, qu'il venait d'acquiescer à la participation de la banque anglaise Kleinwort Benson dans le capital de la SIG (400 millions de francs sur 3,1 milliards), l'arme de M. Pébereau contre son offensive sur la Société générale (le Monde du 22 novembre).

La direction de la Société générale a surpris Claude Bébér et certains administrateurs de la Compagnie du Midi « exaspérés », l'assureur italien Generali intéressé : l'intrusion de Bernard Pagezy dans la bataille autour de la grande banque française et aux côtés de Georges Pébereau, le président de Kleinwort Benson, a provoqué, lundi 21 novembre, une avalanche de vives réactions. Dans les milieux financiers, on s'interroge sur les raisons réelles qui ont pu pousser le président de la Compagnie du Midi à s'engager de cette manière et à prendre le risque d'une nouvelle et grave crise à la Compagnie du Midi.

Le « assureur italien Generali en particulier pourrait profiter de la situation. Avec ses alliés (Mediobanca et Lazard), il dispose de plus de 16 % du capital du Midi. Freiné au printemps par le comité des établissements de crédit, il a finalement obtenu, le 13 juillet dernier, l'autorisation d'aller jusqu'à 33,3 % du capital de la compagnie, à condition qu'il dépense les 20 % avant le 13 juillet 1989. Une alliance entre M. Bébér (17 % du capital), Generali (17 % du capital) et quelques autres actionnaires de la Compagnie pourrait mener M. Pagezy.

En fait, une fois de plus dans cette affaire, les observateurs s'interrogent. Au printemps dernier, M. Pagezy avait obtenu de crédit qu'il bloque l'attaque de Generali, le temps pour lui d'organiser sa défense et de réaliser le rapprochement avec le groupe Asa. Certains voient dans ces 400 millions mis au pot à la fois le prix qu'il doit payer aujourd'hui. Pour soutenir cette hypothèse, un banquier d'affaires souligne que la Caisses des dépôts détiennent 6 % du capital de la Compagnie du Midi. Or la Caisse est l'un des principaux animateurs de l'offensive de M. Pébereau sur la Générale. Il rappelle également que M. Pagezy a rencontré en tête à tête, en octobre dernier, le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy.

ERIK IZRALEWICZ.

Double revanche de Jean Gandois



Plus de 10 milliards de francs de dotations en capital

LES ENTRAÎNEMENTS PHOTOMATIQUES DU CENT RETRAVAIL LA BARTÉ

## Il sera secrétaire général à partir du 25 novembre

## Jean Kaspar, l'ennemi du manichéisme

Quand il tire tranquillement sur sa pipe, l'air attentif, l'œil vif, Jean Kaspar donne l'impression d'être vraiment à l'écoute de son interlocuteur. L'impression n'est pas fautive. Chaleureux sans emphase, modeste, peut-être à l'excès, celui qui va devenir, le 25 novembre au soir à Strasbourg, secrétaire général de la CFDT, est, avant tout, réceptif à ceux qui l'entourent. Il est, il le fait confiance. Ennemi farouche du manichéisme, refusant de se laisser emporceler par des préfabriqués idéologiques, il tente de comprendre son époque sans prétendre détériorer « la » solution. En décembre 1986, lors de la longue grève des cheminots, où les syndicats étaient pour le moins dépassés, on l'a vu errer sur les quais déserts d'une gare. Histoire de comprendre.

Jean Kaspar aime à dire de la CFDT : « C'est elle qui m'a fait. » Pas exclusivement. Il est d'abord mineur et asséché. Il est né le 10 mai 1941 à Mulhouse, dans une famille de six enfants. A quatorze ans, il quitte l'école après son certificat d'études. Tradition et nécessité familiales obligent : il entre au centre d'apprentissage minier et décroche son CAP d'électro-mécanicien. Le galibot (apprenti) rejoint alors son portion (contremaître) de père au fond de la mine de potasse. Quand il en sort, en 1965, c'est le premier déclinément : « J'avais le sentiment de laisser une partie de moi au fond. Vous n'imaginerez jamais la fraternité qu'il y avait dans la fosse. »

Permanent syndical, il ne le devient qu'en 1965, lorsqu'il prend la tête du syndicat des mineurs de potasse CFDT qu'il doit entièrement reconstruire. Mais à quatorze ans, il est responsable de la Jeunesse ouvrière chrétienne. Aujourd'hui encore, c'est un catholique profondément croyant. Et en 1958, il prend, tout naturellement, à la CFCT, sa première carte syndicale.

En 1964, il est délégué au comité d'entreprise de la mine Anna. Au congrès du 6 novembre 1964, celui qui décide de la « déconfessionnalisation » de la CFCT, il fait partie de la délégation des mineurs de potasse d'Alsace. Première déchirure syndicale : la plupart de ses camarades restent, avec les minoritaires, à la CFCT « maintenue ». Jean Kaspar opte pour la CFDT. « Un choix de la raison », dira-t-il ensuite. Mais, dans sa section mulhousienne, il ne retrouve, sur quarante militants, que cinq ou six qui ont choisi comme lui la CFDT.

### Pragmatique

Pour la suite de sa « carrière » syndicale, J. Kaspar a fait le bon choix. « S'il n'y avait pas eu, en ce qui me concerne, le congrès de 1964... », lâche-t-il, songeur, avant d'ajouter : « Il y a dans la classe ouvrière des milliers et des milliers d'hommes et de femmes qui ont les mêmes potentialités que moi. » De fait, à partir de 1964, tout va très vite. Hier comme aujourd'hui, Jean Kaspar attire la sympathie. Exécutif avec les autres comme avec lui-même, il aime travailler en équipe. Son intelligence se nourrit plus de faits concrets que de théories savantes, même s'il est un insatiable dévoreur de livres divers et pointus. Il est d'abord pragmatique. En quelques années, il hisse au sommet, derrière la CGT mais devant la CFCT, son syndicat des mineurs de potasse d'Alsace. Et en 1966, à vingt-trois ans, il devient secrétaire général de la fédération des mineurs CFDT.

Trop gentil, Jean Kaspar, comme le lui reprochent certains de ses amis aujourd'hui ? Voire ! Lors de son service militaire à Moumoulin, il est noté comme « frondeur » par ses supérieurs, ce qui lui vaut d'être muté pour raisons disciplinaires en Algérie. En 1969, avant que la CFDT opte pour le socialisme auto-

gestionnaire, il lance ce qui sera bientôt à une mise en garde : « La stratégie syndicale a maintenant pour objectif de ne pas jouer le rôle d'une formation politique. »

En septembre 1975, on le retrouve, avec Daniel Chollet, aujourd'hui responsable socialiste, corédacteur d'un rapport sur la jeunesse, qui propose de favoriser la mise en place de structures « de type syndical » dans l'armée. Promu en 1976 secrétaire général de l'Union régionale Alsace, il est, en 1977, en première ligne dans le combat contre les frères Sélim qui avaient pris quelques libertés avec les fonds de leur entreprise pour réunir une magnifique collection de voitures anciennes. Avec ses camarades, il milite tout l'arsenal de l'action syndicale pure et dure, de la « séquestration » desdits industriels à l'occupation du « musée ». Au sein de la CFDT, le mineur Kaspar a donc gagné ses galons de militant syndical sans faire preuve d'une complaisance ou d'une gentillesse particulières.

La suite est logique. Il est destiné à grimper encore, même si l'arrivée n'est pas vraiment son fort. En 1976 déjà, Edmond Maire lui propose de « monter » à Paris pour entrer à la commission exécutive (le « gouvernement ») de la CFDT. Mais il répond par la négative car il ne se sent pas prêt à quitter son Alsace natale. En 1981, autre tentation : on lui propose une place sur les listes socialistes. Alors qu'il a, à ce moment-là, sa carte du PS depuis 1970, pour les élections législatives. Cette fois, J. Kaspar hésite vraiment, mais il opte définitivement pour la voie syndicale.

### Rassembleur

En mai 1982, au congrès confédéral de Metz, il sante le pas. Il devient membre de la commission exécutive, à la suite d'une élection

de marché (29 voix sur 29 suffrages exprimés). Jean Kaspar a déjà un profil de « rassembleur » : il flotte autour de lui un parfum de consensus interne. Pour autant, la capitale ne lui fait pas abandonner l'Alsace. En semaine, il est levé à



5 heures et est, à la confédération, un des premiers au travail. Le soir, il regagne son trois pièces à Asnières, où il vit avec sa fille, étudiante. Chaque week-end, sauf obligations militantes qui l'amènent souvent à Mulhouse sa femme Janine et ses deux fils. Il peut alors s'adonner au « casse-croûte » de la grande musique (Verdi, Beethoven...).

A la tête du secteur de politique revendicative, J. Kaspar est bien dans sa peau. A l'aide. Parfaitement « resyndicalisé » - mais n'était-il pas avant que la CFDT opte pour cette stratégie en 1978? - il devient l'interlocuteur privilégié du patronat lors des négociations. Il est plutôt bien accueilli. Les responsables du CNPF le perçoivent comme un partenaire réaliste, ferme sur les prin-

cipes, voire têtu, mais apte à rechercher des indispensables compromis. En 1984, il s'engage à fond dans la négociation sur la flexibilité de l'emploi, convaincu qu'il existe une possibilité d'aboutir à un accord. « On verra, lance-t-il alors à ses détracteurs, quels sont ceux qui sont décidés à lutter contre le chômage et ceux qui s'engagent dans des guerres de tranchées idéologiques. » Au petit matin du 16 décembre, il croit tenir « son » accord. De fait, il obtient un « avis positif » du bureau national et la caution de M. Maire. Mais la grogue remonte de la « base ». C'est l'échec et la première grande épreuve de sa vie militante. Il est très durement atteint.

A l'occasion de cet événement, Jean Kaspar participe à une rencontre secrète, révélée depuis par FO, entre Edmond Maire et André Bergeron, le 19 décembre 1984. Une confrontation de points de vues qui rejoint le souci constant de Jean Kaspar de rechercher des convergences réelles avec FO, la FEN, la CGC et la CFCT (dirigée elle aussi par un mineur, Jean Bonnaud). Il pense que la CGT aura dit mal à propos son déclin. Pour l'instant, confiait-il en 1983, « tout va se jouer entre FO et la CFDT ».

Début 1985, on dit Jean Kaspar lâché, trompé, déçu, fini. Mais il rebondit. Au congrès de Bordeaux, en juin, il salue sa mise. Dans la foulée, il conclut un accord sur l'assurance-chômage. Il sait que c'est sur sa capacité à faire progresser la voie contractuelle qu'il marquera des points et renforcera ses chances pour la succession.

Depuis 1982, il est donc favori dans la succession d'un Edmond Maire avec qui les relations sont parfois difficiles et qui lui préfère Nicole Notat. A l'occasion, il précise les enjeux pour le syndicalisme - « Il doit être une force de contestation mais montrer par des contre-propositions que d'autres types de

gestion, d'organisation du travail, des relations du travail sont possibles ». Il admette parfois le gouvernement, « il doit de gagner ». Il lui arrive aussi de secouer le patronat, présentant, par exemple, M. Gattaz comme le président d'une « association de chefs-d'œuvre en péril ».

### Tradition et modernité

Jean Kaspar croit beaucoup à la solidarité, à la réduction du temps de travail. Mais, « en conflant de la tradition et de la modernité », selon la formule d'un de ses amis, il travaille surtout à l'adaptation du syndicalisme pour en faire un « acteur utile et crédible ». Même si certains militants « ont besoin de dire la messe en latin ». A Strasbourg, il va de nouveau plaider pour « une approche plus positive de l'entreprise », tout en reprochant aux patrons de ne pas avoir fait « leur petite révolution culturelle en reconnaissant la légitimité de la fonction syndicale ».

Successor d'Edmond Maire, mais non dauphin, Jean Kaspar ne vient pas pour jouer les intrinsèques ou laisser le pouvoir à d'autres. Il entend bien gouverner, quitte à se forger une carapace pour mieux résister aux coups. Son style, ses méthodes, ne seront pas les mêmes que ceux d'Edmond Maire. Sa culture n'est pas non plus idéologique, car s'y ajoute une dimension humaniste chrétienne et le rapproche d'un Eugène Descazpe. Moins stratégique que M. Maire mais plus proche du terrain, il va prendre ses fonctions auréolé par une image de rassembleur. Des chasse-trappes l'attendent. Mais ce n'est pas parce qu'on a l'air gentil qu'on se laisse facilement berner. Jean Kaspar sait parfaitement ce qu'il veut et sa détermination pourrait en surprendre de plus.

MICHEL NOBLECOURT.

Plus de 10 milliards de francs de dotations en capital

CARRIÈRE DE LA C



# Économie

## Les offensives de Pechiney

### Les modalités de l'acquisition d'American National Can

L'acquisition d'American National Can (ANC), filiale à 100 % du groupe américain Triangle, s'effectue en deux temps. Pechiney achète aux deux actionnaires majoritaires de Triangle, Nelson Peitz et Peter May, la totalité des actions qu'ils détiennent, soit 66,3 % du capital, et lance une offre publique d'achat (OPA) sur le reste auprès des actionnaires minoritaires. Pour 100 % de Triangle, le prix s'élève à 1,258 milliard de dollars, payé sous deux formes : les 66,3 % font pour 834 millions de dollars, les 33,7 % restant sont payés comptant pour 424 millions de dollars.

Il est prévu que Pechiney rattrapât à bref délai à MM. Peitz et May les activités hors emballage du groupe Triangle (immobilier, fabricant de juke-boxes...) pour 225 millions de dollars. Le coût total de l'acquisition s'élève donc pour Pechiney à 1 033 millions de dollars dont 199 millions en cash.

Elle sera financée par des emprunts bancaires, des cessions (vente du siège social de Pechiney à Paris) et des fonds propres apportés par une nouvelle filiale du groupe, Pechiney International, qui regroupera ses actifs internationaux (Australie, Canada, Howmet aux Etats-Unis) ainsi que tout l'emballage et fera appel au marché financier. Le ratio dettes-fonds propres devrait passer par un maximum de 1,3 au moment de l'acquisition et retomber à un niveau actuel, inférieur à 1 d'ici deux ans. Pechiney prend également en charge 2,6 milliards de dollars de dettes sous forme d'obligations à long terme contractées par le groupe Triangle.

### Satisfaction au Nord consternation dans le Sud-Ouest

Alors que dans les milieux politiques du Nord-Pas-de-Calais le sentiment de satisfaction est général, en revanche, dans le Béarn, où Pechiney a une usine à Nogues-Riouperoux, on parle « d'erreur » et de « catastrophe ». M. Michel Debarre, ministre des transports et élu de Dunkerque, a dit, le 21 novembre à Gravelines (là où EDF exploite une très puissante centrale nucléaire qui fournira du courant à Pechiney), que « l'Etat avait tout fait pour que la réalisation de l'investissement soit possible ».

M. Labarrère : « une erreur »

M. Bernard Derostier, président (PS) du conseil général du Nord,

### La « double revanche » de Jean Gandois

Il n'était pas peu fier Jean Gandois, le patron de Pechiney, en annonçant, le 21 novembre, son coup double : une nouvelle usine d'aluminium à Dunkerque et l'acquisition du géant américain de l'emballage, American National Can. Il savourait ainsi une double revanche. Sur sa propre carrière, qui avait fait de lui jusqu'à maintenant un homme qui avait dû gérer le déclin. Déclin de la sidérurgie chez Sacilor, déclin de l'aluminium chez Pechiney.

ministre de l'Industrie, le seul à conserver ses fonctions, — il devait finalement claquer la porte quelques mois plus tard, en désaccord avec les orientations gouvernementales. « M. Gandois n'était pas motivé. La République a besoin de serviteurs motivés », commentait Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Industrie de l'époque à la sortie du conseil des



Patron — à mi-temps, il est vrai puisqu'il a une seconde casquette comme président du groupe sidérurgiste Cockerill-Sambre — d'un groupe de dimension modeste, la « PME des nationalisés », il était obsédé par l'insuffisance de la taille de son entreprise et par la crainte de voir l'industrie de l'aluminium être prise dans la même spirale décroissante que l'acier. « L'alu peut être l'acier des années 2020-2030. Si la sidérurgie avait pensé plus tôt à son avenir, elle n'aurait pas vécu son chemin de croix. Je me suis bien juré de conduire les sociétés que je dirigerai vers un futur possible. » En acquérant ANC, qui le catapulte à la première place mondiale de l'emballage et augmente de 50 % son chiffre d'affaires total, Jean Gandois conforte l'avenir de Pechiney comme il le souhaitait en rééquilibrant son portefeuille d'activités.

Ironie du sort — et c'est là sa seconde revanche, — il devient pour les socialistes le modèle de réussite d'une entreprise publique. Ces socialistes auxquels il s'était heurté de front en 1982 après la nationalisation du groupe chimique Rhône-Poulenc qu'il présidait alors. Maintenant dans un premier temps par le gouvernement Mauroy à son poste — il fut ainsi avec Roger Fauroux, président de Saint-Gobain, actuel

ministre du 21 juillet 1982, qui portait à la présidence de Rhône-Poulenc un nouveau patron, M. Loïc Le Floch-Prigent.

L'histoire se répète. M. Gandois, nommé à la tête de Pechiney par Jacques Chirac lors du retour de la droite en 1986, devait se retrouver face à un gouvernement socialiste deux ans plus tard, le groupe d'aluminium n'ayant pas pris le train des privatisations menées par le gouvernement de M. Chirac.

Les socialistes ayant évolué — et Jean Gandois aussi — c'est la main dans la main que les deux adversaires d'hier ont collaboré pour réussir aujourd'hui une belle opération, à l'honneur de l'industrie française.

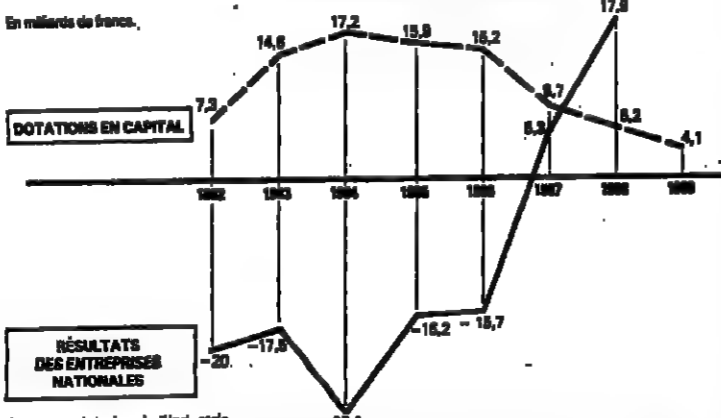
C. B.

### Plus de 10 milliards de francs de dotations en capital

Le projet de loi de finances rectificative pour 1988 qui sera examiné mercredi 23 novembre en conseil

des « : SNECMA (1,6 milliard), Aérospatiale (1,2 milliard), CDF-Chimie devenue ORKEM (1,1 mil-

#### DES ENTREPRISES PUBLIQUES QUI ONT RETROUVÉ LA SANTÉ



des ministres prévoit un peu plus de 10 milliards de francs pour les dotations en capital aux entreprises publiques.

Cette dépense est financée de deux façons. D'abord par le « compte d'affectation spéciale », qui comme les années précédentes a recueilli en 1988 les fonds tirés des privatisations (Matra, 2<sup>e</sup> partie de l'opération Suez, Crédit du Nord, Crédit agricole), soit au total entre 12 et 13 milliards de francs. La moitié de cette somme ayant déjà été affectée (aux Charbonnages de France, à la CGM, à la sidérurgie, à Thomson, à la Caisse d'indemnisation des nationalisations), restait 6 à 7 milliards de francs.

A ces disponibilités, l'Etat ajoute dans le projet de « collectif » de fin d'année 4,5 milliards de francs de crédits budgétaires, ce qui porte bien à 10,5 milliards de francs les sommes destinées aux dotations en capital aux entreprises publiques.

Quelles seront les heureuses gagnantes ? Toutes ne sont pas encore connues, et il faudra attendre quelques semaines pour en savoir plus, seule la SNCF (1,7 milliard) et les ports autonomes (1,3 milliard) venant s'ajouter aux « déjà

### Les investissements français à l'étranger en forte hausse

Les investissements français à l'étranger ont fortement augmenté ces trois dernières années mais l'écart avec les autres grands pays industriels continue de se creuser, indique le ministère du Commerce extérieur. Après avoir fluctué aux environs de 20 milliards de francs par an entre 1982 et 1986, les investissements directs des entreprises à l'étranger ont dépassé pour représenter 36,2 milliards en 1987 et 52,3 milliards en 1988. Au total,

l'an dernier, ces placements ont été supérieurs à ceux effectués par des entreprises étrangères en France, eux-mêmes en sensible hausse, avec un montant global de 27,8 milliards. Parmi les grosses opérations des entreprises françaises à l'étranger ces trois dernières années, on peut citer l'acquisition de Big Three (Etats-Unis) et la prise de contrôle total d'Agelco (RFA) par L'Air Liquida, l'achat des laboratoires pharmaceutiques Nat-

termann (RFA), ainsi que, aux Etats-Unis, de l'agrochimie d'Unkar Carbide, de la chimie minérale de Stauffer par Rhône-Poulenc, l'acquisition des deux minerais de Beatrice Foods par Perrier, l'acquisition de la division électronique grand public de General Electric par Thomson, l'achat des cosmétiques Helena Rubinstein par L'Oréal, ou encore le renforcement de Saint-Gobain avec les prises de contrôle de Corhart et Certain Teed.

### Les grands de l'emballage

En rachetant American National Can, Pechiney se hisse en tête du classement mondial de l'emballage avec treize milliards de francs de chiffre d'affaires cumulé. Mais le palmarès international varie selon les sources. Si l'on croit le classement donné à la fin octobre par le français Carnaud à l'occasion de l'annonce de sa fusion avec le britannique Metal Box, le japonais Toyo Seikan, numéro deux mondial, talonnerait le nouveau couple franco-américain avec 29,4 milliards de francs de chiffre d'affaires. Carnaud et Metal Box occupent le troisième rang avec 22 milliards de francs de chiffre d'affaires, devant le suédois Tetra Pak, dont le chiffre d'affaires était estimé par Carnaud à 21,7 milliards de francs.

Vu par Pechiney, un mois plus tard, l'échiquier mondial de l'emballage est quelque peu différent. Les numéros un (Pechiney + American National Can) et trois (Carnaud Metal Box) n'ont plus crédité que de 21 milliards de francs de chiffre d'affaires. Et surtout, Toyo Seikan, le numéro deux, ne réaliserait plus que des ventes de 22 milliards de francs. Quant au suédois, Tetra Pak, il rétrograderait, de la quatrième à la sixième position, avec 17 milliards de francs, devant les deux américains Owens Illinois (19 milliards) et Continental Can (18 milliards de francs).

Une chose est sûre, les industriels français occupent de bonnes positions. A l'issue de son opération, Pechiney change de profil : son chiffre d'affaires, estimé pour 1988, fait un bond de 50 à 76 milliards de francs. L'emballage — qui ne représentait que 9 % de ses ventes — devient sa première activité et constituera 45 % du chiffre d'affaires. L'aluminium, son métier « historique », tombe en conséquence de 53 % à 32 % et les composants industriels de 22 % à 13,5 % du total.

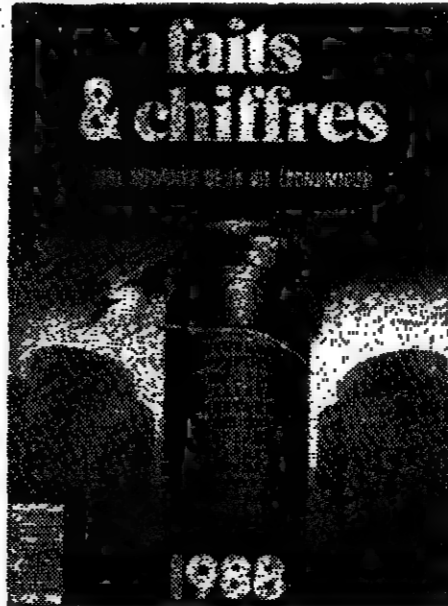
## faits & chiffres

1988

EST PARU

DANS LES KIOSQUES

60 F



- texte entièrement nouveau
- 45 graphiques de rétrospective économique sur les années 70 à 87
- 30 sujets chiffrés à partir de documentations statistiques les plus nouvelles introuvables en France (Consolidated Gold, Military Balance, Taiwan Data Book, IATA World Air Transport statistics, The Banker...)
- Des calculs inédits sur le pouvoir d'achat dans les pays de l'OCDE, et sur la distribution des Fortunes et des Revenus en France.

Connaissez votre rang de Fortune et de Revenu parmi les 21 millions de ménages français : calculs réalisés par l'équipe de Faits et Chiffres/Atlaséco

Tél : 36 17 code : ECONOMY

BON DE COMMANDE

Je désire recevoir un Faits et Chiffres 1988 : 70 F (couper : 60 F, découper voir : 80 F) - frais de port compris -

ADRESSE : .....

et je joins à ma commande un chèque libéré à l'ordre de la société SEB - 9 rue d'Almaty - 75002 - Paris

### CARREFOUR DE LA CHINE

Il existe de multiples façons de voyager en Chine, économiques ou luxueuses, originales ou classiques, sportives ou confortables. Carrefour de la Chine, premier organisateur français de voyages vers la Chine, vous en propose 28, que vous pouvez découvrir dans sa brochure : « Connaitre et aimer la Chine en 89 »

Carrefour de la Chine  
45, rue Sainte-Anne 75001 Paris  
M<sup>o</sup> Pyramides ou Palais Royal  
42.61.60.26

Europe 1 présente Mercredi 23 à 18H15

## "DECOUVERTES" : VOYAGER EN CHINE

Animé par Bernard Rapp

avec : Lucien Bodar, Pierre Cardin, Su Xiao Ming (chanteuse), Philippe Boucher (Le Monde), Jean-Luc Domenach (économiste), Charles Meyer (écrivain), et Patricia Tartour (Carrefour de la Chine)



En direct en FM 104,7 et 183 kHz

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Votre ingénieur financier  
et le Crédit Agricole

## Les irrigueurs de capitaux

### PRISE DE CONTRÔLE DE CEGEP PAR GENEUROPE HOLDING BV

SEGESPAR-TITRES (Groupe CRÉDIT AGRICOLE), a conseillé la Société GENEUROPE HOLDING BV sur les modalités de prise de contrôle de la société CEGEP, cotée au Second Marché de la Bourse de Paris, qui détient un important patrimoine immobilier (centres commerciaux et bureaux).

Trois partenaires français se sont associés à ce montage.

Cette opération, à laquelle SEGESPAR-TITRES a apporté sa garantie, a revêtu la forme d'une cession d'un bloc de contrôle de 58,68%, possédé par la Compagnie LA HENIN, intervenue le 24 octobre 1988 et qui a été suivie d'une procédure de maintien de cours jusqu'au 17 novembre.

A cette date GENEUROPE HOLDING BV, dont le capital est détenu à hauteur de 60% par des investisseurs européens et de 40% par des investisseurs du Moyen Orient, a acquis 53,7% du capital de CEGEP et ses trois associés français 10% chacun.

Sur la base du prix de 220 F retenu pour le maintien de cours, la capitalisation boursière de CEGEP s'élevait à 1215 millions.



Le bon sens en action

Vos placements  
et le Crédit Agricole

## Les éleveurs de SICAV

### ELICASH

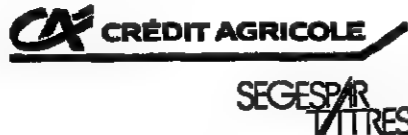
La gamme des SICAV court terme du Crédit Agricole s'enrichit d'un nouvel instrument de placement: ELICASH, SICAV monétaire.

Cette SICAV spécialisée, destinée à une clientèle de personnes morales "haut de gamme" est investie essentiellement en obligations à taux fixe et taux variable. Elle peut faire l'objet d'opérations conditionnelles de rachat, d'opérations de rachat et posséder une part importante d'instruments de trésorerie dans son actif.

La rentabilité d'ELICASH est celle d'un placement souple axé sur la valorisation régulière du capital sur une courte période.

La date d'ouverture aux souscripteurs a été fixée au 15 novembre 1988.

ELICASH ne comporte pas de frais de souscription ni de frais de sortie. Ses frais de gestion sont réduits et sa valeur liquidative est à la création de 2.000.000 Frs.



Le bon sens en action

### PECHINEY crée avec EDF

une usine moderne d'électrolyse d'aluminium

PECHINEY et EDF ont signé le 16 novembre 1988 un protocole d'accord en vue de créer à Dunkerque une usine moderne d'électrolyse d'aluminium.

L'accord de partenariat entre EDF et PECHINEY, qui permet de conjuguer l'une des meilleures technologies du monde dans le nucléaire, était un préalable indispensable à la réalisation du projet.

Bien que la forme juridique et financière n'en soit pas encore totalement arrêtée, le dispositif en principe le suivant. Deux entités seront créées :

- Une société rassemblera autour de PECHINEY des investisseurs français et étrangers et réunira les moyens financiers.

- PECHINEY et EDF s'associeront dans la proportion de 51% PECHINEY et de 49% EDF pour exploiter l'usine et financer son fonds de roulement. PECHINEY sera l'opérateur industriel.

L'accord de partenariat conclu entre les deux entreprises prévoit que chacune apportera ses prestations sur la base des prix des marchés internationaux. La marge industrielle assurera en premier lieu le service de la dette et la rémunération des investisseurs. Le reste de cette marge sera partagée entre EDF et PECHINEY suivant des règles convenues entre les deux sociétés partenaires.

La construction de la nouvelle usine répond à un double objectif :

- assurer à l'électrolyse d'aluminium en France des conditions compétitives par rapport à la concurrence internationale,

- permettre à la France, qui doit fermer d'ici à 1991 des installations vieillies, d'éviter l'engorgement du défilé. Face à une consommation de 600 000 tonnes, la production actuelle de 300 000 tonnes, qui aurait dû descendre à 200 000 tonnes, pourra au contraire passer à 400 000 tonnes. Ce doublement de la capacité en France à l'horizon 1992 correspond à une augmentation relativement faible des disponibilités mondiales de PECHINEY, qui atteignent aujourd'hui près de 1 million de tonnes.

Sur un plan plus général, cette opération aura un triple impact :

1. Elle montre que le processus de délocalisation des industries lourdes n'est pas inévitable en Europe.

2. Elle améliore sensiblement la balance des comptes extérieurs (+ 2 milliards de francs), notamment par une diminution des importations.

3. Elle apporte à la région de Dunkerque, touchée par les restructurations industrielles, une contribution à la résolution de ses problèmes d'emplois (2 000 créations d'emplois directs et indirects).

## Francis-Pierre

La Sicav des Bâisseurs

Comptes de l'exercice 1987-1988 clos le 30.09.1988 approuvés par le Conseil d'Administration du 15 novembre 1988, présidé par M. Claude Lamotte.

Actif net au 30.09.1988 : F 252.909.282

Performance entre le 31.12.1987 et le 14.11.1988 : + 8,83 %

Valeur liquidative au 14.11.1988 : F 100,44

Dividende proposé : F 6,42 + F 0,43 d'avoir fiscal qui sera mis en paiement le 16 janvier 1989.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.



Nous croyons à la ténacité.  
Aux hommes qui osent.



Au second marché de la Bourse de Paris depuis le 25 octobre 1988

MERCI AUX ACTIONNAIRES QUI VIENNENT DE NOUS REJOINDRE ET QUI NOUS ACCOMPAGNENT DANS NOTRE DEVELOPPEMENT FUTUR.



## Valeo

REMBOURSEMENT ANTICIPÉ DES OBLIGATIONS CONVERTIBLES VALEO 9,50 % ET 10 % 1978

Rappel :

- Ces obligations seront remboursées par anticipation le 1<sup>er</sup> décembre 1988.

- Les prix de remboursement se montent à :

548,04 F pour les obligations 1977 ;

450,47 F pour les obligations 1978.

- Les obligataires disposent jusqu'au 28 février 1989 pour :

soit demander le remboursement,

soit convertir leurs titres en actions Valeo sur la base de :

- 1,3 action par obligation 1977 ;

- 0,84 action par obligation 1978.

- Sur la base des prix de remboursement, le prix de revient d'une action obtenue par conversion s'établit à :

- 421,57 F dans le cas de l'obligation 1977 ;

- 536,27 F dans le cas de l'obligation 1978.

Ces chiffres sont à comparer au cours actuel de l'action.

- Si la conversion est effectuée avant le 31 décembre 1988 inclus, les actions obtenues porteront jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1989.

- Si la conversion intervient après le 31 décembre 1988, les actions obtenues porteront jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1989.

En conséquence, pour bénéficier du dividende Valeo au titre de l'exercice en cours, tel qu'il sera arrêté par l'assemblée générale statuant sur les comptes 1988, les obligataires devront impérativement demander la conversion de leurs titres en actions Valeo avant le 31 décembre prochain.



Au cours de la réunion du conseil d'administration de PFA S.A., tenue le 16 novembre 1988, les indications suivantes ont été données sur l'activité des filiales :

Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 1988 les primes émises s'élevaient à :

PFA Tiers : 3 277 millions de francs ; PFA Vie : 576 millions de francs ; Lilloise d'Assurances : 744 millions de francs.

Pour l'année 1988, le chiffre d'affaires consolidé de PFA S.A. devrait progresser de 3 % à 4 % par rapport à celui de 1987, qui était de 6 767 millions de francs.

Le conseil d'administration a, en outre, constaté que les bons de souscription d'actions émis en avril 1986 avaient été exercés à hauteur de 99,46 %.

Enfin, au vu des résultats de PFA S.A. au 30 septembre 1988, le conseil a décidé la distribution d'un acompte sur dividende de 5,50 F par action contre 4,10 F pour l'année dernière. Compte tenu de l'augmentation de capital consécutive à la conversion des bons, cette distribution représentera 59,7 millions de francs contre 35 millions l'année dernière.



## Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-81-82, poste 4330

### LA MICROEDITION EN LIBRE SERVICE III



Tirez vos documents Macintosh ou IBM sur notre imprimante à laser LAZEMARK 48 bd Richard Lenoir 75011 Paris Tél : 48 08 84 01 Lun - Ven 9.00-18.30, Sam 14.00-18.00

## PAYEZ MOINS D'IMPÔTS EN DYNAMISANT VOS PLACEMENTS

### 4 Sicav Actions des Banques Populaires

au 10.11.1988	Valeur de l'action en F	Progression depuis le 1.1.88 (1)
A.A.A. * ACTIONS AGRO-ALIMENTAIRE	891,38	+ 39,28%
FRUCTIFRANCE*	784,20	+ 33,08%
FRUCTIMMO**	27,01	+ 22,66%
FRUCTI-ÉPARGNE**	27,58	+ 10,23%

\*CEA \*\*PER (1) COUPON NET RÉINVESTI

A.A.A. : l'agro-alimentaire, pour participer au développement d'un secteur de pointe.

FRUCTIFRANCE : la priorité à la plus-value avec les actions françaises.

FRUCTIMMO : la croissance des marchés financiers alliée à la sécurité de l'immobilier.

FRUCTI-ÉPARGNE : pour préparer votre retraite, une valorisation régulière de vos investissements.



BANQUE POPULAIRE

ENERGIE  
des obse  
APPEL DE CANDIDATURES  
DIRECTION GÉNÉRALE  
PA-JOUY  
Le Monde



Économie

RÉGION

Le contrat de plan de l'Ile-de-France : un casse-tête financier

C'est sur une somme de 20 milliards de francs, à laquelle s'ajoute un programme additionnel de 4,5 milliards de francs...

Selon une esquisse présentée conjointement par le préfet, M. Olivier Philip, et le président du conseil régional, M. Pierre-Charles Krieg...

Or, même si l'on ne prend pas en compte le programme additionnel et si l'on s'en tient au « noyau dur » du contrat de plan, c'est-à-dire 20 milliards, il ne semble pas que le gouvernement...

F. Gr.

ÉNERGIE

Dans les coulisses de l'OPEP à Vienne

L'angoisse des « observateurs » occidentaux

Les treize ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), réunis à Vienne depuis le lundi 21 novembre pour tenter d'éviter un effondrement des cours...

VIENNE de notre envoyé spécial

Ficus géants, verrière, marbre blanc et serres en longes jupes noires fondues, le lobby hollywoodien de l'hôtel Marriott bruisse comme une volière trop pleine...

Une atmosphère de cour de classe ou de veillée d'examen. Passera, passera pas ? Voilà cinq jours que l'OPEP tourne en rond, paralysée par ses vieilles querelles...

une sorte de point de ralliement obligé, hanté par l'obsession du « scoop ». C'est que les informations « en béton », qui, sur un marché aussi nerveux, valent des centaines de milliers de dollars, sont rares...

On se raccroche aux petites phrases, l'échec à dessin par un ministre entre l'ascenseur et la sortie, aux rumeurs souvent répandues pour faire « un coup » sur le marché...

Car l'angoisse, cette fois, a changé de camp. Résignation ou habitude, les treize pays membres du cartel, qui jouent pourtant ici une grosse part de leurs revenus de l'an prochain, restent silencieux, du moins étonnamment patients.

Athlétiques finiers

C'est du côté des observateurs qu'on en perd le sommeil. Les grandes compagnies, pour être discrètes, n'en sont pas moins omniprésentes, par analystes ou consultants interposés...

Quant aux producteurs extérieurs à l'Organisation, eux aussi sur les dents, ils sont cette fois représentés en force par une délégation aussi informelle qu'inattendue...

Paradoxe : c'est au moment où le cartel semble baisser les bras qu'il apparaît à tous comme le sauveur. Qu'ils fassent des affaires, des « coups » ou de la représentation, tous les observateurs, paniqués par les menaces d'effondrement des prix...

Véronique Maurus.

ELF-France va supprimer mille quatre cents emplois. A cause des surcapacités de raffinage en France, ELF-France a décidé de réduire ses capacités de 3 millions de tonnes à Feyzin (Rhône)...

Total signe un accord avec le Vietnam. Le groupe Total devait signer mardi 21 novembre un accord d'exploration pétrolière officielle avec la société nationale Petrovietnam...

AGRICULTURE

L'adhésion de la France au programme européen de gel des terres

La jachère en trompe-l'œil

Le Journal officiel du 19 novembre a publié le montant des primes que recevront les agriculteurs candidats au gel d'une partie de leurs terres...

allemands, dont le plafond atteint 4 200 F/hectare.

Ce vaste programme de jachère, qui coûtera 4,2 milliards de francs par an à la Communauté, s'engage sur une double ambiguïté : il fait d'abord de la terre la cause des surplus, alors que depuis longtemps elle n'est que leur support...

Jusqu'à l'absurde

L'autre ambiguïté concerne le rôle assigné à l'agriculteur dans une Europe vouée partiellement à la friche : le paysan nourricier s'efface devant le paysan « tondeur de gazon » ou, au mieux, jardinier de la nature...

services écologiques et ruraux que Bruxelles ne prévoit pas de rémunérer.

Dans ces conditions, la jachère promet d'être un trompe-l'œil. Pour enrayer la surproduction agricole, il fallait pousser la logique de la friche jusqu'à son terme qui confine à l'absurde...

Geler les terres fertiles et maintenir en production les sols moins fertiles des régions menacées de désertification ? « Une hérésie ! », répondent les professionnels concernés...

C'est dans les régions défavorisées aux sols ingrats, que le programme de jachère devrait connaître un certain succès. Il ne fera qu'accroître la tendance actuelle de l'agriculture à se concentrer sur les meilleures terres...

ÉRIC FOTTORINO.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UN PATRIMOINE, CA SE CONSTRUIT... Crédit du Nord VOUS D'ABORD. Includes a diagram of a globe and text describing investment opportunities.

APPEL DE CANDIDATURES

Dans le cadre de sa stratégie de renforcement du pôle de développement agro-alimentaire de Vaucoules, le conseil général de Vaucoules projette de construire un centre d'incubation...

- 1. - au traitement de produits alimentaires autorisés dans le cadre d'une politique de filière ; 2. - à l'industrialisation de procédés pour des traitements pilotes...

- 1. - source de cobalt 60 d'une activité de 100 000 curies et extensible à 500 000 curies ; 2. - fonctionnement automatique du convoyeur pouvant traiter des palettes...

Les opérateurs devront avoir une expérience prouvée en exploitation et dans la gestion d'une unité de recherche et développement centrée sur l'ionisation.

Les industriels, opérateurs ou groupements, intéressés par la gestion et l'exploitation de cet équipement, sont invités à adresser leurs candidatures au FONDAIR, BP 724 (Maison de Péguy), 64034 AVERNION CEDEX...

DIRECTION GÉNÉRALE

CENTRE DE PERFECTIONNEMENT AUX AFFAIRES

L'entraînement à la DIRECTION GÉNÉRALE par des dirigeants choisis parmi les meilleurs

CPA-JOUY

- Session 89/1 : 3 avril/23 juin ; 12 semaines résidentielles. - Pour directeurs 33-43 ans sélectionnés pour leur potentiel.

CPA, 1, rue de la Libération, 78350 Jouy-en-Josas

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE chaque mercredi (éditions datées jeudi) Renseignements : 45-55-91-82. Poste 4138

Vertical text on the left edge: PIRELLA, PAYER MOINS D'IMPÔTS SANS VOS PLACEMENTS, Actions Banques Populaires, BANQUE POPULAIRE.

# Marchés financiers

## Double OPA de la Lyonnaise des eaux sur des sociétés britanniques

La Lyonnaise des eaux, deuxième groupe français de distribution d'eau, a lancé des offres publiques d'achat - amicales - sur deux compagnies britanniques du même secteur basées dans le nord-est de l'Angleterre. La Lyonnaise offre 30,5 millions de livres comptant (330 millions de francs) pour Newcastle and Gateshead et 29,8 millions de livres (320 millions de francs) pour Sunderland and South Shields.

Le groupe français avait déjà réussi, en août dernier, deux OPA d'un montant global de 65 millions de livres (660 millions de francs) sur deux compagnies de distribution d'eau de l'est de l'Angleterre.

Les groupes français de distribution d'eau (Lyonnaise et Générale des eaux) s'intéressent à certaines des vingt-neuf petites compagnies régionales privées du même secteur en Grande-Bretagne, dans la perspective de la privatisation prochaine des dix autorités régionales de distribution d'eau publiques, qui contrôlent les trois quarts du marché britannique.

## Darty en Belgique

Darty part à la conquête de l'Europe en passant par la Belgique. C'est le sens de la prise de participation à hauteur de 49 % du groupe dans le capital de la société de distribution d'électroménager belge New Vandem Barre. Avec 267 salariés et un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs belges (250 millions de francs) et dix-neuf magasins, cette société détient 3 % du marché belge. « Notre participation volontairement minoritaire se traduira principalement par une assistance et des conseils pour le développement. Avec, comme objectif, 10 % du marché d'ici à 1992 », commente Guy Lavaud, un des responsables du groupe.

Après une tentative malheureuse d'implantation en Espagne, en 1981, Darty essaie ainsi une nouvelle stratégie hors de l'Hexagone en s'appuyant sur des partenaires locaux. Mais il ne néglige pas pour autant son développement en France : depuis la RES (reprise de l'entreprise par les salariés) spectaculaire d'avril dernier, sept nouveaux magasins ont été ouverts.

● Minox dépose son bilan. - La société ouest-allemande Minox, célèbre pour ses appareils photographiques « de poche », a dû déposer son bilan, lundi 21 novembre, en dépit de l'application d'un plan de restructuration qui a coûté leur place à près de 200 salariés (sur 750). Minox, qui est la dernière représentant de l'industrie ouest-allemande de la photo, autrefois une des plus importantes du monde, table cette année sur des ventes stabilisées autour de 80 millions de marks. Ses appareils avaient été popularisés par les films d'espionnage des années soixante.

● La nouvelle loi américaine sur les délits d'initiés est votée. - Le président Reagan a signé, samedi 19 novembre, la loi qui réprime les opérations financières d'initiés aux Etats-Unis et aggrave les peines prévues contre les personnes reconnues coupables d'avoir violé la réglementation (le Monde du 12 août). La nouvelle loi fait ainsi passer de cinq à dix ans les peines maximales d'emprisonnement prévues et augmente les amendes de 500 000 à 2,5 millions de dollars pour les sociétés, et de 100 000 à 1 million de dollars pour les particuliers.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## PECHINEY DEVIENT LE N° 1 MONDIAL DE L'EMBALLAGE

Aux termes d'un accord signé ce week-end à New-York, Pechiney prend le contrôle du Groupe Triangle, et en particulier de sa filiale à 100 %, American National Can, numéro 1 mondial de l'emballage.

American National Can (ANC) réalise un chiffre d'affaires de 26 milliards de francs et emploie 23 000 personnes. Sa complémentarité avec l'activité emballage de Pechiney (CEBAL) est très grande tant sur les lignes de produits que pour les zones géographiques. L'ensemble ANC + CEBAL avec un chiffre d'affaires de 30 milliards de francs sera le numéro 1 mondial de l'emballage avec des leaderships dans les emballages métalliques et les plastiques notamment.

L'acquisition du Groupe Triangle, coté à la Bourse de New-York, s'effectue selon le schéma suivant : Pechiney rachète aux deux actionnaires majoritaires de Triangle, MM. Peltz et May, la totalité des actions qu'ils détiennent (66,3 % du capital). Il a l'intention de faire sur les mêmes bases une offre publique d'achat aux actionnaires minoritaires.

Par ailleurs, Pechiney rattachée à bref délai à MM. Peltz et May la totalité des activités hors emballage du Groupe Triangle pour un prix de 225 millions de dollars.

La transaction s'effectue sur la base de 56 dollars l'action. Si la totalité des actions est effectivement apportée lors de l'offre publique d'achat, le prix d'acquisition des 100 % du capital s'élevait à 1 258 millions de dollars. Ce prix doit être payé à hauteur de 66,3 % à MM. Peltz et May, soit 834 millions de dollars, et à hauteur de 33,7 % aux actionnaires minoritaires, soit 424 millions de dollars.

Le règlement sera fait à terme sous forme d'un billet à ordre à 10 ans pour les actions de MM. Peltz et May (834 millions de dollars). Il s'effectuera immédiatement et en cash pour les actions dans le public (424 millions de dollars). Toutefois, compte tenu de la revente à bref délai des activités hors emballage dont le prix a été fixé à 225 millions de dollars, la sortie nette en cash pour Pechiney sera limitée à 199 millions de dollars.

L'opération d'acquisition sera réalisée par Pechiney Corporation, filiale américaine du Groupe qui détient Hommet et les participations du Groupe dans les usines de Beaucaud (Canada), Gladstone et Tomago (Australie).

Cette opération pourrait être financée par Pechiney sans recours au marché financier. Toutefois pour limiter l'endettement de l'opération, le Groupe souhaite renforcer ses fonds propres en Europe.

A cet effet, il est envisagé :

- de constituer une nouvelle filiale baptisée Pechiney International et regroupant les principaux actifs internationaux de Pechiney. Parmi ceux-ci figurent notamment, d'une part Pechiney Corporation qui détient Hommet et les investissements canadiens et australiens du Groupe et, d'autre part, la totalité des activités emballage. Sur les bases des résultats de 1988 et avant acquisition de ANC, la valeur de Pechiney International, en tenant compte d'un PER prudent, devrait se situer entre 10 à 13 milliards de francs. Dans ces conditions, il ne devrait pas y avoir de difficultés pour émettre en ou plusieurs fois plus de 4 milliards de francs d'actions ou obligations convertibles ;
- d'opérer certains désinvestissements dont le plus important est la vente de l'immeuble du siège social. Ces désinvestissements doivent permettre d'obtenir entre 1 et 2 milliards de francs de fonds propres.

Compte tenu du recours possible à une émission de CIP, le renforcement des fonds propres du Groupe pour un montant de 7 à 8 milliards de francs doit permettre de maintenir le niveau de ses charges financières dans des limites raisonnables et de ne pas obérer sa capacité de financement. Le ratio dettes long terme/fonds propres reviendrait à son niveau actuel dans un délai de deux ans.

La prise de contrôle de ANC constitue pour Pechiney un véritable tournant :

- Le Groupe change de dimension avec un CA qui, sur la base des chiffres de 1988, passe de 50 milliards de francs à 76 milliards de francs avec trois grandes activités industrielles en position de leadership mondial :
  - l'aluminium : CA de 20,7 milliards de francs - numéro 3 mondial ;
  - l'emballage : CA de 30 milliards de francs - numéro 1 mondial ;
  - les composants industriels : CA de 8,7 milliards de francs avec Hommet et la Carbonte Lorraine, tous deux numéro 1 mondial dans leurs spécialités.
- Géographiquement, la production industrielle du Groupe sera désormais équilibrée entre l'Europe et le reste du monde avec 35 milliards de francs pour l'Europe, dont 27 milliards pour la France et 29 milliards de francs dans le reste du monde dont 27 milliards pour l'Amérique du Nord ;
- Le portefeuille du Groupe est désormais beaucoup mieux équilibré avec des activités qui lui assurent une meilleure stabilité des résultats, ce qui lui permettra de mener une stratégie mondiale encore plus active.

## NEW-YORK, 21 novembre

**Irrégulier**  
Début de semaine très indécise à New-York. Commencé sous le signe de la baisse, la séance de lundi s'est achevée sous celui de la reprise. Mais le mouvement n'a pas été conséquent.

Un instant tombé à 2 036,81, l'indice des industriels s'est stabilisé en clôture à 2 065,96 (+ 3,55 points). Le bilan de la journée, lui, est resté négatif. Sur 1 955 valeurs traitées, 923 ont encore baissé, 552 ont progressé et 480 n'ont pas varié.

Les inquiétudes sur l'évolution du dollar et des taux d'intérêt ont continué de peser sur les cours. De l'avis des professionnels, nombre d'investisseurs préfèrent placer leurs capitaux en court terme avec un rendement proche de 8 % que de venir en Bourse.

Certains craignent aussi qu'un cas de ralentissement économique des grandes campagnes d'OPA pende de leur attrait.

L'activité s'est maintenue à un niveau très bas avec 120,87 millions de titres traités contre 119,32 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 18 nov.	Cours du 21 nov.
A&P	290	290
Ames & Secor	290	290
Ames	290	290
B&C	290	290
E. Dunham & Assoc.	290	290
A&C	290	290
B&P	290	290
B&C	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290

## PARIS, 21 novembre

**Repli**  
L'ambiance s'est quelque peu rafraîchie, lundi à la Bourse, où, dès l'ouverture, la tendance vint à la baisse dans un marché sans affaires. En repli de 0,44 % au cours des tout premiers échanges, l'indice fut instantanément redressé à 0,92 % à la clôture de 17 heures.

Cette baisse a été cependant le jour de la réponse des primes à un peu plus agréable les gains accumulés durant le mois précédent qui s'achève mardi. Pour l'instant, le secteur est positif de 1 % environ. L'évolution du dollar est des plus incertaines et reste la grande préoccupation des milieux financiers. Pour l'instant, il n'y a rien de vraiment nouveau dans ce domaine, même si diverses personnalités américaines ont annoncé depuis quelques jours à renouer les marchés.

Les investisseurs français se gardent donc bien de prendre des initiatives malgré l'annonce de bonnes nouvelles : augmentation sensible de la production industrielle en France au septième (+ 0,6 %) et construction par Pechiney d'une usine d'aluminium dans le Nord. Pechiney, qui a été notifiée en 1988, va également racheter la filiale de l'emballage métallique américain, American Can, Carrousel, qui cherche à vendre ses usines et équipements sur le marché de l'emballage, a accusé le coup en Bourse, cédant 0,5 %. A noter que la notation des certificats d'investissement privilégiés de Pechiney a été suspendue jusqu'à avis ultérieur.

Pour la première fois depuis sa création, le 9 novembre, le contrat sur indice CAC 40 a été négocié pour l'échéance janvier, par exemple, à un cours supérieur à l'indice de base. Pour les spéculateurs, cette hausse signifie que les investisseurs seraient plutôt optimistes pour les semaines à venir quant à l'évolution des valeurs françaises.

Européen et encore joué les vendredis, gagnant plus de 5 % avec 872 000 titres échangés à 14 heures. Formé également de Parhoët et de Luchères, A l'inverse, De Dietrich, Metz et son sont restés plats.

Le MATIF était bien orienté avec une hausse moyenne de 0,3 %.

La notation des actions Ples Wonder a été suspendue dans l'attente de précisions de la société, qui, selon certains renseignements, se heurte à des problèmes liés à la construction de l'usine de Luce. Suspension de notation des Trois Quartiers et Olivetti - Logobas.

VALEURS	Cours du 18 nov.	Cours du 21 nov.
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290
Ames	290	290

## PARIS: Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A&P SA	290	290	Ind. Metall. Service	215	215
Ames & Secor	290	290	La Générale de Secor	215	215
Ames	290	290	Le gel sans du métal	215	215
B&C	290	290	Leur investissement	215	215
E. Dunham & Assoc.	290	290	Lucas	215	215
A&C	290	290	Metallog. M&C	215	215
B&P	290	290	Métrologie Industrielle	215	215
B&C	290	290	Miner	215	215
Ames	290	290	M&C	215	215
Ames	290	290	M&C	215	215
Ames	290	290	M&C	215	215
Ames	290	290	M&C	215	215
Ames	290	290	M&C	215	215
Ames	290	290	M&C	215	215
Ames	290	290	M&C	215	215
Ames	290	290	M&C	215	215
Ames	290	290	M&C	215	215
Ames	290	290	M&C	215	215
Ames	290	290	M&C	215	215
Ames	290	290	M&C	215	215
Ames	290	290	M&C	215	215
Ames	290	290	M&C	215	215
Ames	290	290	M&C	215	215

**LA BOURSE SUR MINTEL**  
**36-15 TAPEZ LEMONDE**

## Marché des options négociables le 21 novembre 1988

Nombre de contrats : 6 006

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Décembre dernier	Mars dernier	Décembre dernier	Mars dernier
Accor	570	20	44	-	12
CGE	368	36	58	3,10	-
EDF-Agip	368	3,70	14,50	-	-
Lafarge-Capell	1 480	22,50	73	58	-
Michelin	164	15	22	2	6,10
Midi	1 645	46	-	180	-
Parifair	440	32,10	53	7,50	16,50
Peugeot	1 280	59,50	115	33	60
Saint-Gobain	528	29,10	47	4,90	-
Société générale	520	31	55	25	-
Thomson-CSF	180	23	36	1,80	5

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 21 nov. 1988  
Nombre de contrats : 30 144

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc. 88	Mars 89	Jun 89
Dernier	106,50	106,20	105,60
Précédent	106,20	105,95	105,35

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 88	Mars 89	Déc. 88	Mars 89
104	2,42	2,59	0,01	0,39

## INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 5,90 F			
En l'absence de toute intervention des banques centrales, le dollar a repris son mouvement de baisse. Il a ainsi coté 5,9050 F (contre 5,9310 F). Selon les cambistes, les vendeurs de dollars s'enhardissent, profitant de la hausse marquée par les autorités monétaires des grands pays. L'activité a été qualifiée de normale.			
FRANCFORT	21 nov. 22 nov.	NEW-YORK (indice Dow Jones)	19 nov. 21 nov.
Dollar (en DM)	1,797 1,725	Industrielles	2 962,41 2 965,97
TOKYO	21 nov. 22 nov.	LONDRES (indice & Financial Times)	19 nov. 21 nov.
Dollar (en yen)	122,92 121,78	Industrielles	1 489 1 486,1
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets prévus)		Miniers d'Etat	176,2 171
Paris (22 nov.)	241/108	Fonds d'Etat	88,21 88,33
New-York (21 nov.)	118	TOKYO	21 nov. 22 nov.
		Nikkei Dow Jones	29 284,26 29 438,12
		Indice général	2 266,16 2 278,63

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
SE-U	5,9120	5,9150	- 38	- 23	- 115	- 98
SE-DM	4,9390	4,9457	- 114	- 73	- 232	- 170
SE-Yen	4,2519	4,2583	+ 145	+ 185	+ 282	+ 320
DM	3,4160	3,4191	+ 89	+ 108	+ 170	+ 184
FF	3,2035	3,2026	+ 61	+ 75	+ 131	+ 154
FR (100)	16,3990	16,3388	+ 53	+ 105	+ 178	+ 262
FS	4,8632	4,8681	+ 122	+ 141	+ 233	+ 265
L (1 000)	4,9854	4,9813	+ 154	+ 187	+ 306	+ 352
E	16,7608	16,7771	- 382	- 338	- 699	- 636

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U	3 1/2				6 1/2			
	1/4	1/2	3/4	1	1/4	1/2	3/4	1
FR	4 1/4	4 1/2	4 3/4	4 3/4	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2
FR (100)	5 1/8	5 3/8	5 1/4	5 3/8	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
FR (100)	6 7/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8
FR (100)	8 3/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4
FR (100)	11 3/8	11 1/2	11 1/2	11 1/2	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8
FR (100)	13 3/8	13 1/2	13 1/2	13 1/2	16 3/8	16 3/8	16 3/8	16 3/8
FR (100)	15 3/8	15 1/2	15 1/2	15 1/2	18 3/8	18 3/8	18 3/8	18 3/8

Ces courbes pratiquées sur le marché interbancaire des devises nous sont indiquées en fin de journée par une grande banque de la place.

## LONDRES, 21 novembre

**Baisse**  
La Bourse de Londres a encore aligné mardi un record, le huitième consécutif. L'indice Nikkei a gagné 145,86 points soit 0,50 % à 29 430,12 points. En huit séances, cet indice est donc en progression de 1 263,70 points, soit 4,5 % environ.

Pour les analystes, cette hausse constante des actions démontre que le marché est particulièrement solide en ce moment. La plupart des secteurs étaient orientés à la hausse en particulier ceux de la construction navale, des compagnies aériennes, des assurances et des pharmaceutiques. Les valeurs des sociétés exportatrices ont coté au-dessus du terrain en raison des inquiétudes que suscite l'avenir du yen face au dollar. Le billet vert est tombé sous la barre de 122 yen malgré l'intervention de la Banque du Japon.

## TOKYO, 22 novembre

**Encore un record**  
La Bourse de Tokyo a encore aligné mardi un record, le huitième consécutif. L'indice Nikkei a gagné 145,86 points soit 0,50 % à 29 430,12 points. En huit séances, cet indice est donc en progression de 1 263,70 points, soit 4,5 % environ.

Pour les analystes, cette hausse constante des actions démontre que le marché est particulièrement solide en ce moment. La plupart des secteurs étaient orientés à la hausse en particulier ceux de la construction navale, des compagnies aériennes, des assurances et des pharmaceutiques. Les valeurs des sociétés exportatrices ont coté au-dessus du terrain en raison des inquiétudes que suscite l'avenir du yen face au dollar. Le billet vert est tombé sous la barre de 122 yen malgré l'intervention de la Banque du Japon.

## FAITS ET RÉSULTATS

● Peugeot Guinand confirme son redressement : Après deux mois de rouge l'an dernier, Peugeot Guinand confirme son redressement en affichant un résultat net 1988 de quelque 40 milliards de francs.

Le chiffre net peut toutefois se comparer avec les 3 milliards de francs de bénéfice de l'an dernier, la société ayant depuis dépassé KSB-France qui avait affirmé en 1988 un résultat net de 14 milliards de francs. KSB-France a racheté Peugeot Guinand en 1986. KSB-France avait réalisé l'an dernier un bénéfice de quelque 8 milliards de francs.

Le chiffre d'affaires de Peugeot Guinand s'affiche en revanche en baisse à 905 millions de francs alors que l'an dernier la société avait réalisé des ventes de 977 millions et KSB-France de 170 millions.

Les résultats consolidés du groupe KSB-Peugeot Guinand devaient rester modestes tant que ses ventes (1,1 milliard de francs) devaient progresser de 1987 (1,8 milliard de francs) de 20 %.

Le bénéfice consolidé de Peugeot Guinand s'affiche en baisse de 140 millions de francs par rapport à l'an dernier (8 milliards de francs) et de 170 millions de francs par rapport à 1987 (8,8 milliards de francs).

En comparant les activités d'Arvida, le résultat net de l'exercice précédent a été de 444,6 millions de francs (2,6 milliards de francs).

Au quatrième trimestre de son exercice 1988, l'entreprise a enregistré une progression de 34 % de son chiffre d'affaires qui a atteint 1 milliard de francs (6 milliards de francs). Pour l'exercice de l'exercice 1988, la progression est de 20 % pour atteindre 3,4 milliards de francs (20 milliards de francs).

● Augmentation de capital de Salermont (chasse-marée) : La société congolaise Salermont AG, l'un des leaders congolais de la chasse-marée, va augmenter son capital de 10 millions de dollars pour le porter à 82,8 millions de dollars (274 millions de francs). L'opération est prévue pour le début de l'année prochaine. Elle sera financée par la vente de 500 actions nouvelles et par des souscriptions de 100 actions nouvelles au prix de 205 dollars chacune (697 F) à raison d'une action nouvelle pour huit actions anciennes.

Marchés financiers

BOURSE DU 21 NOVEMBRE

Cours relevés à 17 h 30

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and various stock indices.

Comptant (admission)

SICAV (admission)

21/11

Comptant and SICAV tables listing various financial instruments, their values, and market status.

Cote des changes

Marché libre de l'or

Tables for exchange rates and gold market prices.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements: 45-55-91-82, poste 4330

coupons détachés - o: offert - \*: droit détaché - d: demandé - p: prix précédent - m: marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
4 La formation de l'équipe de George Bush aux États-Unis.	9 La discussion budgétaire au Parlement.	12 La revalorisation de la condition des enseignants.	14 Danse: Lock et Chopinot au Sigma de Bordeaux.	40 L'ouverture du 41 <sup>e</sup> congrès de la CFDT.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 24 à 39 Campus ..... 20 Camet ..... 20 Météorologie ..... 19 Mots croisés ..... 19 Radio-Télévision ..... 19 Spectacles ..... 17	● Le mini-journal de la rédaction ..... JOUR ● La Bourse aux stages ..... BAS ● Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille ..... BOURSE ● Jouez avec Plactu ..... PLA 36-15 tapez LEMONDE
5 La CEE salue les « pas positifs » accomplis par les Palestiniens.	10 Le retour des militants indépendantistes d'Ouvéa. — Une étude de M. Jérôme Jaffré dans la revue <i>Pouvoir</i> .	13 Affaire Bouloque: la charge attendue du RPR.	15 La mort de Pauline Lafont. — Arts: sculptures anglaises.	41 Pechnyé: la double revanche de Jean Gandois.		
6 URSS: l'agitation dans la Caucase.	11 Un colloque sur les relations entre le président et le premier ministre.		16 « Digressions », par Bernard Frank. — Communication: un entretien avec M. Alain Juppé.	43 Dans les coulisses de l'OCPEP.		
7 URSS: la « semaine de la conscience ».				44-45 Les marchés financiers.		

## Les prix littéraires

**MÉDICIS: Christiane Rochefort pour « la Porte du fond »**

Le prix Médicis 1988 a été attribué à Christiane Rochefort pour la *Porte du fond* (Grasset) au deuxième tour de scrutin par 6 voix contre 4 à Patrick Deville pour *Longue-vue* (Minauit) et 1 à Luc Lang pour *Voyage sur la ligne d'horizon* (Gallimard).

**FEMINA: Alexandre Jardin pour « le Zèbre »**

Le prix Femina 1988 a été attribué à Alexandre Jardin pour le *Zèbre* (Gallimard), au deuxième tour de scrutin, par 5 voix contre 2 à Jean-Noël Pancrazi pour le *Passage des princesses* (Ramsay) et 2 à Christiane Rochefort pour la *Porte du fond* (Grasset).

**FEMINA ÉTRANGER: Amos Oz pour « la Boîte noire »**

Le prix Femina étranger a été décerné, au deuxième tour de scrutin, à l'écrivain israélien Amos Oz, pour la *Boîte noire* (Calmann-Lévy), par huit voix contre trois à Rod Jones pour *Julia Paradiso* (François Bourin).

**Tonique et revigorant**

Ainsi les jurés du Médicis réitérent l'« exploit » des Goncourt, en 1984, avec Marguerite Duras: donner leur prix — qui statutairement est censé être un prix de découverte — à un écrivain confirmé qu'on avait tout simplement omis de récompenser plus tôt. On peut s'étonner que l'auteur revigorant de *Repos du guerrier*, des *Petits Enfants du siècle*, des *Stances de Sophie* et de *Printemps au parking*, notamment les jurés des prix littéraires — tolèrent mal de la part des femmes, quel qu'ils en disent.

On ne va pas pour autant se plaindre de voir Christiane Rochefort enfin « découverte », et pour un roman à la fois noir et comique, scandaleux et pudique, qui traite d'un acte beaucoup plus répanché qu'on ne le dit, mais sur lequel la parole reste interdite: l'inceste entre père et fille.

La *Porte du fond* (Grasset) renoue avec la tradition de la

**Un vrai « pro »**

En couronnant Alexandre Jardin, les dames du Femina récompensent le second roman, *le Zèbre* (Gallimard) d'un jeune homme (vingt-trois ans), qui est déjà un vrai « pro ». Alexandre Jardin a en effet un talent incomparable pour lier ce qu'on attend d'un livre et d'un auteur de son âge par les temps qui courent. Il est beau, intelligent et subtil au point de savoir jouer l'enfant inculcité par ses parents, mais, ce « passe » mieux — à la télévision, bien sûr, où il avait affirmé tranquillement, en 1986, qu'il était « trop petit » pour Albert Cohen et qu'il « assisterait dans dix ans... ». Bref, Alexandre Jardin sait fabriquer des livres et les vendre, montrant ainsi une belle précocité.

Ses deux essais ont été des coups de maître. Son éditeur a vendu quelque soixante-dix mille exemplaires de *Bille en tête* (prix du Premier Roman 1986), le récit des amours d'un adolescent avec une femme plus âgée. Son second roman, *le Zèbre*, au tournant, distille en quelque sorte, l'amaury de sa femme, allant un jour jusqu'à lui offrir des fleurs au milieu des mères qui attendent leurs enfants à la sortie du lycée: « Elles avaient, il faut le reconnaître, des bobines à avoir des flâneries dans le lit conjugal et il n'y avait jamais débroussaillé les poils de leurs aisselles », écrit Alexandre Jardin avec une exquise délicatesse.

Devant cette incontestable réussite, il n'y a qu'un mot: « bravo! ». Mais voilà qu'imperceptiblement, du côté de son éditeur et de ceux qui, dans le milieu éditorial, aiment et soutiennent ce jeune homme si doué, on entend suggérer, sur le mode du « ça plait à beaucoup de lecteurs », que ce succès devrait imposer à tout l'adhésion aux qualités d'imagination et de style d'Alexandre Jardin.

Eh bien, non. Même si *le Zèbre* est sacrement bien ficelé et si « ça plait », on garde la liberté, contre la dictature des chiffres de vente — qui va bientôt devenir aussi pesante que celle de l'audimat —, de ne pas être béat d'admiration devant cette histoire et cette manière conventionnelles à l'excès et de préférer, pour rester parmi les débutants et chez le même éditeur, Gallimard, Luc Lang avec son *Voyage sur la ligne d'horizon*, qui, sans doute, « plait » à moins de gens, mais est porteur d'un univers et procède d'une réflexion sur la littérature et ce qu'elle a dit — ou non — sur le monde.

**Tous les déchirements**

Né en 1939, à Jérusalem, dans une famille de sionistes ardents venus en 1933 en Palestine pour aider à la création de l'État d'Israël, petit-fils d'un poète d'Odesse, fils d'un savant intellectuel spécialiste de littérature comparée, Amos Oz, le plus célèbre des romanciers israéliens, fut pendant longtemps « le kibboutnik de la littérature israélienne ».

Oz, le nom qu'il s'est choisi, signifie, en hébreu, « la force ». À l'âge de quinze ans, il quitte l'univers familial — sa mère s'est suicidée deux ans auparavant — pour devenir paysan-soldat au kibboutz de Hulda, un des plus anciens du pays. C'est là qu'il reviendra régulièrement vivre et écrire, alternant les études — à Jérusalem, à Oxford — et les combats dans les guerres israélo-arabes de 1967 et de 1973, avant de devenir un des fondateurs du mouvement de la gauche israélienne La Paix maintenant.

Dès ses premières nouvelles (*les Terres du chaco*, Stock, 1987), écrites entre 1962 et 1966, le débutant tente de démythifier, avec acuité et sans acrimonie, la vie idyllique du kibboutz; son premier roman, *Allez-vous-en*, est publié juste avant la guerre de six jours. C'est avec *Mon Michael* qu'il s'impose dans son pays et à l'étranger. Homme de lettres et citoyen, il alterne la fiction, l'essai et le journalisme politique.

La *Boîte noire*, peut-être son meilleur livre, est son sixième roman — publié comme les cinq précédents chez Calmann-Lévy. Il se présente comme un récit épistolaire dans lequel la « boîte noire » retrouvée lors de la chute d'un avion vient en contrepoint d'une autre catastrophe: l'établissement d'un couple dans une société israélienne en mutation (voir l'article d'Edgar Reichmann dans le *Monde* du 18 novembre). Un livre de tous les déchirements... N. Z.

**MÉDICIS ÉTRANGER: Thomas Bernhard pour « les Maîtres anciens »**

Le prix Médicis étranger a été attribué à l'écrivain autrichien Thomas Bernhard pour *les Maîtres anciens* (Gallimard), un roman polémique sur l'art (*le Monde* du 23 septembre), au premier tour de scrutin par 6 voix contre 4 à Andrzej Szczępiński pour la *Jolie Madame Seidenman* (Fallois), et une abstention.

**MÉDICIS ESSAI: Giovanni Macchia pour « Paris en ruines »**

Le prix Médicis Essai est revenu à l'auteur italien Giovanni Macchia pour *Paris en ruines* (Flammarion) au premier tour de scrutin par 6 voix contre 2 à Serge Bramsy pour *Léonard de Vinci* (Lattès) et 2 à Claude Olivenstein pour le *Nou-dit des émotions* (Odile Jacob) et 1 à Katharina von Bülow pour *Allemagne entre père et fils* (Grasset).

**Le coup de la discothèque!**

Elle devait inaugurer une boîte à Lausanne. Bernadette a fait le voyage, sourit triste, lunettes noires, suivie par une meute de journalistes hâletants, devant de curiosités malsaines. Allez, détestez, c'est quoi? Un coup de pub? Histoire de lancer votre bouquin, un bouquin sur vos gosses, comme par hasard. C'est du bidon, cette disparition, hein!

Moi, je l'avoue, j'en perdais pas une miette. Écran là, vue trépanée devant moi écarotée pour voir passer chez Patrick Sabatier à l'« Avis de recherche ». J'étais là, une vraie goule, à guetter ses réactions. Pas une larme, pas une grimace de chequin. La tranquille certitude de qui refuse d'accepter l'impopulaire. J'étais là, scopifique, goguenarde: « ça pue la frime à plein nez. Elle a perdu sa fille et elle ramène sa fratrie à la télé, si c'est pas une horre! »

Oui, c'est la honte et j'en rougis à ce y repensant aujourd'hui. Je me suis, nous nous sommes mal conduits. Du fond du cœur, j'en demande pardon à Bernadette Lafont et à ses enfants de la balle. De tous, les plus exposés à tomber dans la fosse aux lions.

CLAUDE SARRAUTE.

**Le faiseur de scandales**

Le torrent verbal et l'amour dévot de Thomas Bernhard vont donc commencer à toucher plus largement le public français et ce n'est que justice que de consacrer celui que l'on s'accorde à reconnaître, dans tous les pays de langue allemande, comme le plus important des écrivains contemporains. Les jurés du Médicis étranger, en couronnant le dix-huitième titre publié en vingt ans par la maison Gallimard, ont donc ratifié l'excellence du « faiseur de scandales » autrichien qui, d'ailleurs, affirme refuser désormais tous les prix.

« Depuis plus de dix ans, je n'accepte plus ni prix littéraires, ni titres et, naturellement, je n'accepterai pas non plus votre titre ridicule de professeur. La Grazer Autorenversammlung est une association de comédiens sans talents », écrivait-il, en 1986, au ministre autrichien de la culture qui proposait de lui décerner un titre honorifique dans cette union d'écrivains d'avant-garde. Actuellement, sa dernière pièce, *Heldenplatz*, qui traite de l'antisémitisme, fait scandale à Vienne (*le Monde* du 21 octobre). Viendra-t-il à Paris?

Né le 10 février 1931 aux Pays-Bas, fils naturel d'un menuisier qu'il ne connaît jamais, il passe sa petite enfance chez ses grands-parents, dans diverses régions d'Autriche, avant d'entreprendre des études (brèves) entre 1943 et 1947 au lycée de Salzbourg, tout en commençant l'apprentissage du violon qu'il remplacera plus tard par le chant et la musicologie. Ayant

**Le gardien des livres**

Giovanni Macchia, qui a soixante-seize ans, est considéré par les intellectuels italiens comme le plus grand essayiste de leur pays. Il a consacré la plus grande partie de ses travaux à la littérature française. Le livre qui est couronné aujourd'hui, *Paris en ruines*, était le dernier des recueils d'essais publiés par Macchia avant que ne paraisse, il y a quelques mois, en Italie, le premier volume de ce qui sera son œuvre majeure, une étude sur la littérature française des origines à nos jours. *Paris en ruines* est le second ouvrage de Macchia à paraître en français.

**Attentat contre l'Alcade des Algériens à Marseille.** — Un cocktail Molotov a été lancé dans les locaux de l'Alcade des Algériens en Europe à Marseille, vers 3 heures dans la nuit du lundi 21 au mardi 22 novembre, causant de faibles dégâts. Il n'y a pas eu de blessés. L'attentat n'avait pas été revendiqué mardi en fin de matinée.

**BOURSE DE PARIS**

**Matinée du 22 novembre**

**Stabilité**

Après avoir ouvert à la baisse à -0,21%, l'indicateur de tendance est à peu près stable en cours de matinée, à -0,03%. Les principales progressions sont Matra, Roussel Uclaf, Géophysique, Fromageries Bel, Jean Lefebvre, SCOA. Sont en baisse Stigas, Scotedit, Ingenico, Sogerap, Seb.

Le numéro du « Monde » daté 22 novembre 1988 a été tiré à 564 358 exemplaires.

**Où trouver Macintosh sans vous compliquer la vie?**

**INTERNATIONAL COMPUTER**

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26, rue du Renard Paris 4<sup>e</sup> 42 72 26 26  
64, av. du Prado Marseille 6<sup>e</sup> 91 37 25 03

**Dictez relax à la Duriez!**

VOUS ÊTES UN BATTANT, Chef, et votre Assistant(e) est ravi(e). Vous « Dictétez » à la Duriez, en voiture, en train, en avion, la nuit, au bureau ou après les heures.

Grand communicant, vous avez choisi, relax, votre mini-turbo, entre 25 machines à dictées chez Duriez: 14 de poche, 6 dictées de bureau, 5 lecteurs enregistreur Philips, Sanyo, Olympus, Pearlcorder. Toutes tailles (paquet de cig. etc.) • Obéissant au doigt, au pied à la voix • Capteurs téleph., et confidences • Micro-cavité • Le tout à prix charmes-Duriez de 519 à 3990 F. l.v.a. incluse (33 %).

3, R. La Boétie (8<sup>e</sup>) et toujours 112-132 Bd St-Germain, 6<sup>e</sup> (Odéon)

**MICHEL SWISS**

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES AUX AL TOURISTES ÉTRANGERS

PARFUMS, ACCESSOIRES PRODUITS DE BEAUTÉ TOUTES LES GRANDES MARQUES

16, rue de la Paix (Paris 75002) 2<sup>e</sup> étage asc. TEL: 42.61.61.71

**CHARLES LE GOLF**

**Vestes 100f**

Cashmere et laine 7 colonis, fabrication française.

177 Boulevard Saint-Germain, Paris 6<sup>e</sup> • 33 Rue de Bercy, Paris 12<sup>e</sup> • 8 Bule Saint-Augustin, Paris 1<sup>e</sup> • 120 Av. V. Hugo, Paris 16<sup>e</sup> • 28 Av. des Ternes, Paris 17<sup>e</sup> • 84, rue de Valenciennes, Paris 11<sup>e</sup>

**NICOLE ZAND.**

Les œuvres de Thomas Bernhard sont publiées chez Gallimard; le théâtre à l'Arche. Signalez nous un excellent et substantiel cahier Thomas Bernhard paru chez Arcane 17 en 1987.

(1) Outre *Minetti*, le *Noufragi*, *Simplement compliqué* représentés cette année en France, rappelez que sa pièce, *le Faiseur de théâtre*, se joue au Théâtre de la Ville dans la mise en scène de Jean-Pierre Vincent.

**Attentat devant le siège de la...**

**Venezuel**

**Attentat devant le siège de la...**

**Venezuel**

**Attentat devant le siège de la...**

**Venezuel**

**Attentat devant le siège de la...**

**Venezuel**